

Tension sur les prix du pétrole

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algeria, 1,20 D; Maroc, 1,50 D; Tunisie, 1,20 D...

Malgré un léger recul, le parti du président Carter conserve la majorité au Congrès

Il y a quatre ans, le 5 novembre 1974, la « mi-temps électorale » intervenant quelques semaines après la relève dramatique de Richard Nixon par Gerald Ford...

Les démocrates gardent la plupart des postes de gouverneur

La poussée républicaine, traditionnelle lors d'élections qui se situent entre deux scrutins présidentiels et lorsque la Maison Blanche est occupée par un démocrate...

De notre correspondant

Washington. — Une « élection sans tendance ». Ce commentaire de M. Gerald Ford résume assez bien les résultats des élections législatives américaines...

Washington. — Une « élection sans tendance ». Ce commentaire de M. Gerald Ford résume assez bien les résultats des élections législatives américaines...

MICHEL TATU

(Lire la suite page 4.)

L'Europe, facteur de division des partis de gauche

L'Europe divise de plus en plus les partis de gauche occidentaux. Contrairement au P.C.I., le parti communiste italien n'a pas de réserves majeures à la construction européenne...

En France, les communistes commentent sur un ton acerbe le rassemblement européen organisé à Lille par le P.S. tandis que M. Mitterrand affirme que « le P.C.F. ne veut pas de la construction européenne en dépit des engagements du programme commun de la gauche »...

ITALIE

Pour le P.C.I., la Communauté est « riche en perspectives positives »

De notre correspondant

Rome. — Le parti communiste italien défend l'Europe des Neuf, tout en voulant l'élargir et la faire évoluer. Il a tenu à le rappeler, alors que s'ouvre la campagne pour les élections de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct en réunissant à Rome, les 8 et 9 novembre, un colloque sur ce thème...

Cela n'apparaît guère dans le rapport introductif qu'a présenté, ce mercredi matin 8 novembre, M. Gian-Carlo Pajetta, membre du secrétariat du P.C.I. et président de la commission pour les affaires internationales...

Le P.C.I. souligne qu'il ne s'est pas brusquement converti à l'Europe en prévision du prochain scrutin. Mais il reconnaît aussi que ses positions « ont mûri », et il ne cherche d'ailleurs pas à « défendre tous les jugements » qu'il a formulés dans le passé.

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 9.)

FRANCE

Le différend s'aggrave entre le P.C. et le P.S.

La préparation des élections européennes qui se dérouleront en France le 10 juin 1979 contribue à aggraver un différend entre communistes et socialistes. Au cours du rassemblement solennel des socialistes européens organisé à Lille pour le lancement de la campagne du P.S. (lire en page 9 l'article de notre envoyé spécial) M. Michel Soland, secrétaire confédéral de la C.F.D.T., qui s'exprimait au nom de la Confédération européenne des syndicats, a reproché aux communistes de nier la dimension européenne et les a sommés d'expliquer sur la « responsabilité historique » qu'ils prennent ainsi...

Commentant mardi soir sur les antennes de FR3 le rassemblement de Lille, M. François Mitterrand a affirmé que le P.C.F. « au fond, ne veut pas de la construction européenne, en dépit des engagements du programme commun de la gauche ».

(Lire la suite page 9.)

EN IRAN, L'ANCIEN CHEF DE LA SAVAK ET ONZE AUTRES PERSONNALITÉS SONT ARRÊTÉS POUR CORRUPTION

(Lire page 3 l'article de PAUL BALTA.)

Décoloniser l'information

Qu'est-ce que l'information ? Comment est-elle transmise ? A qui ? Par qui ? Dans quel but ?

Au moment où la Conférence générale de l'UNESCO, réunie à Paris, cherche à définir « un nouvel ordre mondial de l'information » réclamé par les pays du tiers-monde, il est utile de rappeler ce qu'est l'« ordre » actuel.

Dans leur quasi-totalité, les informations que les médias diffusent à travers le monde proviennent de quatre agences de presse internationales. Les « quatre grandes ». Soit : deux agences américaines, Associated Press (A.P.) et United Press (U.P.), une anglaise, Reuters, et une française, l'Agence France-Presse (A.F.P.).

A.P. transmet 17 millions de mots par jour à 10 000 abonnés. Ses journalistes sont en poste dans 110 pays. On estime à 1 milliard le nombre

de personnes qui lisent ou entendent chaque jour ce qu'elle diffuse.

U.P. transmet 14 millions de mots par jour à 7 000 abonnés, vers 90 pays. Ses journalistes sont en poste dans 62 pays.

Reuters transmet 1 million et demi de mots par jour en six langues en direction de 155 pays. Elle a 529 journalistes en poste.

L'A.F.P. transmet 3 millions de mots par jour à 12 000 abonnés dans 80 pays. Ses journalistes sont en poste dans 110 pays du monde.

Quelques grands journaux (dont le Monde en France) ont leurs propres bureaux à l'étranger. Cela suppose une dépense si lourde par poste que, même en la limitant à quelques pays, les journaux sont rares qui peuvent et qui veulent assumer une telle charge.

source d'informations provenant du tiers-monde et diffusées dans le tiers-monde.

C'est contre ce monopole de fait des agences occidentales qu'un vent de révolte a commencé à souffler. Pourquoi ?

(Lire la suite page 18.)

L'AFFAIRE MORO

Le « J'accuse » de Leonardo Sciascia

Une peste ronge la société italienne. En 1974, on décompte 482 attentats ou délits politiques. En 1977, 2 128. Pour les neuf premiers mois de 1978, le total est déjà de 1 668, avec 67 morts, 255 blessés, plus 124 victimes des affrontements de rue. Les termes de criminalité, de violence, n'ont plus cours. Etant donné un certain « contexte » (le mot déjà lancé par Sciascia), on peut parler de « guérilla » ; de même qu'en 1969, lorsqu'un parti de « masses » d'Etat » pour désigner des épisodes obscurs et sanglants (Milan, Brescia). La peste, en effet, semble se diffuser à travers des forces opposées, des pouvoirs mystérieux, et le dernier attentat n'est pas le pouvoir d'un Etat qui s'effondre.

Moro demande que l'Etat le sauve en acceptant les conditions de la « guérilla » : échange des prisonniers. De l'intérieur des « palais », démocrates - chrétiens et communistes décident que l'Etat ne doit pas céder. Mais Moro répond par une série de lettres à l'Etat qui le sacrifie. D'un côté, il ne cède pas ou « procès » des Brigades rouges et ne révèle pas les secrets d'Etat ; de l'autre, il ouvre son « procès » personnel contre les démocrates chrétiens, les communistes, le pape qui a prétendu obtenir une libération « sans conditions », coupables de le mener à la mort.

ALBERTO CAVALLARI

(Lire la suite page 8.)

Un vent de révolte

Aucun organe du tiers-monde n'a les moyens d'avoir son propre réseau de correspondants.

En bref, les « quatre grandes » constituent pratiquement la suite

AU JOUR LE JOUR

Sur des roulettes

Les jeux sont faits et rien ne va plus à Nice où M. Jean-Dominique Fratoni, P.-D.G. du casino Ruhl, se retrouve inculpé d'infraction à la législation sur les sociétés, sans oublier de fortes présomptions de fraude fiscale, ni la disparition de Mme Agnès Le Roux et de nombreux rumeurs autour d'un certain argent de la Mafia.

N'allez pas en conclure qu'avec un tel dossier M. Fratoni a été aussitôt bouclé comme un vulgaire voleur de supermarché : en effet, confondre la roulette nippoise avec le vol à la tire, pas plus qu'on ne peut confondre le hasard et la nécessité.

BERNARD CHAPIUS.

UN PROCUREUR GÉNÉRAL ASSASSINÉ PRÈS DE ROME ainsi que deux autres personnes

(Lire page 42.)

En un sens, la « personnalisation » croissante de la vie politique américaine tend à élargir son champ d'action. Ce n'est pas sans conséquence sur la situation dans plusieurs des cinquante Etats qui, de plus en plus, déterminent l'avenir et le style de la lutte. Comment tirer des enseignements d'élections qui, par exemple, ont été tantôt indignes et tantôt sévères pour les candidats, tantôt étonnantes, tantôt impliquées dans des affaires scandaleuses ?

Pas davantage, les raids-éclairés de M. Carter à la dernière minute de la campagne ne semblent avoir joué un rôle dans le sort des candidats qui recevaient ainsi l'unction présidentielle. Qu'elle ait été cependant demandée ou seulement acceptée, alors que, avant Camp David, cette assistance était en général jugée plutôt embarrassante par les candidats, prouve que le chat de l'élection a réouvert le crédit populaire nécessaire à sa fonction.

Cette remontée ne lui facilitera pas forcément la tâche devant le Congrès, qui se réunira en janvier. Celui-ci comportera un contingent exceptionnellement élevé de « nouveaux », assez jeunes pour la plupart, indépendants d'esprit et de moyens, et dont rien n'indique encore qu'ils soient plus préoccupés que leurs aînés par les « grands problèmes » de la société américaine dans son ensemble et par les responsabilités internationales qui pèsent sur la présidence.

En revanche, on ne peut pas dire que d'impitoyables vedettes se soient manifestées dans leurs rangs. La majorité démocrate au Congrès sera probablement tout aussi flottante et fragmentée que celle qu'elle vient de remplacer, et M. Carter n'y peut voir pointer de rival capable de mettre en péril ses aspirations à la réélection en 1980. C'est une élection, mais il lui reste beaucoup moins de deux ans en fait - une quinzaine de mois tout au plus - pour convaincre définitivement l'opinion que ses récents succès diplomatiques ne sont pas des cadeaux de la providence ; qu'il sait s'imposer à ses compatriotes comme le guide au-dessus des factions et des partis politiques, qui sont de moins en moins des instruments de gouvernement.

A la différence d'un Lyndon Johnson ou d'un Richard Nixon, M. Carter ne semble pas haï par la place qu'il se taille dans l'histoire. C'est une supériorité psychologique sur ses prédécesseurs et une forme de maîtrise de soi. Qu'elle se double d'autorité devant le Congrès, et l'ancien président pourra se féliciter d'avoir rendu sa collation à la démocratie américaine.

UN ROMAN CHANGER LA MORT ALBIN MICHEL

la récolte record des céréales

DANIEL VIBR

MEDICAL

LA NAVIGNE

de en lie

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS

IRAN

La voix du peuple

QUAND j'écoute les nouvelles ou que je vois les images qui nous parviennent d'Iran ces jours-ci, j'ai l'impression d'être brusquement transporté dans un autre siècle. Non pas cet an 2000 que M. Giscard d'Estaing couve d'un regard avide, comme s'il était possible de l'évoquer en cherchant le fond de ses yeux, qui n'existent pas encore.

C'est au siècle dernier que je pense, c'est au siècle dernier que je suis, le siècle de Victor Hugo, de Michelet, de Mickiewicz, des populistes russes lorsque, en l'honneur de la foule parisienne qui, en janvier 1870, pour les obsèques de Victor Noir, remplissait les boulevards du préfet Haussmann, le poète écrivait :

« Le peuple est un lion, il rugit, il ose regarder l'empire face à face. »

Le peuple a pris la parole, ou plutôt il s'est levé la voix, dans ce très vieux pays, soumis à un despotisme millénaire : Achéménides, Séleucides, Arsacides, Sassanides... et l'on peut continuer ainsi sans s'interrompre jusqu'aux

par JACQUES MADAULE

actuels Pahlavi. Ah ! comme il était habitué à la servitude, et comme on pouvait compter sur lui pour élever à ses dépens la pyramide industrielle des temps modernes ! Sous la double protection des lointains Etats-Unis et de la toute proche Union soviétique, il n'y avait pas à se gêner. On pouvait en toute sécurité laisser une oligarchie de parents, de courtisans et de compradores se remplir les poches et mener la douce vita dans les paradis dont ce pays de contrastes a le secret. Le paysan travailla et se fit entre le désert et le ciel. On célébra avec faste le deux mille cinq centième anniversaire de Cyrus le Grand. On montre aux hôtes étrangers combien le souverain est aimé par ce bon peuple, si bon vraiment qu'on se laisserait presque aller à l'aimer soi-même. Il y a, bien sûr, quelques intellectuels dissidents (toujours aux 1). Mais ils sont en exil ou bien gémissent sous la torture dans les caves de la SAVAK. Qui les entend ?

l'énorme Chine populaire, vient en personne lui rendre visite à Téhéran, au plus fort de la crise : l'Union soviétique ne bouge pas, car elle craint que cette furie musulmane ne gagne ses propres peuples islamiques ; l'Irak voisin, saisi au onzième des Kurdes, se montre compréhensif et chasse de son territoire l'ayatollah Khomeiny. Que peut-on faire de mieux ?

Enfin — et c'est le principal, — l'armée jusqu'à présent est fidèle. Elle tira sur le peuple. C'est pour ça que les armées sont faites en dernière analyse, n'est-ce pas ? Pourtant, rien ne va plus. Les soulèvements et les cortèges se multiplient de ville en ville, se répètent comme de terribles factes, de quarante jours en quarante jours. Le véritable chef du peuple est en exil, près de Paris, dans quelque villa de banlieue construite au temps de la loi Loucheur. Et les bergers du troupeau viennent jusqu'ici pour tenter de le fléchir. Il exige la chute de la dynastie. Mais se rend-il bien compte du saut dans l'inconnu que ce serait ? Ne pourrait-on du moins ménager quelque transition ? L'ayatollah paraît inébranlable, et des craquements de plus en plus inquiétants se font entendre dans l'arbre des Pahlavi.

La voix du peuple s'est élevée ; la voix du peuple s'élève tous les jours, et rien ne semble pouvoir lui résister. Les choses se passent à la fin de ce siècle en Iran comme les généraux révoqués de l'autre siècle avaient toujours dit qu'elles devaient se passer. La chute probable du chah d'Iran sera pour les réalistes de tout poil, qui avaient exclu Dieu et le peuple iranien de leurs calculs, un revers de première grandeur.

Peut-être les peuples se remettront-ils à parler un peu partout, à la suite du peuple iranien que les tanks n'intimident pas. Et commencera une ère nouvelle dans l'histoire du monde. Un peuple bouge, et le filet technologique dans quel on avait cru le paralyser se casse de partout, comme les fils où les habitants de Lilliput avaient cru immobiliser Gulliver.

La religion dans l'opposition

Mossadegh ? Ah ! oui, dans des temps très anciens, car vingt-cinq ans, c'est presque une éternité de nos jours. Le temps va vite et le chah est un homme moderne. N'a-t-il pas la plus belle armée du monde, la mieux équipée, la mieux entraînée ? Avec cela, qu'y a-t-il à craindre ? Le secret du pouvoir, n'est-ce pas la force, la force brute à peine habillée de quelques oripeaux sans importance, pour la forme ?

Et pourtant le peuple gronde. C'est d'abord un de ces grondements sourds, dont on ne sait pas très bien si c'est le vent qui passe sur les pins ou un orage lointain qui approche. On torture, on fusille de plus en plus. Quelques bonnes âmes s'émeuvent à l'étranger ; des avocats se rendent à Téhéran pour interroger le ministre de la justice. Mais il a répondu à tout !

Or voici que les religieux s'en mêlent. Cette bonne vieille religion musulmane, qui avait été jusqu'ici le soutien de toutes les dynasties, voici qu'elle passe dans l'opposition. Il paraît que le chah est trop progressiste. Qui l'édit cru ? Il dévoile les femmes. Il laisse entendre que toutes ces vieilleries ont fait leur temps. L'Occident, que nous imitions en toutes choses, n'en passe pas bien. Pourquoi pas l'Iran ? Au surplus, ces soulèvements religieux, s'ils ne prennent pas une telle ampleur, complèteraient assez bien l'image de marque du souverain progressiste. Ne luttait-il pas contre l'obscurantisme et la superstition ?

C'est pourquoi il est entouré d'égards. Le président Carter, qui est religieux, pourtant, mais pratique une religion éclairée, lui câble ses encouragements ; M. Hua Kuo-feng, numéro un de

Un phénomène de rejet

La détermination du peuple iranien dans sa lutte pour les libertés est maintenant, est enfin, connue en Europe, et particulièrement en France.

Il aura fallu des années de résistance à une impitoyable répression ; il aura fallu des dizaines de milliers de prisonniers, de torturés, de fusillés ; il aura fallu les manifestations de Téhéran et les printemps des fleurs ; il aura fallu les dix mille morts du vendredi noir ; car c'est ce prix-là que le peuple d'Iran a payé pour que ses luttes soient enfin largement connues ; pour que soit enfin balayé le mythe du « général monarche moderne faisant sortir pour le bien de son peuple son pays du sous-développement pour le précipiter dans le peloton de tête des nations industrialisées ».

Aujourd'hui, l'opinion publique française sait : elle sait que c'est au détriment de l'écrasante majorité des Iraniens que s'est réalisé un développement sauvage qui n'a profité qu'à une poignée de grands bourgeois et de l'entourage du chah et à leurs protecteurs étrangers — sans oublier, bien sûr, les colossales fortunes accumulées par la famille impériale.

Ainsi est tombé le masque d'un régime prétendument « en voie de libéralisation ». Plus personne, ici, n'ose continuer de vanter les qualités et les bienfaits du gouvernement de Reza Pahlavi.

Et pourtant, ce souverain, isolé intérieurement, haï de tout un peuple de qui le séparant tant de cadavres, trouve encore, trouve toujours des voix pour le soutenir. Même si le discours a changé.

Personne, il est vrai, n'accorde le moindre crédit au brève de bonne conduite accordé au chah par le « champion des droits de l'homme » que serait le président Carter. Mais le pétrole, n'est-ce pas, et le gaz...

Ce qui apparaît maintenant, c'est un argument nouveau — nouveau en Europe du moins — ce sont des groupes d'extrémistes de droite et de fanatiques religieux qui essaient de renverser le chah : c'est en ces termes qu'a été reprise par un journaliste français, à Strasbourg, la vieille propagande du chah contre ce que lui-même appelle « son opposition ». Des

par NURI ALBALA (\*)

voix — nombreuses, hélas ! — se font entendre pour soutenir cette argumentation. Argumentation qu'il est urgent de démentir. D'abord parce que, même de façon plus subtile, elle conduit toujours à la même conclusion : qu'il ne faut pas déstabiliser le régime du chah et que celui-ci doit rester au pouvoir.

Le peuple iranien ne veut plus de son dictateur ? La belle affaire ! Nous savons bien, nous, n'est-ce pas, que c'est le peuple iranien qui a tort...

Argumentation qu'il est nécessaire de démentir parce qu'elle repose sur deux erreurs, d'autant plus graves qu'elles n'apparaissent pas innocentes.

D'une part, ce n'est pas par fanatisme religieux que des milliers d'Iraniens ont crié : « A bas le chah ! » Ce n'est ni la religion ni le fanatisme qui sont à l'origine du très profond mécontentement créé depuis vingt-cinq ans par la politique anti-

nationale et antipopulaire du régime.

Car ce sont le chah et son régime qui sont la source directe du mécontentement de tout un peuple. C'est le chah qui a décidé la réforme agraire (on a le pouvoir de ne plus parler en Iran de Révolution blanche) dont on sait combien les conséquences ont été catastrophiques. C'est le chah qui a décidé de consacrer une part considérable du budget de l'Iran à des achats massifs d'armements. C'est le chah qui a pris des paris dangereux sur l'augmentation future des revenus pétroliers et mis ainsi son pays dans une situation d'équilibre économique précaire, équilibre gravement rompu au moment du développement du phénomène inflationniste dans les pays occidentaux. C'est le chah qui, devant ces difficultés nouvelles, a dû avoir recours pour honorer les engagements contractés par son système bancaire intérieur, rendant extrêmement difficile l'accroissement de crédit aux petits commerçants, et créant de graves difficultés à ceux-ci, d'où leur mécontentement.

Le réveil religieux

En face de la conjonction des mécontentements, le régime n'a été capable que d'une réponse : la répression.

La mosquée est alors devenue le lieu, le seul lieu où l'on pouvait s'exprimer, c'est-à-dire exprimer son mécontentement. La religion est alors devenue, non seulement ce qu'elle était déjà, un moyen d'identification culturelle, donc un moyen d'affirmation nationale, mais encore un lieu de rencontre de toutes les oppositions à un régime rejeté par un peuple entier.

Et c'est pour cela qu'il faut bien voir que le mouvement religieux d'opposition au chah n'est pas « un mouvement de droite » et est fondamentalement parce qu'il n'est pas un mouvement cohérent, homogène.

A lire les interviews accordées récemment par des dignitaires chiites iraniens, on voit bien que le discours n'est pas univoque ; et ce n'est sans doute pas par hasard que le peuple

(\*) Avocat à la cour, secrétaire général de l'association française d'amitié et de solidarité avec le peuple d'Iran.

iranien eût largement plus les mots d'ordre de celui qui leur crie : « A bas le chah ! » (Khomeiny) plutôt que de celui qui le chuchote beaucoup plus doucement (Sheriat Maderi).

Car si la résistance à l'oppression a été en grande partie canalisée dans un phénomène d'expression religieuse, elle s'affirme avant tout, elle s'affirme surtout dans un rejet profond de la personne même du chah et de son régime.

Est bien suspect, d'autre part, le soutien apporté à un peuple, sous la condition qu'il choisisse pour ses luttes de libération, les organisations que, de l'extérieur, on veut bien lui conseiller.

Car, aujourd'hui, le peuple iranien réclame le départ du chah. Les organisations politiques iraniennes (à l'exception bien sûr du parti gouvernemental Rastakhiz) réclament le départ du chah.

Et nous aurions l'audace, assés dans nos fauteuils à Paris ou à Londres, d'apporter notre soutien au peuple iranien du bout des lèvres et en faisant un tel dans les avancées que ce peuple s'est choisies ? Etrange discours !

Cela revient à dire à trente-cinq millions d'hommes et de femmes : « Il est très bien de vouloir vous libérer, nous sommes d'accord. Mais ce n'est pas le moment. Supportez encore la dictature, tenez-vous encore sur vos millions et vous verrez plus tard, si vous avez choisi des organisations politiques qui nous plaisent... »

Les démocrates iraniens se félicitent que l'opinion publique, en France, que les mass media de notre pays soient parmi les premiers à faire savoir au monde ce qui se passe vraiment en Iran. Mais interrogés sur l'importance fondamentale du soutien que les Français éprouvent à l'égard du chah, ils nous disent : leurs luttes, alors surtout que leur gouvernement fait preuve à l'égard du chah d'une neutralité pour le moins bienveillante. Voilà pourquoi, il ne peut être question de marchander notre soutien, il ne peut être question, quels que soient les prétextes invoqués, de ne l'apporter qu'avec réticence.

CORRESPONDANCE

A propos du général Pakravan

M. Paul Vieille nous écrit : J'ai lu la lettre de Mme Naderzad que le Monde a publiée le 30 septembre et j'ai répondu à l'article de Resvani paru dans le numéro daté 17-18 septembre (N.D.L.R. mettant en cause le général Pakravan, ancien ambassadeur d'Iran à Paris et ancien chef de la SAVAK).

J'ai assisté à la rencontre que rapporte Resvani et puis assurer l'authenticité du compte rendu qu'il en a donné, et notamment du message qui nous fut proposé : reconnaître la réalité du développement iranien (dont on sait aujourd'hui ce qu'il signifie) afin d'avoir le droit de protester contre des condamnations prononcées en dehors de toute légalité et une pratique policière méprisante des droits de l'homme et de la défense.

Je voudrais ajouter ceci : il est exact que les premières années de la présence du général Pakravan à la tête de la SAVAK ont correspondu à une relative libéralisation du régime (on était en pleine crise économique et il fallait jeter du lest), à partir de 1968 le général, dirigeant ou, effectivement la police politique, a couvert les débuts d'une nouvelle et terrible période de répression.

Mettre fin à la dépendance

DEPUIS un an, un peuple unanime, face à une armée puissante, réclame le départ de la dynastie. Pourquoi ? Le renouveau de l'intégrité religieuse n'a suffi pas à étayer une analyse sérieuse. Il faut d'abord mentionner les raisons politiques. Six identifications se sont peu à peu imposées à l'ensemble des couches sociales : a) Chah = SAVAK. — En un quart de siècle, les victimes des brutalités de l'armée se montent à plusieurs dizaines de milliers de morts, et la police politique, qui a étouffé toute aspiration à la démocratie, ne dépend — depuis le renforcement de ses pouvoirs en 1956 — que de la personne du souverain et agit que sur ses seuls ordres. b) Chah = Américain. — La volonté délibérée du chah d'asso-

cié étroitement les Etats-Unis à sa politique (trente-cinq mille conseillers américains dans l'armée et la SAVAK, achats massifs d'armements, contrats économiques privilégiés, échanges culturels intenses) a conduit à la dépendance du pays, renforcée par l'accord bilatéral militaire liant Washington à la défense du régime « face à la menace extérieure et à la subversion intérieure ». c) Chah = corruption au niveau le plus haut. — Cour et l'aristocratie de l'Etat. — Composer avec la cour et ses innombrables ramifications, par le « don » des actions, offrait la clef de la réussite pour la conclusion de tout contrat relativement important. Par ce biais, l'Iran s'est transformé en un gigantesque « holding » dépendant des nombreuses « fondations » de la cour.

par HASSAN CHAZI (\*)

d) Chah = non-Iranien (Aj-nabi). — Sa Majesté souhaitait un changement des mentalités, à l'américaine, pour assoier ses réformes. Comme si un peuple plusieurs fois millénaire, à la tradition culturelle très riche, pouvait ne pas réagir à cette agression permanente !

e) Chah = despote non éclairé. — Les aristocrates ont exploité sa tendance au gigantisme, l'élevant au rang de « génie du siècle », de « guide éclairé et infaillible », voire d'ombre du dieu ». Souvent nous nous des fastes de Persépolis et des fêtes du couronnement. L'enseignement de ses ouvrages était obligatoire dans les établissements scolaires.

f) Chah = anti-religion. — Bien qu'il ait clamé son attachement à la religion et au « mysticisme », le chah s'est employé en pratique à briser les institutions religieuses pour les remplacer par d'autres à son service. En juin 1963, l'effacement avec les forces religieuses s'est soldé par quinze mille morts et par l'exil de l'ayatollah Khomeiny.

En l'absence d'un gouvernement responsable, contrôlé par une Assemblée librement élue, c'est le souverain qui est apparu progressivement comme le seul responsable. Il aurait pu jouer le rôle d'arbitre prévu par la Constitution, mais, à gouverner sans partage depuis vingt-cinq ans, il a fini par dresser contre lui toutes les forces vives de la nation. L'armée, la SAVAK, et les forces para-militaires sont les seuls appuis qui lui restent à l'intérieur ; les Etats-Unis, à l'extérieur.

Vient ensuite, comme cause de l'actuel phénomène de rejet, le projet de société du chah. On a trop souvent parlé de son « pari prodigieux et dangereux » : tirer un peuple du sous-développement pour l'amener à la pointe du progrès. Les fabuleuses richesses du pays, ses nombreux cadres, sa civilisation ancienne, sa place, son espace géopolitique, ses trente-six millions d'habitants, enfin, sont autant de facteurs qui permettraient de concevoir un véritable projet de société. Mais l'exercice de ce projet a mal commencé : il ne s'agissait en aucun cas d'un besoin d'un grand pays.

En 1953, est tombée à 58 % en 1963 et à 47 % en 1976. Si l'on tient compte du fait que la majorité des paysans sont allés vers les grandes villes, la croissance de ces dernières se situe entre 200 et 300 %, et on peut difficilement imaginer les pesanteurs socio-économiques qu'entraîne cette urbanisation forcée et ses effets à venir sur l'économie du pays.

Entre 1970 et 1973, on a cru à la formation d'un marché national capable d'absorber les produits industriels, mais ses capacités naissantes ont été sérieusement compromises par l'inflation. La recherche de marchés extérieurs, en particulier au Proche-Orient, n'a pas apporté les résultats escomptés.

La solution de la crise : pour les stratèges des grandes puissances (Etats-Unis, certains pays d'Europe, Chine), l'Iran, avec ses potentialités, sa stabilité, son armée et la personnalité de son souverain, constituait le maillon nécessaire dans l'axe OTAN-Iran-Japon. Pour les Iraniens, l'analyse est différente. La gravité de la situation est telle qu'une solution réelle et durable ne peut être trouvée qu'en mettant fin à la dépendance du pays à l'égard des Etats-Unis. Pas de miracle à une crise si aiguë. Un gouvernement authentiquement iranien devrait arrêter les achats démesurés d'armements, revoir les avantages extravagants accordés aux multinationales, en finir avec le consortium du pétrole pour assainir la situation économique, améliorer « le sort de notre peuple, des frondeurs aujourd'hui opprimés... mettre un terme aux abus... Enfin, la fonction de la paysannerie devrait être restaurée ».

Et des pesanteurs extérieures pesaient dans l'Etat et dans l'armée, aucune solution à la hauteur de la gravité de la crise ne pourra être trouvée. Il va de soi que l'Iran aura besoin de coopérer avec les pays développés, avec ceux de l'Europe occidentale en particulier, mais sur les bases du respect réciproque et des avantages mutuels. Le peuple iranien a fait son choix ; aux autres d'assumer leurs responsabilités !

L'axe OTAN-Iran-Japon

La révolution blanche se résume en la volonté du souverain de faire de l'Iran, pays agricole et exportateur de pétrole, une puissance industrielle. En pratique, on a assisté à la naissance d'une puissante industrie de montage de véhicules et à la création d'industries pétrochimiques, métallurgiques, sidérurgiques et du bâtiment, ainsi qu'au développement de l'industrie légère.

Ces installations n'indiquent qu'une vingtaine de grandes villes, réparties surtout au nord, avec quelques pôles situés au centre et au sud. Les trois axes fondamentaux du « modèle » de développement iranien étaient : l'adoption de la politique de « porte ouverte » dans les domaines financiers et douaniers, l'appel aux capitaux étrangers et leur protection, une

croissance accompagnée d'inflation (de l'ordre de 71 % pour les trois premières années), qui avantage une minorité privilégiée. L'évolution du P.N.B. a varié, en fait, de 3,3 % en 1961 à 12,9 % en 1971, et de 41 % en 1974 (en raison du flux des pétro-dollars). La réforme agraire, pierre angulaire de la révolution blanche, a transformé l'Iran, pays exportateur de produits agricoles, en importateur. Pour 1977, les achats agricoles à l'étranger s'élevaient à plus de 2 milliards de dollars. Faute d'encadrement, de concours financiers et technologiques, et à cause du morcellement extrême des terres, de nombreux paysans ayant reçu une parcelle de terrain l'ont vendue ou abandonnée pour venir grossir les rangs de l'armée du travail, à la périphérie des grands centres industriels. La population rurale, d'environ 75 %

Flagrants délits d'imaginaire. Cultures populaires, aujourd'hui : le merveilleux et le désirable. L'expression immédiate des créateurs du quotidien ; des graffiti aux jardins ouvriers, de la "perruque" aux collections dingues... Autrement n° 16 - 300 pages - 100 illustrations - 40 F. Diffusion le Seuil ou 73 rue de Turbigo, Paris 3°. autrement

سازمان چاپ و نشر

# étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA CRISE IRANIENNE

### Le gouvernement mise sur la lutte contre la corruption pour conquérir une audience

Des heurts entre manifestants et soldats ont fait, mardi 7 novembre, selon l'opposition, six morts et cinq blessés à Téhéran et cinq morts à Hamadan, à 200 kilomètres au sud-ouest de la capitale.

Deux personnalités, dont plusieurs anciens ministres et l'ancien chef de la police politique (SAVAK), ont été arrêtées le même jour, aux termes de l'article 5 de la loi martiale qui

réprime les «abus» et la corruption (page 3). D'autre part, le général Ali Mo'hamed Khademi, ancien président d'Iran Air, a été abattu mardi par des terroristes, déclarant ce mercredi les membres de sa famille. Ils rejettent catégoriquement la version selon laquelle il se serait donné la mort pour échapper à une arrestation. Selon la famille du général, sept inconnus ont pénétré mardi matin à l'intérieur

de la maison du général et l'ont blessé d'un coup de feu derrière l'oreille avant de le laisser de coups de couteau et de prendre la fuite. Transporté à l'hôpital Reza-Pahlavi, il y est mort peu après. Les proches du général pensent que les meurtriers pouvaient être des extrémistes religieux. Le général Khademi était un « bahai », membre d'une secte islamique exécutée par les chiites.



PAUL BALTA.

#### De notre envoyé spécial

« fait annoncer, mardi 7 novembre, par l'agence Paris, que « deux hostiles personnalités, dont des ministres de l'ancien cabinet, ont été arrêtées pour corruption et que d'autres le seront dans les jours qui viennent ». L'effet de cette nouvelle est cependant contredit par les déclarations de journalistes et d'intellectuels et par divers incidents. Ainsi, un étudiant blessé dans une manifestation ayant été transporté à l'hôpital Bahlavi et le personnel s'étant déplacé massivement pour l'accueillir, un char à défoncé le portail de l'hôpital. Les militaires entendaient faire appliquer la loi martiale, qui interdit les rassemblements de plus de trois personnes; ils ont tiré dans les cordons sur le personnel blessé, un médecin. Ce mercredi, selon l'opposition, cinq personnes ont été tuées et quarante-sept autres blessées à Zolhan, à 200 kilomètres au nord-est de Téhéran.

Le gouvernement, redoutant sans doute l'effet flocheur des mesures prises contre la presse, fait pression sur les journaux pour qu'ils publient, mais les typographes font grève et les journalistes réclament des garanties. Les étudiants, de leur côté, envisagent de créer leur propre journal pour palier les carences de l'information.

Bien qu'on assiste à une certaine reprise de l'activité, notamment à Iran Air, dans le pétrole et dans les postes, la plupart des magasins sont demeurés fermés mardi. Et ont ouvert en plus grand nombre ce mercredi matin. Les milieux d'affaires et la nouvelle bourgeoisie a que l'empireur des troubles inquiète, ne sont pas mécontents de la reprise en main actuelle, tout en se demandant si le gouvernement parvient réellement à redresser la situation et à empêcher une nouvelle explosion populaire.

En revanche, c'est avec une plus grande énergie que les militaires et les hauts fonctionnaires et les technocrates du régime ont accueilli la nouvelle formation. Ils mettent en doute la capacité des militaires à remettre en

marche le pays. Les grèves et les émeutes ont en effet provoqué des dommages considérables (des milliers de sacs postaux sont en souffrance et la plupart des banques sont dans l'incapacité de fonctionner avant des semaines, sinon des mois). Ils doutent également qu'ils sachent gérer l'économie et les finances du pays. Fidèles serviteurs du régime, ils se sentent mis sur la touche et ils semblent même qu'une partie de l'administration commencée à faire de la « résistance passive ».

#### L'attitude du Front national

Le jeu est plus subtil entre le régime et l'opposition modérée, dont le Front national est la principale composante. Ce parti, lieu de rencontre entre l'intelligentsia, une partie des religieux et la bourgeoisie marchande traditionnelle du Bazar, souhaiterait une normalisation dans le cadre constitutionnel. Les dirigeants du Front ne désespèrent pas d'accéder au pouvoir, estimant que l'actuel gouvernement peut rétablir de résoudre la crise profonde que la légalité par un référendum qui serait organisé par un gouvernement d'union nationale formé de personnalités « n'ayant pas collaboré avec le tyranisme ».

Les dirigeants du Front national assurent que, si le chah ne se résout pas à prendre les mesures nécessaires, « nous espérons que les contradictions auxquelles le gouvernement du général Azhari doit faire face : comment respecter la loi martiale préventive, en même temps garantir les libertés fondamentales? Comment ces mêmes militaires, qui ont été exécutés de haute main, pourront-ils poursuivre ou faire poursuivre d'autres militaires et des dirigeants de la SAVAK coupables de crimes? C'est une telle question qui donnera de la cré-

ditibilité à la dynastie. L'annonce de l'arrestation de deux personnalités pour corruption est enregistrée avec intérêt par le Front. Il fait cependant remarquer que des centaines et même des milliers d'autres coupables sont à l'abri. Bien qu'il jouisse d'un certain prestige en sa qualité d'héritier spirituel de Mossadegh, le Front n'a qu'une assise populaire limitée. Le régime, qui a empêché l'émergence d'une nouvelle classe politique, en porte la responsabilité. Il n'en demeure pas moins que ce handicap gêne le Front et qu'il est en contact avec la gauche traditionnelle, qui ont conscience de leur éloignement de la masse populaire favorable à l'ayatollah. Les comités de étudiants. Ces derniers jugent dérisoires les intrigues et les jeux politiques actuels et défendent des positions radicales.

#### L'ANCIEN CHEF DE LA SAVAK FIGURE PARMI LES DOUZE PERSONNALITÉS ARRÊTÉES

Téhéran (A.F.P.). — Le communiqué rendu public mardi 7 novembre par l'administration de la loi martiale et annonçant l'arrestation de deux personnalités « hostiles » nous mentionne le général en retraite Nematollah Nasiri, ancien chef de la police politique (SAVAK); M. Mousatchahar Ameneh, ancien ministre chargé des affaires électorales dans le précédent gouvernement de M. Chahri Namazi, et M. Davud Homayoun, ancien ministre de l'information et du tourisme dans l'ancien gouvernement de M. Amoussagar. Les autres personnalités arrêtées sont : M. Kay Vahidin, ancien ministre de l'énergie; M. Manouchehr Taslimi, ancien ministre du commerce; le général en retraite Jafar Qoli Sadri, ancien chef de département des postes; M. Reza Sadeghiani, ancien ministre des coopératives et des affaires rurales; M. Abdolrasoul Valian, ancien gouverneur de la province de Kohistan (est du pays); M. Jomshad Boudjaghah, ancien directeur du Club Impérial de Téhéran; M. Reza Bahar, ancien ministre de la municipalité de la capitale; M. Hasan Khasroui, ancien responsable des sports; et M. Hossein Fatahi, homme d'affaires lié au gouvernement.

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

• AMNESTY INTERNATIONAL a lancé, mardi 7 novembre à Londres, un appel au gouvernement pour qu'il libère « tous les prisonniers politiques détenus sans incrimination ni jugement ». Après la visite officielle d'une de ses délégations en Afghanistan, en octobre, l'organisation prie qu'elle « recueille » des informations dignes de foi, selon lesquelles plusieurs milliers de prisonniers politiques sont actuellement détenus dans les prisons de Pula-Charki et Demazang, à Kaboul, ainsi qu'en province ». — (A.F.P.)

### Angola

• UNE BRUSQUE TENSION est survenue lundi 6 novembre à la frontière entre l'Angola et la Namibie. Accusant l'Afrique du Sud de préparer une agression contre son territoire, l'Angola a décrété lundi soir la mobilisation de son armée et de sa milice et instauré un couvre-feu dans ses provinces méridionales. De leur côté, les Sud-Africains auraient procédé au renforcement de leur dispositif militaire dans le nord de la Namibie, tout en démentant officiellement les accusations angolaises. — (Reuter.)

### Argentine

• L'ACHAT DE VINGT-TROIS TIONS CHASSEURS MÉRAGE à Israël par les forces armées argentines a été confirmé implicitement, le mardi 7 novembre, par le département d'Etat américain. Il s'agissait, selon les journaux argentins et israéliens, d'appareils que Tel-Aviv avait achetés à la France avant 1967 — date de l'embargo imposé sur le général de Gaulle — et qui ont déjà été utilisés dans des combats. Mme Jill Smucker, porte-parole du département d'Etat, s'est déclarée convaincue que cette opération n'aurait pas d'influence sur le différend qui oppose l'Argentine

et le Chili à propos du canal de Beagle, dans l'extrême sud du continent. — (A.F.P.)

### Cambodge

• LE CAMBODGE a accusé, mardi 7 novembre, le Vietnam d'avoir fait usage de mines prises d'obus à gaz toxiques lors de récents combats à la frontière entre les deux pays. La radio de Phnom-Penh a précisé qu'il s'agissait d'obus de mortier de 105 mm tirés près du village d'Ouyadiao, dans la province de Ratanak-kiri. — (Reuter.)

### Grande-Bretagne

• LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE POLOGNE, M. Emil Wojtaszek, et le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, ont eu des entretiens les 7 et 8 novembre. Les deux ministres sont tombés d'accord sur la nécessité de limiter la diffusion de la technologie des armes nucléaires « afin de diminuer l'opportunité d'un conflit nucléaire ». S'agissant de l'Europe, M. Wojtaszek et Owen ont émis l'espoir que « les négociations en vue d'un accord entre la C.E.E. et la Communauté des États indépendants » aboutissent dans le proche avenir. M. Wojtaszek s'est ensuite rendu à Copenhague. — (A.F.P.)

### Nicaragua

• UN SÉNATEUR GOUVERNEMENTAL a été grièvement blessé par balles dans un attentat à Leon, à 200 kilomètres au nord de Managua. Il s'agit de M. Ramiro Gonzalez Padilla, du parti somniste (libéral nationaliste), qui, à plusieurs reprises, avait assumé les fonctions de chef de l'Etat par intérim en l'absence du général Anastasio Somoza. — (A.F.P., U.P.I.)

### R.F.A.

• M. KAI-UWE VON HASSEL, député chrétien-démocrate ouest-allemand et président de

l'Union européenne démocrate-chrétienne, qui avait été élu président de l'Assemblée de Bonn, après avoir tenu des propos critiquant le gouvernement de la Valette (Le Monde du 8 novembre), a déclaré mardi à Bonn : « Cette expulsion montre que la démocratie subit une érosion à Malte ». Le gouvernement ouest-allemand a déclaré qu'il s'agissait d'une telle violation de la Convention de consultation à Bonn. — (A.F.P.)

• L'AFFAIRE MISCALERO s'est achevée mardi 7 novembre à Berlin-Ouest par quatre acquittements. Il s'agit de juger deux professeurs d'université et deux avocats, accusés d'être auteurs de l'attentat à la suite de la publication d'un texte sur l'assassinat du procureur fédéral général Manfred Eberhard, en avril 1977, par la Fraction armée rouge. Ce texte comportait une néologie dont l'auteur, sous le pseudonyme de Miscalero, exprimait « des fois discrètes » que lui inspirait ce crime. L'avocat général n'a pas prononcé de réquisitoire, estimant que les accusés n'avaient pas eu l'intention de commettre un délit et ne s'étaient pas ralliés aux propos de Miscalero. — (A.F.P.)

### Zambie

• PLUSIEURS CENTAINES DE ZAMBIENS ont pris à partie, mardi 7 novembre, des petits groupes de Blancs dans le centre de Lusaka avant d'être dispersés, en fin d'après-midi, par la police. De source diplomatique, on déclare qu'un Britannique, un Américain et plusieurs Suédois figurent parmi les personnes blessées lors de cette brève émeute de violence raciale sans précédent depuis l'indépendance du pays, en 1964. M. Ted Rowlands, ministre d'Etat au Foreign Office, a convoqué mardi le haut-commissaire britannique à Londres pour lui faire part de l'inquiétude du gouvernement britannique après les incidents de Lusaka. — (Reuter.)

#### DEUX QUESTIONS ÉCRITES A PROPOS DU STATUT DE L'AYATOLLAH KHOMEINY

Deux députés de la majorité, MM. Didier Julia (R.P.R.) et Georges Mesmin (U.D.F.), s'interrogent sur l'activité politique de l'ayatollah Khomeiny durant son séjour en France. Dans une question écrite qu'il a adressée mardi 7 novembre au ministre, il s'agit de savoir si l'ayatollah a fait quelque chose de « caractéristique » de fait, au-delà de ses déclarations, et si la guerre en Iran, proférée par un étranger résidant en France, et demande que des mesures soient prises « pour mettre un terme rapide à cette situation ». Il a souligné que l'ayatollah Khomeiny puisse organiser publiquement la révolution dans son pays, sous la protection des autorités françaises, et demande « quelle est l'étendue exacte du droit d'asile accordé par la France à des personnalités politiques étrangères ».

[L'avant qu'il ne soit répondu officiellement à ces deux questions écrites — M. de Galbringaud achève son voyage à Tokyo, — on rappelle dans les milieux autorisés français que l'ayatollah Khomeiny, installé à Neauphle-le-Château (Yvelines), n'a pas le statut de réfugié politique. Étranger résidant en France, il n'a pas besoin de visa, à condition que son séjour ne dépasse pas trois mois. Jusqu'à présent, fait-on aussi remarquer, Téhéran n'a pas protesté contre la présence de l'ayatollah en France. Ce silence de Téhéran peut s'expliquer par la volonté des autorités françaises de ne pas voir l'ayatollah Khomeiny s'installer dans un pays islamique « militant ». Il pourrait aussi s'expliquer, dans l'attente d'une gouvernement militaire, par les tentatives d'ouverture en direction de l'opposition faites par le chah. Néanmoins, que le chah parte avec abandon cette voie, on se demande à Téhéran modifier son attitude dans cette affaire et, si dans cette circonstance, Paris exige de l'ayatollah qu'il cesse ses activités politiques en France.]

#### La réduction de la production de pétrole entraîne une tension sur les prix

« La baisse de la production iranienne de pétrole pourrait entraîner un choc mondial semblable à celui de la crise de 1973 », a déclaré à Tokyo, où il effectuait une visite officielle, M. James Schlesinger, secrétaire américain à l'énergie. Au même moment, on apprenait, au siège londonien du Consortium des pétroles iraniens, qui regroupe les grandes compagnies pétrolières, dont la Française des pétroles, commercialisant la plus grande part de pétrole iranien, que la production et l'exportation de ce « brut » avaient fléchi après une légère amélioration dimanche. C'est ainsi que la production totale du Consortium est revenue, mardi, de 1,8 million à 1,35 million de barils, tandis que les exportations n'atteignent que 800 000 barils contre 1,25 million. En temps normal, le Consortium produit entre 5,4 et 5,5 millions de barils par jour.

mateurs pourraient demander aux producteurs du Proche-Orient — Arabie Saoudite, Koweït, Émirats arabes — d'accroître leur production, a indiqué M. Naohira Amsya, directeur général de l'Agence de l'énergie japonaise. Rappelons à ce propos que le pétrole iranien a représenté, en 1977, 17 % environ des importations de « brut » de ce pays, et que l'Arabie Saoudite a fait savoir qu'elle était prête à augmenter sa production. Le Koweït a adopté une position différente. Dans une interview publiée mardi 7 novembre par le quotidien Al Amba, le ministre koweïtien du pétrole a, en effet, affirmé que la réduction de la production iranienne n'affecterait pas les disponibilités mondiales.

« Les pays industrialisés peuvent utiliser leurs réserves stratégiques pour compenser la diminution de leurs importations d'Iran jusqu'à ce que la production iranienne revienne à son volume normal », a déclaré le ministre. En conséquence, le Koweït n'augmentera pas sa production. Les effets de la crise iranienne sur le marché mondial du pétrole ont fait l'objet de consultations au sein de la C.E.E. et de l'O.C.D.E., a indiqué lundi, aux Communautés, le secrétaire au Foreign Office, M. David Owen. Pour M. Owen, cependant, la situation ne justifie pas encore la mise en œuvre d'un programme de partage des ressources pétrolières. Quelles seront les retombées de la crise iranienne sur la conférence de l'OPEP qui doit se tenir le 16 décembre? On continue de s'interroger dans les capitales occidentales. M. Teyeh Abdul Karim, ministre iranien du pétrole, a indiqué, le 7 novembre, que les pays de l'Organisation étaient unanimes à souhaiter une augmentation, et réaffirmé que son pays ne se contenterait pas d'une hausse symbolique de 5 %, formule semblée-t-il proposée par l'Arabie Saoudite.

LES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ MARCHANDE.

les femmes dans la société marchande

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

de rejet

A propos du général Pakron

# AMÉRIQUES

## LES ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

### Le parti du président Carter conserve la majorité au Congrès

(Suite de la première page.)  
Les « outsiders », qui avaient mené campagne contre les appareils derrière la bannière du conservatisme militant, ont connu des sorts très divers. Dans le New-Jersey, M. Jeffrey Bell, qui avait battu le sénateur sortant, M. Cess, aux primaires de cet État, a été battu à son tour par un démocrate, M. Bill Bradley. Il fait ainsi perdre un siège au parti républicain. En revanche, M. King, un autre conservateur, qui avait supplanté le gouverneur sortant du Massachusetts aux primaires de septembre, a consolidé sa victoire en l'emportant sur son rival, M. Hatch. Et un démocrate, M. King était de loin plus « à droite » que son concurrent républicain.

De même, dans le Minnesota, M. Short, homme d'affaires - poujadiste -, qui avait ravi la candidature démocrate à un homme de l'appareil du parti, a été battu par un juge républicain, M. Durenberger. Celui-ci occupera au Sénat le siège laissé vacant par la veuve d'Hubert Humphrey, qui ne se présentait pas. Toujours dans cet État, M. Anderson, ancien gouverneur, ne s'est pas fait pardonner par les électeurs le fait de s'être désigné lui-même comme sénateur il y a deux ans, en remplacement de M. Mondale, qui venait d'être élu vice-président. Là encore un républicain, M. Boschwitz, a été élu à sa place. Comme dans le même temps le gouverneur du Minnesota, M. Perpich, risque fort de

perdre son siège au profit de son rival républicain, on assiste à un véritable saut de la table du parti démocrate dans cet État : le Minnesota n'avait pas eu de sénateur républicain depuis 1922, et il en aura maintenant deux. Le coup est sérieux pour M. Mondale, qui avait multiplié les tournées dans son État natal, et qui passait pour l'un des principaux stratèges politiques de la Maison Blanche.

M. Short avait dépensé 1 million de dollars de plus que son concurrent, ce qui ne l'a pas empêché de perdre. Une autre leçon de ce scrutin est, en effet, que l'argent n'est pas toujours décisif. Malgré tout, certains sont arrivés à conserver un siège menant en s'attaquant le peu qu'il en restait. Le record absolu de la débâche financière a été battu par le sénateur Jesse Helms, un ultra-conservateur de Caroline du Nord, qui a dépensé 6 millions de dollars pour sa campagne. Il l'a emporté sur son rival démocrate (qui n'avait dépensé que 217 000 dollars), mais de 3 % seulement de majorité. Jamais le « point » n'avait coûté aussi cher.

Le jugement porté par le public sur la moralité financière des élus ne se prête pas, lui non plus, à un schéma d'ensemble. Deux représentants, formellement inculpés par la justice pour malversation et privatisation, MM. Flood en Pennsylvanie et Charles Diggs dans le Michigan, ont retrouvé leurs sièges avec plus de 80 % des voix. Il en est de même de M. Brudersma, un représentant impliqué dans l'affaire des pots-de-vin sud-coréens, également réélu. En revanche, M. Ellberg, un autre inculpé de Pennsylvanie, a été battu, de même que M. Burke, repré-

sentant de Floride, qui avait dû s'abstenir de voter sur la construction de notre envoyé spécial, les électeurs devaient, en même temps qu'ils désignaient les élus, se prononcer sur les questions les plus diverses. En Virginie, au New-Jersey, en Floride, ils ont voté contre la législation du jeu.  
Au cours des semaines écoulées, l'attention de l'opinion américaine s'était surtout polarisée sur les mesures fiscales, mais, dans certains États, la population a été invitée à faire connaître sa position sur quelque deux cents amendements constitutionnels.  
Dans le Nebraska, les électeurs devaient se prononcer sur la nécessité d'imposer une consigne de 5 cents sur tous les contenants de boissons. En Alaska, les habitants devaient dire s'ils faisaient intentionnellement des hostilités et réceptions jetables.  
Les habitants du Montana devaient se prononcer sur une mesure

visant à imposer des restrictions sévères pour la construction de centrales nucléaires, qui, en fait, auraient empêché toute installation.  
Dans le Dakota du Nord, la population a voté une mesure autorisant les services de santé de l'État à organiser des audiences publiques afin de fixer un plafond maximum pour les prix des services médicaux. Les médecins avaient dénoncé cette initiative.  
Dans le New-Hampshire, les électeurs devaient dire s'ils entendaient garder leur droit au port d'armes.  
Dans le Michigan, les électeurs ont approuvé une mesure portant à vingt et un ans l'âge auquel on peut consommer des boissons alcoolisées dans un lieu public.  
Dans le Montana, les électeurs devaient dire si le vice pouvait être vendu dans les épiceries et les drugstores.

### Les sénateurs élus

Les sièges suivants étaient attribués mercredi 8 novembre, en fin de matinée. En italique, les noms des sortants qui ont été réélus. Précédés d'un astérisque, les noms des États, dont le siège passe d'un parti à l'autre. Trente-cinq sièges de sénateurs (sur cent) étaient à pourvoir.

Alabama : M.M. Howell Ellis et Donald Stewart (les deux sièges de

- \*État étaient en jeu) (Démocrates):
- Arkansas : M. David Pryor (D.).
- Caroline du Nord : M. Jesse Helms (Républicain).
- Caroline du Sud : M. Strom Thurmond (R.).
- \*Colorado : M. William L. Armstrong (R.).
- Delaware : M. Joe Biden (D.).
- \*Dakota du Sud : M. Larry Pressler (R.) (I.).
- Georgia : M. Sam Nunn (D.).
- Idaho : M. James A. McClure (R.).
- Illinois : M. Charles H. Percy (R.).
- \*Iowa : M. Roger Tegen (R.).
- Kansas : M. Nancy Landon Kassebaum (R.).
- Kentucky : M. Walter Huddleston (D.).
- Louisiane : M. Bennett Johnston (D.).
- \*Maine : M. William B. Cohen (R.).
- \*Massachusetts : M. Paul Tsongas (D.).
- \*Michigan : M. Carl Levin (D.).
- \*Minnesota : M. Rudy Boschwitz (R.) et Dave Durenberger (R.) (les deux sièges étaient à pourvoir) (2).
- \*Mississippi : M. Thad Cochran (R.).
- \*Nebraska : M. J. J. Exon (D.).
- \*New-Jersey : M. Bill Bradley (D.).
- Nouveau-Mexique : M. Pete V. Domenici (R.).
- \*Oklahoma : M. David L. Boren (D.).
- Oregon : M. Mark O. Hatfield (R.).
- Rhode-Island : M. Claiborne Pell (R.).
- Tennessee : M. Howard H. Baker (R.).
- Virginie : M. John W. Warner (R.).
- Virginie-Occidentale : M. Jennings Randolph (D.).
- Wyoming : M. Alan K. Simpson (R.).

### En Californie

« Les homosexuels pourront fumer en classe... »  
De notre envoyé spécial

Los Angeles. — Les homosexuels pourront fumer en classe », ironisait un journaliste américain, lors de la réception organisée pour M. Jerry Brown, dans un hôtel du centre de Los Angeles, en cette soirée électorale. Des lors que l'issue de la lutte pour le poste de gouverneur de l'État ne faisait plus de doute, M. Brown étant assuré d'être réélu, l'attention s'est reportée en Californie sur plusieurs « propositions » (référéndums) qui étaient présentées le 7 novembre.

### Les gouverneurs élus

- Hawaï : M. George Ariyoshi (D.).
- Illinois : M. James Thompson (R.).
- Iowa : M. Robert Ray (R.).
- \*Kansas : M. John W. Carlin (D.).
- Maine : M. Joseph E. Brennan (D.).
- Maryland : M. Harry E. Hughes (D.).
- Massachusetts : M. Edward J. King (D.).
- Michigan : M. William G. Milliken (D.).
- \*Nebraska : M. Charles Thone (R.).
- New-York : M. Hugh L. Carey (D.).
- Oklahoma : M. George Nigh (D.).
- \*Oregon : M. Victor Atiyeh (R.).
- \*Pennsylvanie : M. Richard L. Thornburgh (R.).
- Rhode-Island : M. J. Joseph Garrahy (D.).
- Tennessee : M. Lamar Alexander (R.).
- Vermont : M. Richard A. Snelling (R.).

### UN SÉNAT ENTièrement BLANC...

Premier et jusqu'à présent seul Noir à siéger au Sénat, M. Edward Brooke a perdu son siège dans le Massachusetts au profit de son jeune concurrent démocrate, M. Paul Tsongas. M. Brooke a la singularité d'appartenir au parti républicain, alors que le vote noir est traditionnellement démocrate aux États-Unis, et il s'est illustré dans l'alle libérale de son parti. Cette défaite ne s'explique pourtant nullement par des raisons raciales. M. Brooke avait bâti sa réputation sur son honnêteté et ses combats contre la corruption. Les circonstances de son récent divorce avec son épouse italienne ont quelque peu terni son image : le sénateur battu aurait menti à propos de sa fortune lors de l'arrangement de son divorce, et sa belle-mère aurait touché indûment une très forte somme des services de Sécurité sociale (« Medicaid »).

### Chili

Le général Pinochet entend créer des syndicats de type fasciste, déclare la Centrale unie des travailleurs

Le 20 octobre, le gouvernement du général Pinochet prenait trois nouvelles décisions. La plus remarquable fut celle de la création d'un plan syndical. Celle-ci se caractérise par l'absence d'officialité — d'une confédération unique et de fédérations dans certaines branches, mais aussi par l'existence légale de plusieurs fédérations et l'existence de fait de plusieurs entités coordonnées (Front uni des travailleurs, Groupe des Dix, Coordinadora Nacional) représentant les différents courants politiques au sein du monde du travail.

### BIENS CONFISQUÉS

Le décret 2346 rendait illégales sept fédérations nationales (paysanne « Ranquilo », Union ouvrière et paysanne, textile, construction nationale, mines, métallurgie, construction de Santiago), représentant cinq cent vingt-neuf syndicats et de trois cent mille à quatre cent mille travailleurs affiliés. Ceux-ci ont été confisqués. Le décret 2347 prévoit des mesures répressives à l'encontre des personnes ou entités susceptibles d'assumer la défense de ces organisations dissoutes — ce qui est interprété comme une interdiction des entités coordonnées. Un décret 2348 d'autre part, autorise le ministre de l'Intérieur à transférer ou licencier tous les fonctionnaires et travailleurs du secteur public. L'annonce, le 27 octobre, de l'organisation, dans les quatre jours, d'élections « libres » dans un certain nombre de secteurs professionnels, prend son sens à la lueur des textes publiés la se-

### BIENS CONFISQUÉS

main précédente. Il s'agissait, dans l'esprit des chefs militaires chiliens, de remplir par des hommes plus dociles des dirigeants syndicaux considérés comme favorables soit à l'Unité populaire, soit à la démocratie chrétienne. Toutefois les précautions avaient été prises pour ce faire. Les actuels dirigeants, dans les secteurs considérés, ne pouvaient pas se présenter, non plus que les personnes ayant, au cours des dix années précédentes, milité dans des partis interdits ou ayant durant cette décennie, été candidats à des élections au titre de ces organisations.

### L'ALABAMA SANS M. GEORGE WALLACE

M. George Wallace, qui fut dans les années 60 le champion de la « suprématie blanche », ne pouvait, aux termes de la législation en vigueur en Alabama, se présenter pour un troisième mandat consécutif de gouverneur dans cet État. Il pouvait en revanche briguer un siège de sénateur, mais il a décidé de se retirer définitivement de la vie politique à l'âge de cinquante-neuf ans, en raison notamment de son état de santé (il est gravement paralysé depuis 1972 et se déplace dans une chaise roulante) et sans doute aussi de problèmes matrimoniaux.

### BIENS CONFISQUÉS

Le régime, qui a renversé le président Allende il y a un peu plus de cinq ans, a multiplié ces derniers temps, les textes répressifs à l'égard du mouvement syndical et des travailleurs chiliens. En juin dernier, un décret a modifié les deux premiers livres du code du travail. Ce texte réduit, sur plusieurs points, les protections accordées aux ouvriers et employés : les licenciements sont devenus plus faciles ; la période d'apprentissage est allongée ; les garanties accordées aux femmes enceintes sont diminuées, etc.

### BIENS CONFISQUÉS

Une conférence internationale de solidarité avec le Chili, qui doit avoir lieu à Madrid du 9 au 12 novembre, sera sans doute le premier forum où les récentes mesures « franquistes » du président Pinochet seront dénoncées en présence du parti gouvernemental de M. Adolfo Suarez, U.C.D., qui a annoncé sa participation aux débats.

### BIENS CONFISQUÉS

Un certain sens de la liberté mais aussi les quelques 5 millions de dollars dépensés par l'industrie des cigarettiers pour la campagne la plus chère jamais effectuée sur la côte ouest semblent avoir mis fin, d'autre part, aux espoirs des groupes divers qui voulaient obtenir l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

### BIENS CONFISQUÉS

En revanche, le référendum sur l'élargissement des cas d'application de la peine de mort a été voté à une confortable majorité

### BIENS CONFISQUÉS

BRUNO DETHOMAS.

**HOMMES GRANDS - HOMMES FORTS**

Capel habille en long comme en large  
• Magasin principal : 74 bd de Sébastopol Paris 8. 272.25.06.  
• Capel Sélection : centre commercial Maine-Montparnasse Paris 15. 538.73.51.  
• Capel Madeleine : 29 bd Madeleine Paris 8. 268.34.21.



**CAPEL**

كسوة الجاهل

# AFRIQUE

## Trois chefs d'Etat africains en visite à Paris

Le colonel Mustapha Ould Mohamed Salek, président de la Mauritanie, et le général Félix Malloum, président du Tchad, sont arrivés mercredi 8 novembre à Paris, où est attendu, le 13 novembre, M. Daniel Arap Moi, président du Kenya.

Le colonel Salek, qui devait être l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, ce mercredi est accompagné par quatre de ses ministres (affaires étrangères, finances et commerce, équipement, éducation nationale), ainsi que par le président de la Banque centrale de Mauritanie. Durant son séjour en France, la délégation mauritanienne aura des entretiens avec MM. Bourges, ministre de la défense, Galley, ministre de la coopération, Sbirn, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Les relations franco-mauritanaises et les contacts en cours avec le Polisario en vue d'une solution du conflit du Sahara occidental seront à l'ordre du jour.

Le général Félix Malloum déjeunera, vendredi, à l'Elysée. Le chef de l'Etat tchadien sera accompagné par le lieutenant-colonel Kotiga Guerina (affaires étrangères) et les ministres des finances et de la construction, de l'économie et du plan, et de l'éducation. Les efforts en cours pour un règlement du conflit tchadien, auxquels la France contribue, après avoir aidé le gouvernement de N'Djamena à stabiliser la situation militaire au printemps dernier, figureront au centre des entretiens franco-tchadiens. Parallèlement aux efforts déployés par la France, les pays limitrophes du Tchad sont appelés à se réunir prochainement à l'initiative de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) pour aider à un règlement du conflit qui oppose le Tchad à la Libye en raison de l'occupation par cette dernière de la bande d'Amouz.

Le président Arap Moi, sera l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing mardi 14 novembre. Ce sera la première visite en France du nouveau chef de l'Etat kenyan qui vient de succéder au président Jomo Kenyatta. Il sera accompagné de quatre ministres (justice, affaires étrangères, affaires économiques, et commerce) et s'entretiendra avec plusieurs responsables français. Puis, le président kenyan se rendra à Bruxelles où il rencontrera les dirigeants de la Communauté économique européenne.

### République Sud-Africaine

#### Impliqué dans le « scandale de l'information »

#### M. Connie Mulder a démissionné du gouvernement

De notre correspondant.

Johannesburg. — Impliqué dans le « scandale de l'information » qui agite le pays depuis plusieurs jours, M. Connie Mulder, ministre des relations plurales et du développement (affaires africaines), ancien ministre de l'information, a présenté, mardi 7 novembre, sa démission au premier ministre. M. Mulder a dit : « Je n'ai aucun remords, car tout ce que j'ai fait (en tant que ministre de l'information) je l'ai fait dans la conviction de servir au mieux l'intérêt de mon pays ».

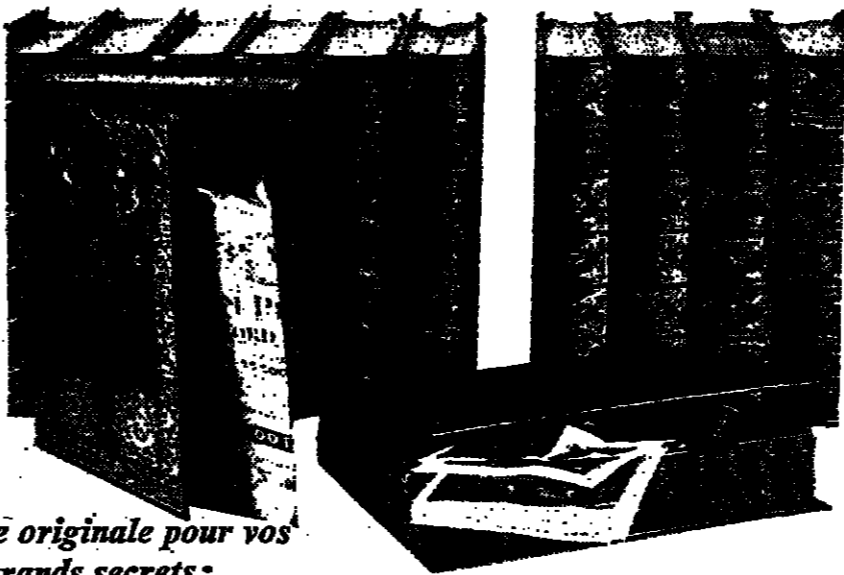
Accusé de mauvaise utilisation de fonds publics, celui qui fut longtemps présenté comme le « dauphin » de M. Vorster devenait gênant pour le gouvernement et ceux qui réclamaient sa démission étaient de plus en plus nombreux. Son ministère ne disposant pas de fonds secrets alloués par le Parlement, M. Mulder avait utilisé ceux d'autres ministères. Certains affirment, malgré un démenti officiel, que M. P. W. Botha aurait lui-même accordé des crédits prélevés sur la caisse secrète du ministère de la défense.

M. Mulder témoignera devant la commission chargée d'enquêter sur l'ancien département de l'information. M. John Vorster, ancien premier ministre, aujourd'hui président de la République, a annoncé qu'il avait également décidé de témoigner devant la commission, ce qui constitue un fait sans précédent.

Par ailleurs, M. P. W. Botha a déchargé de sa mission le juge Mostert qui enquêtait sur les instructions au contrôle des changes du département de l'information. Le premier ministre invoque « d'évidentes et insoutenables différences » entre la façon de voir du gouvernement et celle du juge. Ce dernier entendait notamment poursuivre ses auditions publiquement. Il sera remplacé par une commission parlementaire de douze députés. Apprenant la démission de M. Mulder, le docteur Nthato Motlana, principal porte-parole de la contestation à Soweto, a déclaré : « Nous espérons aussi qu'il n'est pas trop tard pour que M. Kruger, ministre de la justice, de la police et des prisons, donne sa démission lui aussi en raison de la mort (en détention) de M. Steve Biko ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### NOUVEAU pour les amateurs de belles reliures



Une cachette originale pour vos petits... et grands secrets :

## “BOITES A SECRETS” ou LIVRES-COFFRETS, reliés plein cuir.

Les compagnons de Jean de Bonnot, dans le but de faire connaître leurs créations, ont fabriqué dans leur atelier de reliure, une série de boîtes à secrets.

Non, ce ne sont pas de vrais livres

L'extérieur d'une boîte à secrets a tout à fait l'aspect d'un livre : plein cuir de mouton, plats ou dos dorés à l'or fin véritable 22 carats (titre international de l'or), charnières en cuir souple, mais l'intérieur est entièrement tapissé de pages de garde. Ce faux livre peut contenir des objets de toutes sortes : lettres, documents, bijoux, cigarettes. C'est un joli et très amusant bibelot.

Le seul but de faire connaître les techniques artisanales des compagnons-reliureurs des éditions Jean de Bonnot. En effet, vous trouverez, dans chaque coffret, le catalogue et les tarifs des livres illustrés et décorés, conçus dans leur « boutique ».

Le seul but de faire connaître les techniques artisanales des compagnons-reliureurs des éditions Jean de Bonnot. En effet, vous trouverez, dans chaque coffret, le catalogue et les tarifs des livres illustrés et décorés, conçus dans leur « boutique ».

### CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une gravure originale, dans un joli cadre de bois doré, prête à être suspendue. Cette estampe, de 15 x 22 cm, est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

### Au prix coûtant

Le livre-coffret ou boîte à secrets réalisé par notre atelier de reliure est cédé, à titre publicitaire et jusqu'à épuisement de la série préparée, au prix coûtant, sans bénéfice, soit 56,50 francs, ceci dans

### L'art de dissimuler un objet

Pendant la Renaissance italienne, le génie se manifestait aussi dans l'art de dissimuler et c'était à qui



BON

à renvoyer à JEAN DE BONNOT 7, fg St-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, ... \* boîte à secrets, à laquelle vous joindrez ma gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées :

(mettre une croix dans la case choisie)

régler à réception, au facteur, la somme de 56,50 F + 15,50 F de frais de port, soit 72,00 F, pour une boîte à secrets.

joindre à ce bon de souscription, un chèque de 56,50 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de ce livre-coffret et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure encadrée.

Nom ..... Prénoms .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville ..... Signature .....

\* Indiquer le nombre de coffrets désirés.

## demain

L'AFRIQUE

dans le numéro de novembre

## NETO

### l'africain du mois

En vente 7F. chez tous les marchands de journaux.

Chaque semaine, TIME Magazine va au fond des choses. Les journalistes analysent, expliquent, commentent l'actualité politique, économique, artistique, musicale, littéraire et scientifique. Les sujets traités se doivent de répondre aux attentes de quelque 26 millions de lecteurs répartis dans 191 pays différents, car en dehors des Etats Unis, 94% des lecteurs ne sont pas américains. Les lecteurs de TIME sont exigeants, ils sont chaque semaine à la recherche d'un haut niveau d'information et apprécient la perspective internationale de TIME.

**TIME MAGAZINE: L'esprit ouvert sur le monde.**



# ASIE

## Inde

### ÉLUE A LA CHAMBRE DU PEUPLE

## Mme Gandhi se pose en chef de l'opposition parlementaire

Vingt mois à peine après sa défaite et celle de son parti aux élections législatives nationales, en mars 1977, Mme Gandhi a retrouvé, dimanche 5 novembre, un siège à la Chambre basse du Parlement, accomplissant ainsi une remarquable rentrée politique. La consultation avait un caractère vital pour l'avenir de l'ancien premier minis-

tre. Son résultat aura d'importantes conséquences sur la vie politique indienne. Alors que 90 % des bulletins de vote avaient été dépouillés, Mme Gandhi avait obtenu 249 376 voix contre 172 043 à son adversaire, M. V. Patil, une personnalité conservatrice présentée par le Janata, le parti du peuple, au pouvoir à New-Delhi.

Plusieurs facteurs ont concouru à ce succès. D'abord le choix de la circonscription de Chikmagalur dans l'Etat de Karnataka (ex-Mysore), au sud de l'Inde. Une circonscription « en or », dont le titulaire fut pris de laisser la place vacante par le parti de Mme Gandhi (le congrès Indira), qui gouverne l'Etat.

Passant pour une formation du nord du pays, où sa position est dominante — ce pourquoi l'ancien ministre n'a pas tenté d'y reconquérir un siège — le Janata compte peu d'influence dans le Sud. De surcroît, l'état d'urgence, de juillet 1975 à mars 1977, y a laissé de moins mauvais souvenirs que dans le bassin du Gange. Les déplacements incessants de Mme Gandhi avait montré sa popularité persistante : son « parachutage » réussit parmi des populations dont elle ne parle pas la langue et a confirmé son charisme. Il est vrai que la piétre image répandue dans le pays par le parti gouvernemental de M. Desai lui a facilité les choses. Le Janata avait suscité, en 1977, à la suite d'un phénomène de rejet de l'état d'urgence, un véritable raz de marée en sa faveur. On assiste aujourd'hui à un reflux. Doté d'une direction incertaine, miné par des querelles internes entre tendances engagées dans la lutte pour la succession du chef du gouvernement, âgé de

quatre-vingt-deux ans, la formation rassemblant tout l'échiquier politique, des socialistes à la droite nationaliste, n'a pas répondu à la grande espérance soulevée par son triomphe de l'année dernière.

Certes le gouvernement Desai rétablit le jeu démocratique — ce qui a permis l'élection de Chikmagalur — restauré l'indépendance de la justice et la liberté de la presse, mais il n'a pas tenu toutes ses promesses et a paru, en revanche, faire le jeu des classes favorisées. Il ne s'est pas montré non plus à la hauteur pour « contrer » l'irrésistible remontée de son principal adversaire, notamment en engageant des poursuites contre les responsables de l'état d'urgence.

### Une base solide

Faux pas précipité, l'arrestation de Mme Gandhi, sur ordre de l'intérieur, s'appuyant sur un dossier vide, servit, au contraire, la cause de l'accusé rapidement libéré. La justice commença seulement à retenir les accusations beaucoup plus sérieuses contenues dans un volumineux rapport d'enquête sur les abus du régime d'exception. Une fois de plus, Mme Gandhi aura pris de court ses adversaires. La situation lui étant favorable, sans doute a-

t-elle jugé qu'il lui était inutile d'attendre les élections générales de 1982. Même une grande « figure » nationale se doit de disposer d'une solide base parlementaire pour asseoir son influence.

Se posant aujourd'hui plus que le Parti du peuple, en défenseur des défavorisés et de la minorité musulmane, Mme Gandhi devient le pivot de l'opposition dans un Parlement à l'égard duquel elle est souvent par le passé une attitude hautaine. Cette opposition est, pour l'essentiel, constituée des deux branches du Congrès.

La fille de Nehru avait proposé au début de l'année la scission de l'ancienne formation gouvernementale parce que ses dirigeants souhaitaient l'en tenir à l'écart après avoir goûté les fruits amers des lendemains de l'état d'urgence. Toute la question est maintenant de savoir si ceux-ci acceptent, avec le Congrès officiel, de se placer à nouveau sous la coupe d'une personne dont ils dénoncent il y a peu de temps encore l'arrogance et l'autoritarisme, mais pour laquelle ils ont finalement invité à voter.

Le Congrès Indira ne compte que 70 députés (contre 302 au Janata), dans une Chambre du peuple de 542 membres, mais le parti gouvernemental est en bien moins bonne position dans la Chambre haute. Le grand dessein de Mme Gandhi pourrait être non seulement de rassembler les lambeaux du Congrès, mais de provoquer des ralliements, autour de celui-ci, de parlementaires de la majorité gouvernementale, afin d'être appelée à combler le vide, ou du moins à se mettre sur les rangs, en cas de disparition de M. Desai.

Dans l'immédiat, le député de Chikmagalur va surtout pouvoir se défendre, sur le terrain politique, des « crimes » de l'état d'urgence dont les électeurs du Karnataka n'ont pas semblé lui tenir rigueur.

GERARD VIRATTELLI

# DIPLOMATIE

## LA RELANCE DES RELATIONS FRANCO-NIPPONES

### Paris prend désormais en compte la puissance politique du Japon

De notre correspondant

Tokyo. — M. de Guiringaud a fait au Japon, du 5 au 8 novembre, une visite attendue. Le ministre français des affaires étrangères est un familier de ce pays, où il a été ambassadeur, et il y a longtemps que les Japonais souhaitent la visite d'une haute personnalité française.

Bien que se situant dans le cadre de consultations ministérielles régulières au caractère routinier, cette visite a pris une toute autre dimension. M. de Guiringaud a tenu à ne pas rester au niveau du marchandage commercial. La France a certes un déficit dans son commerce avec le Japon. Mais les échanges entre les deux pays ne représentent que 1,2 % de notre commerce extérieur et il y a d'autres problèmes à débattre avec la troisième puissance du monde, qui est aussi une puissance politique.

Pour concrétiser ce renouveau d'intérêt de la France, M. de Guiringaud a notamment pris l'initiative de proposer, en plus des consultations ministérielles, des entretiens réguliers entre hauts fonctionnaires pour « faire un tour d'horizon des problèmes internationaux de l'heure ». « Il y a entre nous (le Japon et la France) un obstacle géographique, mais non politique », a-t-il déclaré.

### Le bond en avant technologique

Son approche paraît d'autant plus judicieuse que sa visite n'a pas été moins instructive que d'autres. Sur les trois principales demandes de la France à l'égard des Japonais, un certain nombre de points encourageants ont été enregistrés. D'abord en ce qui concerne l'achat de l'Airbus. La compagnie aérienne T.D.A. paraît très intéressée par l'acquisition de six appareils. Les Français semblent avoir bon espoir qu'une « décision positive », selon l'expression du ministre, pourrait être prise le mois prochain.

Une autre affaire pourrait être conclue : l'achat par des sociétés de leasing de deux appareils destinés à être loués à Olympic Airways. Le deuxième question qui préoccupe les Français est celle du Nickel : depuis longtemps, le Japon se procure ce minéral en Nouvelle-Calédonie. Mais, dernièrement, les achats ont baissé

au profit de nickel en provenance des Philippines et d'Indonésie.

La dernière question importante pour les Français est celle de l'uranium : c'est peut-être le seul domaine où la France ait fait une percée réelle au Japon, avec plusieurs contrats couvrant en fait tout le cycle du combustible (depuis l'extraction, en coopération, au Niger jusqu'au retraitement, en passant par l'enrichissement). Or le Japon paraît saturé d'uranium : la seule chose que les Français pourront apparemment obtenir est un paiement anticipé de 500 millions de dollars sur le contrat Eurodif pour l'enrichissement.

En ce qui concerne l'activité des industriels français au Japon, les autorités ont fini par répondre favorablement aux demandes de Paris : les hommes d'affaires ne représentant pas de grands groupes pourront désormais bénéficier de visas de plus longue durée.

Une meilleure atmosphère, des progrès limités sur certaines questions... Il reste que la tendance à l'approfondissement des relations franco-japonaises doit, pour se concrétiser, être suivie de développements dans deux domaines : d'abord, sur le plan du resserrement des liens entre les deux gouvernements, mais aussi et surtout en ce qui concerne les initiatives des milieux d'affaires français. Ceux-ci n'ont jusqu'à présent — à quelques exceptions près — jamais cherché à se heurter de front à la concurrence des Japonais sur leur propre terrain.

Certains observateurs et hommes d'affaires préconisent de passer à une nouvelle phase des relations économiques : celle de la coopération technologique. L'enjeu est essentiel (le Japon est au seuil d'une nouvelle révolution technologique) et le moment crucial : ou bien le Japon s'accroche aux Etats-Unis, notamment dans le domaine de la recherche nucléaire, ou bien est envisagé parallèlement une coopération approfondie avec l'Europe et, en particulier la France. Il y a plusieurs domaines possibles : l'énergie nucléaire (surrégénérateur, fusion, etc.) ; la recherche spatiale ; l'informatique, en particulier les robots (machines-outils à commandes numériques, etc.) qui constituent demain, au Japon, un marché énorme.

PHILIPPE PONS.

## WASHINGTON NE S'OPPOSERAIT PLUS AUX VENTES D'ARMES A PEKIN PAR LES PAYS DE L'OTAN

Selon le Los Angeles Times, les Etats-Unis ont décidé de ne plus s'opposer à la vente d'armes par les pays de l'OTAN, à la Chine. Ils n'utiliseraient plus, en particulier, pour s'opposer à ces ventes le droit de veto qu'ils détiennent de fait à l'intérieur du COCOM, le comité spécial de l'OTAN, qui doit se prononcer sur le transfert d'armes à des pays communistes.

Cette évolution — prévisible — de la politique américaine a été indirectement confirmée par M. Vance, secrétaire d'Etat, au cours d'une conférence de presse donnée vendredi dernier 3 novembre. Comme on lui demandait si les Etats-Unis s'opposeraient à la vente éventuelle de matériel militaire français à Pékin, M. Vance a répondu : « C'est une question que chaque pays concerné doit régler lui-même. »

Ce changement de la politique américaine — qui viserait des ventes d'armement, outre par la France, par la Grande-Bretagne, la R.F.A. et l'Italie — intervient en dépit des pressions croissantes exercées par l'U.R.S.S. sur les Etats-Unis et les pays européens pour qu'ils s'abstiennent de vendre des armes à la Chine.

## LE PAKISTAN ACHÈTE DEUX SOUS-MARINS A LA FRANCE

La France vient d'accepter de vendre au Pakistan les deux sous-marins à propulsion classique initialement destinés à la République Sud-Africaine et qui avaient été placés sous embargo par M. Valéry Giscard d'Estaing, selon les vœux des Nations unies.

La République Sud-Africaine avait commandé à la France deux sous-marins à la fin de l'année 1976 et deux sous-marins d'attaque de 1 200 tonnes chacun à propulsion classique. Ces bâtiments construits à Lorient et à Nantes, avaient été placés sous embargo à la suite d'une décision de l'ONU. La France avait choisi de se rallier à cette suggestion des Nations unies.

La marine pakistanaise est déjà équipée de trois sous-marins classiques, de faible tonnage, de conception française, et elle dispose également de trois avions de patrouille maritime Bréguet-Alouette que lui a cotés la marine française.

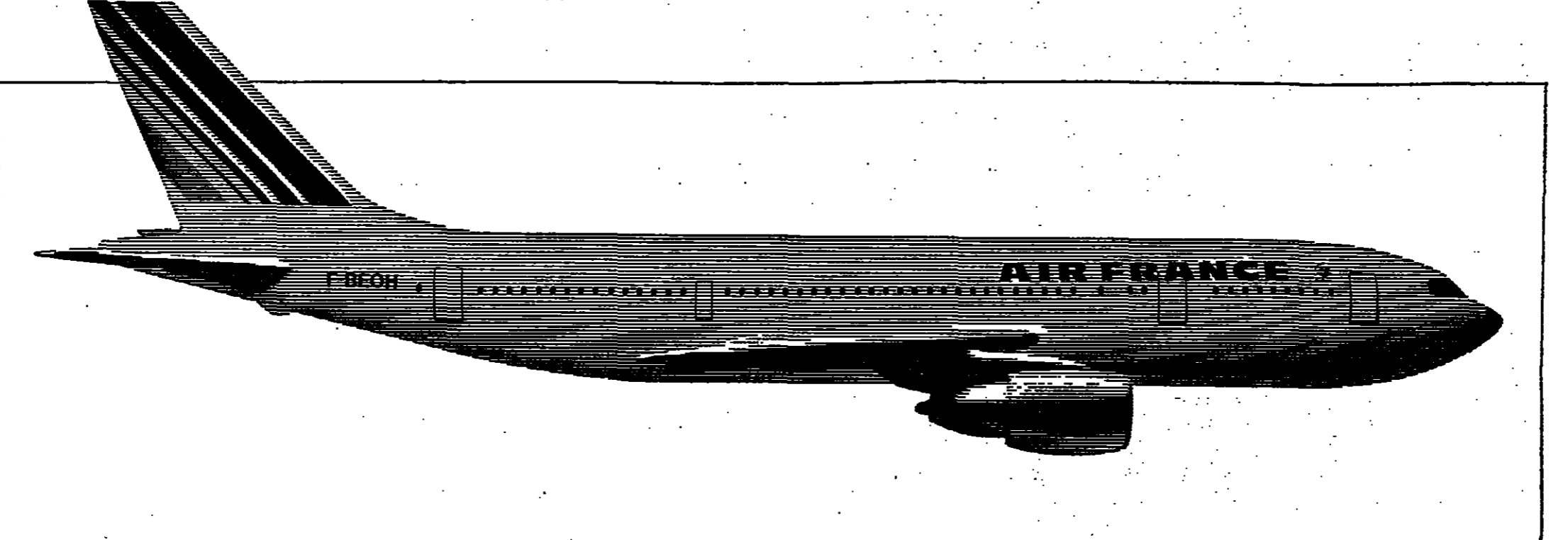
(Publicités)

**APPRENTISSAGE INTENSIF  
DE LA LANGUE PORTUGAISE PARLÉE AU BRÉSIL**

Du 6 février à fin juin 1979  
(75 heures)

Les MARDIS et les VENDREDIS, de 9 h 30 à 12 heures

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : Formation Permanente,  
Université de Paris-VIII, route de la Tourneille - 75012 Paris.  
Tél. : 374-12-56, poste 388, ou 374-92-28.



**AJACCIO. BASTIA. NICE**

**PARTEZ A 10, PAYEZ POUR 5.**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, Air France offre, au départ de Paris, pour Ajaccio, Bastia ou Nice, 50 % de réduction à tous les voyageurs partant en groupe de 10 personnes ou plus. Cette offre est valable sur les vols désignés. Sur les autres vols vers ces destinations, ces mêmes groupes bénéficient d'une réduction de 25 %. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France.

**AIR FRANCE**

50% من الـ 10

VOUS OFFREZ



# EUROPE

## Pays-Bas.

### L'AFFAIRE AANTJES

#### Les débats politiques les plus violents restent liés au souvenir de l'occupation allemande

De notre correspondant

Amsterdam. — Les Pays-Bas vivent encore dans la stupeur après la démission forcée, mardi 7 novembre, de M. Willem Aantjes, le dirigeant chrétien-démocrate, qui s'était engagé à la Waffen SS en 1944 (le Monde du 8 novembre). Les journaux, la radio et la télévision se partent de ce scandale. Dans la conférence de presse qu'il a donnée mardi après-midi, M. Aantjes n'a pas nié les faits, mais il en a donné une interprétation différente de celle du directeur de l'Institut de documentation de la guerre. Il a démenti avoir été gardien au camp de travail de Fort-Natal, où il déclare qu'il y était prisonnier. « J'ai fait des erreurs, mais je n'ai pas été un collaborateur », a-t-il dit.

Quels qu'aient été les motifs exacts pour lesquels M. Aantjes est entré à la Waffen SS (il assure que c'était uniquement pour pouvoir passer à l'époque d'Allemagne aux Pays-Bas), tous les partis approuvent son abandon de la politique. La presse fait chorus. Chacun déclare à haute voix que « l'affaire est classée ». Mais on paraît aussi avoir quelque regret que les choses soient allées aussi vite.

Ces réactions ambiguës reflètent la complexité de ce peuple qui a du mal à canaliser ses émotions sous l'apparence d'une sérénité toute calviniste. On voudrait tellement que cela ne soit pas vrai (comme dans le cas du prince Bernhard impliqué dans l'affaire des pots-de-vin de Lockheed) qu'on a du mal à accepter la vérité.

En fait, les Néerlandais ont moins bien digéré les événements de 1940-1945 qu'on pourrait le penser. Psychologiquement, ils n'en sont pas sortis. C'est peut-être aussi parce que les Pays-Bas n'ont pas connu un régime d'occupation avec un Pétain et un Vichy. La justification « légale » de la collaboration ou l'acceptation « active » de la présence allemande pendant la guerre, ne sont pas possibles. La situation était donc très claire. Et cela explique pourquoi les débats politiques les plus violents et les plus passionnés se sont déroulés, depuis 1945, à propos d'affaires liées à l'occupation.

Le mariage de la princesse Beatrix avec un Allemand qui avait, un jour, porté l'uniforme de la Wehrmacht, M. Claus von Amsberg, a provoqué en 1966 une petite révolte dans tous les milieux politiques. « Un prince allemand, ce n'est pas possible ! » Mais M. von Amsberg s'est révéilé ensuite comme le plus apte pour sa fonction ingrate. Il y a eu aussi la question de savoir s'il fallait libérer les trois derniers criminels de guerre allemands encore en prison à Ereda. L'affaire des « trois de Ereda » soulève des passions violentes et M. Van Agt, l'actuel premier ministre, a risqué sa carrière politique en proposant, en 1971, au ministre de la Justice de relâcher les trois hommes.

Le Parlement néerlandais, normalement très calme, a failli être saoulé en 1971 quand M. Van Agt eut déclaré imprudemment qu'il comprenait moins bien certains problèmes psychologiques parce qu'il est « aryen ». En 1973, M. Van Agt a été durement pris à partie au Parlement au sujet de l'affaire Menten, un collectionneur d'art qui vivait tranquillement aux Pays-Bas après avoir été accusé de crime de guerre et avoir bénéficié de protections politiques dans les années 40 à 50.

L'une des raisons pour lesquelles M. Van Agt a renoncé à sa collaboration avec les socialistes pour mettre sur pied une nouvelle coalition de centre gauche après les élections de 1977 a été la vigueur des attaques socialistes dans l'affaire Menten. Les amis du premier ministre sortant, M. Den Uij, accusaient M. Van Agt d'avoir été négligent pour traduire M. Menten en justice.

Tout cela ne signifie pas que cette indignation soit générale. Un certain nombre d'anciens SS néerlandais, qui ont commis des actes bien plus graves que ceux qui sont reprochés à M. Aantjes, vivent tranquillement aux Pays-Bas, bien qu'une certaine catégorie de crimes de guerre ne soit pas prescrite. La semaine prochaine, le débat parlementaire qui doit avoir lieu sur l'affaire Aantjes risque de montrer à nouveau combien les émotions liées à cette période sont restées profondes dans ce pays réputé si calme.

MARTIN VAN TRAA.

(Suite de la première page.)

Il va écrire une phrase terrible avant d'être tué : « En Italie, dit-il, il n'est pas licite d'accepter la logique du « massacre d'Etat ». Il fait sienne, adaptée à son cas, une expression qui a tant de fois été employée contre le gouvernement et le pouvoir italien.

Les lettres de Moro sont-elles authentiques? Qui le scrute à la raison d'Etat? Qui règle la mise en scène de cette tragédie politique? Pourquoi l'accusé devient-il accusateur? Un champ électrique qui précipite la situation se forme autour de la correspondance de Moro, et de son destin. Le pouvoir, politique et journalistique, réagit immédiatement en provoquant un sursaut étatique sans précédent.

Première thèse : l'Etat ne doit pas céder, celui qui ne défend pas l'Etat est moralement déserteur; deuxième thèse : Moro qui écrit de sa prison n'est plus Moro, mais « un autre Moro »; troisième thèse : les intellectuels qui ont préparé le terrain ou procès contre la Démocratie chrétienne sont responsables de la tragédie qui justement a un précédent dans le « détailisme » de l'intelligence. Des exemples : Pasolini, dans des articles du « Corriere della sera », en 1975, avait demandé un procès public contre les démocrates-chrétiens et le « Palais du pouvoir ». Autre exemple : les romans de Sciascia (« Todo Modo », « Le Contaxte ») ont été des anticipations, des prophéties, des incantations. Pendant que l'affaire Moro se consume, quatre grands thèmes surgissent ainsi : le « silence des intellectuels » qui ne défendent pas l'Etat; le débat sur la querilla

ONZE MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE appartenant, selon la police, à un collectif d'autonomes ouvriers (frange dure de l'extrême gauche) ont été arrêtés lundi soir 6 novembre près de Turin, au terme d'une vaste opération antiterroriste lancée par le ministère de l'Intérieur. Dans le local qui leur servait de lieu de réunion, les carabinieri ont découvert de nombreuses armes et munitions, ainsi que des documents que les enquêteurs qualifient de « très intéressants ». — (A.F.P.)

## Italie

### Le « J'accuse » de Leonardo Sciascia

et la raison d'Etat; le « série noir » pirandellien de Moro « un et deux »; la question littérature-réalité.

#### Du roman à la chronique pure

Leonardo Sciascia, resté silencieux devant le drame, devenu cible de ces accusations, prépare alors fébrilement sa réponse dans « l'Affaire Moro ». Après tout, le sujet lui appartient. L'intrigue policière : où est Moro? Pirandello : qui est le vrai Moro? Le problème, comme dans « Todo Modo », du pouvoir-maître, cette mafia métaphysique qui désorganise la société, la vérité, la réalité, les hommes, en les faisant disparaître; et, comme dans « Majorana », la mystérieuse métamorphose du personnage-clé englouti par le rien. Il y a le final, en outre, celui des « Polignards » : on y lisait déjà une anticipation : « le mystère continuera, nous ne saurons peut-être jamais comment les choses sont arrivées ». Enfin, il y a le problème de la « nouvelle inquisition » qui prétend forcer les intellectuels à la défense de la raison d'Etat, qui les accuse d'instigation quand la littérature anticipe sur la réalité. Mais surtout, Sciascia est animé par un désir de rechercher la vérité, recherche déjà déclarée dans ses brefs essais de 1976 (Tolstoï, Camus, la fuite du malentendu); cette vérité que l'écrivain doit chercher précisément là où l'homme disparaît, meurt, se dissout. Moro comme Majorana.

« L'Affaire Moro », écrit en quelques semaines, dans la fièvre de l'actualité, ne s'arrête pourtant pas à un exercice de Sciascia sur Sciascia; ou sur la réalité qui répète la littérature après que la littérature a engendré la réalité. Après avoir libéré le terrain de ce problème initial en utilisant les apogées de Borges, et établi que l'affaire Moro peut sembler être « arrivée dans la littérature » parce qu'une « fuite des faits » s'est produite, l'écrivain cette fois procède à un renversement de ses propres techniques. Il décode la « roman Moro », qu'il a trouvé tout prêt, pour remonter à la chronique pure. Il utilise le contraire de l'enquête-roman pour entamer une enquête sans voiles. Il démontre

ce qui semble « littérature à la Sciascia » pour arriver à un coupureux « l'accusé ». Sciascia laisse derrière lui son dernier roman philosophique dans la lignée de Voltaire (« Candide ») et marche cette fois sur les traces de Zola. L'envers de Sciascia prend corps dans « l'Affaire Moro ».

L'écrivain déchiffre les lettres de Moro, capte des voix de la prison invisible, procède à la reconstitution des faits, détruit le « roman » que la réalité essaie d'imposer comme vrai. Sa thèse est qu'il n'y a pas de « roman », qu'il n'y a pas de « deux Moro », que les lettres sont authentiques; elles sont le fruit d'une évolution mûrie en prison, tandis que « deux stalinismes », celui de la raison d'Etat et celui des Brigades rouges, sont en train de brayer un homme. Sa conviction est que cette évolution a amené Moro, homme de pouvoir, et non homme d'Etat, à découvrir l'absurde d'un Etat insistant qui a soudain besoin de héros, et a lentement abouti à une métamorphose personnelle.

Pour Sciascia, Moro est transformé en « homme seul »; puis en une « créature » qui demande la pitié du pouvoir; puis en un « chrétien » qui refuse la raison d'Etat; enfin en un rebelle qui « reconnaît dans les autres le visage laid, stupide, féroce du pouvoir ». Dans cette métamorphose, et dans la symbiose victime-bourreau, le héros d'Etat devient alors l'anti-héros. Il croit même quelquefois que la pitié des terroristes est possible puisque le « pouvoir » nie la pitié. Pour finir, il se considère victime d'un « massacre d'Etat », dénonciation radicale du monde dont il vient.

#### La « méthode » de la folie italienne

Autour de ce travail — et de ce chef-d'œuvre — d'archéologie qui met en lumière les faits enterrés dans les sables du « roman Moro », la reconstitution de l'« affaire » advient à travers une lecture multiple de l'Italie qui tente de fabriquer des « romans » pour mieux ignorer la vérité. Les auteurs du pays pirandellien défilent, police, journalistes, notables. Un des accusés est l'Etat qui n'existe pas mais qui s'invente pour avoir une raison d'Etat. Les communistes ap-

paraissent en quête d'un « Etat fort ». Les démocrates chrétiens font naufrage, dépourvus de « pitié » chrétienne. Dans la symphonie tragique avance la triste figure de Moro-Polanski qui met en lumière la « méthode » de la folie italienne : puis celle de Moro-Dreyfus qui lance vers une société entière (le pouvoir et les Brigades rouges) sa demande ultime de pitié, cette valeur devenue impossible et dont on explique l'impossibilité.

L'écrivain, à la dernière page, revient à une conclusion plus apostrophique, plus « à la Sciascia », et met un terme à sa dénonciation avec une épigraphe de Borges : « J'ai déjà dit qu'il s'agit d'un roman policier... l'énigme résolue, le lecteur peut revoir les principaux suspects, découvrir une autre solution, la vraie ». En fait, ce n'est pas Borges qui peut mesurer le courage, et le risque, d'un réquisitoire étonnant. Sciascia-Zola mobilise ici toutes ses forces d'écrivain radicalement engagé, il a laissé derrière lui ses métaphores existentielles lucides, et reporté zéro pour mener à ciel ouvert sa bataille la plus difficile au nom de la littérature-vérité.

ALBERTO CAVALLARI

\* L'Affaire Moro, de Leonardo Sciascia. Traduit de l'italien par Jean-Marc Schiffano, Grasset, 190 p., 32 F.

#### LES ADIEUX DE L'AMBASSADEUR DE CHYPRE

Ambassadeur de Chypre à Paris depuis 1968, M. Poys Modinos va prendre prochainement sa retraite. La cause chypriote grecque ne pouvait avoir meilleur avocat à Paris que cet ancien avocat des tribunaux mixtes d'Egypte qui avait passé dix-sept ans à Strasbourg, d'abord comme directeur du département des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, puis comme secrétaire général adjoint de son Assemblée. Homme de cœur et d'esprit, d'une très vaste culture, et en même temps d'une totale simplicité, il s'était fait beaucoup d'amis à Paris. Ceux-ci sont venus nombreux, mardi, à la réception d'adieux qu'il donnait avec Mme Modinos, pour leur dire leurs regrets de les voir partir.

# 75F. QUI DIT MOINS!

Dune Cruiser  
Voiture tous terrains  
entièrement électrique.  
Ses 4 roues motrices lui permettent  
de se tirer de toutes les situations.  
Son treuil électrique  
offre de nombreuses  
possibilités de traction.  
Vu à la TV, 75F



Le village des jouets des Galeries Lafayette, c'est un vrai village. Avec de vraies rues. De vraies boutiques. C'est un village créé pour les enfants. Ici, on ne se contente pas de regarder les jouets. On les touche. On joue avec. Et puis on est sûr de trouver tous ceux vus à la TV. Mais aussi tous les autres. Et toujours au meilleur prix. Alors, venez vous amuser au village des jouets. Il y en a un dans chaque magasin des Galeries Lafayette.

## Galeries Lafayette

مركز لادن للإعلان



# EUROPE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

### M. Pierre Mauroy : pour une force socialiste de « propositions et d'impulsion »

Lille. — Le maire de Lille, M. Pierre Mauroy, attend notamment du processus d'unification européenne qu'il fasse de sa ville l'une des principales métropoles de la C.E.E. C'est pourquoi il a fait en sorte que la campagne des socialistes en vue du scrutin du 10 juin s'ouvre à Lille, non seulement en présence de représentants des neuf pays de la Communauté, mais aussi avec la participation des socialistes des trois pays candidats : l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Comme M. Pierre Mauroy est, en outre, un régionaliste convaincu, il avait également choisi de placer cette première manifestation sous le signe des régions. Mardi 7 novembre, à l'Opéra de Lille, une soirée de colloque a donc réuni les principaux maires socialistes d'Europe, de Grenoble à Paris et d'Atlixos à Lisbonne, en passant par Zaanstad (Pays-Bas).

Dans son discours d'ouverture, le maire de Lille a d'ailleurs tenu à souligner cette dimension européenne des socialistes, en notant : « L'Europe des citoyens, l'Europe des régions, l'Europe des régions, comment pourra-t-elle se faire avec une France maintenue dans un cadre institutionnel centralisé tandis que nos voisins, de plus en plus, reconnaissent les particularités locales et régionales et garantissent cette nouvelle conception de la démocratie qu'est

De notre envoyé spécial

le respect et la valorisation de la diversité ? (...) Il s'est notamment attaché à montrer que l'Europe existe déjà au niveau de la culture mais aussi comme le lieu privilégié où règne la liberté.

Se faisant non seulement le défenseur mais aussi le promoteur de l'idée européenne, M. Pierre Mauroy a réclamé une application complète du traité de Rome dont il a rappelé « la double logique : celle de libération sans doute, mais celle aussi de l'union européenne. Face au défi des multinationales, s-l-il ajouté, face aux privilèges persistants du dollar, insuffisamment opposés, dénoncé parfois, l'Europe incomplète que nous connaissons est — ne sois y trompons pas — menacée dans son existence même par la contradiction, lourde de conséquences, entre le libre jeu d'un marché non dominé et l'insuffisance d'organisations et de volontés communes. Bref, l'Europe aujourd'hui se confond trop avec la capitalisme dont elle épouse la crise, l'insécurité et les incertitudes. (...) L'Europe d'aujourd'hui est issue d'accords d'Etat à Etat qui sont certes nécessaires mais qui restent insuffisants. L'Europe socialiste ne peut se limiter à quelques traités gouvernementaux. Elle doit être l'expression d'une réelle volonté populaire. Elle doit partir des réalités. »

M. Mauroy a proposé à ses invités de constituer une « structure permanente d'échanges et de travail » rassemblant les élus socialistes des régions et communes d'Europe et qui pourrait servir de « force de proposition et d'impulsion » auprès de l'Assemblée européenne et des instances de Bruxelles.

Deux membres de la Commission des Communautés européennes ont participé à la réunion, Mme. Cbryson et Gholli. Le premier a critiqué ceux qui « se prétendent de gauche », nient l'existence de l'Europe et son efficacité. Il s'est attaché à montrer qu'un maître de politique agricole régionale permettrait d'assurer l'équilibre des recettes de l'Europe, ce que la C.E.E. continue d'importer plusieurs dizaines de milliers de tonnes de céréales chaque année et il s'est demandé si le maintien d'une telle situation ne désole pas de la crainte de léser des intérêts américains. Après avoir plaidé en faveur de la planification afin de ne pas laisser aux sociétés multinationales le monopole des stratégies à long terme, M. Claude Chy-

## FRANCE

### Le différend s'aggrave entre le P.C. et le P.S.

(Suite de la première page.)

M. François Mitterrand a déclaré d'autre part au sujet de l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. qu'il constitue pour les socialistes le « gros morceau ». « Nous nous distinguons considérablement de la position de M. Giscard d'Estaing, qui a accordé à l'Espagne l'entrée dans le Marché commun, sans avoir posé de garanties de conditions, sans avoir préalablement défendu les intérêts de nos producteurs agricoles et industriels, tandis que le parti socialiste, lui, a posé des préalables : un préalable de caractère industriel, un préalable de caractère agricole, et un caractère régional. C'est pourquoi nous pensons que le président de la République aurait dû saisir le Parlement français. Or il a déterminé tout seul que l'Espagne et l'Irlande dans le Marché commun. Mais, je dis : oui, que l'Espagne y entre, mais une fois qu'elle aura répondu aux questions que la France pose, les poser et elle n'y répond pas, et bien il n'y aura pas d'élargissement. »

M. Mitterrand a ajouté : « Nous voulons l'Europe des travailleurs, nous voulons changer le contenu économique, social et social de l'Europe actuelle. Nous voulons une autre Europe et d'autre part, nous voulons une France libre dans une Europe indépendante. Le France doit absolument refuser la tentation du protectionnisme, cette espèce d'idée qui consiste à penser qu'elle peut s'enfermer derrière ses frontières en pratiquant l'autarcie économique et derrière la protection mythique de la bombe atomique. C'est une idée meurtrière pour la France. »

Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du P.C.F. a critiqué, le même jour, à Lille, le lancement par le P.S. d'une campagne pour une « nouvelle politique » et elle a affirmé l'hostilité de son parti à « l'Europe que veut faire Giscard d'Estaing et qui soutient et considère le parti socialiste avec les autres partis socialistes européens ». Elle a ajouté : « Nous combattons l'intégration européenne au nom des intérêts des travailleurs français. La politique européenne du P.S. a pesé très fort dans la rupture du programme commun. »

De son côté le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi « tendant à interdire l'ingérence d'une institution étrangère dans l'élection des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes ». Les signataires de ce texte expliquent dans leur exposé des motifs : « La campagne d'information sur la communauté décidée par la commission et l'Assemblée parlementaire européenne est de nature à mettre en cause le caractère démocratique de la prochaine élection des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes. Un contrat de plus de 1 milliard d'anciens francs va être passé entre la communauté et la société ECOM, filiale de la société Hanco, pour réaliser sur le territoire français une campagne publicitaire sur les institutions de la communauté. La propagande d'une agence privée financée et orientée par une institution étrangère ne pourrait que fausser gravement l'impartialité de la campagne électorale et la liberté du suffrage. Elle mettrait en cause la souveraineté nationale. »

## ITALIE

### Pour le P.C.I., la Communauté est « riche en perspectives positives »

(Suite de la première page.)

Son évolution a correspondu, dit-il, à celle de l'Europe elle-même : « La C.E.E. et le monde ne sont plus ceux du traité de Rome. Il y a eu la détente internationale, la crise irrémédiable du colonialisme, la croissance des forces de gauche et la liquidation des résidus fascistes en Grèce, en Espagne et au Portugal. »

M. Paletta évoque, sans les préciser, les critiques adressées à que son parti formule à l'égard de la C.E.E. Mais c'est pour ajouter : « Une Communauté qui affirmait son caractère être effectivement ni antisoviétique ni anti-américain — quoiqu'espérant les engagements diplomatiques et militaires de la majorité des Etats qui la composent ou doivent y être associés — peut et doit être un élément positif dans le monde. L'équilibre mondial a dans le traité de Rome, dans le rapport de M. Paletta, dépasser la logique des blocs, de même qu'il faut élargir la notion de « polycentrisme » aux rapports entre les peuples, lesquels « dans leur développement, ne veulent ni ne peuvent se référer à des modèles, imposés de quelque manière et temporairement. »

Le P.C.I. souligne que son attitude européenne n'a conduit à « des polémiques et des distinctions, parfois profondes, avec d'autres partis communistes ». M. Paletta évoque, en particulier, d'un désaccord sur le « régime néo-fasciste », par moments hostile, auquel recourait souvent dans leur propagande le parti communiste soviétique et d'autres P.C. au pouvoir. »

Pour ce qui les concerne, les communistes italiens « croient que la Communauté est une donnée de la réalité européenne, donc mondiale, une réalité qu'ils ne subissent pas, mais considèrent comme riche de perspectives positives ». Ils précisent, les élections européennes au sul-

## M. ROLLANT : la responsabilité historique du P.C.F.

M. Jacques Delors a plaidé pour que l'Europe devienne le levier d'une nouvelle croisade. Il a insisté sur le fait que la mesure de coopération monétaire doit accompagner un développement des politiques communautaires et non se limiter à discipliner un marché. M. Michel Rollant, secrétaire confédéral de la C.F.D.T., qui s'exprimait au nom de la confédération européenne des syndicats, a été déclaré d'accord avec la manière dont les problèmes européens ont été abordés au cours de la réunion. Il a toutefois souligné que la C.E.E. est actuellement une zone de libre-échange et non une communauté politique, et il a souligné que l'Europe « plus égalitaire et solidaire » reste à faire.

Après avoir rendu hommage au courage des deux commissaires des communautés qui ont accepté d'exprimer dans le cadre de la réunion des P.S., M. Rollant a invité l'Europe à s'engager sur la voie du socialisme démocratique et autogestionnaire, qui est, selon lui, la seule issue à la crise « qui nous se batte ». « Il faut ensuite condamner les propositions nationalistes et autoritaires de ceux qui nient la dimension européenne. Il s'agit de revenir à ce niveau. Il a reproché aux partisans des « nationalismes de mentir et faire de la démagogie pour des raisons partiales ». « Nous agissons, s-l-il poursuivi, pour que l'Europe se construise et s'affirme. »

Après avoir estimé qu'un large accord existe au vu des débats de Lille, il a défendu l'idée d'une plate-forme commune au mouvement socialiste afin de ne pas laisser aux sociétés multinationales le monopole des stratégies à long terme, M. Claude Chy-

## THIERRY PFISTER.

## ROBERT SOLE.

## Le Monde

doctes et documents

Numéro de novembre

L'ALCOOLISME EN FRANCE

L'IRAN

Le numéro : 3 F

Abonnement un an (dix numéros) : 30 F

# PAROLE DE GO!

Nous, GO-SPORT, venons d'ouvrir nos portes. Et nous nous engageons à être différents : à être les meilleurs.

Nous nous engageons Nous nous engageons à ne vous offrir que les meilleurs articles des plus grandes marques. Des moins chers aux plus prestigieux.

Toujours présents Nous nous engageons à vous aider par nos services spécialisés. Nos vendeurs sont des sportifs qui vous conseilleront utilement. Après la vente, nos techniciens seront toujours là : pour régler vos fixations, affûter vos carres, corder et équilibrer vos raquettes...

Vous pouvez nous faire confiance, Parole de GO-SPORT.



des prix qui font aimer le sport

- Centre Commercial Créteil-Soleil 94 - Créteil
- Palais des Congrès (niveau-1) Place de la Porte Maillot 75017 - Paris
- Centre Commercial Belle-Epine 94 - Thiais
- Centre Commercial Radar-Massy 91 - Massy
- Centre Commercial Galaxie 75013 - Paris

## Partez à la recherche de vos ancêtres

avec l'ALBUM GÉNÉALOGIQUE luxueusement relié

...et établissez votre arbre généalogique

sur cette splendide GRAVURE en couleurs

Un document dont vous pourrez être légitimement fiers. Vous pourrez accéder dans vos archives, et toutes les informations concernant les étapes à connaître pour composer un Album. Des pages-fiches sont prévues pour vos pensées et inscriptions sur les renseignements recueillis sur chacun de vos ancêtres, non seulement sur leur état civil, mais sur leur vie privée.

Retrouvez l'histoire de votre famille

Ca que vous possédez de plus authentique et de plus précieux souvenir en Moyen Age : c'est votre nom de famille, le fil conducteur qui vous permet de découvrir l'histoire de vos ancêtres. Rechercher la naissance de vos ancêtres est un simple jeu de patience, à la portée de tous les curieux et amateurs d'histoire. De nos jours, une véritable méthode qui vous passionnera et vous réservera probablement d'incompréhensibles surprises. Tous vos ancêtres ont une place réservée sur ce magnifique document : il ne vous reste plus qu'à inscrire leur nom. Et à retrouver votre blason ! Sans-vous que vous avez droit à un blason ? Vos ancêtres n'avaient probablement un. Si non, vous trouverez dans le GUIDE GÉNÉALOGIQUE tout ce qu'il faut savoir pour en composer un, comme vous y autorise la loi depuis un siècle.



**GRATUITEMENT** chez vous pendant 8 jours

Pour apprécier vraiment l'incroyable richesse de la gravure, dont la dessin original a été minutieusement colorié et restauré à l'aquarelle de Chine avant d'être orné de couleurs délicates, et examiner le précieux volume, le meilleur moyen est de les recevoir chez vous, sans aucun engagement. Après, évidemment, vous pourrez en juger ment définitif. Vous ne les réglez que si vous décidez de les garder, et vous bénéficierez alors d'un prix « vente directe » vraiment dérisoire. Pour les recevoir, postez sans tarder le bon à découper.

HISTORAMA, S.P. 6140, 10, avenue Buffon, 45017 ORLÉANS CEDEX

**Bon pour un examen GRATUIT**

Je tiens grande connaissance de votre savoir généalogique relatif à tout ce de la science, pendant 8 jours sans engagement d'achat. Si je ne suis pas intéressé, je vous retournerai votre copie dans les 8 jours. Si, au contraire, je décide de la garder, je vous adresserai mon règlement de 30,00 F (frais d'envoi inclus).

ARC L174MD

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville (ou pays) : \_\_\_\_\_ DATE : \_\_\_\_\_ SIGNATURE (indispensable) : \_\_\_\_\_

\*Si vous avez moins de 18 ans, signature de vos parents.

Le Monde

# politique

## L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE

### DÉFENSE : consensus sur la dissuasion nucléaire et polémique

A la différence des discussions budgétaires des deux années précédentes, au cours desquelles la fronde du R.P.R. était apparue clairement, le débat consacré, mardi 7 novembre, à l'Assemblée nationale, aux dépenses militaires prévues pour 1978 a été terne et sans passion.

Il est vrai que, en annonçant, le 25 septembre dernier, sa décision de lancer, l'an prochain, la construction d'un sixième sous-marin nucléaire

lance-engins, réclamé depuis 1976 par le parti de M. Chirac, le président de la République a fait en quelque sorte tomber la réverbère, sensible dans la majorité depuis la menace, exprimée le 15 juin dernier, du R.P.R. de ne pas approuver les crédits d'équipement militaire pour 1978.

S'estimant satisfait, le R.P.R. s'est fait discret, mardi, au Palais-Bourbon. C'est, en revanche, l'opposition, particulièrement les orateurs socialistes, qui a publiquement manifesté des doutes

sur l'intention du gouvernement de mener à bien, réellement, la construction de « l'Inflexible ». M. Charles Hernu (P.S., Rhône) a dénoncé, à ce propos, la réapparition du « serpent de mer » ou du « monstre du Loch Ness » pour désamorcer le débat parlementaire, et M. Jean-Pierre Chevènement (P.S., Territoire de Belfort) a qualifié la décision de l'Elysée de « prix à payer pour la trêve au sein de la majorité ».

Le ministre de la défense s'est félicité de l'existence d'un « large consensus », selon lui, de la représentation parlementaire sur la dissuasion nucléaire. Le débat ne s'est véritablement animé qu'avec les déclarations de M. Yvon Bourges contre ceux qui se dérobaient au service national ; objecteurs de conscience, déserteurs ou insoumis, et contre ceux — a-t-il précisé en direction des bancs de l'opposition — qui les encourageaient par leurs attitudes ou leurs propos.

Mardi matin 7 novembre, sous la présidence de M. Brocard (U.D.F.), l'Assemblée nationale examine le projet de budget de la défense (« le Monde » des 8 et 27 septembre) qui, avec ses 92,2 milliards, constitue, au sein du budget de l'Etat, la masse la plus importante. Hors pensions, il occupe avec 77,1 milliards la troisième place après les charges communes et le ministère de l'éducation.

que des dépenses militaires n'ait été communiqué au Parlement. Puis elle a relevé le retard dans les commandes du Mirage 2000 et dans la construction du troisième sous-marin nucléaire d'attaque, ainsi que l'absence de tout moyen pour surveiller notre zone économique des deux cents milles nautiques.

M. ROSSI (U.D.F.), rapporteur spécial pour les dépenses de fonctionnement et pour le budget annexes des armées, note la faible augmentation du prêt des armées (il sera porté à 9 francs à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1979), et demande que soit soulevée la possibilité pour les militaires en retraite d'entreprendre une seconde carrière en raison des limites d'âge souvent très basses en vigueur dans l'armée.

L'Assemblée entend ensuite les rapporteurs pour avis de la commission de la défense (« le Monde » du 23 octobre). Analysant les crédits du titre V, M. CABANEL (app. U.D.F.) estime que dans la conjoncture actuelle « ce budget constitue un effort important au profit des armées ». Il demande cependant que le Parlement soit saisi avant le 30 juin 1979 d'un rapport faisant le bilan de l'exécution de la loi de programmation (1976-1983).

Sur le titre III, M. BECETTER (R.P.R.) exprime l'inquiétude de nombreux cadres militaires devant leur retour à la vie civile en raison de la situation sur le marché du travail.

M. BOZZI (R.P.R.) traite de la section des forces terrestres. Il regrette l'insuffisance des crédits consacrés à la vie courante des appelés, puis, abordant les problèmes de l'entraînement, il insiste sur le manque de terrains d'exercice et de manœuvre en raison du développement de la mécanisation des unités. A son avis, l'extension du camp du Larzac est indispensable.

Pour ce qui concerne les crédits de la section air, M. BOUVARD (U.D.F.) relève la confirmation du redressement annoncé en 1978, souligne la reprise de l'entraînement sérieux à un niveau acceptable (sauf pour ce qui concerne le tir aérien) et insiste sur les actions formatrices et éducatives conduites par l'armée de l'air.

Analysant les crédits de la section marine, M. TOMASINI (R.P.R.) se félicite à son tour de la construction du sixième S.N.L.E. qui entrera en service en 1985. Il note « l'absence précoce de crédits » des crédits destinés à l'entretien de la flotte.

M. CHEINAUD (U.D.F.) analyse le budget de la gendarmerie, en relève les aspects positifs (création d'emplois, dotation en carburant), puis souligne que les gendarmes bénéficient d'un repos hebdomadaire de quarante-huit heures et que les personnels soumis à la contrainte de disponibilité permanente bénéficient d'une prime compensatrice.

Enfin, M. MAUGER (R.P.R.) analyse la section commune et le budget annexes des armées. Il évoque les problèmes de la désintégration générale pour l'armement.

Reporteur spécial de la commission des finances pour le titre V (dépenses d'équipement), M. CRESSARD (R.P.R.) analyse un budget « a priori satisfaisant », tout en observant que dans un contexte international préoccupant « notre effort financier peut sembler trop modeste ». Constatant que « les motivations militaires s'accroissent », il pose notamment les questions suivantes : « L'Union soviétique qui dispose des moyens conventionnels nécessaires pour submerger l'Europe occidentale restera-t-elle éternellement armée au pied d'un continent européen qui refuse de se donner les moyens de se défendre ? Les Etats-Unis ne se laisseront-ils pas de la tutelle aussi efficace que débattre qu'ils exercent depuis près de trente ans sur notre continent ? L'émergence d'une Chine fortement hostile à l'O.R.S.S. ne pourrait-elle conduire celle-ci à prendre des risques à l'Est ? Ces questions, estime M. Cressard, sont d'autant plus pressantes que le désarmement en reste au stade des intentions alors que les potentiels militaires se renforcent et que, « si les Occidentaux ont retenu leur effort, l'O.R.S.S., elle, a accentué le sien ».

Face à cette situation, constate-t-il, notre effort financier est trop modeste et la programmation n'est pas vraiment respectée. Le budget de la défense représentait 17 % du budget de l'Etat en 1976, il doit en représenter 20 % en 1982, or celui de 1979 ne représente que 16,79 %.

Favorable à l'adoption des crédits en discussion, M. Cressard estime pour terminer que l'effort prioritaire devra à nouveau porter sur nos forces nucléaires ; qu'il vaut mieux s'orienter vers des forces classiques d'un volume plus restreint mais de plus grande qualité ; qu'il faut envisager une réforme du recrutement et notamment un service national, qui doit être adapté.

En conclusion, il présente les observations adoptées par sa commission. Cette dernière a notamment souhaité que l'on revienne de façon impérative à la notion de loi de programmation. Se félicitant de la conclusion d'un sixième sous-marin nucléaire lance-engins (S.N.L.E.), elle a constaté cependant la faiblesse de la progression des autorisations de programme affectées à la force nationale stratégique. Elle a regretté également qu'aucune étude sur l'impact économi-

est catastrophique pour notre crédibilité », M. Hernu relève l'absence d'informations sur la façon dont le nouveau S.N.L.E. « véritable coup de théâtre qui a déconcerté ce débat », sera financé.

« Comment pourrait-on envisager une véritable politique de défense, demande M. VISSÉ (P.C., Ardennes), alors qu'avec le chômage et l'absence de toute indépendance du pays et on ne laisse glisser vers son déclin. Le député poursuit : « La décision de construire un sixième sous-marin ne constitue qu'une simple opération politicienne destinée à faire croire que l'on poursuit une politique de paix et de coopération européenne. En réalité, on pousse nos yeux vers une intégration européenne car on y voit un contre-poids possible à notre retrait de l'O.T.A.N., décidé par le général de Gaulle avec l'appui sans réserve du parti communiste. La coopération européenne en matière de fabrication d'armements se développe. Votre option européenne est l'antithèse d'une défense nationale indépendante ».

Notre armée va mieux, constate M. BIGNARD (U.D.F., Meurthe-et-Moselle), président de la commission de la défense, qui observe qu'en trois ans « bien des choses ont été faites dans la bonne direction », notamment pour certains matériels majeurs. En ce qui concerne la force de dissuasion, il relève que l'effort prévu est maintenant plus soutenu. Il souligne l'« excellente décision » de construire un sixième S.N.L.E. Sur ce point, il rend hommage à la commission de la défense de la précédente législature, qui avait rejeté les dépenses d'équipement du budget de 1978. Détaillant ensuite les aspects négatifs du budget, il constate l'incertitude de certains programmes majeurs (il insiste particulièrement sur le Mirage-200 et sur les Corvettes) et déplore les insuffisances en ce qui concerne le génie et les stocks de guerre. Nous risquons, assure-t-il, d'avoir des matériels qui sera vite, en cas de conflit, le pourtour d'acier.

M. AUMONT (P.S., Aisne) estime que les crédits affectés aux personnels « ne permettent pas un entraînement satisfaisant ». L'augmentation du prêt du soldat est, selon lui, dérisoire. Il est indispensable, affirme-t-il, d'indexer la solde sur le SMIC. Le député demande à l'Assemblée de refuser de voter le titre 3 s'il ne

#### M. BOURGES : les mérites de l'Inflexible et les dangers de l' « entreprise antimilitariste ».

Intervenant mardi après-midi, M. BOURGES, ministre de la défense, commente la décision de construire un sixième sous-marin nucléaire lance-engins. Il déclare, après avoir rappelé la durée des études préalables : « C'est en toute connaissance de cause que le chef de l'Etat s'est arrêté à cette solution ». Le permanent opérationnel des cinq sous-mersibles étant assurés par la révision du calendrier des rejointes des bâtiments en service, après la sortie de l'Inflexible (sixième unité), équipé de l'arme M4 (têtes multiples) en 1985. Ce système d'armement mettra notre pays en mesure de constituer une dissuasion nucléaire américaine et soviétique. Sur certains points, il présentera même des solutions originales. Le vecteur sera doté de têtes multiples, la portée sera considérablement accrue, la vitesse sera supérieure à celle de son prédécesseur, sa précision sera beaucoup plus grande et ses capacités de manœuvre accrues. Il sera également très renforcé. Le tir sera plus rapide et plus discret, donc plus sûr, le nouveau sous-marin possédera une tir d'une plus grande portée ».

« La précision et l'autonomie des moyens de navigation de ce dernier seront accrues par la mise en œuvre d'un nouveau système de calculateur perfectionné, des systèmes de contre-mesures et de détection sous-marin beaucoup plus élaborés. En ce qui concerne les sous-mersibles, les progrès actuellement envisagés portent sur une nouvelle hélice, une amélioration des superstructures et le mode de suspension des accéléromètres. Il sera également possible d'augmenter également les capacités de défense du sous-marin. La sécurité de fonctionnement en plongée sera améliorée, la fiabilité des matériels de bord, leur facilité d'entretien, leur simplification de mise en œuvre seront accrues ».

Pour ce qui concerne l'armement, précise le ministre, le missile air-sol, moyenne portée, en cours de développement, sera mis en service en même temps que le Mirage 2000 en version pénétration.

Le ministre indique ensuite que c'est l'année prochaine que sortiront et seront livrés aux unités les premiers fusils FAMAS 156. Ce fusil, précise-t-il, est entièrement fabriqué en France, essentiellement à Saint-Etienne. L'objectif est de produire 100 000 fusils. Ce fusil d'assaut, qui peut tirer au coup par coup et par rafales, est apte aux tirs de grenades anti-personnel et anti-pancarts. Il remplacera l'ensemble des armes individuelles et collectives en service dans nos unités. Son adoption simplifiera les approvisionnements en munitions de petit calibre et assurera une puissance de feu très soignée de nos unités.

Pour terminer, le ministre évoque l' « entreprise anti-militariste ». Il déclare notamment : « Pour éviter qu'elle soit dans le pays, elle n'a pas été parvenue. Insidieusement, sous des masques divers, elle cherche à créer et à exploiter des difficultés, s'efforçant de présenter des thèmes qu'elle espère susceptibles de recueillir un écho parce que leur objet réel n'est pas connu. On voit même dans quelques esprits s'établir une confusion dangereuse qu'il est de mon devoir de dénoncer, car elle met en cause non seulement la défense de la France mais les fondements mêmes du civisme et de la République ».

« L'insouciance et la désertion ne sont pas des délits d'opinion, mais une atteinte grave au devoir essentiel des Français vis-à-vis de leur pays. Un Français qui trahit son pays est un traître. Parmi ceux-là mêmes qui nous reprochent d'être, par une politique laxiste d'exemption, à l'origine de la dégradation du service, parmi ceux qui réclament une armée qui tiende l'idéal du soldat citoyen l'essentiel de sa cohésion et de son efficacité intrinsèque se font les défenseurs intrançais de la conscription au nom de respect à nos principes de la République, il en est qui réclament pour l'insoumis, pour le déserteur, une indulgence d'autant moins compréhensible qu'elle se fait à l'encontre de leurs convictions affichées. Je dénonce l'extrême confusion de pensées que révèle l'affirmation que la conscription est un fait désuet, la base de notre système de défense et l'approbation, voire le concours apporté simultanément, à ceux qui s'y dérobent ».

Dans un rappel au règlement, M. HAMEL (U.D.F., Rhône) estime que le projet de loi de programmation n'est pas fondamental et ne doit pas retransmettre par la télévision.

Pour M. PASQUINI (R.P.R., Corse), « ce budget paraît conforme à la loi de programmation et c'est un bon budget dans la mesure où il exprime la volonté dominante de l'Assemblée et où il est conforme à l'objectif de la politique de défense définie par le général de Gaulle ». Le député traite longuement du problème politique de la conscription et de la législation étrangère et « singulièrement des agressions et des crimes commis en Corse ». Tout nouvel incident, souligne-t-il, pourrait amener des conséquences graves en raison de la situation politique insulaire. A son avis, il est urgent pour le gouvernement de prendre des dispositions afin d'éviter au maximum les désertions.

« Comment pourrait-on envisager une véritable politique de défense, demande M. VISSÉ (P.C., Ardennes), alors qu'avec le chômage et l'absence de toute indépendance du pays et on ne laisse glisser vers son déclin. Le député poursuit : « La décision de construire un sixième sous-marin ne constitue qu'une simple opération politicienne destinée à faire croire que l'on poursuit une politique de paix et de coopération européenne. En réalité, on pousse nos yeux vers une intégration européenne car on y voit un contre-poids possible à notre retrait de l'O.T.A.N., décidé par le général de Gaulle avec l'appui sans réserve du parti communiste. La coopération européenne en matière de fabrication d'armements se développe. Votre option européenne est l'antithèse d'une défense nationale indépendante ».

#### Des crédits en augmentation de 14 %

Le projet de budget de la défense pour 1979 est de 92 240 millions de francs (en crédits de paiement), dont il faut soustraire 18 129 millions de francs qui représentent les dépenses de pensions militaires. Par rapport à 1978, l'augmentation est de 13,98 %.

Avec un montant (pensions militaires exclues) de 43 788 millions de francs, le titre III de la loi de finances, qui couvre les dépenses de fonctionnement (rémunérations, charges sociales, carburants et entretien des matériels), représente 56,7 % du budget total de la défense.

Dans ce secteur, on note : 1) un relèvement du prêt des appelés porté à 270 F par mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1979 ; la création de neuf cent trente-sept emplois dans la gendarmerie nationale et de sept cent trente emplois dans la gendarmerie maritime ; 2) une diminution de quatre mille huit cent vingt-cinq postes d'appelés dans l'armée de terre ; 3) l'organisation de quarante-neuf jours de sortie en camp national d'entraînement pour chaque unité de l'armée de terre ; 4) quatre-vingt-quatre jours de mer, en moyenne, pour chaque bâtiment de la marine nationale et une activité aérienne de quatre cent cinquante mille heures de vol pour l'ensemble de l'armée de l'air.

Le titre V et VI de la loi de finances, qui est consacré aux dépenses d'équipement des forces classiques et nucléaires, engrengent une nette augmentation : + 17,1 % pour les crédits de paiement (83 346 millions de francs) et + 24,6 % pour les autorisations de programme (42 882 millions de francs).

En faveur de l'armement nucléaire, tactique et stratégique, l'effort financier représente plus du quart (26,16 %) des autorisations de programme et près du tiers (32,56 %) des crédits de paiement. L'aspect le plus spectaculaire de cet effort sera la mise en chantier d'un sixième sous-marin nucléaire lance-engins, l'Inflexible, qui sera achevé en 1985 et disposera d'un nouveau système d'armes, le missile M-4 à têtes multiples.

L'armée de terre recevra des missiles antichars (les Milan et Hot) et des blindés AMX-30, AMX-10 RC, AMX-10 P et PC et les véhicules de l'avant blindés VAB. Dans la marine, les commandes suivantes seront passées : une corvette anti-aérienne, deux bâtiments anti-mine, deux navires de transport, un sous-marin nucléaire d'attaque et des avions d'assaut Super-Étendard. L'armée de l'air, enfin, commandera ses premiers avions de combat Mirage-2000.

**EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE**

- Dernières parutions :**
- LES IMPOTS EN FRANCE 1978 / 1979  
520 pages - Franco 84 F.
  - MEMENTO PRATIQUE DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES 1978 / 1979  
1.300 pages - Franco 169 F.
  - L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS  
200 pages - 21 x 27 - Franco 49 F.
  - MEMENTO PRATIQUE FISCAL 1978  
(paru en mai + mise à jour au 1-9-78)  
1.300 pages - Franco 126 F.
  - MEMENTO PRATIQUE SOCIAL 1978  
(paru en mai + mise à jour au 1-9-78)  
960 pages - Franco 112 F.
  - TABLEAUX PRATIQUES DE FISCALITÉ IMMOBILIÈRE ET DES PLUS VALUES  
90 pages - 24 x 32 - Franco 36 F.
  - LA SOCIÉTÉ CIVILE - NOUVEAU RÉGIME  
(paru en avril + mise à jour au 20-7-78)  
350 pages - Franco 84 F.

15, rue Viète - Paris 17<sup>e</sup> - 763.11.41

## UN P.D.G. AMÉLIORE LES CONDITIONS DE TRAVAIL.

Des Chefs d'entreprise qui luttent contre la pollution et les nuisances de tous ordres, pour l'amélioration des conditions de travail et pour la protection de l'environnement, il y en a plus qu'on ne le croit.

C'est pourquoi nous avons créé « Les Oscars de l'Environnement » destinés à récompenser les initiatives des entreprises d'Ile de France.

Ces Oscars seront décernés en avril 1979 par un jury composé de personnalités du monde économique, de l'administration et de la presse.

Faites-vous connaître en demandant votre dossier avant le 15 janvier (téléphone à Bernadette Lachèvre 225.40.39 ou 359.21.56).

Les Oscars de l'Environnement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris avec le concours de l'Usine Nouvelle.

LAUSANNE PALACE

سكزا عن الإيجل

### NATIONALE sur le service national

« La discipline, a-t-il déclaré avec vigueur, fait toujours la force principale des armées. »  
Se défendant d'être les soutiens de l'antimilitarisme en France, des orateurs du P.S. et du P.C.F. ont tenu à dénoncer « la chasse aux sorcières » que pratiquent dans l'armée les agents de la sécurité militaire. Ils ont demandé — en vain, — dans un amendement repoussé, que soit rapportée l'augmentation prévue pour 1979 des crédits alloués à cet organisme.

M. PASCHT (U.D.F., Var) s'inquiète de l'état de la flotte. M. CORREZE (R.F.P., Loire-Cher) souligne les « ombres » du budget : la marine et l'insuffisance des bâtiments, la vulnérabilité de nos sous-marins de missiles, l'équipement des forces conventionnelles (« seule la bombe à neutrons permettrait de compenser notre déficit »), le sous-développement de notre aviation et la dépendance de nos forces d'intervention lorsqu'elles doivent opérer sur un territoire lointain.

En séance de nuit, M. DARI-NOT (P.S., Manche) revient sur l'état de la flotte. M. S.N.I.E. (Morbihan), il faut notamment augmenter les pensions de réversion des veuves de militaires et satisfaire les demandes des ouvriers civils des arsenaux. M. ABADIE (R.P.F., Pyrénées) estime à son tour que l'institution du service national est menacée. A son avis, il faut modifier les conditions du service militaire, et « au lieu de se lancer à la chasse aux sorcières, satisfaire les revendications des jeunes appelés afin d'en faire des soldats-citoyens ».

Pour M. TOURRAIN (R.F.P., Doubs), les effectifs de la gendarmerie devraient être augmentés, le retard actuel étant inadmissible dans une période où la sécurité des citoyens devrait avoir la priorité. En outre, il estime que les conditions de logement des gendarmes sont trop mauvaises. M. LAZZARINO (P.C., Bouches-du-Rhône) demande que soient satisfaites les revendications formulées depuis des années par les gendarmes : notamment, en matière de solde, de retraite et de repos hebdomadaire. Il reproche au gouvernement de « maintenir plus de 17 000 hommes de carrière » (le quart des effectifs totaux de la gendarmerie) sur le pied de guerre dans « la rouge », dont cent vingt-cinq escadrons sont employés « à la répression sociale ».

#### M. CHEVÈNEMENT (P.S.) :

satisfaire les revendications des appelés

M. CHEVÈNEMENT (P.S., Bel-fort) doute que le gouvernement donne réellement la priorité à la dissolution nucléaire. Il relève que l'essentiel du budget « est englouti dans l'entretien de forces stratégiques ». L'horizon 1985 lui paraît donc incertain, d'autant que le sixième S.N.I.E. ne sera pas représentatif d'une nouvelle génération de sous-marins. Après avoir estimé que « la France n'avait pas à jouer le rôle de gendarme en Afrique pour s'y opposer au progrès des peuples, au risque de mettre la paix en danger », M. Chevènement traite du service national. Il déclare : « Trop de brimades sont infligées aux objecteurs de conscience. Faut-il transformer les officiers en policiers, mieux vaudrait satisfaire les revendications des appelés, en particulier la gratuité des transports ».

M. GUYERMEUR (R.F.P., Finistère), sans révéler le contenu du rapport sur la lutte contre la pollution marine que la commission d'enquête déposera vendredi à l'Assemblée nationale, souhaite que la marine nationale puisse disposer d'un personnel compétent et de navires adéquats. Il voudrait à son avis créer une gendarmerie navale. Dernier orateur, M. GIBARDO (P.C., Alpes-de-Haute-Provence) rappelle les revendications « modestes » des retraités de l'armée.

Répondant aux orateurs, M. BOURGÈS annonce, en ce qui concerne la gendarmerie, qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979 les gendarmes bénéficieront chaque mois de deux repos hebdomadaires de quarante-huit heures et de deux repos de trente-six heures. Pour ce qui est de l'opération effectuée à Kéowé, il indique que la France était capable de transporter le 2<sup>e</sup> REP, mais, fait-il remarquer, « les Américains opéraient une contribution à une opération internationale, contribution que nous n'avons aucune raison de refuser ».

En ce qui concerne les missions non militaires confiées au contingent, le ministre rappelle

qu'il appartient également à l'armée de répondre à des situations exceptionnelles. Il se félicite ensuite de l'unanimité exprimée quant aux droits des militaires à une seconde période de « C.S. » (congé sans solde). « C'est évident », estime-t-il, avant de dénoncer les discriminations que certaines centrales syndicales essaient d'imposer : ce principe, Faut-il déclarer « Le gouvernement a une politique de défense. Elle est claire et réaffirmée. L'opposition ne peut faire état d'une même continuité dans sa pensée politique. Personne ne peut aujourd'hui de « bombinette » et ne critique plus la force de dissuasion, bien que, constate-t-il, le rattachement socialiste soit moins évident que celui des communistes ».

M. CHEVÈNEMENT intervient alors pour expliquer que son parti s'est prononcé pour le maintien en état de la force de dissuasion, qu'il appartient également à l'armée de répondre à des situations exceptionnelles. Il se félicite ensuite de l'unanimité exprimée quant aux droits des militaires à une seconde période de « C.S. » (congé sans solde). « C'est évident », estime-t-il, avant de dénoncer les discriminations que certaines centrales syndicales essaient d'imposer : ce principe, Faut-il déclarer « Le gouvernement a une politique de défense. Elle est claire et réaffirmée. L'opposition ne peut faire état d'une même continuité dans sa pensée politique. Personne ne peut aujourd'hui de « bombinette » et ne critique plus la force de dissuasion, bien que, constate-t-il, le rattachement socialiste soit moins évident que celui des communistes ».

M. CHEVÈNEMENT intervient alors pour expliquer que son parti s'est prononcé pour le maintien en état de la force de dissuasion, qu'il appartient également à l'armée de répondre à des situations exceptionnelles. Il se félicite ensuite de l'unanimité exprimée quant aux droits des militaires à une seconde période de « C.S. » (congé sans solde). « C'est évident », estime-t-il, avant de dénoncer les discriminations que certaines centrales syndicales essaient d'imposer : ce principe, Faut-il déclarer « Le gouvernement a une politique de défense. Elle est claire et réaffirmée. L'opposition ne peut faire état d'une même continuité dans sa pensée politique. Personne ne peut aujourd'hui de « bombinette » et ne critique plus la force de dissuasion, bien que, constate-t-il, le rattachement socialiste soit moins évident que celui des communistes ».

M. CHEVÈNEMENT intervient alors pour expliquer que son parti s'est prononcé pour le maintien en état de la force de dissuasion, qu'il appartient également à l'armée de répondre à des situations exceptionnelles. Il se félicite ensuite de l'unanimité exprimée quant aux droits des militaires à une seconde période de « C.S. » (congé sans solde). « C'est évident », estime-t-il, avant de dénoncer les discriminations que certaines centrales syndicales essaient d'imposer : ce principe, Faut-il déclarer « Le gouvernement a une politique de défense. Elle est claire et réaffirmée. L'opposition ne peut faire état d'une même continuité dans sa pensée politique. Personne ne peut aujourd'hui de « bombinette » et ne critique plus la force de dissuasion, bien que, constate-t-il, le rattachement socialiste soit moins évident que celui des communistes ».

#### Le naufrage de l'« Amoco-Cadiz »

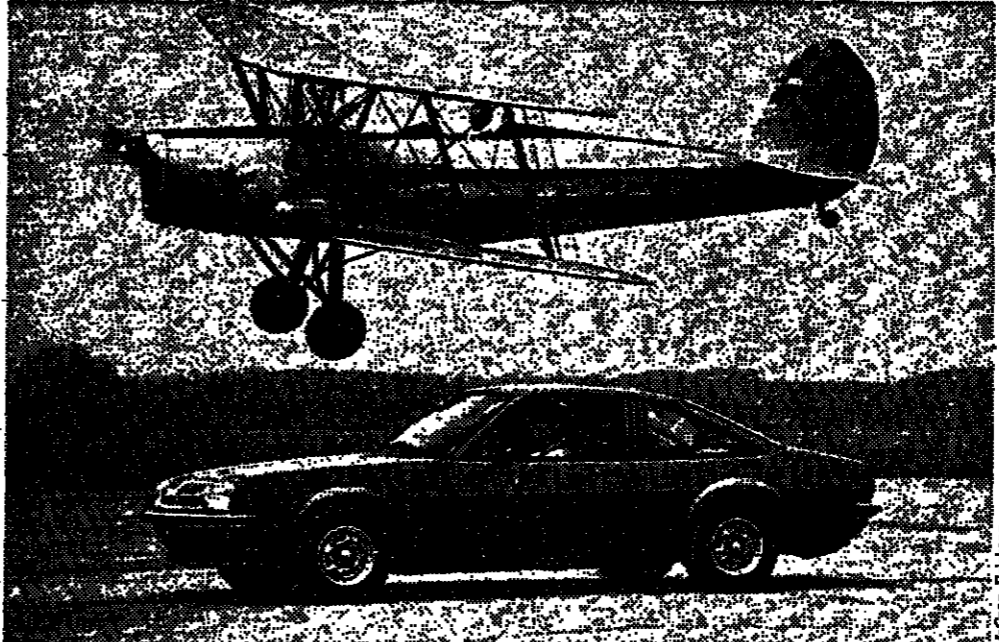
LA COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE PROPOSE LA CRÉATION D'UNE « GENDARMERIE DE LA MER »

M. Guy Guernneur, député (R.F.P.) du Finistère, président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz, a exposé les conclusions de cette commission, mardi 7 novembre, au cours du débat sur le budget de la défense. « La surveillance de l'état civil est une tradition maritime, une disponibilité, une discipline, une force, une logique navale », déclare M. Guernneur. Il faut donc laisser cette mission à la marine nationale, mais en distinguant défense militaire et garde des côtes. Cela veut dire qu'il faut choisir et former des hommes les dotés d'un matériel rustique et peu coûteux, adaptés à la garde des côtes, en laissant les navires de guerre sophistiqués aux missions qui sont les leurs. Il s'agit, en somme, d'une gendarmerie de la mer ».

M. Guernneur a précisé qu'il avait l'intention de déposer un amendement au projet de loi de finances créant une recette de 500 millions pour financer cette « gendarmerie de la mer ». Le rapport de la commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz doit être rendu public le vendredi 10 novembre.

M. Guernneur a précisé qu'il avait l'intention de déposer un amendement au projet de loi de finances créant une recette de 500 millions pour financer cette « gendarmerie de la mer ». Le rapport de la commission d'enquête sur le naufrage de l'Amoco-Cadiz doit être rendu public le vendredi 10 novembre.

# ACHETEZ DES CHEVAUX



## OPEL MANTA GT/E

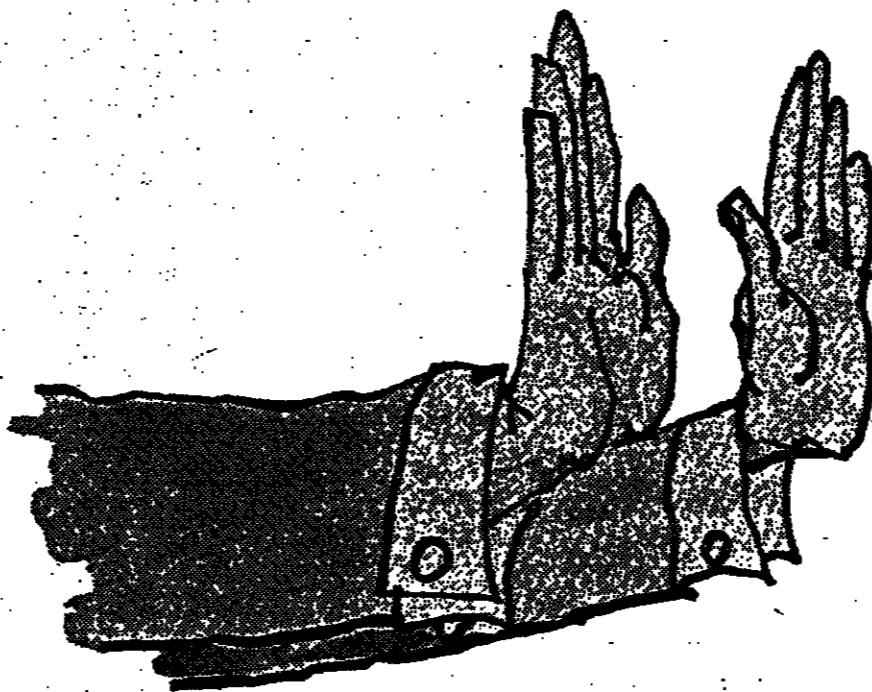
Un grand coupé 4 places équipé d'un moteur 2 l à injection électronique développant 110 CV. Pour 43.470 F. Des performances étonnantes: 187 km/h, km départ-arrêté 31,1 sec. Un confort et un silence dignes des plus grandes berlines. Et cette année, dans une gamme déjà très complète, une nouvelle Manta 3 portes avec un grand hayon et une banquette rabattable.



Avec Opel, partez tranquille.

\* Prix clés en main au 26.878. Consommations aux 100 km : 7,6 l à 90 km/h, 9,7 l à 120 km/h, 11,8 l en cycle urbain (normes UTAC).

# Arrêtez de faire la paie



Vous avez mieux à faire. Mieux que faire la paie à la main. Mieux que faire la paie sur votre ordinateur. Mieux qu'acheter un logiciel-paie.

Au lieu de faire la paie, faites la faire. Par GSI.

Avec GSI, leader européen du service informatique et son système Zadig-Paie, toute votre paie sera faite. Rapidement. Automatisement. En toute discrétion, ponctualité et sécurité. Et quand nous disons la paie, chez GSI, c'est bien plus que le bulletin de paie. C'est toute la paie. Y compris les plus récentes

réglementations (repos compensateur, bilan social, etc.) que nos clients ont pu intégrer, sans le moindre retard, dans leur application.

Et c'est même plus que la paie : c'est toute la gestion du personnel. Plus de 5 000 entreprises ont fait confiance à GSI pour la paie ou d'autres services. Appelez-nous à Paris : 766.51.50, ou à Lyon (78) 69.50.51, nous vous communiquerons l'adresse du centre GSI le plus proche.



Avec GSI, on sait où l'on va.

**LAUSANNE-PALACE**  
Pour vos affaires, pour votre plaisir, un havre de paix, situé au cœur de la ville.  
RESTAURANT - BAR  
SALLES DE CONFÉRENCES  
1022 LAUSANNE (SUISSE)  
TEL. : 1981/2170-77-11 - TX 24171

# POLITIQUE

## AU SÉNAT

### Le groupe communiste demande le renvoi de la discussion du projet de loi sur la fiscalité locale

Le débat sur le plan de développement des collectivités locales, qui s'est ouvert ce mercredi matin 8 novembre au Sénat avec la discussion des deux projets de loi relatifs à l'aménagement de la fiscalité locale et à la création d'une dotation globale de fonctionnement, marquera-t-il, comme le souhaite le chef de l'Etat, « une étape significative » d'une profonde réforme des collectivités locales ou ne sera-t-il qu'un nouvel épisode de l'interminable feuilleton d'une réforme annoncée depuis cinquante ans mais jamais réalisée ?

Les nombreuses réserves que suscitent jusqu'à présent les deux premiers textes déposés par le gouvernement — en attendant le projet de loi-cadre, dont la mise au point se révèle difficile — n'autorisent pas, pour l'instant, à penser pour la première hypothèse. Les sénateurs, dans leur majorité, regrettent que le gouvernement n'ait pas été plus hardi dans ses propositions et déploient qu'il n'ait pas précéden- tement évalué les conséquences qu'il résul- teraient de l'application du nouveau

régime fiscal préconisé. C'est la raison pour laquelle M. Jean-Pierre Fourcade (P.R.), ancien ministre, rapporteur de la commission des finances, propose que, si elle est adoptée, la réforme de la fiscalité locale ne soit pas appliquée de toute façon avant 1981.

De même, l'Association des maires de France, que préside M. Alain Pöher, président du Sénat, souhaite que le gouver- nement procède à des « simulations pré- cises et très complètes sur divers points du territoire et dans diverses catégories de communes » avant de demander au Parlement de se prononcer définitivement. Toutes les formations politiques présenteront de nombreux amendements visant notamment à modifier l'article 4 du projet sur la fiscalité, qui prévoit de retirer aux communes riches « les revenus de la taxe professionnelle excé- dant deux fois la moyenne nationale par habitant afin de redistribuer les sommes ainsi « créées » aux communes « pau- vres ». Cette disposition soulève à effet

l'hostilité unanime des maires des grandes villes.

Le groupe communiste, qui a présenté, mardi 7 novembre à la presse, une série de contre-propositions, a décidé d'op- poser la question préalable, à la fin de la discussion générale, et de demander ainsi le report de la discussion des articles des deux projets de loi. « En présentant ces deux textes avant son projet de loi-cadre, le gouvernement a mis la charrue avant les bœufs », estime M. Camille Vallin, sénateur du Rhône. « De toute façon, le projet de loi sur la fiscalité est inaccepta- ble, inapplicable, il créerait des difficul- tés insurmontables aux communes. »

Pour les socialistes et les radicaux de gauche, les propositions gouvernementales constituent « une réforme en trompe l'œil ». « Il nous apparaît que les textes présentés ne pourront pas être suffisam- ment amendés pour être acceptables », déclarait mardi soir M. Marcel Cham- peix, président du groupe communiste.

A. R.

La première séance du débat, mercredi matin, a été consacrée aux exposés des rapporteurs et à l'intervention de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur.

Pour M. Jean-Pierre Fourcade, premier rapporteur de la commis- sion des finances, ce projet représente la dernière étape de la réforme de la fiscalité locale directe. Il pose également le principe du passage d'un système d'impôts de répartition à un système d'impôts de quotité. Actuel- lement les communes votent un produit global d'impôts directs, qui est ensuite réparti par l'ad- ministration. Après le vote de la réforme, ce sont les municipalités qui décideront elles-mêmes de cette répartition entre les quatre impôts directs locaux (taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxes foncières, bâti et non bâti) et qui voteront les taux d'imposition.

L'article 10 du projet précise les conditions de révision des valeurs locales foncières et l'incor- poration dans les rôles de 1980 de la première actualisation de ces valeurs, effectuée depuis 1970. L'application des règles ainsi défi- nies conditionne la possibilité de mettre en œuvre le vote des taxes par les conseils municipaux.

Le projet aménage aussi le mode de calcul de la taxe profession- nelle. Il met notamment en place un mécanisme de péréquation in- tercommunale. Il tend, enfin, à accroître la personnalisation de la taxe d'habitation.

#### M. FOURCADE : ce n'est pas la réforme que les maires attendent.

La rapporteur fait remarquer qu'il est impossible, faute de simulations précises, de dire quelles seront les conséquences de cette réforme sur les budgets locaux. A elle seule, la sortie de l'ancien système de plafonne- ment des cotisations de taxe professionnelle pourrait se traduire, pour certaines entreprises (environ dix mille), par une augmentation de cotisation supé- rieure à 50 %. Le risque est excessif, estime-t-il. La commis- sion demande le report à 1981 du passage au vote direct des taxes, la suppression du méca- nisme de péréquation de la taxe professionnelle, et l'aménagement de la sortie du plafonnement des cotisations de taxe profession- nelle.

M. Fourcade rappelle la pro-

messe du ministre de l'Intérieur, qui déclarait notamment le 16 décembre 1977 devant le Sénat :

« En dehors de l'attribution aux communes du produit d'un grand impôt local, les maires demandent, en toute priorité, le remboursement intégral de la T.V.A. qu'ils acquittent, la substi- tution d'une subvention globale aux actuelles subventions spéci- fiques et la libéralisation du régime des prêts. »

« Votre rapporteur, conclut-il, croit traduire un sentiment très répandu en déclarant que ce n'est pas de la réforme de la fiscalité directe que les maires attendent de façon pressante la solution aux pro- blèmes de gestion de leurs communes. »

M. RAYBAUD (Gauche dém., Alpes-Maritimes) examine au nom de la commission des finances le second projet de loi, celui concernant la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales. Ce projet tend à créer un « fonds des collectivités locales » alimenté par un prélèvement sur les recettes de l'Etat, qui remplacera, le 1<sup>er</sup> janvier 1980, le versement mensuel de la taxe sur les salaires ; le prélèvement destiné à compenser

la suppression des taxes sur les spectacles ; les subventions pour la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des collectivités locales.

Ce prélèvement sera effectué sur les recettes de T.V.A. nettes de remboursements et de dégrè- vements.

Le rapporteur souligne que ce projet prend en considération un grand nombre de propositions formu- lées par la commission des finan- ces du Sénat. Il en approuve l'essentiel tout en estimant que les résultats de la simulation des effets de ce projet « sont préoc- cupants ». Selon le ministre de l'Intérieur, le versement inférieur à celui de 1978 : 14 275 auraient des attributions comprises entre le maintien de 1978 et la progression générale de 12,8 % ; 10 372 au- raient des attributions supérieures à la moyenne générale de pro- gression de 12,8 %.

Mais la simulation effectuée par le ministre de l'Intérieur a pris en compte des bases qui ne cor- respondent plus à la réalité. M. Raynaud indique donc que la commission déplore cette lacune et demande des déclarations plus précises sur les incidences exactes des nou- veaux mécanismes.

## LA CRISE DES CHANTIERS NAVALS

### M. Le Theule met les industriels et les travailleurs devant leurs responsabilités

Le Sénat a débattu, mardi 7 novembre, la crise des chantiers navals. Plusieurs sénateurs repré- sentant des régions affectées par cette crise avaient posé au ministre des transports des « questions orales » sur la situation de la construction et de la réparation navales. M. Le Theule leur a répondu en fixant quatre objectifs à sa politique et en appelant les industriels et les travailleurs à prendre leurs res- ponsabilités.

« Le défi qui est devant nous, a-t-il notamment déclaré, sera relevé si les différents partenaires mobilisent en- semble leurs efforts. »

« Les industriels d'abord doivent prendre en main la gestion de la crise, la prospection des com- mandes, la création d'emplois nou- veaux, c'est à leur responsabilité naturelle : c'est ce que le gouverne- ment attend d'eux, la collectivité n'entend pas se substituer à eux pour faciliter leur démission. »

« Les travailleurs de la construc- tion navale ont aussi un rôle décisif à jouer. En acceptant de regarder la réalité d'aujourd'hui au face, même si celle-ci est très dure, ils rendront possible la sauvegarde de l'emploi et d'une industrie nécessaire à notre pays. »

Le respect du statut du marin est total, dans notre pays. Syndicats et armateurs se sont récemment mis d'accord pour étudier ensemble un certain nombre de questions parti- culièrement complexes, mais, je le répète, c'est l'honneur de notre pays que de veiller au respect des normes en vigueur. »

M. Le Theule a, d'autre part, annoncé les objectifs que le gouver- nement entendait suivre pour aider les industries navales qui traversent actuellement en Europe et en France une crise sans précédent.

« Cette politique », a déclaré M. Le Theule, a quatre objectifs ou quatre volets : prendre les com- mandes indispensables ; engager la diversification ; créer des emplois nouveaux en dehors de la construc- tion navale ; renforcer les capacités de l'appareil productif en encourageant des restructurations indus- trielles et financières. »

M. Le Theule a ajouté : « Le gouver- nement a décidé d'assouplir les conditions d'attribution des aides de base - pour rendre possibles de nouvelles commandes, malgré le très bas niveau des prix. Je veillerai à ce que l'on ne dépasse pas en ce do- maine les limites du raisonnable. »

« Il faudra développer de la façon la plus vigoureuse la diversification des chantiers dans des secteurs proches de la construction navale, pour lesquels leur main-d'œuvre est bien adaptée. Le marché des usines flottantes représente de ce point de vue un espoir considérable. Il en va de même pour les unités de des- sèchement de l'eau de mer. »

A propos de la desserte des lignes de Corse, M. Le Theule a annoncé que, après le lancement du Cynos, qui doit intervenir prochainement pour une mise en service l'été pro- chain, et celui d'un navire « roulier » (cargo) pour la Société nationale Corse-Méditerranée, les chantiers français construisaient un second cargo pour mise en service en avril 1980 et un car-ferry pour mise en service en 1981. Cet ensemble de commandes représente plus de 400 millions de francs. Il se pro- longera par deux car-ferries pour mise en service sur les lignes corse en 1983 et 1985.

## L'AFFAIRE DARQUIER DE PELLEPOIX

### MEETINGS ET RÉUNIONS DE PROTESTATION SE MULTIPLIENT

Quelques six cents personnes participent, mardi 7 novembre, à une manifestation organisée par l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide (U.J.R.E.), pour protester contre le projet de dépor- tation de Darquier de Pellepoix et manifester « l'indignation devant l'indécence d'être en ce » dont bénéficie la propagande raciste. »

MM. Henri Noguères (Ligue des droits de l'homme), Jean- Pierre Bloch (L.I.C.A.), Pierre Vil- lon (A.N.A.C.R.), le professeur Jules Bataillon, Charles Falan (M.R.A.P.) et Marcel Paul (F.N.D.I.R.P.) notamment, ont dénoncé ce que Mme Simone Veil a appelé « la banalisation » des crimes nazis, entreprise à laquelle, ont affirmé les orateurs, les sociétés de télévision ne sont pas étrangères. « Ce n'est pas de l'information que la banalisation », a déclaré M. Paul, ancien ministre, parlant de l'interview de l'Express.

M. Pierre-Benoît a rappelé l'assu- rance « démentir l'antisémitisme partout, quel que soit le régime politique », précisant que, depuis une semaine, il avait reçu et cinquante lettres de menaces, dont dix en provenance de l'Espa- gne. Le professeur Jankélévitch a réclamé, pour sa part, la stricte application des sanctions prévues contre l'antisémitisme et le racis- me.

Afin de mobiliser l'opinion pu- blique, la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes a décidé d'organiser un meeting de protestation le jeudi 9 novembre à 18 h. 30, au palais de la Mutualité.

Les Cercles Bernard Lazare tien- nent, pour leur part, une réunion de protestation au 44, rue de Ren- nes, avec la participation de Mmes E. de Fontenay et S. Thal- man, MM. Roger Assot, Henry Bulawicko, le rabbin J. Grunswald, le professeur Y. Jankélévitch, Gérard Israël, le professeur Alfred Kastler et Serge Klarsfeld.

« Des tracts racistes qui éma- nent d'un « Front français de libération nationale » ont été répandus dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre au Vésinet (Yvelines). Ils sont intitulés « Le Juif ouvre la porte au mépris » et « Salut à nos frères Juifs, aux Africains et aux Asiatiques ». Le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) a manifesté son intention de porter plainte.

### M. PEYREFITTE : il n'est pas exclu que nous puissions obtenir l'extradition.

« Il n'est pas tout à fait exclu que nous puissions obtenir l'extradi- tion » de Darquier de Pellepoix, a déclaré le garde des sceaux, M. Alain Peyrefitte, dans une conférence de presse mardi 7 novembre. M. Peyrefitte a indiqué qu'une demande d'extradition aurait été possible après la condamnation à mort de l'ancien commissaire général aux affaires indochinoises de 1943, mais que, « bizarrerie », elle n'avait pas été demandée. La condamnation étant prescrite, la justice se fonde sur un fait nou- veau : les déclarations faites à l'Express, qui tombent sous le coup de la loi de 1972.

### FRANÇAIS ET DÉPORTÉS DE FRANCE

L'expression « Juifs déportés de France » prêtant à ambiguïté, comme nous l'ont signalé plu- sieurs lecteurs indignés, que ce soit le cas de la déportation de Français juifs de France, de Français déportés en France, ou à partir des camps de Pithiviers et de Beaune-la-Ro- lande. Faut-il ajouter que, Fran- çais ou réfugiés en France, le même sort leur était réservé et que la même condamnation pesé sur ceux qui les ont livrés à leurs bourreaux ?

« Les députés communistes ont exprimé, le mardi 7 novembre, leur indignation devant les atta- ques odieuses et diffamatoires dont Georges Marchais est l'objet et qui, à travers son secrétaire général, visent le parti commu- niste français tout entier et ses idées nationales. »

[Cette déclaration vise les propos tenus par M. Bernard-Henri Lévy dans une interview qu'il avait accordé au « Matin » à la suite de l'ar- rêt de Georges Marchais (le Monde du 4 novembre).]

« M. Jean Boivin, député (R.F.P.) du Cher, a été choisi comme président mardi 7 no- vembre, par la délégation parlemen- taire pour la radiodiffusion-télévision. Les vice-présidents sont Mme Louise Monseau, députée (U.D.F.) des Alpes-Maritimes ; M. Jack Ralite, député (P.C.) de la Seine-Saint-Denis ; M. Félix Ciccolini, sénateur (P.S.) des Bouches-du-Rhône et M. Charles Pasqua, sénateur (R.F.P.) des Hauts-de-Seine. »

## LES CONSULTATIONS DU PREMIER MINISTRE

### Le P.S. n'accepte pas de servir de « roue de secours » pour l'adoption de certains projets du gouvernement

Chargé de recueillir l'avis des principales formations de la majori- té et de l'opposition sur chacun des trois projets ébauchés par le chef de l'Etat dans sa réunion de presse du 14 juin (limitation du cumul des mandats, réglementation du financement des partis et introduction d'un scrutin de type proportionnel dans les villes de plus de 30 000 habitants), le premier ministre a terminé sa première série de consultations en recevant, mardi après-midi 7 novembre, à l'hôtel Matignon, une délégation du P.S. composée de MM. Gaston Defferre et Marcel Champeix, respectivement président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et président du groupe socialiste du Sénat.

M. Raymond Barre, qui avait reçu les délégués du R.P.R. le 28 octobre, ceux de l'U.D.F. le 25 et ceux du M.R.G. le 31 — la P.C. ayant décliné son invitation, — doit maintenant essayer de faire la synthèse des observations qui lui ont été présentées en élaborant un avant-projet de loi sur chacun des trois sujets avant de procéder à de nouvelles consultations.

Techniquement, la tâche du chef du gouvernement apparaît très difficile. Qu'il s'agisse du financement des partis ou de la limitation du cumul des mandats, les réserves exprimées par les différentes formations sont si nettes qu'un consensus semble aujourd'hui peu concev- able, à moins que, recherchant le plus petit dénominateur commun, l'hôtel Matignon ne présente que des propositions de portée très limitée.

En ce qui concerne l'application de la proportionnelle aux muni- cipales, à laquelle le R.P.R. demeure farouchement hostile, la tâche du premier ministre apparaît tout à fait impossible, sauf peut-être à proposer une formule en trompe-l'œil.

Politiquement, l'initiative de l'Etat semble d'ores et déjà vouée à l'échec. A M. Giscard d'Estaing qui pensait, après les législatives, que ces trois projets permettraient de progresser dans la voie de l'« ouverture » vers l'opposition, M. Defferre vient de répondre, au nom du P.S., qu'il ne faut pas espérer voir les socialistes servir de « roue de secours » pour réacquiescer la majorité en saluant à l'U.D.F. contre le R.P.R. Le M.R.G., pour sa part, attend la réponse de M. Barre sur « dix propositions pour la démocratie » (le Monde du 2 novembre) qu'il a formulées pour mettre à l'épreuve des faits, justement, la volonté d'« ouverture » affichée par le président de la République.

Peut-être est-ce précisément parce que le premier ministre est personnellement peu convaincu, dans ces conditions, de l'intérêt de ces consultations, qu'il est apparu à certains de ses interlocuteurs, et notamment aux gaullistes, peu pressés de les conclure.

ALAIN ROLLAT.

Ainsi que M. François Mitter- rand l'a fait indiquer le 28 juin, les deux délégués socialistes ont confirmé mardi à M. Barre que leur parti est favorable, sur les trois points faisant l'objet des consultations, aux orientations du président de la République.

Le P.S. souhaite l'application d'un mode de scrutin propor- tionnel, non seulement pour les élec- tions municipales, mais aussi, pour les législatives et pour les élec- tions des conseillers régionaux au suffrage universel direct. Il deman- de également que les élections municipales à la proportionnelle soit appliquée dans les villes de plus de 9 000 habitants et pas uniquement dans celles de plus de 30 000 habitants.

« Le climat de l'échange de vues a été courtis, M. Barre nous a reçus avec amabilité », a indiqué M. Defferre. Les deux délégués ont souligné, toutefois, que le gouvernement ne devrait pas compter sur le parti socialiste pour faire adopter ses projets si ceux-ci divisent la majorité : « Supposons qu'une des forma- tions de la majorité refuse de voter les textes gouvernementaux, a déclaré le maire de Marseille. Dans ce cas, le parti socialiste n'a pas à remplacer une formation politique qui serait hostile ou défaillante. Il y a là un problème majeur. Nous ne pouvons pas accepter, si par exemple le R.P.R. refusait de voter un des textes, de constituer une majorité avec l'U.D.F. »

Le P.S. refuse, en ce domaine, toute notion de « majorité d'idées » au-delà des alliances politiques : « Je pense que ce serait une mau- vaise chose », a ajouté M. Defferre. Il faut éviter de créer une confusion politique qui pourrait résulter d'un vote comme celui-ci. Nous nous déterminons tous les jours en fonction des textes, mais il y a là un problème politique majeur. Si la majorité se dissout, si l'une de ses formations refuse de voter un texte présenté par le gouvernement, il ne nous appar- tiendrait pas, à nous, d'être la roue de secours, de remplacer cette formation et de constituer une nouvelle majorité. Nous ne le ferons pas. »

Les délégués socialistes et le premier ministre sont convenus de se réunir quand le gouverne- ment aura préparé ses propositions des trois questions, un texte précis.

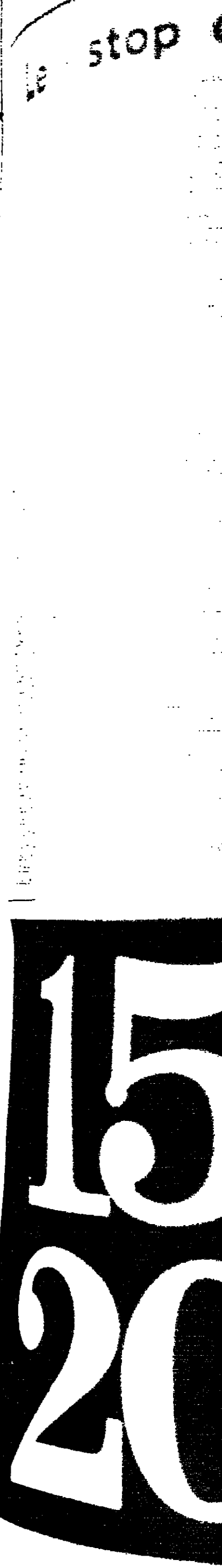
### M. CHINAUD (U.D.F.) : nous n'avons pas besoin de la roue de secours de M. Defferre.

Invité à commenter les déclara- tions de M. Gaston Defferre, M. Roger Chinnod, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée na- tionale, qui a été reçu, mardi soir, par le premier ministre en compa- gnie de M. Claude Labbé, pré- sident du groupe R.P.R., a déclaré : « L'U.D.F. n'a pas besoin de la roue de secours de M. Defferre. Je suis choqué de voir que le pré- sident d'un groupe parlementaire, qui correspond à une grande for- mation politique, ne se détermine sur sa position qu'en fonction de problèmes tactiques. Sur la quali- té et l'épuration du débat, ceci me paraît très dangereux. C'est un exemple de plus de la manière partisane dont, çà et là, on exa- mine la vie politique française. »

M. Claude Labbé a indiqué, pour sa part, qu'il s'était entre- tenu avec M. Barre des propos que celui-ci avait tenus à la Réunion, mais il s'est refusé à ce sujet. Le président du groupe R.P.R. avait auparavant déclaré au Palais-Bourbon que les dé- clarations du chef du gouverne- ment lui « paraissent très nettes et curieuses et incompréhensibles ». Les membres du bureau du groupe R.P.R., qui doivent être reçus à l'hôtel Matignon le 9 novem- bre, proposent de demander des expli- cations au premier ministre. « J'espère qu'on ne nous servira pas de roues de secours », a souligné M. Jean Falala, vice-prési- dent.

Imprimé par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Fenet, directeur de la publication, Jacques Sauvaget.  
Membre de l'Association des journaux de France.  
N° 1977  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'Administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 4747.

سازمان چاپ و نشر



POLITIQUE

Le « stop and go » du parti communiste

par ALAIN DUHAMEL

Au début de la crise économi- que, nombre de gouvernements occidentaux, abasourdis, tergiversèrent entre deux thérapéutiques opposées. Ces tentatives « stop and go »...

Le bilan de ce quasi-dédoublement de personnalité, et de cette politique « diachronique », est d'abord une crise interne sans précédent par le nombre, la diversité et l'audace de contestataires exposant leurs griefs au grand jour...

Le bilan de ce quasi-dédoublement de personnalité, et de cette politique « diachronique », est d'abord une crise interne sans précédent par le nombre, la diversité et l'audace de contestataires exposant leurs griefs au grand jour...

Le bilan de ce quasi-dédoublement de personnalité, et de cette politique « diachronique », est d'abord une crise interne sans précédent par le nombre, la diversité et l'audace de contestataires exposant leurs griefs au grand jour...

Le bilan de ce quasi-dédoublement de personnalité, et de cette politique « diachronique », est d'abord une crise interne sans précédent par le nombre, la diversité et l'audace de contestataires exposant leurs griefs au grand jour...

Le bilan de ce quasi-dédoublement de personnalité, et de cette politique « diachronique », est d'abord une crise interne sans précédent par le nombre, la diversité et l'audace de contestataires exposant leurs griefs au grand jour...

Un parfum d'archaïsme

Tout se passe donc comme si les contradictions du P.C. ébranlaient une fraction de ses fidèles et comme si le manichéisme de sa propagande touchait moins qu'avant l'électorat protestataire...

Un sujet tabou

Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

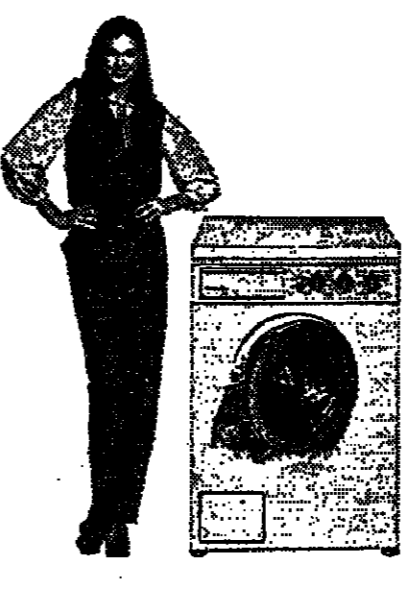
Et cette métamorphose progressive ne se borne pas à l'accentuation des distances à l'égard des « partis frères »...

Le Diamant est-il un bon placement ? Pour obtenir la réponse à ces questions et à d'autres que vous vous posez, renvoyez sans délai le bon ci-dessous au Centre d'Information de l'UNION DES DIAMANTAIRES...

15 ans ? 20 ans ?

Votre machine à laver Miele est conçue et fabriquée comme une machine de précision. Elle tournera jour après jour, avec la même douceur, la même souplesse.

précision. Elle vous apportera des années de paix. Des années de paix à répétition. Des années de paix sans multiples coups de téléphone à un réparateur débordé.



Miele

Pour toute demande de documentation: Miele S.A. 9 avenue Albert Einstein 93151 Le Blanc-Mesnil.

Dès jeudi vous pouvez jouer au

LOTTO

participez à votre disposition chez tous les dépositaires

NOTRE  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous télégraphiez vos messages. Nous les télétypons. Vos correspondants nous répondent par télex, nous vous télétypons.

Service Telex

343.21.62 + 346.00.28  
382, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

VALAIS

PROJET DE LOI

Vote d'appartenance et stabilité + statut individualisé

de nombreuses stations valaisannes

**POLITIQUE**

**Après la création du club République et Démocratie**  
**M. Jean-Pierre Prouteau veut ouvrir la voie à une « nouvelle gauche républicaine »**

La création du club République et Démocratie par M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie et ancien grand maître du Grand-Orient, a suscité diverses mises au point (« le Monde » du 31 octobre). Ainsi, MM. Guy Gennesseaux et Patrice Gassenbach, membres du Mouvement des radicaux de gauche et proches collaborateurs de M. Robert Fabre, qui avaient accepté d'adhérer à ce club, ont dû revenir sur leur décision parce qu'elle avait été interprétée comme un ralliement à la majorité. Lors de la première réunion de République et Démocratie, lundi 8 novembre, M. Gassenbach était présent, mais pas M. Gennesseaux.

Dans la déclaration ci-dessous, M. Jean-Pierre Prouteau précise les objectifs de République et Démocratie et évoque ce que pourrait être une « nouvelle gauche républicaine ».

Membre du parti radical, M. Jean-Pierre Prouteau peut fort bien apparaître comme le promoteur d'une nouvelle tentative de rassemblement des radicaux et du centre gauche. Il a pour prédécesseurs — ou pour concurrents

— des hommes comme MM. Michel Durafour, André Rossi, Gabriel Péronnet et quelques autres. Il paraît vraisemblable, en outre, que son entreprise est, sinon encouragée, du moins approuvée à l'Elysée.

L'ancien grand maître du Grand-Orient se garde de marquer son déssein du sceau maçonnique, comme il se garde de se placer en candidat à la présidence du parti radical valaisien. Il n'en demeure pas moins qu'il fonde quelques espoirs sur son passé « philosophique », et qu'il n'exclut peut-être pas de prendre rang parmi les successeurs éventuels de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ce serait là un objectif plus lointain ; le prochain congrès du parti radical le 25 novembre ne doit pas, selon les statuts, procéder à un renouvellement de la direction et, lors des assemblées suivantes — en juin 1979 vraisemblablement — l'actuel président est en droit de briguer un nouveau mandat. Mais M. Jean-Pierre Prouteau se sent « jeune » (il a quarante-sept ans) et se dit « armé ».

NCEL-JEAN BERGEROUX.

Contre le froid et le bruit

**doublez vos vitrages avec Isobaie T 32 ou TA 32**

Vous réduirez de 50% les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue de 32 décibels... et vous paierez moins d'impôts.

Spécialiste Isobaie-glaces Saint-Gobain

**Sté Paris Isolation**  
B.P. 343 - 75625 Paris Cedex 13  
Tél. 336.44.55

Devis gratuit sur demande  
Pose : Paris et grande banlieue

Offre exceptionnelle pose gratuite jusqu'au 30-11-78

Comptez environ 810 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 180 x 50 cm) avec Isobaie T 32 (verre de 4 mm). Prix indicatif au 1.9.78 avec pose gratuite (prix spéciaux cliniques, hôtels, collectivités, administration). Crédit gratuit 3 versements

M. Jean-Pierre Prouteau, secrétaire d'Etat, nous a déclaré :

« Le club République et Démocratie que je viens de créer est

un lieu de renouveau de la tradition républicaine, ce n'est ni un club de réflexion, ni un club de réflexion, ni une entreprise de débauchage de l'opposition.

Il n'est pas un club de réconciliation radicale parce que cette famille est actuellement éclatée ; c'est là une situation bloquée. Bloquée parce que les parlementaires radicaux de gauche ne sont élus qu'avec les voix dues à une association de type programme commun ; parce que les quelques parlementaires valaisiens sont, eux, élus sur des listes U.D.F. ; parce que les blocages de personnes existent ; enfin, parce que les débats sur le fond n'ont pas été ouverts au sein du centre-gauche. Des libéraux aux socialistes et aux radicaux de toutes tendances, nous devons nous unir. On ne le sait pas. Pour le moment, on s'attache plutôt au petit jeu qui consiste à savoir qui rencontre qui.

Notre club n'est pas non plus une entreprise de débauchage de l'opposition ; la majorité existe, elle est large. Chacun continue ses combats et ses engagements actuels. Les tactiques réciproques des états-majors sont dans l'état où elles sont, c'est là un fait.

Notre club sera un lieu de discussion doctrinale. Nous ne demandons à aucune personnalité de l'opposition de renoncer à ses options actuelles. Ce que nous souhaitons, en revanche, c'est de débattre, à nous, nous interrogeons : sur l'avenir d'une nouvelle gauche républicaine dans ce pays. La gauche républicaine pourrait et devrait réunir à nos côtés les libéraux que des sociaux-démocrates, aussi bien l'aile gauche de la majorité que le courant social-démocrate actuel (les radicaux de gauche et des socialistes).

Ouvrir le débat et le dialogue, c'est trouver un nouveau langage et un nouveau contenu. Pour cela, le club République et Démocratie veut entreprendre une démarche vers quatre pactes :

1) **Le pacte des libertés.** — Les questions auxquelles il faut répondre sont : quelle sera l'évolution des valeurs sociales au vingt et unième siècle ? Quelle nouvelle éthique de l'inaliénable demain ?

Comment assumer le contrôle politique du progrès scientifique et du progrès organisationnel ? Car, à l'heure actuelle, ce contrôle n'existe pas.

Quelle qualité de la vie pour demain ?

2) **Le pacte républicain.** — Que sera l'institution républicaine française face à l'avènement des démocraties de participation ? On a oublié en France ce qu'était la République. Or l'évolution se fait partout vers des démocraties de participation, des démocraties de groupe. Quels seront les rapports entre l'Etat et les groupes ? Quelle est, en ce domaine, la réponse socialiste, quelle est la réponse libérale ?

Quelle théorie de l'Etat moderne, demain ? Quelle éducation nationale demain ? On a oublié que la République est garante de grandes missions nationales : la défense, la justice, l'éducation. Ces grandes missions n'appartiennent à personne et à tout le monde. Les républicains d'aujourd'hui nous diraient aujourd'hui que nous n'avons rien compris. On se trompe quand, par exemple, on crée des comités de soldats, d'autogestionnaires ou quand on parle de « justices de classes ». Il faut qu'il y ait une vie politique militante pour rénover les traditions républicaines. Toutes les hésitations du centre-gauche trouveront alors leur solution.

3) **Le pacte du progrès social.** — Quelle limite quantitative au coût du progrès social ?

Doit-on accepter l'étatisation de la protection sociale ou promouvoir une gestion paritaire et participative de contre-pouvoir ?

4) **Le pacte d'une économie de coresponsabilité.** — Quelle économie de coresponsabilité demain ? Quels équilibres entre le

secteur public, le secteur privé et les secteurs coopératifs et mutualistes ?

Doit-on promouvoir un double ordre contractuel, social et économique ?

Doit-on accepter l'étatisation de la protection économique, ou promouvoir un solidarisme interprofessionnel de contre-pouvoir ?

Enfin, quel consumérisme de participation, demain ?

Les Latins que nous sommes, refusons le modèle collectiviste et aussi, inconsciemment, le modèle anglo-saxon. D'où l'idée d'économie de coresponsabilité.

Tel est notre programme de recherche. Là sont les vrais problèmes. Les radicaux du début du siècle détenaient des solutions dans leur conception solidariste. Des solutions où les acteurs prenaient leurs responsabilités. La révolution russe et le marxisme ont balayé tout cela. Maintenant c'est « Ou l'Etat ou personne ».

Grâce à mon passé philosophique, professionnel, je suis armé pour cette entreprise. Les courants du centre gauche ne peuvent pas ignorer ces débats sur comment se former une période de tranquillité d'esprit du point de vue grandes consultations électorales.

**Le rôle de la maçonnerie**

Je n'ai pas qualité pour parler au nom de telle ou telle obédience maçonnique. Mais, au sens des maçonneries mondiales (c'est-à-dire peu près sept millions d'adhérents) je crois pouvoir dire que ces débats font partie des préoccupations intellectuelles maçonniques permanentes. La maçonnerie moderne est née dans le courant du siècle des lumières, du dix-huitième siècle. Les dix-neuvième et vingtième auront été des siècles difficiles. Peut-être que le vingt et unième siècle sera plus proche du dix-huitième que du dix-neuvième et du vingtième.

La question-clé pourrait être formulée ainsi : « Y aura-t-il une nouvelle Renaissance ? Je crois qu'il y en aura une. Nous nous libérerons des dogmes politiques. Sur ce plan, l'idéal maçonnique est opérationnel. Ces évolutions concernent tout à la fois la maçonnerie, les religions, les philosophies et les idéologies.

Croyez-le : dans cette entreprise, j'espère hisser les débats « rad-ec » et de la gauche républicaine au niveau qui devrait être le leur. »

**découvrez l'avion facile**

**l'avion pour deux**

quand vous partez ensemble sur un vol bleu, votre moitié paie demi-tarif

Consultez le guide de l'avion facile page 8

**l'avion stop**

ou comment voler à moitié prix quand on est jeune ou étudiant

Tous les détails de l'avion-stop sont dans le guide page 22

**l'avion à dix**

50% sur vol bleu

ex : Paris → Nice 242 F au lieu de 484 F\*

\*Tarif normal aller simple par personne

Consultez le guide de l'avion facile page 9

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS - Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de voyages

**PARIS**  
↓  
**NICE**

l'aller-retour dans la demi-journée avec 10 liaisons quotidiennes (en semaine)

départ Paris : Orly Ouest

**BON** pour un guide et un horaire gratuits.

Envoyez-moi l'horaire et le guide Air Inter pour que je découvre toutes les réductions, formules et services qui rendent l'avion facile.

NOM, prénom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

A découper et adresser à : Air Inter, l'Avion facile, Chopin et Cie B.P. 354 - RUNGIS CEDEX - 94154

VOLS ROUGES, VOLS BLANCS, VOLS BLEUS

**AIR INTER**

le temps retrouvé

**Lentilles de contact souples**

On les met et on les oublie...

Fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau, spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus confortables.

**Essayez YSOPTIC**

80, Bd Malesherbes  
75008 PARIS  
Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

50 201 144

Universaires

La célèbre

ROEN LNA 4

ALUMAGE ELE

POLITIQUE

L'anniversaire de la mort du général de Gaulle

La célébration

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

La commémoration de la mort du général de Gaulle devient un rite annuel qui me surprend moi-même. Ce rite est assez le moins que les Français éprouvent de se jeter sur quelque chose qui leur appartient à tous et qui soit encore présent. Il révèle aussi combien peu le pouvoir, tel qu'il est aujourd'hui assumé, leur semble remplir ce rôle. Parce que d'abord il retourne étonnamment aux combinaisons d'antan, aux pratiques dédaignées qui ne sollicitent ni l'érudit, et à moi résistent, le goût qu'ont les Français d'une certaine gloire, leur amour des prouesses. Ensuite parce que, dans la mesure où ce pouvoir veut quelque chose, sa volonté s'exerce dans un sens qui divise les Français, dans un sens qui tend chaque jour davantage à les persuader qu'ils peuvent vivre heureux sans la France, à quitter sans dommage pour quelque aventure ultramoderne, dont, pourtant, les intentions dans l'histoire ne leur ont jamais été favorables. Des gouvernements sans ardeur et sans mémoire procédent ainsi parce que les dures responsabilités qui leur incombent du fait de la démocratie dépassent trop les ressources de leur caractère, et sans doute aussi celles de leur imagination.

Le général de Gaulle, quant à lui, n'agissait pas en vue d'une France solitaire ni hautaine, mais il voulait que la France demeure différente dans un monde expédient présent à lui-même, dans un monde dont l'ennemi nait de l'uniformité des idées, des comportements, de l'absence de sentiments, de la crainte de toute originalité. Ce qu'on veut chaque jour davantage, c'est nous faire ressembler aux autres, ce qui n'est même plus eux-mêmes. Car croyez-vous que l'Amérique, que l'Angleterre, que l'Allemagne, ces fameux modèles proposés à notre imitation,

soient aujourd'hui tellement bien dans leur peau, ou dans leur tenue ? L'Occident tout entier est dans une désérence, obsédée où la sensibilité tient lieu de spiritualité, et la pensée magazine de philosophie. L'Église ne vient pas par l'effet d'un hasard ou d'une fantaisie de se choisir un pasteur venant d'ailleurs.

La France, dans l'histoire de l'Occident, a toujours été, par amour ou par force, tant soit peu schématique. Elle a part est notre seul destin possible, qui ne signifie pas la solitude au sens qui enlève l'humanité. Le monde a besoin d'une différence plus que d'une stérilité d'unité. C'est pourquoi les premières places sont vulgaires, et qu'il n'y a que les places à part qui valent d'être conquises, ou tenues. On y exerce un attrait, on y donne une inspiration que l'extrême et vite excessive puissance ne permet pas toujours. Que la civilisation américaine soit aux yeux de certains une réussite passionnante, par ses performances, aux yeux d'autres, un échec, parce qu'elle n'a pas su conserver la mesure humaine, et parce qu'elle donne le pire exemple de ce matérialisme qu'elle dénie par ailleurs en philosophie et en métaphysique, peu importe au fond. Ce qui nous importe en revanche, c'est le réel danger que, par l'hégémonie qu'elle exerce à son naturel profit, cette civilisation fait courir à l'Occident dans son ensemble : le désordre mis et entretenu par elle dans le système monétaire international rend le monde en danger, mais en termes si énigmatiques qu'en même temps il le voile.

Le général de Gaulle avait soulevé quelques-uns de ces voiles qui enveloppent le déclin de l'Occident à travers l'appropriation abusive de son destin. Il ne fut pas un prophète désarmé, sinon quelquefois par les siens. Maintenant les voiles sont retombés, et de ce rien fait qui les dégage, semble l'essentiel de notre politique. Depuis près de dix ans maintenant, on veut nous faire croire que la renaissance d'une certaine idée de la France était liée au destin singulier d'un homme qui lui aurait rendu, par son éclat et d'une aventure, un grandeur admirable, mais passagère, qui l'aurait abusé lui-même sur les moyens et l'importance de la France. Pourtant, d'illusions à cet égard, il ne s'en faisait aucun. Peu avant de quitter le pouvoir, il dit à un visiteur : « Comme nous ne sommes plus une grande puissance, si nous ne faisons pas une grande politique, nous ne serons plus rien. » Tant il savait que la vraie grandeur n'est pas de dépasser les autres, mais de se dépasser soi-même. Encore faut-il pour cela garder conscience de sa différence, c'est-à-dire exister, seule voie par quoi l'on apporte au monde quelque chose, seule charité dont une nation soit capable. Ici, c'est la renouance à être soi-même qui est l'égolisme, et la nostalgie que les Français expriment chaque novembre, depuis huit ans, est celle de leur générosité perdue, est celle d'une participation au monde, à l'universel, dont l'absence de leurs gouvernants les ampute.

Une plaque apposée sur la façade de l'immeuble (110, boulevard Haussmann à Paris) où le général de Gaulle résida de 1962 à 1967 sera inaugurée le vendredi 10 novembre à 11 h. 30, en présence de M. Jacques Chirac, maire de Paris.

Retour de l'immobilisme

par PIERRE LEFRANC (\*)

Il est des anniversaires qui invitent à un tour d'horizon. Le 9 novembre est l'un de ceux-là.

Les grandes questions qui se trouvaient posées en 1970 ont-elles reçu des commencement de solution ?

Sur le plan national, la crise est venue compliquer les choses, mais le nécessaire a-t-il été fait en temps utile pour l'éviter, l'affronter ou en diminuer les effets ? Les déséquilibres ont-ils commencé à se réduire avant la réévaluation du prix du pétrole, et l'essoufflement s'est accentué et a pris le caractère d'une véritable récession. Que s'est-il passé depuis ? Les gouvernements successifs nous ont régulièrement annoncé une amélioration pour la saison prochaine. Nous attendons ainsi d'échéance en échéance.

Certes, des efforts incontestables sont consentis pour inciter les Français à l'épargne et à l'investissement ; certes, des plans sont mis en œuvre pour développer nos ressources énergétiques propres ; certes, notre commerce extérieur est vigoureusement stimulé ; mais, chacun peut malheureusement constater que tout cela ne suffit pas. Sans doute faudrait-il un immense effort national d'économie et de rigueur dont il appartient à l'État de donner l'exemple ; sans doute une réforme fiscale et un allègement des charges relanceraient-ils l'initiative individuelle ; sans doute une puissante réforme interne rendrait-elle l'administration plus légère et plus efficace ; sans doute un engagement sans réserve des pouvoirs publics permettrait-il de

créer le climat nécessaire ; en un mot, ce qui s'impose, c'est la restauration de la confiance. Mais y a-t-il le sentiment plus insaisissable ?

Pour une part, cette confiance n'est-elle pas liée à la conviction d'une marche en avant ? L'immobilisme n'est-il pas son plus grand adversaire, et la France, depuis plusieurs années, n'éprouve-t-elle pas l'impression que rien ne bouge ? Sur le plan social, la société semble bloquée alors que justement les Français et les Français espèrent des changements.

Où est le beau projet de la participation ? Une commission a été réunie, un rapport remis et aujourd'hui un ministre siège qui la déstine dans ses attributions, mais qu'en advient-il ? Rien, le le crains.

Quant au plan international, le bilan n'est guère plus riche. La France constate que son audience diminue d'année en année.

Pour ce qui est de l'Europe, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun sans condition a provoqué les ravages annoncés et, par l'élection prématurée au suffrage universel direct d'une Assemblée européenne sur les attributions de laquelle les partenaires ne sont pas d'accord, se prépare la mise de l'Europe sous tutelle américaine, mais cet étouffement de l'Europe ne sera-t-il pas la conséquence d'une attitude ambiguë quant à l'indépendance de notre défense ?

Sommes-nous résolus à nous défendre nous-mêmes ou faisons-nous passer les alliances avant notre propre survie, c'est-à-dire choisissons-nous de compter sur les autres ? A cette question, depuis 1970, il n'est plus donné de claire réponse.

Le souci de nos intérêts nécessite-t-il aussi une attitude de fermeté quant à la question du système monétaire international. La domination du dollar sur le monde libre, du faux dollar, est grandement responsable du désordre des économies libérales, et la France, à Nairobi, en 1977, et en toutes occasions depuis, accepte ce qui cause une partie de ses malheurs.

Mais, au forum du monde, la France est-elle toujours présente ? A force de répéter qu'elle est une moyenne nation, elle est devenue un petit Etat dont la voix ne se fait guère entendre au-delà des cercles de professionnels. Qui donc, aujourd'hui, se tourne vers elle pour savoir quelle voie prendre ? Notre pays est réduit aux chiffres de sa production, alors que ce qui compte pour les hommes, ce pourquoi ils se battent et meurent, ce sont les idées. Et les idées que nous portons en nous depuis les croisades ne sont-

elles pas de nature à faire rêver le Chilien, le Russe et le Chinois ? Or, ne constate-t-on pas, malheureusement, que les liens établis avec l'Est et le tiers-monde se sont distendus et parfois même ont été rompus ? Et les interventions multiformes auxquelles nous nous livrons servent-elles notre rayonnement ou notre crédibilité ? A propos du Liban, par exemple, que de fausses manœuvres !

La France est gouvernée au centre, et les résultats ne sont pas probants. Aucun des grands problèmes n'a trouvé de solution, aucune des grandes questions n'a reçu de réponse.

De Gaulle n'a pas mené à bien tout ce qu'il a entrepris, mais il a montré dans tous les domaines les directions à suivre, les objectifs à atteindre.

Dans le domaine intérieur, par la participation ; vers l'extérieur, par le respect du principe de l'indépendance nationale, par son souci d'une Europe autonome et par l'application de sa politique de détente, d'entente et de coopération, il a tracé les grandes lignes de l'avenir et défini la vocation de la France.

Depuis, personne n'a été aussi réaliste, aussi révolutionnaire et aussi constructif. Dès lors que les données demeurent inchangées ou presque, pourquoi s'obstiner-t-on à s'orienter dans d'autres directions ?

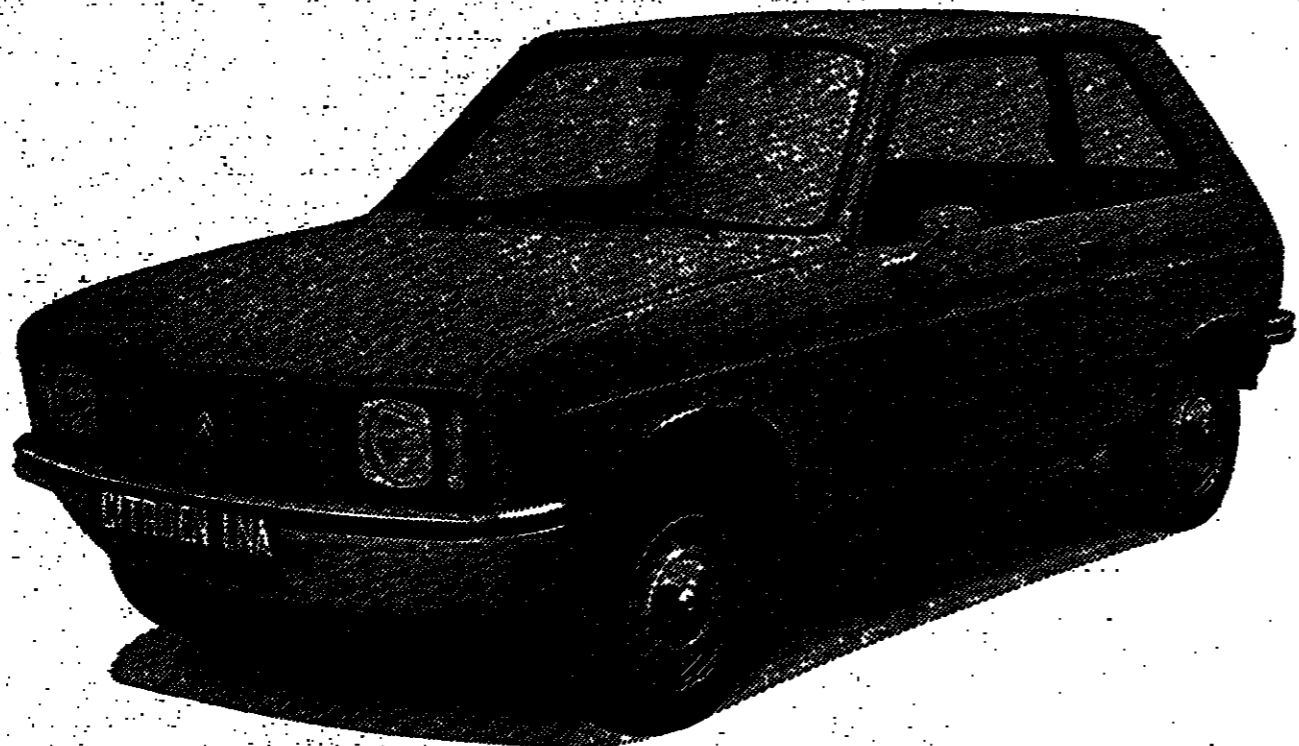
Mieux que quiconque, de Gaulle avait compris les Français, il savait ce qu'ils souhaitaient ; il avait aussi compris la France, il savait ce qu'elle représentait et, en ce jour anniversaire, on ne peut que constater que les directions autres que celles par lui indiquées ne mènent qu'à l'immobilisme et au renoncement.

(\*) Président de l'Association nationale d'action pour la mémoire du général de Gaulle.

Liberté et Démocratie  
pour ouvrir la voie  
républicaine.

Lentilles  
de contact  
Essayer  
YSOFTIC

CITROËN LNA 4 CV: NOUVEAU MOTEUR A ALLUMAGE ÉLECTRONIQUE INTÉGRAL.



Regardez bien la LNA. Elle appartient à une nouvelle génération de petites voitures. Dans ses 3,40 m de long se cachent des innovations techniques qui n'existent même pas sur les grandes voitures. Son nouveau moteur de 652 cm<sup>3</sup> qui lui permet de franchir le km départ-arrêt en 41"1 et d'atteindre sans peine 126 km/h, est le seul moteur de série à allumage électronique intégral. C'est la grande originalité de cette nouvelle 4 CV ; originalité qu'elle partage avec la nouvelle VISA 4 CV. Grâce à l'allumage électronique intégral les démarrages à froid se font plus facilement, la combustion du mélange gazeux est optimale, ce qui

permet une économie de carburant et une moindre pollution. La LNA est conçue pour simplifier la vie, tant sur le plan mécanique que sur le plan pratique. Ses sièges arrière rabattables séparément organisent l'espace intérieur ; en deux temps trois mouvements on dispose à volonté de deux, trois ou quatre places, et le coffre se transforme selon les besoins de chacun.

Toujours prête à rendre service, la Citroën LNA n'a pas besoin d'artifices pour plaire. Elle possède toutes les qualités que l'on attend aujourd'hui d'une petite voiture : une sophistication technique pour une simplicité d'utilisation. C'est là son véritable charme.

Consommation en litres aux 100 km selon les normes France : 5,21 à 90 km/h, 7,21 en parcours urbain.

CITROËN TOTAL

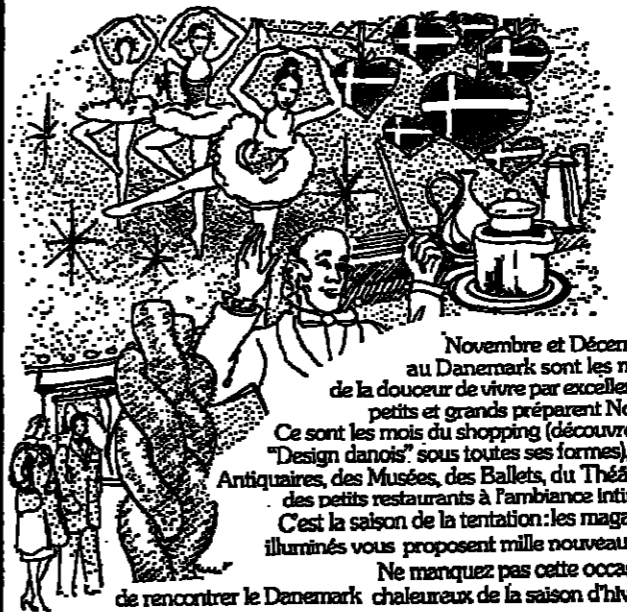
CITROËN LNA

LOTO

c'est facile



COPENHAGUE vous souhaite la bienvenue



Novembre et Décembre au Danemark sont les mois de la douceur de vivre par excellence : petits et grands préparent Noël ! Ce sont les mois du shopping (découvrez le "Design danois" sous toutes ses formes), des Antiquaires, des Musées, des Ballets, du Théâtre... des petits restaurants à l'ambiance intime... C'est la saison de la tentation : les magasins illuminés vous proposent mille nouveautés... Ne manquez pas cette occasion de rencontrer le Danemark chaleureux de la saison d'hiver !

renseignements et documentation  
Office National du Tourisme de Danemark  
142, Champs-Élysées, 75008 Paris-tél. 225.17.02  
et chez votre agent de voyages.

DANEMARK  
- à vous de tout créer !

A Nice

L'inculpation de M. Fratoni pourrait aggraver les difficultés du casino Ruhl

Nice. — M. Jean-Dominique Fratoni, inculpé lundi 6 novembre par M. Richard Bouaziz, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, d'infraction à la législation sur les sociétés (« Le Monde » du 8 novembre), ne sera pas contraint de renoncer à ses fonctions de président-directeur général du casino Ruhl, à Nice, ni à celles qu'il occupe à la tête du casino-club de Nice et du casino de Sainte-

Maxime. Dans aucun de ces établissements il n'exerce en effet la responsabilité des jeux qui est distincte, selon la loi, de celle de l'exploitation commerciale. Dans le cas du Ruhl, M. Fratoni est P.-D.G. de la société de création et d'exploitation touristique (SOCRET) qui gère le casino, mais de fait pas partie du comité de direction des jeux, dont le directeur responsable est M. Luciani.

De notre correspondant régional

« J'ai été racketté et j'ai payé », raconte le président du Syndicat des limonadiers parisiens M. Charles Pinlong. C'était il y a un mois. Quatre ou cinq individus, qui étaient déjà venus réprimer les lieux, sont venus dans son bar. Pinlong a tenté de résister, ils ont posé un revolver sur le comptoir. « Si tu ne veux pas d'encre, monte-ils dit, » paye ! La première fois, ce sera 500 francs. J'ai été obligé de m'acquiescer. Maintenant, j'ai peur qu'ils reviennent et qu'ils me demandent davantage. »

De notre correspondant régional

« Le bar-tabac en face de chez moi, raconte-t-il, a été cambriolé par un individu en juillet. Depuis, ses glaces ont été brisées à deux reprises. Un peu plus loin, un commerçant a été mis à l'amende des menaces de mort par téléphone, et ses vitres ont été également brisées deux ou trois fois. »

Les cafetiers parlent en guerre contre le racket

La violence dans les débits de boissons et l'un de ses aspects les plus insidieux, le racket, a constitué l'un des principaux thèmes de l'assemblée générale de l'Union nationale des cafetiers-limonadiers (U.N.C.L.), réunie à Nice depuis le lundi 6 novembre dans le cadre du congrès de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière. Devant la gravité de la situation, les cafetiers, longtemps silencieux par peur des représailles, ont décidé de réagir publiquement et de tout mettre en œuvre pour faire échec aux racketteurs de tous acabit dont ils sont les victimes. Pour la première fois, des langues se sont

délicées. Mais les opinions divergent sur les remèdes à apporter. L'autodéfense armée, bien qu'illégal, a ses partisans. Plus nombreux sont toutefois ceux qui souhaitent une concertation avec les autorités administratives et la police, tout en réclamant des chatiments plus sévères pour les coupables. Les cafetiers demandent notamment à être admis dans les commissions départementales de lutte contre la violence, récemment créées, et envisagent au besoin de recourir à des actions de masse — pour se faire entendre des pouvoirs publics.

De notre correspondant régional

« J'ai été racketté et j'ai payé », raconte le président du Syndicat des limonadiers parisiens M. Charles Pinlong. C'était il y a un mois. Quatre ou cinq individus, qui étaient déjà venus réprimer les lieux, sont venus dans son bar. Pinlong a tenté de résister, ils ont posé un revolver sur le comptoir. « Si tu ne veux pas d'encre, monte-ils dit, » paye ! La première fois, ce sera 500 francs. J'ai été obligé de m'acquiescer. Maintenant, j'ai peur qu'ils reviennent et qu'ils me demandent davantage. »

De notre correspondant régional

« J'ai été racketté et j'ai payé », raconte le président du Syndicat des limonadiers parisiens M. Charles Pinlong. C'était il y a un mois. Quatre ou cinq individus, qui étaient déjà venus réprimer les lieux, sont venus dans son bar. Pinlong a tenté de résister, ils ont posé un revolver sur le comptoir. « Si tu ne veux pas d'encre, monte-ils dit, » paye ! La première fois, ce sera 500 francs. J'ai été obligé de m'acquiescer. Maintenant, j'ai peur qu'ils reviennent et qu'ils me demandent davantage. »

De notre correspondant régional

« J'ai été racketté et j'ai payé », raconte le président du Syndicat des limonadiers parisiens M. Charles Pinlong. C'était il y a un mois. Quatre ou cinq individus, qui étaient déjà venus réprimer les lieux, sont venus dans son bar. Pinlong a tenté de résister, ils ont posé un revolver sur le comptoir. « Si tu ne veux pas d'encre, monte-ils dit, » paye ! La première fois, ce sera 500 francs. J'ai été obligé de m'acquiescer. Maintenant, j'ai peur qu'ils reviennent et qu'ils me demandent davantage. »

MÉDECINE

Dix-neuf des cent victimes françaises de la catastrophe de Los Alfaques ont survécu

Le professeur Carr, directeur du Service d'aide médicale urgente (SAMU) de Paris, a fait le mardi 7 novembre, devant l'Académie française, un bilan de la catastrophe de Los Alfaques. Dix-neuf des cent victimes françaises ont survécu. Les autres ont été tuées par le gaz toxique qui s'est dégagé de la catastrophe.

UN IMPORTANT PRIX SCIENTIFIQUE EST DÉCERNÉ AU PROFESSEUR CHANGEUX

Le professeur Jean-Pierre Changeux, de l'Institut Pasteur, a reçu, le 3 novembre, à Toronto, l'un des prix scientifiques les plus prestigieux sur le plan international : le prix Gairdner, d'un montant de 5 000 dollars, qu'il partage, cette année, avec le docteur Terentius (Suède). Ce prix leur est décerné pour les travaux qui ont conduit à la mise en évidence de certains récepteurs de médiateurs cérébraux.

MÉDECINE

Transaction peu claire

Le P.-D.G. du Ruhl, qui conteste l'inculpation dont il est l'objet, invoque, pour sa défense, le fait que la clause aux termes de laquelle Agnès Le Roux s'obligeait à voter selon ses directives ne devait jouer qu'après que les conditions suspensives prévues dans le contrat seraient réalisées. Ce contrat précisait, en effet, que M. Fratoni n'aurait la jouissance des parts et actions détenues par Agnès Le Roux que lorsque la société R.L.R. détentrice légale des actions du groupe Le Roux aurait été dissoute, ce qui n'a pas été le cas. Mais il était convenu entre les parties que la cession ne deviendrait effective que lorsque le prix fixé, soit 5 millions de francs, aurait été entièrement réglé.

MÉDECINE

LES RATS : UNE ESPECHE HEUREUSE...

Dans la morosité générale actuelle, on trouve au moins une espèce animale parfaitement heureuse et prospère : celle du rat. En constante augmentation, parfaitement organisé et prêt à tout pour la survie, le rat ne semble pas souffrir de la crise. Aucun pays n'est épargné. De plus, comme ils sont très discrets, ils ne semblent pas gêner beaucoup l'homme ; pourtant, en plus des pertes énormes en nourriture qu'ils causent, ils font savoir qu'ils transmettent de nombreuses maladies graves, et pas seulement la peste ou le choléra. Mais, l'apparition sur le marché de l'intrant à ultrasons de Mars Electronic France, une société française qui le fabrique, risque de compromettre leur tranquillité : les rats détestent le bruit. Poursuivis jusque dans les moindres recoins par les ultrasons, ils finissent par fuir définitivement.

MÉDECINE

Les rats : une espèce heureuse...

Dans la morosité générale actuelle, on trouve au moins une espèce animale parfaitement heureuse et prospère : celle du rat. En constante augmentation, parfaitement organisé et prêt à tout pour la survie, le rat ne semble pas souffrir de la crise. Aucun pays n'est épargné. De plus, comme ils sont très discrets, ils ne semblent pas gêner beaucoup l'homme ; pourtant, en plus des pertes énormes en nourriture qu'ils causent, ils font savoir qu'ils transmettent de nombreuses maladies graves, et pas seulement la peste ou le choléra. Mais, l'apparition sur le marché de l'intrant à ultrasons de Mars Electronic France, une société française qui le fabrique, risque de compromettre leur tranquillité : les rats détestent le bruit. Poursuivis jusque dans les moindres recoins par les ultrasons, ils finissent par fuir définitivement.

Faits et jugements

Évasion de capitaux : six nouvelles inculpations.

M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction du tribunal de Paris, a chargé le dossier de l'affaire Laroche, du nom de l'ancien gérant unique de la société Betex (bureau d'études d'exécution), M. Elie Morgan Laroche, accusé d'avoir transféré illégalement sur un compte en Suisse, 30 millions de francs (le Monde des 28 et 29 septembre), et de procéder à six nouvelles inculpations.

Faits et jugements

Pots-de-vin et caisse noire.

Vingt-huit personnes inculpées pour corruption ont comparu, mardi 6 et mercredi 7 novembre, devant le tribunal correctionnel du Havre (Seine-Maritime) dans le procès de ce que l'on a appelé les pots-de-vin de l'entreprise Thireau-Morel (« Le Monde » du 14 mai 1977). Le ministère public a requis des peines de un à deux ans d'emprisonnement contre MM. Claude Brault, directeur adjoint des services techniques de la ville du Havre, soupçonné d'avoir perçu 100 000 F, et huit mois à un an contre l'ancien président de la chambre de commerce de Lézignan, ancien P.-D.G. de l'entreprise de travaux publics Thireau-Morel et son adjoint, Marcel Bredel.

Faits et jugements

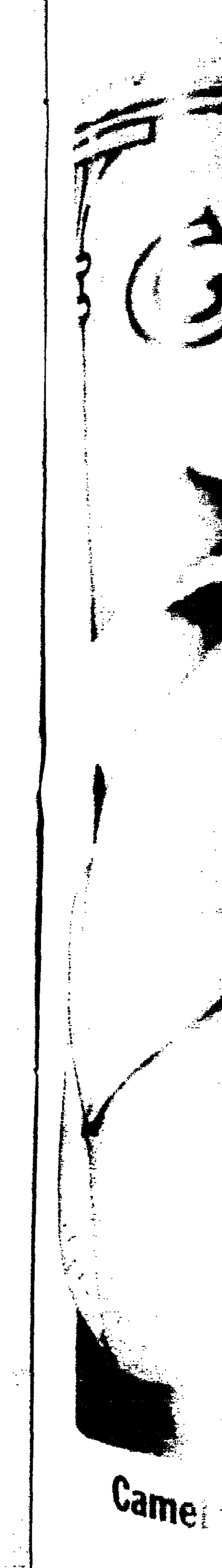
L'interne psychiatrique de Mme Chave.

La première chambre de la cour d'appel de Paris vient de déclarer nul et sans effet le décret du préfet du Val-de-Marne qui, le 17 décembre 1970, avait décidé le placement d'office d'une institutrice de Carpentras, Mme Yvonne Chave au centre psychiatrique de Montfavet. Au jour même que les décrets psychiatriques ont été traduits à l'époque par l'expression « état d'excitation psychologique intense » (« Le Monde » du 18-20 juin 1977). — « Je suis malade », avait déclaré Mme Chave, « je suis malade », avait déclaré Mme Chave, « je suis malade », avait déclaré Mme Chave.

Faits et jugements

New-York : cent soixante-dix blessés dans un ferry-boat.

Le ferry-boat qui relie l'île de Staten Island, l'un des quartiers de New-York à Manhattan, a violemment heurté un quai lors de son abordage, le 7 novembre. Cent soixante-dix personnes ont été blessées, dont trente grièvement.



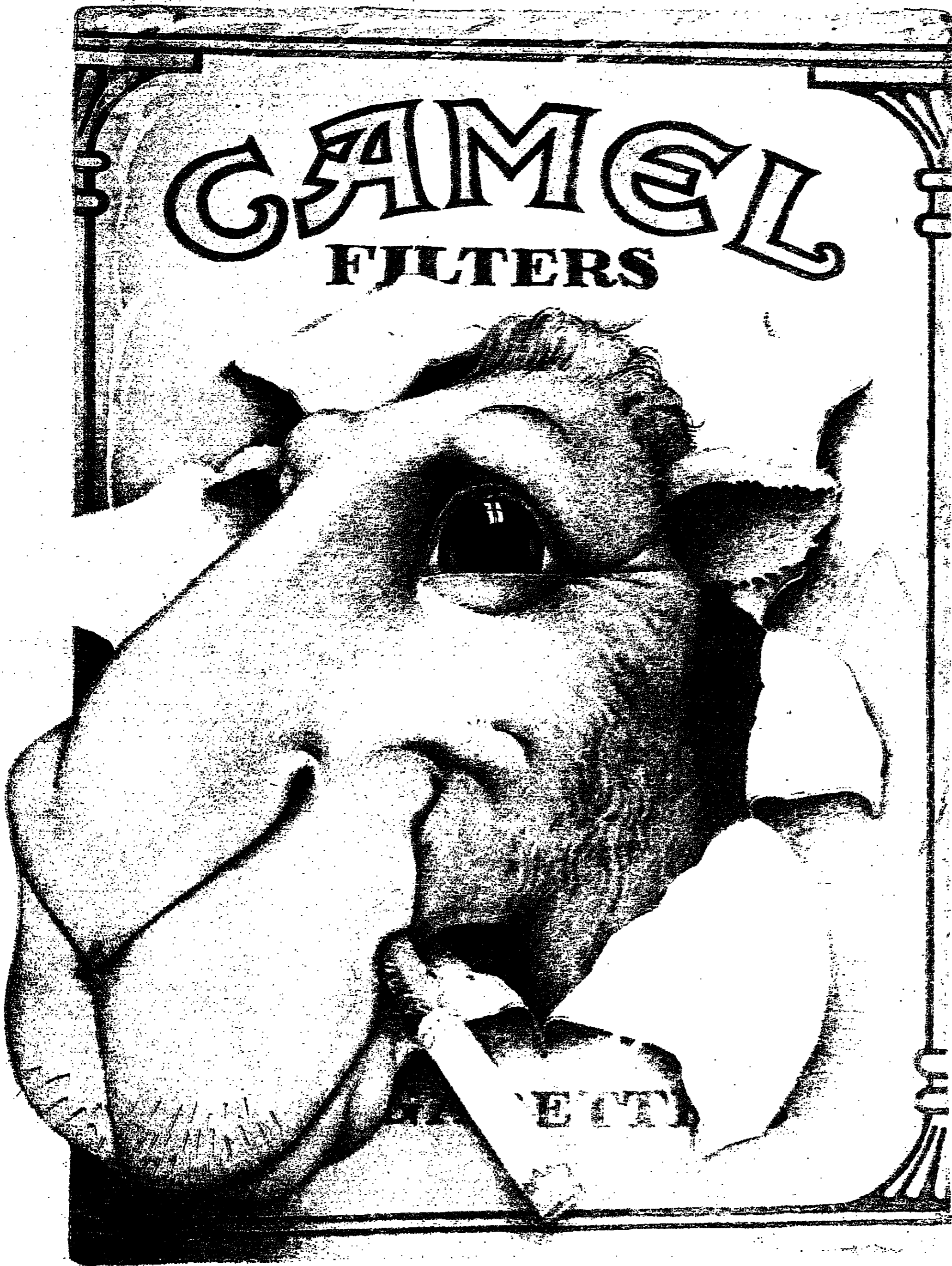
Handwritten text in Arabic script: "سكز ان الامل"



هكذ من لاصم

HOMY-DELAFOSE & ASSOCIÉS

contre le racke



Camel filtre. Paquet rigide et paquet souple.

REGISTRATION MARK

f

# UNESCO

## A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

### Israël défend sa politique culturelle dans les territoires occupés

A la conférence générale de l'UNESCO, actuellement réunie à Paris, la journée du 7 novembre a été marquée par l'intervention d'Israël dans le débat de politique générale. Confronté à l'attente, prévisible, après l'offensive des pays arabes, des discours du chef de la délégation israélienne, M. Amiel E. Najar, a été presque exclusivement consacré à résumer les arguments des « adversaires arabes d'Israël » à propos de la politique culturelle menée dans les territoires occupés et, des fouilles archéologiques entreprises à Jérusalem. Le délégué israélien a demandé la levée des sanctions « dilatoires et injustes » décidées en 1974 par l'UNESCO contre l'Etat hébreu.

Rappelant que « la question de l'identité culturelle intéresse au premier chef le gouvernement d'Israël », M. Najar a affirmé que « l'identité arabe et religieuse des habitants de la Samarie et de Gaza est respectée par le gouvernement et le peuple d'Israël de manière intégrale et scrupuleuse ». Et il s'en est pris au passage à l'Union soviétique, où se multiplient « les obstacles à l'expression de l'identité culturelle et religieuse des juifs ».

Le délégué israélien a souligné que, depuis 1967, l'enseignement, notamment supérieur, et la presse arabes s'étaient beaucoup développés en Cisjordanie et que les élections municipales au scrutin secret dans ces territoires avaient été instituées par les autorités israéliennes, qui ont aussi accordé le droit de vote aux femmes. A l'appui de ses argu-

ments, M. Najar a cité des thèmes qu'il estime irrisoires, puisqu'il s'agit de MM. Samuel Cookey (Nigeria) et Joaquín Ruiz Giménez (Espagne), tous deux membres de la mission d'enquête envoyée par l'UNESCO dans les territoires occupés du 30 novembre au 9 décembre 1977.

A ce propos, le délégué israélien s'est, une nouvelle fois, énoncé le rapport du chef de la mission, M. Paul-Marie Henry (France), n'ait pas été rendu public, alors que celui de Mme Jacqueline Hélin, annoncée comme simple « assistante », a été largement diffusé (1). Depuis le début de la conférence générale, la délégation israélienne s'en prend au « parti pris » de l'UNESCO en expliquant que le rapport Henry « a favorisé à Israël » a été « escamoté » au profit des conclusions résolument hostiles.

A la direction de l'UNESCO, on observe que le rapport Henry n'a pas été diffusé car il n'a pas reçu l'aval de tous les membres de la mission (2). « Il n'est pas d'usage qu'un rapport de synthèse soit publié sans l'aval de tous les participants », explique-t-on. Nous n'avons pas non plus diffusé le rapport de M. de Senarcles (Suisse), qui était violemment anti-israélien.

Sur la question des fouilles entreprises à Jérusalem, qui a fait l'objet d'une mission et d'un rapport distincts de la part de l'UNESCO, M. Najar a déclaré que « des fouilles archéologiques ont eu lieu sous tous les régimes qui ont gouverné Jérusalem sans

que personne y trouve à redire, et la liste de boucliers contre Israël a, de ce fait, un caractère politique évident (...). Ce travail a été accompli avec amour et avec une compétence technique internationalement reconnue (...). L'UNESCO aurait dû plutôt se féliciter de l'excellence du travail archéologique entrepris par Israël et de l'implication de ses résultats pour la culture universelle. » Ecartant toute restitution de Jérusalem à quelque autorité que ce soit, M. Najar a souligné que « Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël, est aujourd'hui réunifiée et le restera ».

ROGER CANS.

(1) Dans la conclusion du rapport de Mme Hélin, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris, on lit notamment ceci : « L'action actuelle de la censure a pour effet de bousculer les fouilles de tous les Palestiniens en territoires occupés en leur donnant une image déformée de leur patrimoine culturel et en leur rendant impossible une ouverture sur le monde arabe d'aujourd'hui et sur le monde contemporain en général. »

(2) Outre les membres déjà cités, la mission comprenait M. Pierre de Senarcles (Suisse) et M. Vladimir Velebit (Yougoslavie), soit au total six enquêteurs.

### Un groupe de réflexion va tenter de sortir de l'impasse les discussions sur l'information

Les représentants des pays occidentaux à la conférence générale de l'UNESCO, actuellement réunie à Paris, ont soumis, le 7 novembre, un nouveau « projet de déclaration » sur l'information à un « groupe informel de réflexion »

Jusqu'à présent, le débat de politique générale a confirmé les positions des uns et des autres. L'Union soviétique soutient le projet présenté par M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, tout en continuant à préférer la première version — soviétique — où le contrôle de l'Etat sur les organes de presse est considéré comme un impératif moral.

Les Etats-Unis, par la voix de leur représentant permanent, M. John E. Reinhardt, ambassadeur, ont répété le 3 novembre qu'ils étaient hostiles à toute résolution instituant un contrôle de l'Etat sur la presse, mais ils ont reconnu qu'il y avait déséquilibre entre les « riches et les pauvres de l'information ». Ils ont annoncé leur intention de proposer une déclaration, en demandant à la conférence de permettre à accéder aux télécommunications par satellites.

Cette idée de « parer au plus

compréhension vingt-cinq Etats membres, dont les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il s'agit d'une ultime tentative de conciliation pour que le projet ne soit pas repoussé jusqu'à la prochaine conférence, en 1980, ou même abandonné.

pressé en aidant les pays en développement à se doter de leur propre réseau d'information est partagé par tous les pays occidentaux, qu'il s'agisse de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale, ou des pays scandinaves. C'est sans doute le représentant du Canada, M. John Roberts, dans son intervention du 6 novembre, qui a été le plus net à cet égard. M. Roberts a rappelé que son gouvernement s'efforce d'aider les pays en développement — notamment en Afrique — par des accords bilatéraux à former des journalistes ou des techniciens de la radio et de la télévision. Mais « la liberté de la presse est une préoccupation trop précieuse pour être exposée aux caprices des gouvernements », a-t-il souligné, en demandant à la conférence de remettre à plus tard le « projet de déclaration », lorsque la commission McBride (1) en aurait

terminé avec son rapport. Le dernier projet des Occidentaux soumis au « groupe informel » sera examiné, le 16 novembre, par la commission « culture et communication », présidée par l'ambassadeur du Pérou, M. Albert Wagner de Reyna. Le texte du projet est confidentiel — qui ne mentionne pas le contrôle de l'Etat sur les organes de presse, a semble-t-il peu de chances d'être accepté par les pays socialistes et ceux du tiers-monde. On s'achemine vraisemblablement vers une nouvelle impasse, ou l'adoption d'un texte vide de tout contenu. — R. G.

(1) La commission, présidée par M. Sean McBride (Irlande), prix Nobel et prix Nobel de la paix, a remis l'été dernier à l'UNESCO un « rapport intermédiaire sur les problèmes de la communication dans la société moderne ». Ce rapport, purement informatif, sera achevé l'an prochain.

## Décoloniser l'information

(Suite de la première page.) Selon la formule d'un critique parmi les plus modérés, l'indien Narinder K. Aggarwala, « le style, le contenu et l'impact de toutes les Informations diffusées vers ou en provenance du tiers-monde relèvent de la personnalité, les préférences et les besoins des médias occidentaux ».

Les critiques plus virulents considèrent que la domination du système de communication occidental fait partie d'une conspiration contre les nations en voie de développement. Que les « quatre grandes » ne s'intéressent et n'interviennent qu'au service du crime, à la corruption de tous les conflits, à l'impulsion aux réalisations positives. Ou une image déformée est ainsi répandue non seulement dans la presse occidentale, mais dans le tiers-monde lui-même, et que cela nuit gravement à son développement.

Ainsi, la presse mondiale s'est-elle consacrée en deux semaines plus de place au couronnement de Bokassa qu'elle n'en a donné, en dix ans, à des pays d'importance majeure d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.

Réponse de l'A.F.P., en particulier : « Comme toutes les agences occidentales, l'A.F.P. n'a pas la pou-

voir d'imposer aux journaux l'utilisation de ses informations relatives au tiers-monde, bien que ces informations soient abondantes, précises et intéressantes. »

En d'autres termes, ce sont les médias qui opèrent leur propre sélection, en fonction de l'audience à laquelle ils s'adressent.

Objection du tiers-monde : en tout cas, ces informations sont dévaluées parce qu'elles sont vues sous l'angle occidental.

Il va de soi que rien n'interdit à une nation souveraine ou à un groupe de nations d'entrer en compétition avec les « quatre grandes ». Diverses tentatives sont d'ailleurs en cours. Mais la création d'agences internationales capables de rivaliser avec les « quatre grandes » suppose des moyens financiers et techniques gigantesques. Il faut aussi qu'elles atteignent un niveau de crédibilité qui leur assure des abonnés.

Commentant l'activité de Tanjug, l'agence nationale yougoslave qui, depuis 1976, diffuse des informations fournies par cinquante pays non alignés, un membre de l'administration américaine, Edward T. Finch, a conclu que Tanjug ne pourrait devenir une concurrente sérieuse des « quatre grandes » si elle adoptait les mêmes techniques et la même philosophie de l'information.

Quelle est donc cette philosophie ?

C'est son objectif qui la définit : l'information est faite pour informer. A l'inverse de la propagande qui a pour but d'influencer.

On pourrait épiloguer sur l'écart entre la théorie et la pratique des médias occidentaux, sur ce qu'il advient de ces médias lorsqu'ils tombent entre les mains de personnages qui ont précisément pour but d'influencer sur les pressions de toute nature qui peuvent s'exercer sur les médias, sur la philosophie française du monopole, en ce qui concerne radio et télévision.

Il reste que la multiplicité des organes d'information établit entre eux un équilibre, si fragile et menacé que cette multiplicité apparaisse aujourd'hui, notamment en France.

### La liberté du lecteur

La liberté de la presse, chacun le sait, c'est avant tout la liberté pour le lecteur ou l'auditeur de se réorienter à différentes sources. Lesquelles, précisément parce qu'elles sont multiples, ne peuvent pas dissimuler ou tricher durablement, et auraient-elles le désir. C'est aussi l'accès à différentes problématiques.

On peut donc dire que la philosophie occidentale de la presse, quelles que soient les entorses dans la pratique, c'est la liberté du lecteur ou de l'auditeur.

D'une certaine façon, c'est aussi une liberté du lecteur que revendique le tiers-monde. La liberté d'échapper au schéma culturel occidental.

Mais il suffit de lire la résolution que l'Union soviétique a présentée, en 1976, à la conférence de l'UNESCO, tenue à Nairobi, pour être renseigné sur ce qui devrait, selon certains, s'y substituer. C'est le contrôle par les gouvernements des journaux.

A l'époque, cette résolution n'a pas obtenu la majorité qu'il aurait fallu adopter.

Et ce ne sont pas seulement les nations occidentales qui l'ont rejetée. On oublie parfois — faute d'infor-

mations ? — que le tiers-monde ne constitue pas un bloc homogène, qu'il est même plus divers que la communauté occidentale, tant en matière de systèmes politiques que de niveau de développement.

Sans doute les nations fraîchement indépendantes ont-elles souvent des structures fragiles. Et la première tentation d'un pouvoir mal assuré est d'organiser la censure, ouverte ou occulte.

La même Mme Gandhi, qui déclarait, en juillet 1976 : « Nous voulons entendre les Africains à propos des événements d'Afrique, et une explication indienne à propos des événements d'Inde », a imposé la censure à la presse de son pays lorsqu'elle s'est sentie menacée.

### Rejeter le monopole occidental

Mais si tous les pays du tiers-monde aspirent à rejeter le monopole occidental de l'information, ils ne partagent pas tous la doctrine des pays communistes selon laquelle « le gouvernement et le peuple ne font qu'un, l'Etat représente les véritables intérêts des masses, tous les médias devraient être contrôlés et dirigés par le pouvoir central pour informer et éduquer le peuple à propos de la politique du gouvernement ».

Ce qu'un journaliste kenyan, Milary Ngweno, a ironiquement résumé ainsi : « La bonne information est celle qui convient à la consommation, la mauvaise celle dont le public ne doit pas être averti... »

Depuis Nairobi, des groupes

d'études, composés de professionnels, se sont formés, des conférences se sont réunies dans le but de formuler des propositions constructives pour établir un meilleur équilibre dans la circulation et l'échange d'informations (1).

Mais les gouvernements sont requis par l'UNESCO de prendre position sur un « projet de déclaration », ayant officiellement pour objectif de définir « les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix et de la compréhension internationale, et à la lutte contre la propagande belliqueuse, le racisme et l'apartheid ». Ce projet doit, en principe, être soumis pour approbation le 16 novembre.

Il fait déjà l'objet de cent cinquante pages d'amendements déposés par les diverses délégations. Cette fois encore, il semble qu'il s'agisse d'une majorité pour refuser d'adhérer au principe d'un quelconque contrôle des Etats sur la presse, écrite ou parlée.

Nul ne doute cependant que l'inévitabilité et indispensable décolonisation de l'information, doit s'accomplir.

Mais elle ne réussira que si elle est entreprise et soutenue par ceux qui, à travers le monde, en ont le respect.

FRANÇOISE GIROUD.

(1) Signalons qu'à la suite de la conférence de Nairobi, et à l'initiative de M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, un « rapport intermédiaire sur les problèmes de la communication dans la société moderne » vient d'être publié. Il est actuellement soumis à la conférence générale de l'UNESCO. — (N.D.R.)

## ÉDUCATION

### UNE ENQUÊTE DU « MONDE DE L'ÉDUCATION »

#### Le diplôme quand même !

Quand le chômage frappe particulièrement les jeunes (40 % des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans), on est tenté de trouver un bouc émissaire : l'école est bien placée pour jouer ce rôle. Et les chefs d'entreprise de lever les bras au ciel quand on leur présente les « produits » du système scolaire français.

La réalité est évidemment plus complexe. L'enquête sur le chômage des jeunes diplômés que publie le Monde de l'éducation montre que la situation est à la fois plus satisfaisante... et plus inquiétante.

Première constatation, en ces temps de doute sur l'utilité des diplômés à aider les jeunes à se faire une place au soleil de la vie active : plus les jeunes sont diplômés, moins ils ont de difficultés à trouver un emploi ; au royaume des aveugles les borgnes sont rois. Toutes les enquêtes sérieuses montrent que le diplôme est une garantie relative contre le chômage. Le taux de chômage parmi les débutants était le suivant en 1977 : certificat d'enseignement professionnel, 28,5 % ; certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.), 17,3 % ; B.E.P., 23,1 % ; baccalauréat, 20,7 % ; diplôme universitaire de technicien (D.U.T.) ou brevet de technicien supérieur (B.T.S.), 16,1 % ; licence, 11,1 %.

Mais à cette constatation, il convient d'ajouter tout aussitôt une nuance — et c'est le côté inquiétant de la situation : la garantie offerte par les diplômes s'amoindrit. En 1976, on ne comptait que 77 % de chômeurs débutants parmi les titulaires d'une licence (18,2 % en 1977) et 51 % parmi les bacheliers (20,7 %). Pour les diplômes techniques aussi la situation s'est aggravée : C.A.P. de 8,5 à 17,3 % ; D.U.T. et B.T.S. de 5,7 à 16,1 %.

L'un des effets les plus pernicieux — et les plus lourds de conséquences du point de vue social et humain — est la lente déqualification des nouveaux diplômés. Au licencié on offrait encore, il y a quelques années, des emplois de cadre moyen et même supérieur. Aujourd'hui, beaucoup doivent se contenter d'être embauchés comme employés. Le bachelier pouvait, il y a peu, prendre place sans trop de difficulté dans l'immense armée des employés du commerce, de la banque ou de l'industrie. Actuellement, il n'est pas rare d'en voir recruter comme O.S.

L'enquête du Monde de l'éducation fournit des illustrations démonstratives de cette érosion de la valeur des diplômés en cinq ans. Alors que, en 1972, 71,2 % des licenciés devenaient cadres supérieurs et 18,9 % cadres moyens, en 1977, ils n'étaient plus que 64,4 % à accéder à la première catégorie, la seconde en absorbant 21 %, 23 % pour occuper, dans des proportions non négligeables, des licenciés ouvriers (3,7 %) ou personnel de service (12,8 %).

Dans le même temps, les titulaires du C.A.P. voyaient se réduire leurs chances de devenir employés ou cadres moyens, tandis que la proportion d'entre eux qui devenaient ouvriers passait de 57,3 à 65,1 %.

### Frustrations

Tout se passe donc, globalement, comme s'il existait, depuis le début de la crise économique, une course-poursuite entre l'élévation du niveau de la formation des jeunes et la déqualification plus forte de leur avenir offert. L'avenir dira qui l'emportera, mais le présent montre déjà les dégâts humains de toutes ces espérances déçues. Les frustrations engendrées chez les diplômés par la constatation — sur le terrain — que leurs efforts ont été vains, ont été le croquant au départ s'ajoutent à la dédramatisation des parents. Ceux-ci — raisonnant sur des schémas anciens — perçoivent trop tard, et avec un grand sentiment d'injustice, que les diplômés ne sont plus ce qu'ils étaient.

Faut-il, pour autant, renoncer à en préparer et s'efforcer de tirer au plus vite son éponge du jeu en prospectant le marché du travail avant que celui-ci ne devienne plus fermé ? Le calcul serait une duperie : il vaut encore mieux un diplôme dévalué que pas de diplôme du tout. Sur-tout quand on se dit que l'on a un réseau de relations qui permet de compenser la durée des temps. L'érosion des diplômés pèse à l'abord, ce qui n'est que cela pour s'en sortir. Ce n'est pas une raison pour s'en priver.

BRUNO FRAPPAT.

\* Le Chômage des jeunes diplômés, par Guy Berthier, le Monde de l'éducation, n° 44, novembre 1978.

Occupation à l'université de Clermont-Ferrand II. — Une trentaine de personnes occupent les locaux de l'I.E.R. de lettres de l'université de Clermont-Ferrand II depuis lundi 6 novembre. Elles protestent contre la « liqui-

dation » de l'université contenue selon elles dans le projet de carte universitaire actuellement à l'étude. Les risques, selon un responsable de l'université, devraient être limités à une seule discipline qui a peu d'étudiants.

**R.E.S.S. DE DROIT DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME**

destiné à préparer les étudiants aux professions juridiques de l'immobilier, ouvert aux titulaires de la maîtrise en droit (ou de la licence ancien régime), mais avec possibilités de dérogations.

Renseignements à la Faculté des Sciences Juridiques, 40 rue de Valenciennes, 93410 LA VARENNE-SEY-HILAIRE, Bureau Scolarité Droit. Tél. : 886-11-73, poste 611.

**LECTURE RAPIDE**

Stages **Cefap**

les 14-15-16 novembre et 19-20-21 décembre

Tél. 261-85-78/89

**INA INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL**

**CONNAISSANCE DE LA PRODUCTION VIDÉO**

SESSION D'INITIATION TOUS PUBLICS

- Elaboration d'une production vidéo
- Exercices pratiques en studio T.V.

DURÉE : 5 jours.

PRIX : 4 600 F. H.T.

DATES : 18, 19, 20, 21, 22 déc. 78.

Renseignements et inscriptions : I. N. A. 4, AVENUE DE EUROPE, 94384 - BRV - SUR-MERNE Mme CHOMEL - Tél. : 875-80-99

(PubliNote)

**Cycle d'initiation à la pédagogie des adultes**

A l'intention des formateurs et des intervenants occasionnels. 168 heures réparties sur 24 jours, 4 sessions de 3 jours (mercredi, jeudi et vendredi) et 12 sessions d'une journée (le vendredi). Du 7 février au 15 juin 1979.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : Formation Permanente, Université de Paris-VIII, route de la Tourelle - 75012 Paris. Tél. : 374-12-50, poste 389, ou 374-92-26.

(PubliNote)

**L'APPORT DE LA VIDÉO EN FORMATION**

Les 6, 7, 8 et 9 février 1979 (24 heures)

Animateurs : Jacques ARDOINO et Claude TRAUJLET

Renseignements et inscription : Formation Permanente Université de Paris VIII, Route de la Tourelle, 75012 Paris. Tél. 374-12-50, poste 389 et 374-92-26.

(PubliNote)

**VIENT DE PARAITRE**

- « Pièces de langage » (barbarismes, solécismes, contresens, pléonasmes).
- « La Pratique du style » (simplicité, précision, harmonie).

par J.-P. COLIGNON (correcteur au « Monde »), auteur de « la Ponctuation - Art et finesse » et P.-V. BERTHIER, Collection « Votre boîte à outils de la langue française », Edit. Duculot, 16, rue Ségur, 75006 Paris. Tél. : 329-00-21 18,50 F le volume

سكولون الإهل

# Le Monde

## DES ARTS ET DES SPECTACLES

### Vingt-cinq années de rock

## D'autres héros ont surgi de New-York

« Le rock, c'est comme la douleur et l'extase », dit aujourd'hui Paul McCartney, poète et chanteur de New-York, superbement outrancière, forte, dure et vulnérable. « Cela n'a rien à voir avec l'âge physique, mais avec le désir, une soit-on savoir, enfin autre chose que la tranquillité d'esprit. Le rock est une forme d'art purement américaine... Je sais que les Français ne comprennent pas l'Amérique comme un pays où fleurit l'art, et pourtant c'est vrai nous avons poursuivi et réalisé le rêve des expressionnistes abstraits. Cette expressionnisme abstrait au sens où l'entendait Jackson Pollock, est la glorification d'un mouvement né en Europe. Mais le rock n'est pas bien à nous. Et je suis un artiste américain ».

à deux battants la porte du rock. Des musiciens s'y engouffrent, jouent l'idée qu'ils se font de la musique et de la façon dont ils pensent qu'elle devrait être jouée, traduisent la violence débridée et la naïveté de millions de jeunes. Eddie Cochran, Buddy Holly, Gene Vincent, d'autres encore deviennent les premiers héros d'un rock qui apparaît en Angleterre, en 1956, avec Tommy Steele, puis un peu plus tard avec Cliff Richard et les Shadows.

En France, en dehors des jeunes, le rock connaît quelques déconvenues, est combattu, délégué. André Francis écrit, en 1958, que le rock « est la copie vulgaire du style rhythm and blues faite par une bande de voyous blancs », et Boris Vian lui-

Paul and Mary, Judy Collins et Tom Paxton. Celui-ci décrit un samedi soir à Greenwich-Village avec les bars et l'alcool coupés d'eau, les cartes alignées, les prospectus au visage crâché qui grimacent, un quidam qui bécote la foule et un autre qui part de la prochaine révolution, tandis qu'« un couple rattrape le temps perdu ».

En Angleterre, les Beatles catalysent et vulgarisent une musique et des textes où se retrouvent toutes les valeurs de la nouvelle génération. Le rock suscite des œuvres profondément originales et qui s'inscrivent dans le temps : celles composées par exemple par Paul McCartney et John Lennon, par les Who et Frank Zappa. L'âge d'or commence avec les Rolling

d'éclater dans une improvisation enfin libérée. Dans l'illusion de la création collective, Eric Clapton, Al Kooper, Stevie Nicks quittent le groupe après groupes.

Au moment où le groupe des Beatles éclipse en quatre histoires qui s'éloignent les uns des autres, l'âge d'or — le premier âge d'or — du rock finit en apothéose avec les festivals : ceux-ci seront d'abord des rêves de sons pour se fondre dans une même masse, puis des événements commerciaux, de grandes kermesses organisées par le show business, avec parfois, en prime, un beau feu d'artifice de 10 000 dollars. Le rassemblement d'Altamont symbolise assez cette période ouverte par Woodstock et par Wight. Les Rolling Stones font leur travail, un bon spectacle, mais les spectateurs attendaient quelques choses de plus, de dialogue qui n'est pas lieu, et même s'il avait été amorcé, il aurait été trop trop de malentendus pour exister vraiment.

Au début des années 70, les poètes Jim Morrison, Janis Joplin, Jimi Hendrix sont morts, et l'industrie du disque pousse à outrance la commercialisation, ne laissant plus de place qu'à la surchère, lançant des groupes éphémères qui vendent un album à des millions d'exemplaires, faisant trop de promotions sur d'autres groupes (Blind Faith) pour que ceux-ci puissent vraiment entreprendre ce pour quoi ils se sont constitués. C'est le temps des faiseurs, mais aussi des figures baroques ou ambiguës. Le rock multiplie ses styles, mélange les genres, se livre parfois à des collages. Dans une production dramatique de plusieurs albums par an, Elton John saisit les obsessions du moment, tandis que Royce Music impose son rock flamboyant, Lou Reed transporte avec lui le monde souterrain de New-York et David Bowie utilise avec éclat la théâtralisation, réfléchit sur lui-même et sur la réalité qui l'entoure.

L'industrie de la musique — et donc du rock — s'est en grande partie installée à Hollywood, où les rock-stars ont racheté ou loué les demeures des anciennes vedettes du cinéma à Beverly Hills. Il y a toujours à Hollywood ce que l'on appelle les « majors companies », mais elles ne portent plus le nom de la Metro Goldwyn Mayer, de la Paramount, de la Twentieth Century Fox ou de la R.K.O. Il y a la Warner Communication qui comprend les « majors », de disques, d'électra, d'Atlantic et de nombreuses autres firmes affiliées, il y a la C.B.S. ; et il y a Polygram, à laquelle sont associées les marques R.S.O. du nouveau magnat du show business Robert Stigwood, et Casablanca, qui s'est développé avec la vogue du « disco ». Certaines de

ces nouvelles « majors companies » produisent en recette brute pour plus de 700 millions de dollars par an.

Bob Dylan proclame que le rock est devenu une « musique programmée ». « Quand Dylan affirme cela », dit Paul Smith, « c'est qu'il est troublé, irrité, de voir ce qu'on a fait du rock vers le milieu des années 70. Ce n'est pas ce qu'il pense du vrai rock. Ce dont il parle, c'est autre chose, une exploitation méthodique d'une certaine production dérivée du rock qui a envahi le marché parce qu'elle constitue une nouvelle mine d'or. Le film Sargeant Pepper's Lonely Hearts Club Band, avec les Bee Gees et Peter Frampton, ne diffuse pas du rock mais de l'illusion, à la manière des comédies télévisées censées représenter des scènes de la vie familiale américaine. »

Les héros des années 60 ont, pour la plupart, dépassé la trentaine, atteint même parfois la quarantaine et éprouvent souvent de la peine à rester ce qu'ils et le public voudraient qu'ils représentent encore. Des groupes à grande notoriété passent soudain manœuvres de préservation, semblent se satisfaire à préserver le mythe d'une aventure. Pour d'autres, les rêves des années 60 sont devenus illusions perdues. Le bouillonnement social et politique n'a plus cours depuis la fin de la guerre du Vietnam, des grandes émeutes raciales et des agitations dans les campus, la mort des Kennedy, de Martin Luther King et de bien d'autres. Comme le disent les membres de Chicago, il n'y a plus de tendance générale, plus d'objectif précis.

Le rock s'est éparpillé dans de multiples visages, dans une fuite affective comme dans l'humour, dans des visions oniriques comme dans la glee d'une fête, dans des cris dramatiques, dans des passions, dans des fantasmes, ou encore dans une sérénité déabusée. Le rock est riche de ses nouvelles différences, et affiche à côté de ses portables régénérées d'autres héros comme Bruce Springsteen, surgi des rues de New-York, d'un univers où l'on « arrache les os du dos » où le rêve américain est en fuite et où l'on rencontre des machines à suicide et des pièges de mort ; comme Randy Newman, subtilement ironique, et Elliott Murphy, plongé dans un univers Fitzgeraldien ; comme Jackson Browne et Peter Gabriel, qui font surgir une nouvelle poésie du rock avec une dimension profondément humaine ; comme encore le groupe Talking Heads, qui découvre une synthèse des divers éléments ayant parcouru le rock ces dernières années.

### Autoportrait d'Eddy Money en poète

Eddy Money, né à Manhattan, a enregistré deux albums et a connu le succès est allé aux Etats-Unis avec les chansons : I wanna be a rock'n'roll star et Two tickets to Paradise.

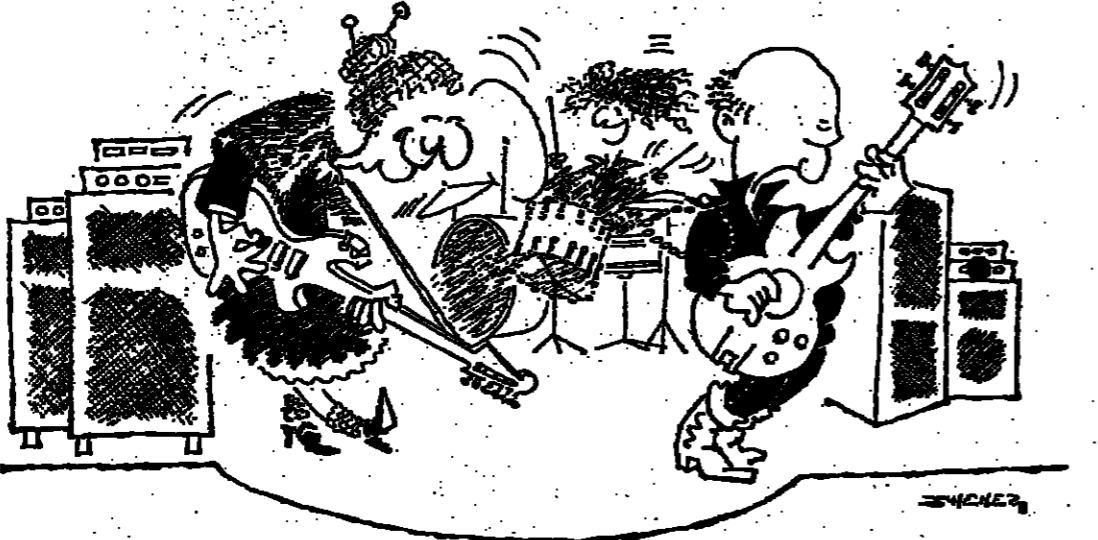
« J'ai été bercé dans mon enfance par le rock'n'roll, dit Eddy Money. Ma famille était catholique, mon père agent de police, le rock était partout dans la ville, et à la maison la radio était toujours allumée, quand je parlais à l'école, quand j'en revenais, tout le temps. En fait, mes parents ne présentaient pas beaucoup de rock, mais moi, je suis devenu un drogué de cette musique. Parce que ma mère était soumise à un traitement, je vivais chez ma tante Margie et mon oncle Bill qui, eux, étaient plus souples. J'ai commencé à chanter dans une chorale à capella à Brooklyn et puis j'ai fait partie d'un groupe rock à douze ans. »

« J'ai quitté l'école secondaire à l'époque de la guerre du Vietnam — mon frère y était et ma mère croyait de peur la nuit. Je n'avais plus envie d'aller au collège, je ne voulais pas de l'école. Ce que je voulais, c'était obtenir un contrat pour enregistrer un disque — comme tout le monde ! Mon père m'a demandé pourquoi entre-temps je n'enregistrais pas dans la police. Cela a duré un an. Je taping des messages au commissariat dans la journée, et le soir je jouais du rock. Mais je n'aurais pas de me bagarrer. J'en devenais fou. J'ai fui New-York et je suis arrivé un jour en Californie. Je n'étais que depuis quatre ans. »

« Jusqu'à aujourd'hui, toutes mes chansons sont plus ou moins autobiographiques. C'est un peu égoïste de le dire, mais elles m'appartiennent. Je fais partie de la génération de la télévision, de l'audiovisuel. Je lis très peu, et ça ne m'intéresse pas beaucoup. Le plus important, c'est d'être libre d'entreprendre ce que l'on aime, et pour moi d'écrire sur des sujets et propos desquels les gens se sentent concernés, que ce soit d'une manière positive ou négative, sur des situations auxquelles je peux m'identifier. Je crois que les artistes rock sont les poètes contemporains. En mai 1977, j'ai été à San-Francisco l'interprète d'une pièce de Richard Brautigan. Back Tracks, qui raconte l'histoire d'une ancienne star du rock'n'roll, une sorte de visionnaire, qui prédisait l'avenir et le désastre qui allait survenir. Tout le monde achetait ses disques, mais personne n'écouvait vraiment son message. Avant l'holocauste, il se réfugia dans un abri souterrain et rédige, sur vidéo, un « journal ». Il est fou et il est très futé, il sait ce qui va arriver, ce qui est arrivé. La pièce relate une journée de la vie de cet ancien rocker, qui est peut-être le dernier homme sur la terre après l'holocauste. »

« J'ai dit que j'aimais Elvis Presley. Mais je crois que Presley n'a vraiment été bon qu'avant de faire son service militaire. Après, ce n'était plus pareil. Les politiciens, les hommes d'argent avaient mis la main sur lui. Et c'était plus facile d'être à Hollywood pour tourner des films stupides et jouer les « crooners » que de continuer dans le rock. Je n'ai pas très bien suivi ce qui s'est passé après sa mort, le commerce autour du mythe. Vous savez, tout le monde s'enrichit sur la vie et la mort des gens. »

« Presley et les Beatles sont populaires encore aujourd'hui parce qu'ils étaient presque parfaits sur la plan mélodique, et chantaient juste. Vocalement, c'était remarquable. Les choses généralement normales maintenant à ce propos. Et on commence à nous considérer comme des êtres humains semblables aux autres. C'est vraiment étonnant. Les gens ont besoin de musique, même si le pays s'emballe dans la crise. Les seules personnes qui gagnent de l'argent, ce sont les musiciens et les fans. »



calme. J'apprécie l'héritage artistique dans son ensemble, que ce soit les colonnes corinthiennes ou les fresques de Florence, mais je suis américaine, rien qu'une artiste américaine, pas très dégoûtée, une grande gueule qui aime le coca-cola, le rock et New-York — la ville au monde la plus sale, la plus trépidante et la plus inspirante, un espace très beau qui contient en soi son autodestruction, et où les gens se rendent pour cette sorte d'énergie qu'il exhale, où ils viennent pour être convertis, parvenus, ou ils souffrent et essaient de donner un sens à leur existence. »

Le rock jaillit de partout au milieu des années 50, mélange anarchique, synthèse du rhythm and blues, de la country-music, des « merry melodies », de la musique populaire américaine, de la musique de danse. Le deuxième âge d'or de la comédie musicale, qui a propagé le lendemain de la guerre de 1939-1945 une certaine idée du bonheur, une convention étonnante, sublimée, a pris fin. Rêves et imaginations se multiplient non seulement par le film mais par la radio, le disque, la télévision. Le premier titre de rock qui a du succès (*Crazy man crazy*) est enregistré en 1953 par Bill Haley, en 1954, le même Bill Haley joue *Rock around the clock*, qui sera l'année suivante le thème du film de Richard Brooks *Blackboard Jungle* (*Grosse violence*).

Chuck Berry, qui a écouté beaucoup de country-music à Saint-Louis dans le Missouri et travaillé un temps pour la General Motors, n'a pas encore entraîné à Chicago, rencontré le chanteur de blues Muddy Waters, impressionné celui-ci par le phrasé nerveux et trépidant de son jeu à la guitare et écrit les thèmes que les Beatles mettront plus tard à leur répertoire. Elvis Presley, jeune conducteur de camion de dix-huit ans, n'a enregistré qu'un petit disque privé qui lui a coûté le somme de 4 dollars.

Mais, dans un monde qui est entré dans le confort, le bonheur à crédit, l'automatisation des gestes et des sentiments, le rock n'est, dans ses premiers débuts, que l'assemblage de adolescents qui ont une vision floue de la vie et qui, quelque temps plus tard, seront des rebelles sans cause — en route pour mille part. En 1954, Elvis Presley enregistre *That's All right Mama*, et Bill Monroe, créateur du style bluegrass : le disque qui rassemble une ballade country parfumée de blues blanc et un rhythm and blues aux contours country est en sa symbolique.

De même que James Dean devient vite plus qu'un acteur, de même Elvis Presley représente en peu de temps bien plus qu'un simple chanteur, une sorte de « cheval sauvage indomptable » qui devient l'idole de la jeunesse américaine et qui ouvre

même s'en prend, à propos d'Elvis Presley, à « une industrie musicale qui s'abaisse jusqu'à satisfaire la demande d'un groupe juvénile dépeint, au détriment de la masse de ceux qui veulent encore écouter des chansons chantées sans fausseté not. » et proprement. »

Au début des années 60, Elvis Presley, vedette d'Hollywood, calme et bien soigné, enregistre un show de télévision avec Frank Sinatra et chante une version modernisée de *Do-bee-do-bee*. Eddie Cochran et Buddy Holly sont morts accidentellement. Tout recommence dans le rock : à travers une musique qui va s'enrichir continuellement d'audaces, d'innovations, d'expériences, une nouvelle génération exprime un ensemble de doutes, de refus, d'espérance, et, comme le dirait Antonin Artaud, veut « savoir pourquoi on est né et pourquoi on va mourir ». La guerre du Vietnam, les problèmes de la drogue et les conflits raciaux se développent. Bob Dylan entame son aventure à New-York, entouré de Phil Ochs, Simon et Garfunkel, Peter,

Stones, les Cream, les Yardbirds, les Animals, le Buffalo Springfield, les Beach Boys, les Byrds, le Band, Le Jefferson Airplane, composé d'anciens étudiants ayant mis dans le mouvement des droits civiques, chante : « Regarde ce qui se passe dans les rues, c'est la révolution, fais la révolution », tandis que les Beatles soulignent le refus de l'immense majorité du monde rock de toute institutionnalisation de cette révolution, en même temps qu'un scepticisme déabusé.

Seion les groupes, les thèmes sont diamétralement opposés, l'aspiration à une vie communautaire rencontrant l'esprit diffus de subversion, le pacifisme retrouvant la violence. Janis Joplin, l'air d'une grenouille de bois noire, enfourme son micro dans ses longs cheveux fous ; Jimi Hendrix est comme possédé d'un amour fou pour sa guitare, au point de fuir en larmes dans les coulisses parce qu'une communication suffisamment intense ne s'est pas établie entre l'instrument et lui, ou de rester prostré sur le sol pendant une heure avant

de partir installé à Hollywood, où les rock-stars ont racheté ou loué les demeures des anciennes vedettes du cinéma à Beverly Hills. Il y a toujours à Hollywood ce que l'on appelle les « majors companies », mais elles ne portent plus le nom de la Metro Goldwyn Mayer, de la Paramount, de la Twentieth Century Fox ou de la R.K.O. Il y a la Warner Communication qui comprend les « majors », de disques, d'électra, d'Atlantic et de nombreuses autres firmes affiliées, il y a la C.B.S. ; et il y a Polygram, à laquelle sont associées les marques R.S.O. du nouveau magnat du show business Robert Stigwood, et Casablanca, qui s'est développé avec la vogue du « disco ». Certaines de

ces nouvelles « majors companies » produisent en recette brute pour plus de 700 millions de dollars par an.

Bob Dylan proclame que le rock est devenu une « musique programmée ». « Quand Dylan affirme cela », dit Paul Smith, « c'est qu'il est troublé, irrité, de voir ce qu'on a fait du rock vers le milieu des années 70. Ce n'est pas ce qu'il pense du vrai rock. Ce dont il parle, c'est autre chose, une exploitation méthodique d'une certaine production dérivée du rock qui a envahi le marché parce qu'elle constitue une nouvelle mine d'or. Le film Sargeant Pepper's Lonely Hearts Club Band, avec les Bee Gees et Peter Frampton, ne diffuse pas du rock mais de l'illusion, à la manière des comédies télévisées censées représenter des scènes de la vie familiale américaine. »

Les héros des années 60 ont, pour la plupart, dépassé la trentaine, atteint même parfois la quarantaine et éprouvent souvent de la peine à rester ce qu'ils et le public voudraient qu'ils représentent encore. Des groupes à grande notoriété passent soudain manœuvres de préservation, semblent se satisfaire à préserver le mythe d'une aventure. Pour d'autres, les rêves des années 60 sont devenus illusions perdues. Le bouillonnement social et politique n'a plus cours depuis la fin de la guerre du Vietnam, des grandes émeutes raciales et des agitations dans les campus, la mort des Kennedy, de Martin Luther King et de bien d'autres. Comme le disent les membres de Chicago, il n'y a plus de tendance générale, plus d'objectif précis.

Le rock s'est éparpillé dans de multiples visages, dans une fuite affective comme dans l'humour, dans des visions oniriques comme dans la glee d'une fête, dans des cris dramatiques, dans des passions, dans des fantasmes, ou encore dans une sérénité déabusée. Le rock est riche de ses nouvelles différences, et affiche à côté de ses portables régénérées d'autres héros comme Bruce Springsteen, surgi des rues de New-York, d'un univers où l'on « arrache les os du dos » où le rêve américain est en fuite et où l'on rencontre des machines à suicide et des pièges de mort ; comme Randy Newman, subtilement ironique, et Elliott Murphy, plongé dans un univers Fitzgeraldien ; comme Jackson Browne et Peter Gabriel, qui font surgir une nouvelle poésie du rock avec une dimension profondément humaine ; comme encore le groupe Talking Heads, qui découvre une synthèse des divers éléments ayant parcouru le rock ces dernières années.

### Points de repère

Au milieu des années 50, Woody Guthrie, qui a chanté la chanson de geste de l'Amérique des années 30 et 40, meurt à Tulsa, où il mourra trois ans plus tard atteint de la chorée de Huntington. Pete Seeger a développé avec Guthrie les « folk-music », les « concerts folkloriques » qui sont le prototype de la nouvelle manifestation folklorique où chacun est appelé à s'exprimer librement, et Hank Williams est mort à Huntsville, un après avoir profondément méprisé la musique country, donné à celle-ci son visage moderne et une audience qui a dépassé les Etats de l'Ouest et du Sud pour devenir nationale. Le chanteur et guitariste noir Arthur « Big Boy » Crudup se produit avec ses fils dans des halls du Midwest et de l'Arkansas, et réalise quelques disques dans les studios de Memphis. Big Joe Williams s'illustre le 26, le 27, le 28, le 29 et le 30 de mai 1954, et Muddy Waters enregistre une série de blues, qui vont influencer les guitaristes rock des années 60.

1953 : « Crazy man crazy », enregistré par Bill Haley, est le premier titre de rock à rencontrer le succès. L'année suivante, Bill Haley enregistre « Rock around the clock » et Elvis Presley « That's all right mama » et « Blue moon of Kentucky ».

1955 : Chuck Berry enregistre « Maybelene » (les quatre années suivantes, et seront : « Roll over Beethoven », « Johnny B. Goode », « Memphis Tennessee », Little Richard enregistre « Tutti Frutti » ; Eddie Cochran, Buddy Holly, Gene Vincent d'autres chanteurs et guitaristes diffusent la nouvelle musique. James Dean meurt

dans un accident d'automobile au moment où ses films (« A l'est d'Eden », « La Fureur de vivre ») donnent une première idée de l'Amérique à la jeunesse des années 50.

1956 : Elvis Presley tourne son premier film : « Love me tender ».

1957 : Presley dans les studios d'Hollywood : « Jailhouse rock », « King Creole », Jerry Lee Lewis enregistre « Great balls of fire ». Les Swerty Brothers chantent des ballades country ou rock basées sur de subtiles harmonies vocales qui influencent les Beach Boys, les Beatles, Simon et Garfunkel.

1961 : Remaniement folklorique urbain. Phil Ochs, Bob Dylan, Judy Collins, Jerry Lee Lewis, Tom Paxton, Peter, Paul and Mary, chroniques du temps.

1963 : Dylan explore brutalement dans les « protest-songs » « Blowin' in the wind » dérivant l'humour des militants des droits civiques. Celui-ci chante avec lors de la grande marche sur Washington, animée par le pasteur Martin Luther King, « We shall overcome », de John Biles.

1964 : « I want to hold your hand », par les Beatles, Les Animals enregistre « Great balls of fire », les Byrds avec Roger McGuinn, Chris Hillman, Gene et Michael Clark, David Crosby, Don Van Vliet prend le nom de Captain Beefheart et forme le Magic Band. Bob Dylan publie « The times they are a changing' ».

1965 : La Beatlemania. Tourées des Beatles aux Etats-Unis au Japon, en Australie, en Europe. « A hard day's night »,

film réalisé par Richard Lester. Formation des Yardbirds avec Eric Clapton. Le blues anglais avec Clapton et Eric Burdon, « Smoking in the back », « Highway 61 revisited » (avec « Like a rolling stone »), par Bob Dylan, « Satisfaction », par les Rolling Stones.

1966 : « L'album à revolver », par les Beatles, « Blonde on blonde », par Bob Dylan. Formation du Buffalo Springfield (avec Neil Young, Steve Stills, Richie Furby, Dewey Martin et Bruce Palmer) et du Velvet Underground, « Catch the wind » par Donovan, Eric Clapton, Ginger Baker et Jack Bruce forment les Cream.

1967 : Premier festival de rock avec Monterey. Pop (les Who, Janis Joplin, les Mama's and Papa's, Buffalo Springfield, Simon et Garfunkel), Al Kooper forme le Blood Sweat and Tears avec Steve Katz et Bobby Colomby. Premiers albums des Doors et du Grateful Dead. Jimi Hendrix Experience, « Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band », par les Beatles.

1968 : « John Wesley Harding », par Bob Dylan, « Astral Weeks », par Van Morrison.

1969 : Opéra-rock : « Tommy », par les Who ; « Arthur or the decline of the British Empire », par les Kings. Premier album de Chicago. Formation du groupe de « hard rock » de Led Zepplin. Mort de Brian Jones. Festivals de Hyde Park (avec les Rolling Stones et le Blind Faith). Festivals de Woodstock et de Wight « Bridge over troubled water », par Simon

et Garfunkel, « Sweet Baby James », par James Taylor.

1970 : Multiplicité des festivals rock. Premier album de Crosby, Stills, Nash and Young (« Déjà vu »). Création de « Jesus-Christ Superstar ». Formation de Roxby Music. Albums d'Al Kooper (« Love it or leave it ») et de David Bowie (« The man who sold the world »). Mort de Jimi Hendrix et de Janis Joplin. Joe Cocker parcourt l'Amérique avec les Mad Dogs and Englishmen.

1971 : Ecluse en France des festivals. Mort de Jim Morrison. John Lennon chante que « Le rêve est fini ».

1972 : « Honky Château », « Don't shoot me », par Elton John, « Harvest », par Neil Young. Début de Bette Midler.

1973 : Mort de Gram Parsons. Bob Masley et le reggae en Europe.

1974 : Concert d'adieu de Crosby, Stills, Nash and Young au Wembley Stadium de Londres. Retour de Bob Dylan (« Before the flood », « Blood on the tracks »).

1975 : « Born to run », par Bruce Springsteen, « Tonight's the night », par Neil Young, « Deste », par Bob Dylan.

1976 : « Horses », par Patti Smith. La Rolling Thunder Revas.

1977 : Adieu à la scène du Band. Mort d'Elvis Presley. Peter Gabriel redécouvert dix ans après la formation de Genesis. Avec le punk, une autre génération cherche à revendiquer son droit à l'existence et à la parole.

1978 : Le rock à Hollywood (« Grease », « Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band », « Buddy Holly story »).

et Garfunkel, « Sweet Baby James », par James Taylor.

1970 : Multiplicité des festivals rock. Premier album de Crosby, Stills, Nash and Young (« Déjà vu »). Création de « Jesus-Christ Superstar ». Formation de Roxby Music. Albums d'Al Kooper (« Love it or leave it ») et de David Bowie (« The man who sold the world »). Mort de Jimi Hendrix et de Janis Joplin. Joe Cocker parcourt l'Amérique avec les Mad Dogs and Englishmen.

1971 : Ecluse en France des festivals. Mort de Jim Morrison. John Lennon chante que « Le rêve est fini ».

1972 : « Honky Château », « Don't shoot me », par Elton John, « Harvest », par Neil Young. Début de Bette Midler.

1973 : Mort de Gram Parsons. Bob Masley et le reggae en Europe.

1974 : Concert d'adieu de Crosby, Stills, Nash and Young au Wembley Stadium de Londres. Retour de Bob Dylan (« Before the flood », « Blood on the tracks »).

1975 : « Born to run », par Bruce Springsteen, « Tonight's the night », par Neil Young, « Deste », par Bob Dylan.

1976 : « Horses », par Patti Smith. La Rolling Thunder Revas.

1977 : Adieu à la scène du Band. Mort d'Elvis Presley. Peter Gabriel redécouvert dix ans après la formation de Genesis. Avec le punk, une autre génération cherche à revendiquer son droit à l'existence et à la parole.

1978 : Le rock à Hollywood (« Grease », « Sergeant Pepper's Lonely Hearts Club Band », « Buddy Holly story »).

C. F.

UNE ARCHITECTURE POUR LES HALLES

L'usure des modèles

Le rebondissement de l'affaire des Halles montre sous un jour plus cruel encore ce qu'il est devenu d'appeler la « crise » de l'architecture contemporaine...

construite plus simple, donc formellement plus pauvre, contre un modèle « culturel » qui n'aurait de recettes du passé...

Concours ouverts, concours sur invitation, consultations écrites, rien n'y fit. Nos architectes sont restés impuissants à proposer quelque chose d'assez suggestif pour emporter l'adhésion...

Un monstre, en secret

Ainsi, pendant que le discours et le dessin des architectes étaient sur la place publique, le mécanisme de fabrication du site poursuivait son chemin dans le quasi-secret...

d'autrefois : arcades et cours, noblesse et monumentalité hiérarchique qui, ordinairement, se concrétisent en pierres de taille...

Il n'est pas de dire qu'elle hérisse les architectes en France qui, ayant mis si longtemps à tuer, pour le meilleur et pour le pire, l'héritage des Beaux-Arts...

Meccano industriel

Aujourd'hui, devant la réduction du volume des constructions à l'intérieur de l'Hexagone, le gouvernement envisage d'exporter ses architectes...

ont vu leur rôle se réduire par le fait de la mécanisation. Le nouveau marché pour les architectes japonais, américains, italiens, se trouve dans ces pays...

Si bien qu'à défaut de créations inédites, l'architecture peut du côté de l'industrie connaître une expansion nouvelle. Les modèles de la « tour » et de la « barre » étant créés, il reste en principe à en produire les éléments en série...

Après le court intermède de goût rétro, voici les signes d'un retour au réalisme industriel. Peut-on laisser s'échouer au centre de Paris un modèle esthétique du passé et songer à mettre en place, comme c'est le cas aujourd'hui, une industrie exportatrice de l'architecture qui doit prendre son bâton de pèlerin pour se mettre en quête d'un marché dans les pays où on peut encore construire ?

JACQUES MICHEL.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Ventes à Londres ...

Enchères en clair-obscur

La vente de tableaux anciens organisée à Londres par Sotheby le 1er novembre, fait une sorte de contraste parfait avec la dispersion de la collection von Hirsch en juin...

d'une douceur presque sténosée. Domenico di Michelino, traitant quelques décennies plus tard le même sujet, n'abandonne pas le fond or de ses prédécesseurs...

surprise : vendus 4 500 livres par Colnaghi en 1973, elle en obtient aujourd'hui 40 000 (87 x 45) !

Le deuxième acte de la vente a été aussi incertain que le premier : 17 tableaux français du XVIIIe siècle proposés, sept vendus, mais quelques surprises ; 65 000 livres (641 450 F) pour une toile de Pâzar, l'Émbarquement pour Cythère (164 x 207) qui avait été adjugée 8 925 livres en 1975...

A 150 000 livres (1 249 500 F), Le Pont de bois, de Fragonard (83 x 84) est — relativement — bon marché, surtout si on pense

aux 5 millions pour le Verroze. Le Louvre aurait dû s'intéresser à ce tableau où le peintre a multiplié avec virtuosité les audaces : il faut beaucoup d'habileté pour peindre le moment fugitif où l'orage menace, hâtant le pas des amoureux rentrant à l'étable...

Mais la sûreté de la composition ordonnée par les autres que couraient les premières rafales, la lumière encore vive et déjà voilée par l'argent des nuages, donnent une unité à la fois picturale et scénique au tableau. Après cela, les deux « caprices » d'Embert Robert, paraissent presque termes malgré la lumière chaude qui s'accroche aux pierres disjointes (79 x 62, 60 000 livres)

... et à Paris

Figures africaines

La vente de la collection Armand Tzanpich, les 25 et 26 octobre, à Drouot-Rive-Gauche (étude Adé Picard Tajar) confirme le développement d'un marché de l'art primitif à Paris, mais en marque aussi les limites. Sans doute, le temps d'est plus ou M. Ratton — expert de la vente avec M. Joubert — comptait sur les doigts d'une main ou presque les visiteurs de ses expositions de masques, à l'époque du surréalisme. Il existe désormais une clientèle française qui, comme pour les autres secteurs du marché, achète de plus en plus souvent en salle de ventes, avec un flair inné. Mais cet afflux nouveau ne concerne que les objets de valeur moyenne. Pour les pièces de haut standing, pour les objets d'intérêt ethnographique, le marché reste étranger. On voit donc moins de pièces exceptionnelles à Paris qu'à Londres, et elles sont généralement acquises par des marchands étrangers.

des 150 000 F payés le 8 juin dernier pour une double face, chez M. Louchmer. Les lances de fer, plaquées sur le cuivre, de l'objet acheté par Simpson, ne les ont pas attendris, mais ils ont pu se consoler en achetant, entre 30 000 F et 55 000 F, quatre autres figures, moins rares. La pelle rituelle, en bois noir incrusté d'or, avec un manche sculpté de deux têtes d'oiseaux, intéressa d'abord les ethnologues, et c'est au musée de Munich que Simpson a disputé ce lot. Quant au hochet haïda, l'art des Indiens du Canada est mal connu en France, et les amateurs manquent de références.

Un autre hochet haïda, corbeau sur le dos duquel s'enchevêtraient une grenouille et un homme, a tout de même obtenu 110 000 F, tandis qu'un masque kwakwaka'wakw s'était adjugé 60 000 F et un masque Ililig 135 000 F.

Les couleurs vives — le vert et le rouge dominent — de ces sculptures, où la grimace semble sauvée par une sorte d'humour, intimident les Français : on les voit plus à l'aise dans l'art africain, où le cliquettement permet encore d'acheter à des prix moins élevés. Les masques dan de Côte-d'Ivoire ne sont pas rares, mais tel visage ovale, aux yeux ronds grands ouverts, n'a pas été payé trop cher à 70 500 F par un expert français. Ainsi commencent les collections. — J.-M. G.

Avec le troisième acte, consacré aux Italiens du XVIIIe siècle, Fanini, Casaleto, Guardi, le nombre des inventeurs augmente encore, atteignant la moitié des lots proposés (10 sur 20), échec dû plus à une erreur d'appréciation du département des peintures de Sotheby, qui a mis trop de toiles des mêmes peintres sur le marché, qu'à la qualité souvent excellente, des tableaux. Un marchand anglais fait une excellente affaire en payant 40 000 livres (333 200 F) une Vue de la place Navona (83 x 108), de Fanini ; l'Émbarquement du Grand Canal (179 x 258) et le Bassin de Saint-Marc (98 x 83), de Casaleto, seront respectivement payés bien cher à 120 000 et 180 000 livres : le second avait été vendu 35 700 livres en 1975 ! Du coup, les autres toiles importantes du maître sont rachetées. Le même essoufflement empêche la toile la plus importante de Guardi, un grand paysage imaginaire, d'être vendue, seuls les petits « caprices » trouvant preneur entre 15 000 et 30 000 livres selon la taille.

Le dernier acte devait être, avec seulement cinq lots, le plus court, mais Frans Hals, Van Dyk, Greco promettaient d'en faire une apothéose. Ce fut une déroute tout juste sauvée par l'unique tableau vendu, une Sainte Famille, de Jordans (118 x 76), adjugé 20 000 livres à 11 millions (1 065 600 F), beaux visages perdus dans un clair-obscur proche du Caravage.

Jusqu'au bout, cette vente n'aura été qu'ombres et lumières ! JEAN-MARIE GUILHAUME.

THEATRE D'ORSAY
CIR RENAUD-BARRAULT
PETIT ORSAY
ce soir
mercredi 8 novembre
création
GRÉNOM!
spectacle pour Bandelaira
réalisation
Antoine Bourseiller
location 548.38.53 et agences

3 DERNIÈRES
CENTRE DRAMATIQUE
de NANTERRE
Directeur : Xavier Pommerehne
au Théâtre des Américains
Du 10 oct. au 10 nov. à 21h - Dim. 19h30
Régisseuse : Lucie, 31 oct, 1er nov.
BATHORY ERZSEBET
de Miksa-Franziska ERZSEBET avec
Agnes Vancsics - Marianne Miklósi
Agnes Vancsics - Marianne Miklósi
Bathory, Budapest, Lofort

MUSÉE DE SAINT-MAUR
5 ter, avenue du Boc, 94210 LA VARENNE - 283-41-42
VUILLERMOZ
jusqu'au 26 novembre
Tous les jours, dimanche compris, de 14 h. à 18 h. (sauf mardi)

IV Salon du vieux
papier de collection
Livres,
Cartes postales,
Gravures,
Bandes dessinées,
Affiches, Journaux, etc.
Attention !
Du 9 au 13 novembre
Gare de La Bastille

Galerie COARD
12, rue Jacques Callot
BLOND
A PARTIR DU 14 NOVEMBRE

GALERIE CAMILLE REMAULT
133, bd Haussmann - 9 - 252-55-20
IVKOVIC
KALCEVSKI
Jusqu'au 2 décembre

MANDRAGORE
INTERNATIONALE
18, r. des Coutures - St-Gervais (9e)
Tél. : 897-54-30
DE LA MER - DESPROGES-DOUNIA
FAUROBERT - FOUCARD - DEJEAN
HAZE - RHEINS - SIM
Du 4 au 13 novembre

GALERIE DE L'UNIVERSITÉ
22, rue Bazano, (9e) - 720-78-76
BENUSIGLIO
3-25 novembre

JEANNE BUCHER
53 rue de Seine 75006 Paris
L'espace en demeure
NEVELSON
VIEIRA DA SILVA
ABAKANOWICZ

TEP
10 Oct.
19 Nov.
LE MALADE
IMAGINAIRE
de Molière
m.e.s. : Marcel MARECHAL
7, rue Malherbe - 25, metro Bastille
Tél 636.79.09

LA COUR DES MIRACLES
23, av. du Maine - 548-85-90
PAS UN
NAVIRE
A L'HORIZON
de Henri MITTON
mise en scène CONFORTES
« Un chef-d'œuvre de l'illusion
comique. » (N. Obs.) « Humour
corréif et truculent. » (L'Express)
« Une œuvre qui se démontre
jamais. » (L'Express) « Une pièce
rigolote. » (Charles Habsco.)

COMPAGNIE DRAMATIQUE D'AQUITAINE
LABICHE
la chasse aux corbeaux
THEATRE DANIEL SORANO - VINCENTNES
du 13 au 24 Novembre - réelles Marc et Sémét
Renseignements : Tél. : 874.78.74 - M9 Renault - RPR Vincennes

TRESORS DES ROIS DE DANEMARK
MUSÉE DU PETIT PALAIS
Avenue Winston-Churchill
Du 15 octobre 1978 au 7 janvier 1979
de 10 h. à 18 h. (sauf lundi et mardi)

سكز لمن الإهل

A propos du « Cercle de craie caucasien », à Chaillot

L'impératif catégorique du « divertissement »

On pouvait arriver au Cercle de craie caucasien, au Palais des sports de Gènes, à la fête nationale de Fozzili, avec derrière soi toute une pré-histoire. (...)

Ainsi donc était-il permis de prendre place sur les gradins en jetant un dernier regard, avant le spectacle, sur les croquis de Caspar Neher, ou sur la tête de Peter Lorre en Galy Gay, documents des réalisations d'époque d'Homme pour Homme. Il y a là, naturellement, beaucoup d'années, d'histoire, d'expériences, à sauter, pour en arriver à ce Cercle. Mais il y a plus : un net renversement. A l'enseigne de Métamorphoses d'un homme et d'un drame, on trouve toute la parabole de ce Cercle « parabolique » vraie et véritable, à partir de l'année 1928, et des corrections d'auteur correspondantes, ajustements, retours autocratiques, sans compter la parenthèse de la période néo-objective de Brecht. Et quant au Cercle, au contraire, les notes de l'auteur sont bien claires : « Ce n'est pas une parabole, et par conséquent on ne doit pas utiliser la technique mise au point pour les pièces du type parabole ».

Eten parlant avec Benno Besson, metteur en scène du Cercle, aussitôt après la triomphe de cette représentation exceptionnelle, la première chose qui ressort, dans son idée de mise en scène, est la fascination exercée par le personnage de Groucha. En elle, comme d'une autre façon chez Simon, le metteur en scène voit une prisonnière du devoir, une figure humaine qui, pour ainsi dire, représente une condition de passivité naturelle, socialement habitée à agir par obligation, et qui ne trouve à la fin de sens que, prenant l'enfant, se choisissant comme mère, confirmant son propre choix pas à pas, projetant aveuglément sa propre condition fondamentale de laissée-pour-compte lorsqu'elle assume son initiative précieusement pour autant qu'elle cède à « la terrible tentation de la bonté ».

Cette dialectique, selon quoi la valeur humaine de Groucha fait corps avec être idiot et stupide (« Il est en anglais, écrit Brecht, une expression américaine, « sucker », qui dit exactement ce que Groucha lorsqu'elle se furete de l'enfant »), est, on le comprend bien, la clé de l'œuvre. Et Brecht insiste : « Ce que Groucha demande, à Azdak, ce n'est rien d'autre que la permission de produire davantage, autrement dit d'en remettre ».

Le Cercle de craie caucasien, créé au Festival d'Avignon, vient dans la grande salle de Chaillot à partir du 10 novembre.

La mise en scène de Benno Besson, avec Coline Serreau, Philippe Avron et la troupe de l'Atelier de Louvain, prend le parti très net d'un théâtre de spectacle. Les lieux et leurs changements sont indiqués par des éléments qui se déplacent portés par des bras humains, nalis comme des décorations de salle des théâtres. Les acteurs, le visage caché sous des capotes peintes, ressemblent à des poupées grossièrement taillées, colorées. Ils sont séparés en trois familles : les nobles, les soldats, les paysans. Leur jeu direct, protété, dégage la simplicité apparente de la fable — comme les gens qui soulignent l'extravagance de leurs aventures en les racontant sur le ton le plus normal. Les implications complexes de cette fable, ses interrogations, surgissent de la construction du spectacle, de la mise en rapport des séquences,

de la cohérence de chaque personnage.

Il s'agit d'abord de l'histoire de Groucha, la servante fruste, qui, sans savoir pourquoi, sauve le bébé royal d'une révolte de l'armée. Elle se cache, le cache, le fait passer pour mort, croit devoir renoncer à son amour, le soldat Simon. La fable, c'est aussi — dans la deuxième partie — l'histoire d'Azdak, personnage pieux, camelot, clown. Tel Salomon, il se trouve amené à juger — au nom du peuple — qui doit garder l'enfant, Groucha ou sa mère naturelle venue le réclamer.

Avec Benno Besson, cette pièce toute nue, menée dans le mouvement vif d'un feuilleton de cape et d'épée, est traversée de grands rires clairs. Eduardo Sanguinetti — poète, critique de théâtre, dramaturge de Luca Ronconi pour Orlando Furioso et XX — a vu le Cercle de craie caucasien quand le spectacle, après Avignon, a été présenté à Gènes. — C. G.

semblable, aussi bien, quant à la licence bessonienne, veut lui répliquer, dans l'épisode de la passerelle sur la glace, ici nettement appuyé, et narrativement déterminant, au rythme de la grande fuite de la protagoniste, non sans des allusions discrètes, emblématiques, à la Longue Marche.

Pour finir, Brecht avait une dette envers « le théâtre américain de l'époque antérieure qui a travaillé dans le burlesque et le show ». Et il considérait comme positif de « laisser libre cours à la joie du récit » (« ce qui ne veut pas dire laisser la bride sur le cou »). Les modes de la fable comique, nous semble-t-il, constituent la contribution décisive et spécifique de Besson à cet horizon épique-folklorique. Qui suggère une autre idée digne d'un développement autonome, s'il vous vient à l'esprit que toute fable, au fond, est nécessairement et objectivement comique. Fût-ce que la dégradation d'un rite, ou d'un mythe, elle en serait, pour le dire d'un mot désormais célèbre, la carnavalisation.

Lorsque le Cercle se reforme sur une scène, en une version, on pense encore au Journal de travail, même si, en vérité, le 18 décembre 1948, Groucha n'y est pour rien. Mais Brecht écrit : « Quand je lève les yeux, je vois au mur une grande reproduction de la danse paysanne de Bruegel ».

★ Article publié dans l'Unité du 9 septembre 1978 et traduit de l'italien par Jean Thibaud. Les citations du Journal de travail sont reprises de la traduction de Philippe Ivernel, l'Arche éditeur, 1978.

par EDUARDO SANGUINETTI

dialectique est l'animal qui rit. C'est le rire qui crée la distance et l'éloignement, et nous restitue hors des normes, comme nouveau, par les moyens de l'écart et du surprenant, ce qui apparaît, en règle générale, comme la règle.

Sur Brecht et Bruegel, avec l'aide de Besson, il y a du reste tout un discours à réactiver, dans le sillage de l'admirable interprétation de Coline Serreau, des notes du Journal de travail. Par exemple, le 15 juin 1944 : « Tout à coup, je ne suis plus satisfait de Groucha dans le Cercle de craie caucasien. Il faudrait qu'elle soit simple d'esprit, qu'elle ressemble à Grete la fille de Bruegel, une bête de somme. Il faudrait qu'elle soit résignée et non pas rebelle, docile et non pas honteuse, persécutée et non pas incorruptible, etc. Cette simplicité ne devrait nullement signifier « sagesse » (cliché connu), cependant, elle est tout à fait compatible avec un ton naturel pratique, même avec la ruse et l'intuition des qualités

humaines. Groucha devrait, en portant les stigmates de l'arrivisme de sa classe, moins permettre l'identification, et donc se présenter objectivement comme une figure en un certain sens tragique (« le Sol de la terre »). Et encore, le 8 août : « Le refrain du personnage de Groucha a coûté trois semaines (...) j'avais devant moi Grete la fille de Bruegel ».

Cette dernière note désigne précisément le sommet de l'œuvre, en particulier la rencontre de la « folle » et du « bouffon ». Où Besson souligne comme l'explosion des contradictions naïves de Groucha, il faut sauter, parallèlement, les contradictions intellectuelles d'Azdak. De qui Besson accuse la lâcheté et la corruption, devient résolument de « l'homme absolument pur » voulu par Brecht. De même que Besson semble ne pas beaucoup croire à « l'instinct maternel » de Groucha, ou remplacerait la stupidité élémentaire et primitive d'une folle à proprement parler, au sens populaire du mot,

qui ne tient pas de la parabole, affectivement, mais de la fable. Toute tentation de motivation psychologique, d'autant plus détestable qu'elle ressortirait de l'instinct, est ainsi écartée ; le suc du geste est dans son caractère, inexplicable au fond.

L'affrontement et la rencontre de Groucha et d'Azdak, nous dit en somme Besson, est peut-être le moment où la mise en scène s'éloigne le plus de la théorie et de la pratique brechtienne, autre, évidemment, la restauration de la scène primitive du lit, dans l'épisode du bain de Yousoop qui, pourtant, ne pèse pas rien. Besson, de manière générale, a cru ressentir une sorte de retenue chez Brecht dans l'élaboration tourmentée du personnage de Groucha, presque des situations et des formulations jalouses, au niveau de la pratique scénique, et a comparé avec l'écriture et les mouvements en réalité dissimulés dans le texte, comme si avait été déposé, dans ce personnage, un secret ultime de l'auteur.

Parce que Brecht, me répète Besson, était un homme plein de pudeur. Et quelque chose de

CAPPUCCILLI A L'OPERA

L'entraînement d'un baryton calme

PARMI les artistes de théâtre, les chanteurs d'opéra passent pour les grands nerveux de la corporation. Pousser la note jusqu'à trépasser voire des portées supérieures, puis descendre dans l'ouragan-tombe des grosses notes, se tenir sur le fil de donner dans le médium et ruiner sa réputation sur une seule faussette note devant un public sanctionnant sans pitié la moindre déhéliance : ces continuelles tentatives expliquent les superstitions puériles, les chats dans la gorge, les terreurs paniques, tout ce cortège de maux palpables qui rendent malade le chanteur jusqu'à l'heure de la répétition.

Piero Cappuccilli, que la critique parisienne dans son unanimité a salué comme le plus grand baryton Verdi depuis Tito Gobbi pour sa magnifique interprétation de Simon Boccanegra, fait exception à la règle. Au lieu de se débattre dans l'ouragan-tombe, il se tient tranquille et se tenant les pouces avant leurs grands airs, il incarne un phénomène rarissime dans le monde du théâtre lyrique : c'est un homme tranquille qui, sorti de scène, fait si des hommes, s'empresse d'aller se coucher et, après le matin, commence sa journée à 9 heures, conversant avec tout un chacun sans jamais se préoccuper de « délimbrer ».

« Je n'ai pas le trac, me dit-il, pour deux raisons. D'abord j'ai ma confiance. Ensuite je me sens sûr de ma voix, si sûr qu'après le matin, commence sa journée à 9 heures, conversant avec tout un chacun sans jamais se préoccuper de « délimbrer ».

Avec sa mise stricte d'officier en civil, saiglé dans un manteau de cuir fauve, le masque imberbe et les yeux noirs, Piero Cappuccilli n'a rien de l'genre artiste à la ville.

Fils d'un officier de marine, né à Trieste le 9 novembre 1929, Piero Cappuccilli se destinait primitivement à l'architecture. Comme tout Italien qui se respecte, il chantait le romance en amateur, mais sans montrer de goût particulier pour la musique classique ni avoir jamais assisté au moindre opéra. Le jour où il s'installait deux ans comme marin, l'entraîna beaucoup plus. Et aussi les sports : le cyclisme, la natation, jusqu'à la boxe, malgré son profil grec.

Un jour, à la suite d'une fête de famille, un de ses oncles lui trouvant une belle voix l'amena chez le maestro triestin Donnegio, qui tenait les rôles de basse

au Teatro Giuseppe Verdi. En 1951, il décida d'abandonner ses études d'architecture et le dur apprentissage du chant commença. Après s'être produit obscurément sur les scènes lyriques de Parme, de Reggio, de Modène, il débuta à la Scala de Milan en 1954 dans Lucia di Lammermoor. Mais avant de trouver le point d'appui idéal où sa voix diffuse aujourd'hui une puissance torrentielle admirée de tous, Cappuccilli avait connu quelques expériences malheureuses, notamment au cours d'une repré-

sentation de la Forza del destino, à laquelle j'avais assisté le 7 décembre 1965. Ce soir-là, une pluie de tracts protestant contre la mafia des revendeurs de billets s'était répandue dans l'auditorium indécemment et le malheureux Cappuccilli, tombé brusquement après sous le coup de l'émotion, avait dû se faire remplacer par sa doublure, Carlo Melicani. Les années qui suivirent devaient lui apporter les revanche les plus éclatantes puisqu'il participa douze fois à l'ouverture de la saison scalaire, presque toujours dans le répertoire de Verdi dont il détient le style dans la grande tradition des barytons italiens.

A l'heure actuelle, Piero Cappuccilli est réclamé partout. Sa ponctualité, sa facilité sont telles que Karajan, qui en reste à ses propres dires « estomacé », peut enregistrer grâce à lui le Trovatore en trois jours et Don Carlos en cinq jours dans ses studios de Berlin. Les performances dont Cappuccilli s'avoue le plus fier se sont déroulées récemment en vingt-quatre heures au Metropolitan Opera de New-York : samedi en soirée : Don Carlos ; dimanche en matinée : Rigoletto (en bilingue) et la matelotique ;

Ce volume exceptionnel de l'expiration chez Cappuccilli est un des secrets de sa « colonne sonore ». Les auditeurs de l'Opéra en ont une démonstration magistrale dans l'interminable et sublime soupir exhalé sur la note « Fi » elle a eu deux fois de Simon Boccanegra, quand le Doge entre en scène dans la chambre du palais ducal. C'est ce souffle prodigieux qui permet à Cappuccilli de chanter en mezza voce ou à pleine puissance les récita-tifs de Simon.

Une heure de vocalises par jour : tel est le travail d'entraînement et de contrôle auquel s'astreint simplement le chanteur quand il est en représentation à Paris. Ce qui lui permet de visiter tranquillement la capitale le reste du temps, de fréquenter le Louvre ou les antiquaires, déjeunant de bon appétit et sans régime au hasard de ses promenades ici et là. Piero Cappuccilli est un solitaire, il réside dans un hôtel de Javel avec vue sur la Seine, « afin, dit-il, de s'extraire des milleux de l'Opéra ». Son seul ami est Nicolai Ghisurov, la grande basse bulgare avec lequel il se sent en confiance et dont il partage les succès milanais et parisiens. Les soirs de spectacle, Cappuccilli se contente d'arriver au théâtre une heure avant le lever de rideau. Là, dans cette « loge du baryton », il procédera alors — toujours tranquillement — à son maquillage et à son habillage.

Je reconstitue en pensée la panoplie de scène : l'ample sinuosa cotte, le corzo que porte et coiffe le doge de Gènes, le lourd estoc damasquiné qu'il ceint à son flanc. Un doge, ce petit homme qui semble si peu passionné ? Je songe en cet instant au dernier tableau pathétique où l'émouvante mise en scène de Giorgio Strehler montre Simon Boccanegra agonisant dans les voiles d'une caravelle, tandis que la musique de Verdi frémit comme une brise marine. Je pose la dernière question, idiote :

« Vous n'êtes pas gêné aux entournures dans ces tonnes d'étoffe ? — Je ne sens pas mes costumes en scène, je suis bloqué dans mon personnage. C'est pour cela qu'à mes yeux tous les publics, tous les théâtres, l'Opéra, Scala, sont les mêmes. Voilà aussi pourquoi, par-dessus tout, j'aime Simon : il colle à ma peau, c'est un Génois, c'est un marin... »

OLIVIER MERLIN.

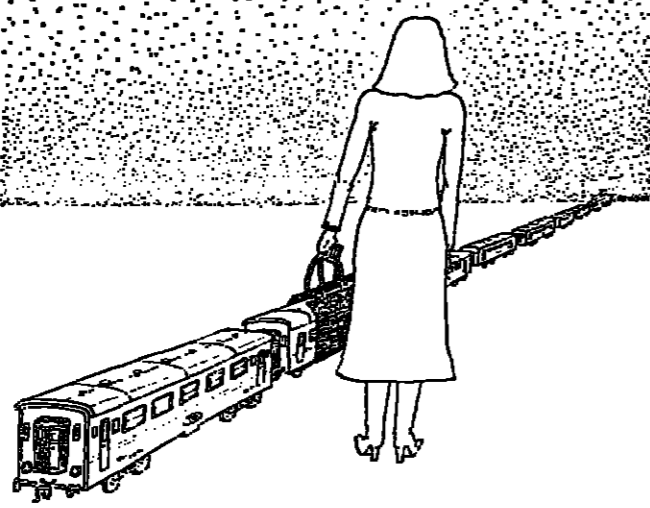


« Simon Boccanegra », dessin de Ximenes.

Advertisements for various artists and galleries including GALERIE LAMBERT, VEJARANO, ROGER BEZOMBES, LA GRAVURE VIKO, MAISON DU DANEMARK, and OGUISS.

Vertical advertisements on the left margin including 'obscur', 'LE MONDE', 'ERMOZ', 'BLOND', 'NEVELSON', and 'DE DANEMARK'.

une sélection



« Les Rendez-vous d'Anna, vu par Bonnatte. »

cinéma

LES RENDEZ-VOUS D'ANNA de Chantal Akerman. Le voyage d'Essen à Paris d'une femme forte et seule, cinéaste, pour laquelle Aurora Clément a trouvé un « feu pur et grave. En cinq rencontres, l'évocation de l'amour et de l'histoire mêlée, la déconstruction des codes habituels entre les hommes et les femmes. Prix de la mise en scène au Festival de Paris.

REMEMBER MY NAME d'Alan Rudolph. Comme une femme, aux prises avec le fantôme de son ancien amour, cherche à reprendre son mari et se retrouve libérée et indépendante. Alan Rudolph s'inspire des mélodrames hollywoodiens avec des stars fatales, pour en retourner la mythologie, à travers un suspense mystérieusement sentimental. Fluidité et romantisme de la mise en scène. Avec Geraldine Chaplin, nerveuse, violente, superbe, et Anthony Perkins, qui a perdu tous ses tics d'autrefois pour incarner un mâle médiocre et raté.

L'ALLEMAGNE EN AUTOMNE Après l'exécution de Hans-Martin Schleyer et le suicide d'Andreas Baader, une dizaine de cinéastes allemands expriment, camera au poing, leur angoisse et leurs incertitudes. De forme et de contenu très divers, leur réaction individuelle constitue l'équivalent d'une psychanalyse collective. Bien que confuse et souvent difficile à suivre, cette suite de sketches, d'interviews et de réflexions « à chaud » sur une société traumatisée, intrigue et intéresse.

SONATE D'AUTOMNE d'Ingmar Bergman. Entre une mère et une fille, le désert de l'amour et ses mots terrifiants. Comme dans Persson, et jusqu'à l'insupportable, Bergman regarde deux femmes. Face à Ingrid Bergman, Liv Ullmann.

LA FEMME GAUCHÈRE de Peter Handke. Portraits d'une femme et d'un petit garçon en héros solitaires. Une leçon poétique de morale et d'indépendance, sans psychologie.

SCENIC ROUTE de Mark Rappaport. Complot et machination, nouvelle définition du triangle : lui, elle et elle (deux sœurs). Entre la parodie et la violence, un récit à la première personne.

ET AUSSI : Flammes, d'Adolfo G. Arrieta (rencontre fabuleuse d'une jeune fille et d'un pompier mythique) ; Alambrista, de Robert Young (le drame quotidien de l'émigration mexicaine vers la Californie) ; l'Homme de marbre, d'Andrzej Wajda (pour les jeunes Polonais qui veulent savoir la vérité sur les années 60).

théâtre

FAUST à l'Espace Cordia. Seul celui qui est capable d'être un saint peut vouloir connaître la damnation, dit Jean-Marie Patis. Du grand poème spirituel, concret, de Marlowe, il donne un spectacle dont la fermeté, la précision, la hauteur de vues, la pureté font un sommet de l'art dramatique. (Festival d'automne, en alternance avec Rodoguna).

LA STAR DES OUBLIS au Petit Odéon. Réver est une aventure, rêver sur Shanghai Lili fait voyager trop loin deux filles enjennées en elles-mêmes, et qui ne savent plus partir. Jeu subtil, gai et amer, jeu sans issue.

ANNA PRUCNAL à Saint-Denis. Une pavoche déguisée en vamp s'amuse avec des romances, verse des pleurs sincères sur les malheurs des filles trop amoureuses, rappelle quelle est une cantatrice sur un air de Fryderyk, se défait de ses pellicules pour chanter sa Pologne.

ZADIG à Orsay. Jean-Louis Barrault mime le cheval et mène dans des turqueries de cirque les aventures de Zadig-Marie-José Flotats, ange élégant. Le burlesque boucaut la morale et gagne le pari de faire rire.

REMAJEN au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis. Exilée au Mexique pendant les guerres de Hitler, la romancière Anna Seghers, juive allemande communiste, vit une excursion qu'elle fit sur le Rhin avec des compagnes de pension, vers 1910. Sept excellentes actrices, bien conduites par Jacques Lassalle, disent ces très beaux textes avec tact et chaleur.

LES JUSTES à l'Épis de Bois. Camus, le débat sur le terrorisme et le socialisme, sur les tactiques et les éthiques révolutionnaires vus à travers l'Irnie et l'angoisse des contemporains de Baader et des Brigades rouges. Sans toujours éviter de se faire piéger, cette troupe cohérente et rigoureuse accomplit un formidable travail d'une grande beauté.

ET AUSSI : la Sour de Shakespeare, à l'Aquarium (les galeités de la condition féminine) ; les Peines de cœur d'une chatte anglaise, au Montparnasse (il ne faut pas manquer de voir et de revoir le conte de fées aux accents argentins) ; Olaf et Albert, à l'Athénée (à Berlin, deux vieux bonhommes et l'histoire).

musique

TERRY RILEY au Théâtre Edouard-VII. Après deux ans d'absence, Terry Riley revient à Paris pour deux concerts. Sur un orgue électrique auquel des effets d'écho et de démultiplication obtenus par magnétophone, donnent les dimensions d'un « orchestre fantôme », les improvisations inspirées et sans cesse renouvelées du plus célèbre de « répétitifs » américains. (9 et 10 novembre, à 21 heures.)

LA TÊTE DANS LA VALISE à Bagnole. Après la Boutelle à la mer et Marchand de plaisir, l'atelier théâtre et musique de Bagnole propose la Tête dans la valise. Le projet ? Voir la vie de tous les jours comme une grande partition. La méthode : expérimentation des formes qui servent à articuler les sons, les gestes, le comportement, le texte. Ce n'est ni du théâtre musical ni une nouvelle œuvre d'Aperghis, bien qu'il y ait, comme les fois précédentes, largement participé. C'est avant tout une aventure qui se vit comme un spectacle et qui doit être regardée comme telle. (Maison pour tous Pablo Neruda, place Maurice-Thores, Bagnole, 360-01-02, poste 311).

SATSUMA-BIWA et MAKUHACHI au Festival d'Automne. Le biwa est un luth à quatre ou cinq cordes que l'on joue au Japon depuis le VIII<sup>e</sup> siècle ; dans la province de Satsuma, il sert à accompagner une forme de récitation épique autrefois réservée à la caste des guerriers : le satsuma-biwa, dont Mme Tsuruta Kinshi est le plus étonnant interprète actuel. Le shakuhachi est une flûte verticale à cinq trous qui tire son nom de sa longueur traditionnelle, comme on dit : un seispieds, pour parler d'un orgue d'une certaine taille. Yokoyama Katuya est un virtuose du shakuhachi ; comme Mme Tsuruta, et dans le même concert, il interprète des pièces du répertoire traditionnel (chapelle de la Sorbonne, 14 et 15 novembre, à 20 h. 30).

MUSIQUE CONTEMPORAINE à Metz. Quinze compositeurs joués pour la première fois à Metz, cinq d'entre eux symphoniques (Baden-Baden, Sarrebruck, Liège, Nancy et Metz), dix-neuf créations, dont treize mondiales. Les VII<sup>e</sup> Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz, qui vont se dérouler du 16 au 19 novembre, se signalent d'abord par des chiffres en regard desquels on peut mettre des noms : Salmon, Ferrari, Wyschnegradsky, Malec, Bancquart, Berio, Pousseur, Dürich, Sinopoli, Serok, Jelebre, Halffter, Rudisack. On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

ET AUSSI : piano méconnu (Alkan, Wagner, Jadin, Berg, Reicha) par Marie-Paule Abouker (salle Rossini, mercredi 8 novembre, à 20 h. 30). Nikhil Banerjee (Sitar) au musée Guimet, jeudi 9. War Requiem de Britten, par le nouvel Orchestre philharmonique (Saint-Germain-des-Près, le 9). On ne saurait être plus délectique et en même temps donner une idée plus juste de la variété des diverses tendances qui se partagent la musique d'aujourd'hui. Après la disparition du Festival de Royan, Metz devient le centre vivant de la musique contemporaine en France (tél. (07) 66-47-57).

expositions

LA TRAVERSÉE DU TEMPS QUI PASSE au Musée des arts décoratifs. Un parcours-spectacle qui évoque la vie d'une famille française au dix-neuvième siècle. En fait, c'est de ses femmes qu'il s'agit. Elles en ont assuré la continuité et transmis les valeurs. Meubles, bijoux, portraits, ouvrages d'aiguilles et objets divers de la vie quotidienne, journaux intimes, correspondances et livres de comptes parlent de ces femmes leur maisons et à l'intérieur d'elles-mêmes. Simone Benmusa, à qui l'on doit la Vie singulière d'Albert Nobbs, au Théâtre d'Orsay, a mis en scène cette exposition singulière du Musée des arts décoratifs, où les voix de femmes se confondent avec les confidences des objets qui nous parlent du temps passé.

LES MACCHIAIOLI au Grand Palais. I Macchiaioli, littéralement « les tachistes », sont ce groupe d'artistes qui, dès le milieu du dix-neuvième siècle en Toscane, donnèrent à la peinture italienne une nouvelle tournure. Attentifs à des exemples français, notamment à celui de l'école de Barbizon, les Macchiaioli cassèrent le roman de l'académisme, s'intéressèrent à des sujets de la vie quotidienne, au plein air et aux effets de la lumière sur un paysage. L'exposition du Grand Palais est accompagnée d'un ensemble de manifestations : « La Toscane à l'époque des Macchiaioli », photographies tirées des archives des frères Alinari, également au Grand Palais ; « Eaux-fortes de Pistoria », à l'Institut culturel italien ; « Les Alinari », photographes à Florence, au centre Georges-Pompidou, de débats, de publications et de films.

CLAUDE LORRAIN au Louvre. Retrouver un célèbre paysagiste français du dix-septième siècle à travers ses dessins, notamment des études exécutées sur le motif dans la campagne romaine. Ces dessins viennent pour la plupart du British Museum, qui en possède une collection inégalée (plus de cinq cents), témoin du goût que les Anglais ont porté à l'artiste.

RETABLES ITALIENS DU XIII<sup>e</sup> AU XV<sup>e</sup> SIECLE au Louvre. Un nouveau dossier du département des peintures. Le propos est de montrer tout l'évolution du retable italien du Moyen Age à la Renaissance que le travail qu'il y a à faire pour reconstruire les ensembles démantelés. À travers vingt-cinq tableaux (de Giotto, Paolo Veneziano, Antonio de Carro, Cosimo Tura, Sasseta, etc.), célèbres, peu connus, ou récemment restaurés, choisis dans les collections du Louvre et de quelques autres collections publiques françaises.

ASGER JORN au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. C'est le trentième anniversaire du mouvement Cobra, qui tire

son nom à consonance féroce des premières lettres de Copenhague, Bruxelles et Amsterdam, d'où étaient originaires ceux qui l'ont fait naître à Paris. Le Musée d'art moderne présente un ensemble d'œuvres données par Asger Jorn, figure centrale de Cobra, au Petit Musée de Silkeborg, au Danemark. On retrouve Jorn et sa peinture grandiose de lignes monstrueuses, en vingt-deux tableaux, de 1945 à 1972, à la galerie Arisi, 104, boulevard Haussmann. Tandis qu'Alexchitsky et Appel, autres figures de Cobra, exposent à la Galerie de France des « Encres à deux pincesaux ».

ET AUSSI : Les frères Le Nain, au Grand Palais (la totalité de l'œuvre connue rassemblée pour la première fois) ; Miro, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (cent sculptures de 1962 à 1978), au Centre Georges-Pompidou (dessins inédits), au centre d'études catalanes (gravures et eaux-fortes) ; Métamorphoses finlandaises, au Centre Georges-Pompidou (architecture et design) ; Ma espace-temps au Japon, au Musée des arts décoratifs (un concept en images).

variétés

JEAN-ROGER CAUSSIMON au Théâtre de la Ville. Comédien, mais aussi poète discret (le Temps du tango, Comme à Ostende), Caussimon a une manière bien à lui de chanter. Tendres et confraternels (18 h. 30).

LES 18 HEURES DE L'OLYMPIA Avec Areski-Fontaine (5 novembre), Gwendal (le 9), Kevin Coyne (le 10), Sugar Blue and Mud Ball Sweet (le 11), Toto Bisantini (le 12).

rock

JERRY LEE LEWIS au Palais des Sports de Lyon. Concert unique en France de Jerry Lee Lewis « Boogie woogie country man » et pionnier de la musique rock (le 10, à 21 h.).

BARCLAY JAMES HARVEST au Stadium. La musique sophistiquée d'un groupe, née il y a onze ans, et qui ne cesse de tenter des expériences intéressantes (le 9).

jazz

MARTIAL SOLAL ET LEE KONITZ à Compagnie Première. L'art du duo peut être conçu de deux façons : exploration systématique d'une communication ou mise à l'épreuve sans masque de toutes les possibilités du langage. Pour Martial Solal (piano) et Lee Konitz (alto), elle est l'une et l'autre à la fois avec en prime la connaissance et l'humour de deux très grands instrumentistes, une manière unique d'approcher la perfection.

NANE STERN 25, av. de Tourville, Paris-7<sup>e</sup> T'ANG 31 octobre-25 novembre du mardi au samedi, 15 h à 20 h 30

SALON « SUD 92 » ISSY-LES-MOULINEAUX Jusqu'au 19 novembre THÉÂTRE MUNICIPAL 25, avenue Victor-Cresson Tous les jours de 14 h. à 20 h. Dim. de 10 h. à 16 h. et de 14 h. à 20 h.

I MACCHIAIOLI PEINTRES EN TOSCANE APRÈS 1850 Musée du Grand Palais, aile Clemenceau Tous les jours (sauf mardi) de 10 h. à 20 h., mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 8 janvier

GALERIE EMMA 8, r. G.-Flaubert (17<sup>e</sup>) - 924-23-19 MELENDEZ Du 8 au 30 novembre

GALERIE VERCAMER 3 bis, r. des Beaux-Arts - 633-18-90 EYOT PEINTURE RELIEF Jusqu'au 26 novembre

GALERIE R. CLARENCE 87, r. St-Louis-en-l'Île, 4<sup>e</sup>, 033-82-43 MARGARA Sculptures Prolongation jusqu'au 15 nov.

« LA DECOUVERTE DU CORPS HUMAIN » Exposition de KODAK PATHÉ prolongée jusqu'au 15 janvier 1979 Musée de l'Homme - Palais de Chaillot. Tous les jrs, et mardi, de 10 h. à 18 h. et de 10 h. à 20 h. les samedis et dimanches.

Galerie Etienne Sassi A. Thomas, W. Hopkins présente en exclusivité MARTHE ORANT peintre post-impressionniste 1874-1957 11 octobre-15 novembre 14, av. matignon Paris Tél. : 225-64-77

GALERIE ARTS AFFAIRES 50, rue Desbordes-Valmore 73018 Paris - 520-19-73 JACQUES DOLLÉ 8 novembre - 8 décembre Le Fil des Pierres Photographies et conservation des monuments Exposition de Kodak-Pathé et de l'Institut Géographique National présentée par la Caisse nationale des Monuments Historiques et des Sites, du 8 octobre au 3 décembre 1978 à Paris et à Saint-Antoine, PARIS (9<sup>e</sup>). Tous les jours sauf le mardi, de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h. 30.

FONDERIE D'ART VALSUANI - Maison fondée en 1907 CYRE PRÉDUE Nouveau département : FONTE AU SABLE 74, rue des Plantes, 75014 PARIS - Tél. : 538-66-18 LE BALCON DES ARTS 141, rue Saint-Martin - 278-13-03 - Face Centre Georges-Pompidou CLERGUE Photos inédites Alumino-graphies Jusqu'au 18 novembre 1978 (11 h. - 19 h. 30) - Nocturne le mercredi VIELFAURE Paysages de la Mémoire Peintures

GAVERNE DES ARTS 80500 Chantilly - T. (31) 457-24-57 Céelle Façades et fenêtres Ouv. sam.-dim. Fermé mardi-merc. Jusqu'au 20 novembre 1978

APPEL et ALECHINSKY encres à deux pincesaux 12 octobre - 30 novembre

ASGER JORN A SILKEBORG Le Musée d'un peintre MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS Avenue du Président-Wilson Du 14 octobre au 12 novembre 1978 de 10 h. à 17 h. 48 (sauf lundi et mardi)

AMERICAN LEGION 89, rue Pierre-Chairon, PARIS (8<sup>e</sup>) MATHIEU-BACHELOT EAUX-FORTES 15-16-17 NOVEMBRE 10 h à 19 h Vernissage mardi 14 de 18 h. à 22 h.

Université de Paris-Sorbonne Centre d'Etudes Catalanes JOAN MIRO Eaux-fortes, gravures Ouverts : tous les jours (sauf le dimanche) de 10 h. à 20 h. 30, rue du Bourg-Tibourg (4<sup>e</sup>) PROLONGATION JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 1978

DOTREMONT Logogrammes et autres 8 novembre - 30 novembre Galerie de France 8, rue Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>

GALERIE KATIA GRANOFF 92, Faubourg Saint-Honoré - Paris 8<sup>e</sup> - 263-34-41 MANY KRIEGLER 25 Octobre - 14 Novembre

سكزا من الإمل

DES SPECTACLES

Expositions

La plupart des musées nationaux seront fermés le samedi 11 novembre.

CENTRE POMPIDOU. Entrée principale, rue Saint-Martin (277-13-33). Informations téléphoniques : 277-11-12. Sauf mardi, de 10 h. à 23 h. Entrée libre le dimanche.

LES ALIENAI. Photographes à Florence, 1882-1928. Jusqu'au 10 novembre.

ATELIERES ADOUPOURTOU 10. Alain Leborgne et Bernard Gémus. Galerie contemporaine. Jusqu'au 12 novembre.

NATHALIE SARRAUTE. Travail d'un sculpteur. Jusqu'au 13 novembre.

LES FRERES LE NAIN. Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

LE PAYSAGE EN ITALIE AU XVII<sup>e</sup> SIECLE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 novembre.

TRESORS DES ROIS DU DANEMARK. Petit Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 novembre.

ASSER JOHN A SILKESBOG. Le musée d'un peintre. Jusqu'au 19 novembre.

MA-ESPACES/TIEMPS AU JAPON. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 novembre.

DESSINS D'ORNEMENT DU XVI<sup>e</sup> AU XVIII<sup>e</sup> SIECLE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 21 novembre.

CALLIGRAPHIE JAPONAISE CONTEMPORAINE. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 novembre.

ARMISTICE ET PAIX 1918-1978. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 novembre.

LES VACANCES A LA NEIGE. Ateliers d'enfants. Musée de l'Enfance. Jusqu'au 24 novembre.

SPLENDOR DES COSTUMES DU MONDE. Musée de la Mode. Jusqu'au 25 novembre.

LE STATUETE FIVE LEONARD. Exposition-Atelier pour enfants. Musée de la Mode. Jusqu'au 26 novembre.

BALPE THOMPSON. Hôtel de Clugny. Jusqu'au 27 novembre.

CENTRES CULTURELS. EVERT LINDQUIST. Gravures. Jusqu'au 15 novembre.

GILLES «Blanc sur Blanc». Tapisseries. La Danse, 18, rue Lastrapas (322-02-74). Jusqu'au 15 novembre.

JEAN-MARC LANGE. Les jardins conforts. Galerie Marquet, 7, rue Bonaparte (339-74-80). Jusqu'au 25 novembre.

ANNEKE MESSAGER. Le fondation. Galerie Gillespie-de Laage, 24, rue Beaunoy (278-11-71). Jusqu'au 25 novembre.

BERNARD OLLS. Recherches figuratives. Peintures et sérigraphies. Galerie Gillespie-de Laage, 24, rue Beaunoy (278-11-71). Jusqu'au 25 novembre.

MARCEL RAFFNER. Nouvelles images. Galerie L'Estimoteur, 25, rue de Tournon (325-15-73). Jusqu'au 3 décembre.

MICHEL TADJO. Galerie C. Baté, 6, rue Bonaparte (322-16-49). Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

ROLAND TOPOUR. Galerie Jean-Briand, 23-25, rue Guénégaud (326-82-21). Jusqu'au 15 novembre.

JEAN-PIERRE VIEILFAURE. Journal des arts. 141, rue Saint-Denis (278-12-08). Jusqu'au 15 novembre.

PAUL WUNDERLICH. Homo zanz. Galerie Negro, 40, rue Massimino (322-85-02).

CLAUDE YVEL. Galerie du Luxembourg, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-22-07). Jusqu'au 15 novembre.

ARCUEL. Tapisseries, gravures des jours. 141, rue Saint-Denis (278-12-08). Jusqu'au 15 novembre.

BIEVRES. Fissure. Gros-Sala, Montreuil (338-81-82). Jusqu'au 15 novembre.

BOURIER, Capcyron, Clauquin, Villard. Théâtre des Louvrais, place de la Bastille (338-81-82). Jusqu'au 15 novembre.

MONTEUIL. Shellie Hoks : FIL. Centre des expositions, esplanade E.-Fragonard (338-81-82). Jusqu'au 15 novembre.

NEMOURE. Cent que's gravures québécoises. Château-musée (428-27-42). Jusqu'au 15 novembre.

SAINT-DENIS. Marc Saint-Denis. Tapisseries, peintures, dessins. Musée municipal d'art et d'histoire. Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 21 janvier 1979.

ENCRE A DEUX FINCHOUX. Pierre Machereuil et Michel Berton. Artelart, 13, rue Monsieur-le-Prince. Jusqu'au 15 novembre.

GRUPPE TAPISSERIE. Paris Sculpture, 2, rue de Valenciennes (720-70-70). Jusqu'au 23 novembre.

GERD AERTZ. Gravures sur bois. Wilhelm Wagenfeld, verrerie et lampes. 21, rue de Valenciennes (322-27-27). Jusqu'au 25 novembre.

BERNARD BUFFET. Galerie M. Garnier, 6, avenue Maignon (228-61-83). Jusqu'au 16 décembre.

SONIA DELAUNAY. Le cabinet des dessins. Artelart, 13, rue Monsieur-le-Prince (228-70-70). Jusqu'au 2 décembre.

CHESTIAN DOTREMONT. Logogrammes et autres. Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (326-82-21). Jusqu'au 30 novembre.

DUBUFFET. Théâtre de mémoire. Galerie Claude-Bernard, 7-8, rue des Beaux-Arts (328-23-21). Jusqu'au 16 novembre.

REZMAN (1883-1972). Gravures. Galerie de Nevers, 11, rue de Nevers (224-42-09). Jusqu'au 18 novembre.

FRANÇOIS GARNIER. Désintégration. Galerie Rive Gauche, 44, rue de Valenciennes (548-01-81). Jusqu'au 18 novembre.

C.T. LOO & Cie. 48, rue de Courcelles - Paris - 227-53-15. MOBILIER ANCIEN DE LA CHINE ET DU JAPON. Exposition du 8 novembre au 2 décembre.

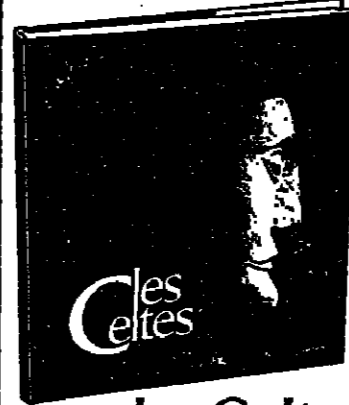
GALERIE DROUANT. 52, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. 265-79-45. TOFFOLI Terre d'Afrique. du 23 octobre au 21 novembre 1978.

Académie Winston de l'Artisanat. Les artisans des Yvelines. Exposition-vente organisée par l'Académie Winston pour mieux connaître l'artisanat, du 4 au 11 novembre, de 10 h. 30 à 19 h. CENTRE CULTUREL DE LA CAISSE D'ÉPARGNE 143, boulevard de la Reine - VERSAILLES. Le samedi 4 novembre, à 17 h. Concert de clavessin et de viole par Béatrice Berstel et Elisabeth Matiffa.

MOULIN DE VAUBOYEN. BIEVRES (Seine-et-Marne - 12 km de Paris - Pte de Châtillon ou Pt de Sévres). MICHEL CIRY. 12 octobre - 3 décembre. Ouv. ts les jrs (sauf mardi) de 14 à 18 h., le dim. de 14 à 19 h.

GALERIE DE LA PRÉSIDENTE. 90, faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - 265-49-60. M. DE GALLARD. du 7 novembre au 7 décembre 1978.

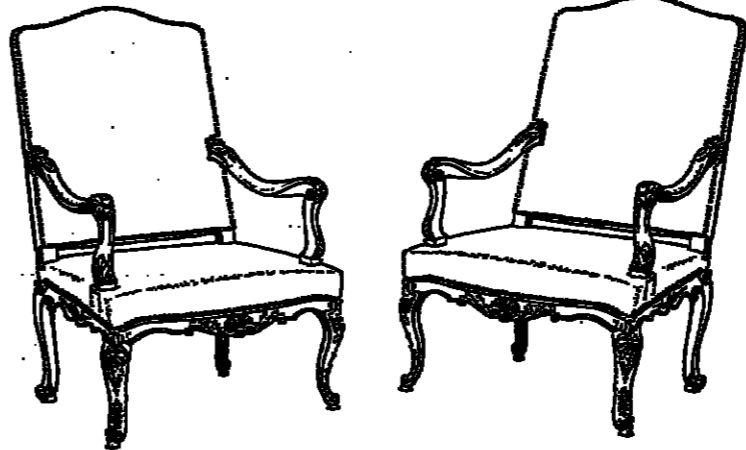
Mailfert-Amos: d'inimitables répliques. Une véritable réplique suppose de la culture, du respect, de l'adresse et de l'esprit. C'est sans doute pourquoi les très fidèles reproductions de meubles du 18<sup>e</sup> siècle français signées Mailfert-Amos sont véritablement inimitables. Venez en juger vous-même... 6, avenue d'Eylau - Paris 16<sup>e</sup> Tél. 504-70-80. chez Barroux architecte et décorateur, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Et Hôtel de François-I<sup>er</sup> - 26, rue Notre-Dame-de-Recouvrance, Orléans - Tél. (38) 64-70-61.



les Celtes et leur univers. Un livre du aux meilleurs historiens de la génération montante: V. KRUITA, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, et M. SZABO, conservateur au musée des Beaux-Arts de Budapest, secondés par l'un des meilleurs photographes d'art mondiaux, E. LESSING.

GALERIE RAYMONDE CAZENAVE. 12, r. de Berr, Paris-9<sup>e</sup>, 309-14-56. J. Jakobs. Peintures kaléidoscopiques. Novembre 1978.

GALERIE CLAUDE-BERNARD. 7-9, rue des Beaux-Arts 75002 PARIS - 325-23-31. DUBUFFET. Théâtre de Mémoire. Peintures récentes. Prolongation jusqu'au 28 nov.



Mailfert-Amos: d'inimitables répliques

Une véritable réplique suppose de la culture, du respect, de l'adresse et de l'esprit. C'est sans doute pourquoi les très fidèles reproductions de meubles du 18<sup>e</sup> siècle français signées Mailfert-Amos sont véritablement inimitables. Venez en juger vous-même...

6, avenue d'Eylau - Paris 16<sup>e</sup> Tél. 504-70-80

chez Barroux architecte et décorateur, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h.

Et Hôtel de François-I<sup>er</sup> - 26, rue Notre-Dame-de-Recouvrance, Orléans - Tél. (38) 64-70-61.

JEAN-MARIE RIVIERE. PARADIS 2100. Dîner Spectacle. Ouvert le dimanche (sauf mardi). Réservations: 328-28-28.

CABARETS. LES 2 MEILLEURES SOIREEES DE PARIS. BAL DU MOULIN ROUGE. LISETTE MAUDOR. 22<sup>e</sup> CHAMP REVE. 445 F SPECTACLE.

LE MO... variétés... rock... jazz... EYOT... KRIEGE





DES SPECTACLES

Cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de dix-huit ans. (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

CHAILLOT (78-24-34)
MERCREDI 8 NOVEMBRE
15 h. Hommage à J. Grémillon : La Petite Lise, 15 h. 30 : Mythes et Magie des Indiens Yanomamo ; 20 h. 30, Cinéma hongrois : Un été français de P. Renoir ; 22 h. 30, Cinéma russe : Les Divorcés de L. Grigoriev et J.-L. Méziard.

JEUDI 9 NOVEMBRE
15 h. Hommage à J. Grémillon : La Dolores ; 18 h. 30 : Il ne suffit pas que Dieu soit avec les hommes, de R. Aumont et L. Thabot (en avant-première) ; 20 h. 30, Hommage à M. et Mme Kawakita : Ville de septembre ; 22 h. 30 : Mythes et Magie des Indiens Yanomamo.

VENDREDI 10 NOVEMBRE
15 h. Hommage à J. Grémillon : L'Étrange Madame X ; 18 h. 30 : Mythes et Magie des Indiens Yanomamo ; 20 h. 30 : Le souvenir de Jean-Paul Sartre (en avant-première) ; 22 h. 30, Hommage à M. et Mme Kawakita : La Condition de l'homme de Kibayashi.

SAMEDI 11 NOVEMBRE
15 h. 30 : Les Croix de bois, de R. Bernard ; 18 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 20 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 22 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita.

SAMEDI 11 NOVEMBRE
15 h. 30 : Les Croix de bois, de R. Bernard ; 18 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 20 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 22 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita.

SAMEDI 11 NOVEMBRE
15 h. 30 : Les Croix de bois, de R. Bernard ; 18 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 20 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 22 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita.

SAMEDI 11 NOVEMBRE
15 h. 30 : Les Croix de bois, de R. Bernard ; 18 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 20 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita ; 22 h. 30 : Les Indes de M. et Mme Kawakita.

Richard, 20 (233-34-70) ; Par...
U.G.C.-Danton, 20 (233-42-62) ;
Blanc, 20 (723-80-25) ; U.G.C.-
Gare de Lyon, 14 (330-01-50) ;
Miramar, 14 (750-49-32) ; Métrol,
14 (330-32-43) ; Magic-Convention,
15 (232-20-94) ; Paramount-Ma...
19 (723-55-25).

Les films nouveaux
REMÉDIÉE MY NAME, film
américain de Alan Rudolph,
(v.o.), Guinepolis, 20 (233-
25-40) ; Pagoda, 7 (705-13-15) ;
Elysée-Lincoln, 20 (339-35-14) ;
Paradise, 14 (232-20-12) ;
(v.o.), Richard, 20 (742-40-53).

LES RENDEZ-VOUS D'ANNA,
film français de Chantal
Akerman ; Impérial, 20 (742-
72-52) ; Saint-André-des-Arts,
6 (232-48-10) ; Colisée, 6
(232-20-94) ; Paris, 14 (232-
82-11) ; Olympia, 14 (242-
67-43).

FLAMMES, film français de
Adolfo G. Arrieta ; Action-Épou...
blique, 14 (205-61-33) ; Olym...
14 (242-67-43).

PASS-MONTAGNE, film fran...
cais de J.-P. Stevanin ; Saint-
André-des-Arts, 6 (232-48-10) ;
Olympia, 14 (242-67-43).

L'ENFANT DE NUIT, film ita...
lien de Sergio Gobbi, (v.o.),
Bonaparte, 6 (232-11-12) ;
(v.o.) U.G.C.-Opéra, 20 (232-
60-42) ; Parado-Maxvauz, 20
(742-32-50) ; U.G.C.-Gare de
Lyon, 14 (330-01-50) ; Para...
mont-Galaxie, 13 (230-18-03) ;
Parado-Montparnasse, 14 (232-
20-94) ; Parado-Montma...
14 (232-20-94) ; Secré...
14 (232-20-94).

Convention, 15 (232-20-94) ; M...
14 (232-20-94) ; Clichy-Pa...
14 (232-20-94) ; Secré...
14 (232-20-94).

STUDIO LOGOS - 14-JUILLET PARNASSE

UN FILM DE KENJI MIZOGUCHI
LES CONTES
DE LA LUNE VAGUE
APRÈS LA PLUIE

ACTION RÉPUBLIQUE - OLYMPIA ENTREPOT

FLAMMES
de ADOLFO G. ARRIETA
avec CAROLINE LOEB
XAVIER GRANDES
DIONYS MASCOLO

HAUTEFEUILLE (v.o.) - 12 h. 15 - 15 h. 15 - 18 h. 15 - 21 h. 15
5 PARNASSIENS (v.o.) - 14 h. 45 - 18 h. 15 - 21 h. 15
14 JUILLET BASTILLE (v.o.) - 14 h. 30 - 17 h. 30 - 20 h. 30
LE FRANÇAIS (v.o.) - 14 h. 40 - 17 h. 50 - 21 h. 15
LE CALYPSO (v.o.) - 14 h. 30 - 17 h. 30 - 20 h. 30
STUDIO AUBERVILLIERS (v.o.)

L'ÉVÈNEMENT de la rentrée
cinématographique
LE MONDE
Le CHEF-D'ŒUVRE de WAJDA
L'EXPRESS
Un ÉVÈNEMENT CAPITAL
LE FIGARO

L'HOMME
DE
MARBRE

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - PUBLICIS SAINT-GERMAIN (v.o.)
PARAMOUNT OPÉRA (v.o.) - CAPRI GRANDS BOULEVARDS (v.o.)
PARAMOUNT MAILLOT (v.o.) - PARAMOUNT MONTPARNASSE (v.o.)
PARAMOUNT-MONTPARNASSE (v.o.) - SAINT-CHARLES CONVENTION (v.o.)
PARAMOUNT ORLÉANS (v.o.)

ARTEL Créteil - ARTEL Nogent - CARREFOUR Paris - ALPHA Argenteuil



LE PARIS v.o. - BONAPARTE v.o. - MARIVAUX v.o. - PARAMOUNT MONTPARNASSE v.o.
PARAMOUNT MONTMARTRE v.o. - PARAMOUNT GALAXIE v.o. - U.G.C. OPÉRA v.o.
CONVENTION SAINT-CHARLES v.o. - U.G.C. GARE DE LYON v.o. - SECRETAN v.o.
PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT La Celle-Saint-Cloud - PARAMOUNT Orly
BUXY Boussy



AGOSINA BELLI
SERGIO COBBI
L'Enfant
de Nuit
G. L. ARNALDO
UGO PIRRO
STEFANO SATTA FLORES
SERGINO JEAN-CLAUDE BOURLON

SALLES CLASSÉES
CINÉMAS D'ART
et d'ESSAI
(A.E.C.A.E.)

ST-ANDRÉ-DES-ARTS
A 12 HEURES ET 19 H 15 :
L'ARRET AU MILIEU
(20 mn)
LA TRAVERSÉE
DE L'ATLANTIQUE
A LA RAME (50 mn)
A 14 H 30, 16 H 55, 19 H 20, 21 H 45 :
LES RENDEZ-VOUS D'ANNA
de Chantal AKERMAN
A 24 HEURES :
LES 39 MARCHES
d'Alfred HITCHCOCK

STUDIO GIT-LE-CŒUR
10, rue de la Courbe 75012

KOKO, le gorille qui parle
de Robert SCHWEDER
PERMANENT DE 14 H A 24 H :

ST-ANDRÉ-DES-ARTS
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
L'EMPIRE DES SENS
de Masao OSHIMA
A 14 H, 16 H, 18 H, 20 H et 22 H :
PASSE MONTAGNE
de STEVEN

STUDIO LOGOS
9, rue Chaligny 75002

PERMANENT DE 12 H A 24 H :
LES CONTES
DE LA LUNE VAGUE
APRÈS LA PLUIE
de MIZOGUCHI

LE SEINE 10, rue Frédéric-Sautou
75014

SCENIC ROUTE
de Mark RAPPAPORT

RACINE 6, rue de l'École de Médecine
69342

LA FEMME GAUCHÈRE
14 JUILLET PARNASSE
10, rue de la Courbe 75012

LA FEMME GAUCHÈRE
GIRLFRIENDS
LES CONTES
DE LA LUNE VAGUE

14 JUILLET BASTILLE
2, bd Beaumarchais - 75001

L'HOMME DE MARBRE
LA FEMME GAUCHÈRE
L'ALLEMAGNE EN AUTOMNE

LE MAC-MAHON
5, av. Mac-Mahon - 75017

A 14 H 30, 16 H 55, 19 H 20, 21 H 20
et 22 H 10
O TOI MA CHARMANTE
(YOU WERE NEVER
LOVELIER)
avec Fred ASTAIRE et Rita HAYWORTH

COSMOS
70 rue de Rennes tel. 548 60 25
métro Saint-Jacques
10 ANS
DE CINÉMA
SOVIÉTIQUE

MAC MAHON 5 AV. MAC MAHON 390 24 81
O TOI MA CHARMANTE
(You were never lovelier) v.o.
FREDASTAIRE-RITA HAYWORTH

LE MARAIS • LA CLEF



LA FRAIRIE

PROX. du PUBLIC FILM d'HUMOUR UN FILM DE FRANCIS CHALVAUD

BIENTOT

Remarquable Excellent

NINO MANFREDI

AU NOM DU PAPE ROI

LUIGI MAGNI

PRIX D'INTERPRETATION MASCULINE FESTIVAL DE PARIS 1978



REMEMBER MY NAME

"TU NE M'OUBLIERAS PAS"

Un film de ALAN RUDOLPH

ACTION ÉCOLES - ACTION LAFAYETTE

CAVIERA D'OR CANNES 78 PALME D'OR FESTIVAL SAN SEBASTIAN

Mexicains en survie. Ils sont des centaines de milliers à franchir clandestinement chaque année la frontière américaine. Entre deux poursuites ils travaillent et vivent en fraude. On les appelle "ALAMBRISTAS". Ce film est leur histoire.

ALAMBRISTA

RADIO-FRANCE (studio 105) 30 h. 30 : L. Leskine, harpe, P. Frenkel, cello et piano/forte, Friedmann, élève de G. Chabrier, Chabrier, Garat, Solodkin, Gnaty.

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30 : M. Jullien, orgue (France).

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45 : 45 chœurs et 45 chanteurs, J.-B. Corot, dir. G. Boulanger (Mozart).

SALLE FLEYEL, 20 h. 30 : duo de guitares avec S. Caceres (Sor, Carulli, Beethoven, Villa-Lobos).

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, dir. J.-P. Scudéro (Britten).

PRIX de la Mise en Scène Festival cinématographique international de Paris 1978

Les rendez-vous d'ANNA

Un film de Chantal Akerman

Aurore Clément, Jean-Pierre Cassel, Helmut Griem, László Mészáros, Magali Noël, Hanns Zischler

MINAMATA AND CO

DE OSAMU TAKAHASHI

Mise en scène de Roger BLIN

Dispositif scénique André ACQUART

THEATRE DE LA COMMUNE 833 16 16

STUDIO SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - OLYMPIC ENTREPOT

JACQUES VILLERET JF. STEVENIN

PASSE MONTAGNE

UN FILM DE STEVENIN

STUDIO SAINT-SÉVERIN - 14 JUILLET BASTILLE - OLYMPIC ENTREPOT

De HANNS MARTIN SCHLEYER, de ANDREAS BAADER, de GUDRUN ENSSLIN, de JAN-CARLE RASPE, de leurs morts, de leurs funérailles, le nouveau cinéma allemand témoigne.

L'Allemagne en automne

Un film de BOLL, BRUSTELIN, CLOOS, FASSBINDER, KLUGE, MAINKE, MAINKE-JELINGHAUS, REITZ, RUPE, SCHLÖNDORFF, SCHUBERT, SINKEL, STEINBACH.

ÉLYSÉES LINCOLN vo - QUINQUETTE vo

5 PARNASSIENS vo - LA PAGODE vo

BERLITZ vo

GERALDINE CHAPLIN

GRAND PRIX D'INTERPRETATION FEMININE FESTIVAL DE PARIS

REMEMBER MY NAME

"TU NE M'OUBLIERAS PAS"

Un film de ALAN RUDOLPH

MERCREDI 8 NOVEMBRE

SALLE COCTEAU, 21 h. : Société

SALLE ROSSINI, 21 h. : M.-F. Aboulker

EGLISE SAINT-MEDARD, 21 h. : D. Varesco

EGLISE SAINT-MERRE, 21 h. : Chœur

SALLE FLEYEL, 21 h. : C. Cha

SALLE GAVEAU, 21 h. : D. Lively

TERRE DES CHAMPAGNES-ÉLYSÉES, 20 h. 30

CITÉ DES ARTS, 20 h. 30 : M. Tagliaferri

RADIO-FRANCE (studio 105), 30 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

CONCERTS DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-LOUIS D'ANTIN, 12 h. 30

EGLISE DE LA MADELEINE, 20 h. 45

SALLE FLEYEL, 20 h. 30

EGLISE SAINT-GERMAIN DES-PRÉS, 20 h. 30

Cinéma

Les festivals

BERGMAN ET LES FEMMES (v.o.)

Édées de femmes; J. : Jeux d'échecs

V. : Toutes ces femmes; S. D. : 14 h.

14 h. : Réves de femmes; 15 h. : L'attente des femmes; 16 h. : Jeux d'échecs

20 h. : Toutes ces femmes; 22 h. : Le Village; L. : L'attente des femmes; M. : Le Village

80 ANS DE CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.o.)

Comme, 6 (54-55-55). En alternance

avec Alexandre Nevsky, André Roubaud

Téméraire sur l'Asie; Roméo et Juliette

la Tazza, la Fraternelle; Le Point de non-retour

; D. : La maison dans l'ombre; L. : Appareil-mot

le fils d'Alfredo Garcia; Mar. : la Gang Anderson

CINÉMA ARABE (v.o.)

Le Seton, 5 (52-53-53)

15 h. : el Cheul; 15 h. 30 : Omar

Talala; 16 h. 15 : Chronique des années

brûlées; K. MIZOGUCHI (v.o.)

Action Christiana, 6 (52-53-78)

M. : Les Amants crucifiés; M. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme

de Galsburi

MARK BROTHERS (v.o.)

Nickel-Ecoles, 5 (52-77-91)

M. : Charcuterie d'or; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

MARLENE DIETRICH (v.o.)

Action La Fayette, 5 (52-80-80)

Dim. : Les Femmes de l'empire; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

LAUREL ET HARDY (v.o.)

Académie, 17 (52-97-83)

13 h. : Les Carottes; 14 h. 30 : Les Sans-Souci

; 15 h. 15 : Les Chevaliers de la Pluie

; 17 h. 45 : Bons à tout; bons à rien

; les Jokes du mariage; L. : 45 : les Morts au grand magasin

; 21 h. 15 : la Bohémienne

CINÉMA BRÉSILIEN CONTEMPORAIN (v.o.)

Goethe Institut, 19 (52-81-81)

19 h. : Les Morts au grand magasin; Mar. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

ROMÉO ET JULIETTE (v.o.)

Action-République, 11 (50-51-53)

M. : Les Ovidés; L. : Le Chien andalou

; P. : La Montre au ciel; D. : Le héros sacrifié

; L. : Le héros sacrifié; M. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

MARLENE DIETRICH (v.o.)

Action La Fayette, 5 (52-80-80)

Dim. : Les Femmes de l'empire; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

LAUREL ET HARDY (v.o.)

Académie, 17 (52-97-83)

13 h. : Les Carottes; 14 h. 30 : Les Sans-Souci

; 15 h. 15 : Les Chevaliers de la Pluie

; 17 h. 45 : Bons à tout; bons à rien

; les Jokes du mariage; L. : 45 : les Morts au grand magasin

; 21 h. 15 : la Bohémienne

CINÉMA BRÉSILIEN CONTEMPORAIN (v.o.)

Goethe Institut, 19 (52-81-81)

19 h. : Les Morts au grand magasin; Mar. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

ROMÉO ET JULIETTE (v.o.)

Action-République, 11 (50-51-53)

M. : Les Ovidés; L. : Le Chien andalou

; P. : La Montre au ciel; D. : Le héros sacrifié

; L. : Le héros sacrifié; M. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

MARLENE DIETRICH (v.o.)

Action La Fayette, 5 (52-80-80)

Dim. : Les Femmes de l'empire; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

LAUREL ET HARDY (v.o.)

Académie, 17 (52-97-83)

13 h. : Les Carottes; 14 h. 30 : Les Sans-Souci

; 15 h. 15 : Les Chevaliers de la Pluie

; 17 h. 45 : Bons à tout; bons à rien

; les Jokes du mariage; L. : 45 : les Morts au grand magasin

Dans la région parisienne

CHATOU, L.-Jouvet (566-20-07)

la Flambée des singes; Grasse

mar. 21 h. (v.o.), Atlix, salon et

W. : Toutes ces femmes; S. D. : 14 h.

14 h. : Réves de femmes; 15 h. : L'attente des femmes

; 16 h. : Jeux d'échecs; 20 h. : Toutes ces femmes

; 22 h. : Le Village; L. : L'attente des femmes

; M. : Le Village

80 ANS DE CINÉMA SOVIÉTIQUE (v.o.)

Comme, 6 (54-55-55). En alternance

avec Alexandre Nevsky, André Roubaud

Téméraire sur l'Asie; Roméo et Juliette

la Tazza, la Fraternelle; Le Point de non-retour

; D. : La maison dans l'ombre; L. : Appareil-mot

le fils d'Alfredo Garcia; Mar. : la Gang Anderson

CINÉMA ARABE (v.o.)

Le Seton, 5 (52-53-53)

15 h. : el Cheul; 15 h. 30 : Omar

Talala; 16 h. 15 : Chronique des années

brûlées; K. MIZOGUCHI (v.o.)

Action Christiana, 6 (52-53-78)

M. : Les Amants crucifiés; M. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme

de Galsburi

MARK BROTHERS (v.o.)

Nickel-Ecoles, 5 (52-77-91)

M. : Charcuterie d'or; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

MARLENE DIETRICH (v.o.)

Action La Fayette, 5 (52-80-80)

Dim. : Les Femmes de l'empire; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

LAUREL ET HARDY (v.o.)

Académie, 17 (52-97-83)

13 h. : Les Carottes; 14 h. 30 : Les Sans-Souci

; 15 h. 15 : Les Chevaliers de la Pluie

; 17 h. 45 : Bons à tout; bons à rien

; les Jokes du mariage; L. : 45 : les Morts au grand magasin

; 21 h. 15 : la Bohémienne

CINÉMA BRÉSILIEN CONTEMPORAIN (v.o.)

Goethe Institut, 19 (52-81-81)

19 h. : Les Morts au grand magasin; Mar. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

ROMÉO ET JULIETTE (v.o.)

Action-République, 11 (50-51-53)

M. : Les Ovidés; L. : Le Chien andalou

; P. : La Montre au ciel; D. : Le héros sacrifié

; L. : Le héros sacrifié; M. : Le héros sacrifié

; ven. lun. : La Vie d'O. Haru, femme de Galsburi

MARLENE DIETRICH (v.o.)

Action La Fayette, 5 (52-80-80)

Dim. : Les Femmes de l'empire; Jeu, dim. : Fils

de cadavre; ven. : Les Morts au grand magasin

; Sam. : La Soupe au cadavre; lun. : Une nuit à

Paris

LAUREL ET HARDY (v.o.)

Académie, 17 (52-97-83)

13 h. : Les Carottes; 14 h. 30 : Les Sans-Souci

سكز من لاصحل

RACINE (v.o.) - U.G.C. OPÉRA (v.o.)  
14-JUILLET BASTILLE (v.o.) - 14-JUILLET PARNASSE (v.o.)

# LA FEMME GAUCHERE

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale. • Orchestre. P.M.E. • prix moyen du repas. J.-h. : ouvert jusqu'à... h.

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

- L'ALSACE AUX HALLES** 236-74-36  
18, rue Coquillière, 1<sup>er</sup>. T.l.j.s.  
**CHEZ SAMI** 548-94-42  
3, place du 16-Juin, 6<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**CHEZ GAILL** 236-62-33  
5, rue Méneval, 2<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**AUT. DE BIQUWERE** 776-62-35  
12, rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**LA BOULANGERIE PATISSERIE T.J.J.**  
24, bd des Italiens, 9<sup>e</sup>. 234-51-77

### DINERS

- LA COBRE** 233-74-18  
10, rue E.-Maurin, 1<sup>er</sup>. F.t.dim.  
**ATRIUM BLEU** F.t.dim. Imc midi  
7, rue des Frouvaires, 1<sup>er</sup>. 208-04-10  
**ASSIETTE AU BOURG-POCCARDI**  
9, bd des Italiens, 9<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**LE MALIN** 236-62-70  
44, rue Tiquetonne, 2<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**RESTAURANT PIERRE FALGOUT**  
Place Gallien, 2<sup>e</sup>. O.F.P. 87-04  
**DARBOUM** 742-52-30 T.l.j.s.  
44, rue Sainte-Anne, 2<sup>e</sup>.  
**LA TRUFFE NOIRE** 222-17-00  
5, rue Font-aux-Choux, 2<sup>e</sup>. F.t.dim.  
**LES JARDINS DU FAUBOURG**  
15, r. Charlot, 3<sup>e</sup>. F.t.dim. 222-16-45  
**ASSIETTE AU BOURG**  
123, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**BISTRO DE LA GARE**  
73, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**KYOTO** 388-07-41 F.t.sam.  
43, av. Friedland, 8<sup>e</sup>.  
**LE GRAND COCINA** 388-78-70  
3, place de l'Alma, 8<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**LE SHOW-CHAUD** 225-38-88  
66, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>.  
**AU PETIT MOÛRE** F.t.dim. et f.sam.  
25, rue La Fayette, 1<sup>er</sup>. 770-85-30  
**LA CLOCHE D'OR** 876-62-88  
3, rue Mansart, 9<sup>e</sup>. F.t.dim.  
**FRESSE JACQUES** 388-12-91  
4, r. Qui-L'arrêtera (St-Germain), 1<sup>er</sup>.  
**AUBERGE DU CLOU** 876-22-58  
20, av. St-Germain, 1<sup>er</sup>. F.t.dim. D.  
**TY COZ** F.t.dim.  
23, rue St-Georges, 9<sup>e</sup>. TRU. 42-85  
**STEFANIA** 208-44-47  
33, bd Magenta, 10<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**LOUIS XIV** 236-48-88 - 236-19-90  
8, boulevard Saint-Denis, 10<sup>e</sup>.  
**LE TESSERAU** 754-93-30  
4, rue de l'École, 17<sup>e</sup>.  
**ST-JEAN-PIED-DE-PORT** F.t.dim.  
132, av. Wagram, 17<sup>e</sup>. Parking aux  
Frouvaires. 222-62-34 - 222-61-50  
**CAFÉ DE FRANCE** 288-34-38  
Palais des Congrès, Pte Maitiot, 17<sup>e</sup>.  
**LE GRAND VENEUR** 870-18-15  
8, r. P.-Demours, 17<sup>e</sup>. F.t.s. midi. D.  
**BOFFINGER** ABC 87-83  
1, rue de la Bastille T.l.j.s.

- MARABANJAN** 628-26-97  
72, bd Saint-Germain, 5<sup>e</sup>. F.t.dim.  
**ASSIETTE AU BOURG** T.l.j.s.  
Face égale St-Germain-des-Prés, 9<sup>e</sup>.  
**AISSA FILS** F.t.dim. et lund.  
5, rue Sainte-Buve, 6<sup>e</sup>. 548-97-22  
**BISTRO DE LA GARE** F.t.s.  
29, bd du Moulin-Vert, 8<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**CHEZ FRANÇOISE** 883-87-20  
Atréf. Invalides, F.t.dim. 703-89-83  
**AUBERGE DES DEUX SIGNES**  
48, rue Galvani, 225-66-56. F.t.dim.  
**CIEL DE PARIS** 89 F.t.dim.  
Tour Montparnasse 222-62-35  
**LA TAVERNE ALSACIENNE**  
284, rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>.  
**SAN FRANCISCO** 647-75-44  
1, rue Mirabeau, 19<sup>e</sup>. F.t.dim.

### DINERS - SPECTACLES

- MOUTON DE PARNASSE** 742-78-25  
1, rue de Valenciennes, 2<sup>e</sup>. T.l.j.s.  
**CHEZ VINCENT** NOB. 21-27  
4, rue Saint-Laurent, 10<sup>e</sup>. F.t.dim.  
**CHATEAU DE LA COENICRE**  
Bollolosse, aut. Ouess. à Bonnaillères

### ENVIRONS DE PARIS

- LE CONGRÈS** Pte Maitiot, 12 h à 4  
2 h. 2 h. mat 574-17-34  
80, av. Grande-Armée - SON BANU  
DYOUTIERS - POISSONS - Spéc.  
Viandes de BOURG grillées.  
**LA CLOSURE DES LIAS**  
172, boulevard de Montparnasse  
326-70-56 - 326-21-68  
Au piano : Yves Meyer  
**TERMINUS NORD** De nos jours  
294-48-72  
Boulevard de Montparnasse  
23, rue de Dunkerque (10<sup>e</sup>)  
**LE LOUIS XIV** 236-19-90  
8, bd St-Denis, 2<sup>e</sup>. F.t.dim.  
Lund. - mardi. HUITIÈRES, FROITS  
DE MER, Crustacés, Botanique.  
**NAVY CLUB** 88, bd Hôpital, 13<sup>e</sup>  
535-91-04 et 59-88  
De 19 h à l'aube. MENU 33 F  
Din. - Soupers 37/40 (et dep.)  
**DESSIRIER** T. ma. j. 324-74-16  
F. - s. 1<sup>er</sup>. Hôpital (13<sup>e</sup>)  
LE SPÉCIALISTE DE L'HUITRE  
Poissons - Spécialités - Grillades  
Tous les soirs  
**JULIEN** (jusq. 1 h. 30) (f.t.dim.)  
18, rue de St-Saint-Denis (10<sup>e</sup>)  
770-12-06  
**MERVELLE DES MERS**  
202-30-14 CHARLOT 1<sup>er</sup>. 322-47-08  
128 bis, boulevard de Clugny (13<sup>e</sup>)  
Son banc d'huitres - Poissons  
**LE PETIT ZINC** 14, place Clugny  
82-53-24  
SON BANC D'HUITRES  
Poiss. - Poissons - Vins de pays  
**WEDLER** 14, place Clugny  
82-53-24  
**LES VIEUX MÉTIERS DE FRANCE**  
13, bd Auguste-Bianqui (13<sup>e</sup>)  
T. 388-90-43 F.t.dim. et lund.  
Soupers aux chaudières - Pote gras  
Poissons - Huitres - Crustacés  
**LE MUNICHE** 27, r. de Buel, 6<sup>e</sup>  
623-62-69  
Choucroute - Spécialités

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24

- LA MAISON D'ALSACE**  
un bouquet de choucroutes  
**LA MAISON DES CHOUCRUTES**  
30, Champs-Élysées - 239-44-24  
**AU PIED DE COCHON**  
Le fameux restaurant des Halles  
Fruits de mer Grillades  
8, rue Coquillière - CEN. 11-73-4-  
**LE GRAND CAFÉ**  
BANC D'HUITRES  
POISSONS - GRILLADES  
4, bd des Capucines - O.F.P. 87-45

# RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 8 NOVEMBRE

**CHAÎNE I : TF 1**  
18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuilletton: Les Mohicans de Paris (n° 13); 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Jeu: L'inconnu de 19 h. 45; 19 h. 50, Tirage du Loto; 20 h. Journal.  
20 h. 35, Dramatique - Commissaire Moulin: L'instigateur (réal. F. Dupont-Midy)  
Quand le commissaire est le sorte de criminel et que, prisonnier à la place il parvient à remonter le filière d'un réseau de gangsters.  
22 h. Magazine: l'Enfer.  
Au sommaire de ce deuxième numéro: article Espagne qui nous restent: le détail de l'opération; l'homme de mots Roger Ponsard, secrétaire du syndicat C.G.T d'Espagne de France.  
23 h. Boxe Championnat d'Europe des poids moyens à Londres.  
23 h. 40, Journal.

20 h. 30, Sport: Football en direct du Parc des Princes (France-Espagne); 22 h. 20, Magazine médical: Les jours de notre vie (La sécurité des enfants à la maison).  
23 h. 5, Journal

**CHAÎNE III : FR 3**  
18 h. 30, Pour les jeunes; 18 h. 55, Tribune libre: Le parti républicain; 19 h. 20, Émissions régionales; 19 h. 55, Dessin animé; 20 h. Les leux.  
20 h. 30, FILM (un film, un auteur): CONTRE UNE POIGNEE DE DIAMANTS de D. Siegel (1974), avec M. Canna, D. Plassence, D. Sevrin, J. Vernon, J. Suzman  
Un secret secret britannique, dont le fil a été entortillé et que ses auteurs soupçonneraient d'être de même avec les romans, se bat tout seul pour sauver l'œuvre.  
Intrigue très - trop - compliquée et grand artisanat d'un spécialiste du film d'action.  
22 h. 10, Journal.

**CHAÎNE II : A 2**  
8 h. 35, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top-club; 20 h. Journal.

**FRANCE-CULTURE**  
18 h. 30, Feuilletton: «Nostradamus» (la collection); 19 h. 25, La science en marche: les molécules de la santé; la musique et les hommes: l'opéra et la sensibilité française par J.-M. Saliba; 22 h. 30, Nuits magiques: clés pour un théâtre-musée (opérations de la mémoire).

**FRANCE-MUSIQUE**  
18 h. 2, Jazz en direct de Châteaufort; 19 h. 5, Les grands orchestres de Washington, en direct avec M. Soumagnez;  
20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Élysées: «Le Corsaire» (Berlioz); Concerto pour violon et orchestre au ré majeur (Tchaikowski); «Concert pour orchestre» (Bartok), par l'Orchestre national de France Direction C. Dutoit avec E. Wita, Chung, violon; 23 h. Ouvert la nuit: le comédien dévot, de C. Sauter; 1 h. Douces musiques.

Indispensable à tous,



chez tous les Bureaux

JEUDI 9 NOVEMBRE

**CHAÎNE I : TF 1**  
12 h. 15, Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h. Journal; 13 h. 50, Objectif santé: les brûlures de l'enfant; 14 h. Les vingt-quatre jours; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Émission du Parlement: l'Assemblée nationale; 20 h. Journal.  
20 h. 35, Série: Les temps des As. de J.-L. Li-guier, réalisation C. Boissol, avec: B. Pradal, J.-C. Dauphin, C. Laurent; 21 h. 25, Magazine: l'Événement.  
22 h. 35, Journal.  
22 h. 45, FILM: LE BONHEUR d'A. Varda (1984), avec J.-C. Drouot, C. Drouot, M.-F. Boyer, P. Vecchiolo, S. Drouot, O. Drouot.  
Un jeune menuisier de Fontenay-aux-Roses tombe amoureux d'une jeune femme qui l'aime à tout prix sans jamais se laisser pour autant se laisser séduire. Un art de vivre malgré les drames de l'existence. Poétique, impressionniste et... déconcertant.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur): LA FEMME DE DIMANCHE de L. Comencini (1975), avec M. Mastroianni, J. Bisset, J.-J. Tringali, A. Reggiani, P. Caruso, M.-T. Albani, C. Cora, L. Volonghi.  
Au fil d'une enquête sur un meurtre, un inspecteur de police originaire du sud de l'Italie pénètre dans la haute société de Paris. Il entretient des rapports ambigus avec la femme d'un aristocrate.  
Adaptation fidèle d'un roman de Prati et Lucertini. Étude de mœurs et de la vie sociale. Mise en scène raffinée.  
22 h. 15, Journal.

**CHAÎNE II : A 2**  
10 h. Télévision scolaire.  
12 h. 35, Télévision régionale 13 h. 50, Feuilletton: Typhé et Tourteron; 14 h. Aujourd'hui madame (Les grandes voyagères); 15 h. 50, Série: Operation danger; 19 h. L'invité du jour: 19 h. professeur Léon Schwartzberg; 17 h. 55, Feuilletton: Les Mohicans de Paris (n° 14); 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Émission du Parlement: l'Assemblée nationale; 20 h. Journal.  
20 h. 35, Dramatique: Messieurs les jurés (L'affaire Montlaur), d'A. Franck, réalisation J.-M. Coldefy. Avec: M. Carrel, F. Legris, H. Couette.  
Roger Montlaur, a-t-il volontairement donné la mort à l'agent de maîtrise Paul Fontier, avec préméditation?  
22 h. 35, Journal.

**FRANCE-CULTURE**  
7 h. 2, Poésie: J.-P. Couz (et à 14 h. 18 h. 33 22 h. 50); 7 h. 2, Matinales; 8 h. Les chœurs de la connaissance... Kierkegaard, philosophe malgré lui; à 8 h. 32, Les maisons du soleil; à 8 h. 50, Le grenier à paroles; 9 h. 7, Matinale Héroïque; 10 h. 45, Questions en signés... A. O. Ford; 11 h. 2, Autour d'André Caplet; 12 h. 5, Aïnaï va le monde... Agora; 12 h. 45, Passions;  
13 h. 30, Remembrance des organes de France; 14 h. Un livre, des voix: «L'ÉPIQUE de la source», de P. Gougaud; 14 h. 47, Départementales: Balmat à Saclay; 16 h. 18 h. 30, Feuilletton: Nostradamus (le message d'outre-tombe); 19 h. 25, Les progrès de la biologie et de la médecine: le système génétique H.A.;  
20 h. Nouveau répertoire dramatique: «No man's land», de E. Pinter; Adaptation E. Kahane. Réalisation A. Lemaitre. Avec M. Louale, M. Teyssie, A. Dussolier, P. Santini; 22 h. 30, Nuits magiques: clés pour un théâtre-musée (l'œil du temps).

**FRANCE-MUSIQUE**  
7 h. 3, Questions musicales; 9 h. 2, Le matin des musiciens; 12 h. Musique de table; 12 h. 35, Jazz classique; Fats Waller révisité;  
14 h. 15, Musique en plume (Devogel, Anderson); 14 h. 35, Concerto pour basson et orchestre en mi bémol majeur (Bach); 18 h. 30, Musique rare; 17 h. Connexions: fanfarses et instruments à vent; 18 h. 2, Klosek; 19 h. 5, Jazz;  
20 h. 30, Cycle de musiques sacrées en direct de l'église Saint-Germain-des-Prés. War Requiem (Britten), par le Nouvel Orchestre philharmonique. Direction J.-P. Esquierdo. Avec J. Garcemans, soprano, R. Tessier, ténor, M. Philippa, baryton; 22 h. 30, Nuits magiques: clés pour un théâtre-musée (l'œil du temps); 1 h. Douces musiques.

D'une chaîne à l'autre

**JEUDI 9 NOVEMBRE**  
- M. Raymond Barre, premier ministre, est l'invité du petit déjeuner politique de France-Inter, à 7 heures.  
- Philippe Alexandre reçoit l'amiral Le Flohic, aide de camp du général de Gaulle, à l'occasion

**TRIBUNES ET DEBATS**  
- M. André Giraud, ministre de l'Industrie, est interrogé en direct de Bordeaux sur R.M.C., à 13 heures.

## APPRENEZ L'ARABE PAR LA RADIO

La Radiodiffusion de la République Arabe d'Égypte diffusera des leçons de langue arabe, à partir du 4 mars 1979, au cours de son programme français à destination de l'AFRIQUE OCCIDENTALE. Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir sans engagement de votre part - la série de livres de «L'ARABE PAR LA RADIO», livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à:

**L'ARABE PAR RADIO**  
B.P. 325 - LE CAIRE - REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE  
N.B. - Prière de citer votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

«Prix clés en main au 15.3.78, modèle 79.»



**AUSTIN ALLEGRO 6CV**  
23.600 F\*  
Venez l'essayer!  
Austin Leyland  
Chéz votre concessionnaire Préfère les huiles TOTAL

# SPORTS

## VOILE

### LA « TRANSAT » EN SOLITAIRE

#### Coups de vent, avaries et pannes de gouvernail

Les premières journées de la course transatlantique en solitaire sont marquées par de nombreux incidents et accidents qui provoquent des abandons. Le mauvais temps s'est mis de la partie.

Philippe Poupon (France), skipper de *Saint-Malo-Poissin-Pitre* (ex-*Vendée-III*), fait route vers un port des Açores pour y réparer son gouvernail automatique, la partie immergée de celui-ci ayant été endommagée lors d'un fort coup de vent au sud d'Ouessant, mardi matin 7 novembre. Yvon Fauconnier (France), à bord du trois-mâts *Lia-Agée* (ex-*Vendée-13*) était pour sa part arrivé à Brest mardi matin, et devait en repartir mercredi. Il était lui aussi en panne de gouvernail.

Lundi, le trimaran *Synthese*, barré par Jean-Pierre Millet

(France) avait heurté une épave au large de Fortsal, non loin de la carcasse de l'*Amoco-Cadiz*. Un des puits de dérive du bateau avait été détaché (le voilier de Jean-Pierre Millet est équipé de deux dérives, une par flûteur) et le concurrent a dû relâcher à l'aber Wrach (Finistère).

Le groupe de tête de la course se trouvait, mardi, au sud du cap Finistère (la pointe nord-ouest de l'Espagne). Dans ce groupe figuraient notamment Olivier de Kersauzon (*Erizer-IV*, France), Alain Colas (*Mansueta*, France), Michael Birch (*Olympus-Photo*, Canada), Philippe Weil (*Rogue-Wave*, U.S.A.), Marc Pajot (*Pau-Ricard*, France) qui a pu colmater la voie d'eau provoquée par une collision le jour du départ, et Michel Malinovsky (*Erizer-V*, France).

## POLICE

### Polémique entre la fédération du P.C. de la Somme et le syndicat C.G.T. de la police nationale

De notre correspondant

Amiens. — Une polémique s'est engagée entre le syndicat C.G.T. de la police nationale et la fédération du parti communiste de la Somme, après l'interpellation, le 27 octobre, à 2 heures 30, d'un jeune militant du P.C. à Amiens, M. Bruno Fraochini.

Selon le parti communiste, une patrouille de policiers, dont l'un avait un revolver au poing, s'est approchée de la voiture de M. Fraochini, qui roulait rue au Lin. Un policier a giflé le jeune homme. L'automobile a ensuite été fouillée. « Cette agression, souligne le P.C., est préoccupante, car elle n'est pas isolée et elle a été commise comme beaucoup d'autres, de sang-froid. Elle pose la question de la liberté des citoyens de se déplacer et celle de leur sécurité. *Chaum* est en droit d'attendre de la police qu'elle assure la sécurité des citoyens et non pas qu'elle la mette en cause. » La police, qui a ouvert une enquête, a fourni une autre ver-

sion des faits : une station-service ayant été cambriolée peu de temps auparavant, les voitures étaient contrôlées. Une patrouille, dont l'un des agents avait effectivement un revolver au poing qu'il venait de remettre, vérifia les papiers d'identité du conducteur et de son passager et regarda à l'intérieur de la voiture s'il n'y avait rien de suspect. Tout cela s'est déroulé sans incident.

Cette version des faits est pratiquement confirmée par le syndicat C.G.T. de la police nationale, qui « ne peut admettre que l'on tente d'assomier une interpellation nocturne routinière, faisant suite à un cambriolage d'une station-service perpétré quelques instants auparavant, à une agression caractérisée d'une organisation politique ». Les policiers C.G.T. estiment que la prise de position du P.C.F. « pourrait faire penser à la population qu'il s'agit d'une affaire de corruption organisée, alors qu'il n'en est rien, et il n'y a pas de racisme anti-communiste de façon systématique de la police amiénoise », ajoutent-ils.

## RUGBY

### Des mesures contre le jeu brutal

Vingt-neuf joueurs expulsés en cinq journées de championnat : le jeu dur, violent, continué de faire des ravages sur les terrains de rugby cette saison. À tel point que le docteur Alain Monlon, président du club de deuxième division de Libourne, a démissionné de ses fonctions pour protester contre la recrudescence de la brutalité : « Mes garçons ont peur chaque dimanche, écrit-il pour expliquer son geste, non pas de l'engagement physique inhérent au sport qu'ils aiment, mais de la brutalité caractérisée, brutale, qui a pour but de « descendre » ou les joueurs désignés comme le match comme coupable, par leur talent, de faire gagner leur équipe. »

Il faut agir. Je vois prendre des mesures draconiennes. Tant pis s'il y a des gens qui se plaignent après », vient de répondre le président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), M. Albert Ferrasse, qui déplore lui aussi « l'augmentation du jeu dur ». Il envisage donc une sévérité renforcée : « Jusqu'à présent, je ne voulais pas trop m'immiscer dans ce problème. Mais s'il le faut, je vais désigner des délégués sportifs, qui n'auront plus peur de suspendre immédiatement des joueurs après le match. Actuellement, les délégués, le match terminé, subissent des pressions. Quant aux responsables de la dégradation de la mentalité des joueurs, M. Ferrasse estime que les dirigeants des clubs et les éducateurs « sont les premiers responsables, car ils font tout pour faire monter la température, et les joueurs écoutent ce qu'on leur dit. Il est quand même curieux que, lorsque l'équipe de France française de rugby (F.F.R.), M. Albert Ferrasse, qui déplore lui aussi « l'augmentation du jeu dur ».

Il envisage donc une sévérité renforcée : « Jusqu'à présent, je ne voulais pas trop m'immiscer dans ce problème. Mais s'il le faut, je vais désigner des délégués sportifs, qui n'auront plus peur de suspendre immédiatement des joueurs après le match. Actuellement, les délégués, le match terminé, subissent des pressions. Quant aux responsables de la dégradation de la mentalité des joueurs, M. Ferrasse estime que les dirigeants des clubs et les éducateurs « sont les premiers responsables, car ils font tout pour faire monter la température, et les joueurs écoutent ce qu'on leur dit. Il est quand même curieux que, lorsque l'équipe de France française de rugby (F.F.R.), M. Albert Ferrasse, qui déplore lui aussi « l'augmentation du jeu dur ».

## BOXE

### Gratien Tonna battu par abandon à Londres

Londres. — Gratien Tonna, qui fut le deux reprises champion d'Europe des poids moyens, n'a pas réussi, mardi 7 novembre, à l'Empire Pool de Wembley, à reconquérir le titre que détenait, quoiqu'il soit toujours l'Anglais Alan Minter. Il a fait mieux du plus mal : sa sixième round, les deux poings en l'air, il a signé sans raison valable qu'il abandonnait, donnant une piètre image de

la boxe française qui avait été accueillie d'une manière martiale sur le ring par le Marseillais, avec dégoûtement du drapeau tricolore. Déjà, contre Rodrigo Valdés, au Parc des Expositions de la porte de Versailles, le 30 novembre 1974, et contre Carlos Monzon, à l'Hippodrome de la porte de Fontenay, le 13 décembre 1975, Tonna s'était « couché » en simulant le K.O.

### La route du toboggan

#### De notre envoyé spécial

Jacopo... qui avait envoyé l'hôpital de Bolognese, puis, hélas ! au cimetière. Un écrivain contre un tueur : on imagine le genre de littérature publiée hier encore par les gauches anglo-saxonnes, les deux allie un climat de meurtre au déchaînement des coups, la boxe devient le plus indéfendable des sports.

#### « Il est carbonisé »

L'Empire Pool de Wembley, avec ses 10 000 spectateurs grands experts en matière de pugilisme, sa tâche à accomplir, son speaker en smoking comme jadis Berretrot, les lassés lancés des cœurs par des voix cavernes, nous rappelle le défilé de l'ère d'or.

Lorsque, à 21 heures, Gratien Tonna franchit les cordes du ring, il fut accueilli sans manifestation particulière. Mais quand vint le tour de Minter, ce fut du délire. Le boxeur anglais, âgé de 32 ans, qui a épousé la fille de son manager et vit en père de famille dans le Sussex, jouit, en effet, d'une grande popularité et les encouragements qu'il recevait étaient manifestement destinés à effacer de son esprit la tragédie qui l'avait bouleversé et avait failli lui faire abandonner la boxe.

Dès le premier round, on s'aperçut tout de suite que Tonna ne cherchait que la bagarre de rues. Avec son masque lippu et ses épaules de démantoir, il était l'incarnation de la force sauvage. Les accrochages commencent dès le deuxième round et se multiplient dans la troisième reprise, où Tonna allait à terre sur un gauche donné par Minter dans des conditions illégitimes. Après le gong nous a-t-il semblé, son visage de réticelle en sang, Tonna « pavoisait » au quatrième round, qui le voyagera, se réfugier dans des corps à corps et « tenir » malgré les objurgations

de l'arbitre belge. Cependant, Minter, ayant toutes les peines du monde à se dégarer pour combattre à distance, répliquait par la violence à la violence.

On constatait clairement alors que Tonna, qui distribuait sporadiquement de terrifiantes droites — dont l'une allait couper le nez de Minter, — n'était absolument pas entraîné. « Il est carbonisé », disait derrière nous Jean Bretonnel, le dernier des grands managers fr à ce jeu. Au cinquième round, le Marseillais osait un geste qui soulevait l'indignation générale : les bras ballants, il donnait délibérément, o m m e pour marquer un but au football, un coup de tête à son adversaire. Celui-ci s'arrêta, surpris, mettait son gant sur sa tempe mais, bientôt, lui dévrait une grille de coups à démolir un boeur. Tonna n'en était pas moins debout au sixième round, trois secondes avant le gong. Là-dessus, un beau milieu d'ultime épuisé, brusquement, Tonna levait ses deux gants au-dessus de la tête pour amnistier regagner son coin et se faire le front de mmeceur l'arbitre.

Un abandon pareil, sans motif valable : vous entendez d'ici les clamours de la multitude. Tonna, furieux, était allié à mort, tandis que son vainqueur, radieux, avait effacé ses fantasmes macabres, était porté en triomphe. La route de Minter s'ouvre maintenant sur le championnat du monde. La route de Tonna est celle du toboggan.

OLIVIER MERLIN.

**LE MONDE**  
 met chaque jour à la disposition  
 de ses lecteurs des rubriques  
 d'annonces irrémédiables.  
 Vous y trouvez peut-être  
**LES BUREAUX**  
 que vous recherchez.

**MSL**  
 73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS Tél. 266.04.93  
 11, Place A. BRIAND 69003 LYON Tél. (78)82.08.33

**Chef des Achats**  
 130/150.000F Instrumentation  
 Filiale d'un groupe de taille européenne, une société française employant plusieurs centaines de personnes et spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de systèmes de mesure à base optique de très haute technicité, recherche le responsable de son service achats. Dépendant du directeur général, responsable d'un budget de plus de 30 millions de francs, le titulaire du poste procédera à un véritable marketing national et international permettant de trouver les meilleures sources (qualité, prix) des matières premières nécessaires à la fabrication des produits. Ce poste sera confié à un spécialiste des achats familiarisé avec les domaines électronique, mécanique et optique, parlant anglais et connaissant les marchés étrangers. Poste, en proche banlieue, susceptible d'évoluer à court terme vers des responsabilités très étendues. Ecrire à B. Mangou, Réf. B.2294.

**Young Financial Controller**  
 International Career  
 Our client is a successful industrial group with world wide interests - consolidated sales exceed dollars 1,5 billion. They have decided to recruit a talented and commercially minded qualified accountant who has already shown his growth potential. The initial assignment based in Paris in an internal audit department and requiring considerable mobility within Europe should lead within a few years to a position as controller in foreign operations. Candidates, preferably of British nationality, should have at least 2 years post qualifying experience, if possible gained in an international environment. A working knowledge of French will be required and this will be rapidly developed to fluency level. Excellent prospects for personal and career development exist within the group. Initial salary will be negotiable and competitive. Send full details (in French) to A. Leclercq, Réf. B.8101.

**Assurances Responsabilité Civile**  
 Paris  
 Une société française (plus de 50 personnes - chiffre d'affaires en progression constante de plus de 25% l'an) disposant d'une organisation internationale de courtage, spécialisée dans les assurances toutes branches destinées aux entreprises de niveau national et international, recherche un spécialiste assurances responsabilité civile, faisant partie d'une équipe de professionnels, mais agissant dans le cadre d'une large autonomie. Le titulaire du poste sera le conseil de ses clients, évaluera les risques, construira et rédigera les contrats, assistera les commerciaux dans les négociations avec les assurés, placera les risques dans les compagnies d'assurances, gèrera les sinistres et suivra la totalité des affaires dont il aura la charge. Ce poste sera confié, de préférence, à un juriste (licence ou doctorat en droit), âgé de 25 ans minimum, ayant déjà une expérience de l'assurance en responsabilité civile, acquise soit dans un cabinet soit dans une compagnie d'assurances, soit dans une grande entreprise. Poste à pourvoir à Paris, nécessitant de courts déplacements. Une certaine connaissance de l'anglais est utile. Ecrire à MSL sous référence M.183.

**Ingénieur Technico-Commercial**  
 Sidérurgie Paris  
 Un groupe français de taille européenne (2.500 personnes, chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de francs) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits réfractaires (en France et à l'étranger) recherche un ingénieur technico-commercial pour son département sidérurgie-acierie. Agissant en tant qu'appui du commercial, le titulaire du poste étudiera les spécifications de la clientèle, proposera les solutions techniques et économiques les mieux adaptées, instruera tous litiges en considérant la qualité et le choix du produit, tiendra à jour les archives et la documentation et participera aux divers congrès et commissions à vocation réfractaire. Le poste sera confié à un ingénieur, âgé d'au moins 35 ans, ayant une expérience de 5 ans minimum dans la sidérurgie (acierie, stade du liquide) parlant anglais et, si possible, une autre langue, acceptant de voyager dans le monde entier 50% de son temps. Base Paris, voiture de fonction, avantages divers et avenir assuré dans groupe en expansion pour un technicien de haute compétence. Ecrire à B. Mangou, Réf. B.2295.

**VENTE à VERSAILLES**  
 M<sup>rs</sup> P. et J. MARTIN, C-E, sas, 3 Imp. Cheval-Légers - Tél. 950-58-08  
 SAMEDI 11 NOVEMBRE, 14 heures  
 HOTEL DES CHEVAUX-LÈGERS  
 LIVRES Anc. et Mod. Illustrés  
 GALERIE DES CHEVAUX-LÈGERS  
 Coll. d'un critique d'art  
 TABLEAUX MODERNES  
 Exposition vend. 14-18 h., sam. 10-11 h. 30

**VENTE à VERSAILLES**  
 NOMBREUX BIJOUX  
 ARGENTERIE des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>  
 OBJETS DE CULTE HEBRAÏQUE  
 BRONZES, FAÏENCES et PORCELAINES 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>  
 SIÈGES ET MEUBLES ANCIENS  
 à VERSAILLES - 4, rue Rampeau  
 DIMANCHE 12 NOVEMBRE à 14 heures  
 M<sup>rs</sup> G. BLACHE, commissaire-priseur,  
 Tél. 950-55-08 et 951-22-95  
 Exposition : Vendredi et samedi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

**VENTE à VERSAILLES**  
 M<sup>rs</sup> Paul et Jacques MARTIN, commissaires-priseurs associés,  
 3, Impasse des Cheval-Légers - Tél. 950-58-08  
 PALAIS DES CONGRES  
 DIMANCHE 12 NOVEMBRE à 14 heures  
 IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS  
 BOUCHER - FRAGONARD - HUBERT ROBERT - POUSSIN  
 BONGNON - DAVID - INGRES, etc.  
 OBJETS D'ART et d'AMEUBLEMENT  
 des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, EMPIRE et époque CHARLES X  
 Commande Louis XV estampe CHARLES X  
 Table à volants de Canapé  
 TAPISSERIE de BRUXELLES fin 18<sup>e</sup>  
 Exposition vendredi et samedi

**VENTE à VERSAILLES**  
 HOTEL DES CHEVAUX-LÈGERS  
 DIMANCHE 12 NOVEMBRE 1978  
 Matin, 10 h. : COLLECTION DESSINS du 19<sup>e</sup> - TABLEAUX ANCIENS  
 19<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> - FAÏENCES et PORCELAINES  
 Après-midi, 14 h. : OBJETS D'ART - SIÈGES ET MEUBLES ANCIENS  
 TAPISSERIES  
 M<sup>rs</sup> CHAPPELLE, PERRIN, FRAGONARD, commissaires-priseurs, 950-55-08 et 951-22-95  
 Expo. : Vend. 10, 14 à 18 h. - Sam. 11, 10 à 12 h. et 14 à 18 h.

**MARRAKECH**  
 Chaque week-end!  
 pour 1.190 F du 03/11 au 10/12 78  
 (hôtel catégorie tourisme, 1<sup>er</sup> 2<sup>e</sup> pension et transferts)  
 Vendredi : décollage Orly 19 heures.  
 Dimanche : arrivée Orly 23 heures.

**TRECA**  
**CAPELOU**

سكس اهل

# LA PRÉPARATION DES JEUX OLYMPIQUES DE 1980

## Les grandes espérances politiques de l'U.R.S.S.

Moscou. — « Les Jeux olympiques chez nous, c'est la nationalisation de l'esprit d'Éléus », assure tout uniment M. Protopov, l'un des principaux responsables de l'organisation des Jeux à Moscou. Il ajoute : « Certains, dans différents pays, organisent de scandaleuses campagnes de boycottage. Ces ennemis des progrès recourent au mensonge et au chantage. Ils méprisent l'aspect profondément humain de l'olympisme. Il est essentiel que cette entreprise soit menée au début et que les Jeux soient un grand succès. »

De fait, les Soviétiques fondent manifestement de grandes espérances sur la confrontation sportive de 1980, pour des raisons qui relèvent à la fois de la politique intérieure et de leur stratégie internationale.

Sur le plan intérieur, les autorités attendent d'une vague de succès soviétiques, minutieusement et intensivement préparés, un sursaut de fierté nationale dont le parti communiste et le régime seraient les principaux bénéficiaires. Tout en soulignant la côté à compétition internationale des Jeux olympiques, les voix officielles s'apprêtent à exalter dans l'opinion publique, on le voit en tient lieu en régime socialiste, l'orgueil que devrait logiquement susciter les nombreux lauréats prévisibles des athlètes soviétiques. Les responsables du sport en U.R.S.S. comptent ainsi administrer à leurs contemporains occidentaux la démonstration que la vieille opposition entre sport d'élite et sport de masse est un faux débat qui n'existe qu'en régime capitaliste.

Sur le plan international, d'autre part, tout est mis en œuvre pour que l'U.R.S.S. présente aux Jeux de Moscou et à l'échelle mondiale avant l'échéance de 1980 la contestation la plus voyante, en jouant alternativement du libéralisme à la sauvette et de la répression musclée. Quant à la ville de Moscou, elle fait collecter pour de longs mois, avec un effort particulier en faveur des nombreuses et merveilleuses églises du Kremlin : peintures, fresques, fresques restaurées par les meilleurs spécialistes, compoés et achetés à haute responsabilité, finalement à prix d'or, d'une époque de métal précieux.

Ces efforts en direction de l'opinion étrangère à toutes les limites. Ainsi, aucune autorisation exceptionnelle de circulation ne sera accordée aux envoyés spéciaux qui souhaiteraient mettre à profit leur séjour pour faire des reportages sur tel ou tel aspect de l'Union soviétique : ils n'auront le droit de se rendre, et

pour une durée strictement limitée à celle des épreuves et cérémonies, qu'à Moscou et dans les villes où se dérouleront les éliminatoires : Leningrad, Kiev, Minsk.

Soud, pour ne pas être véritablement hantés, des responsables de l'organisation des Jeux de 1980 : être prêts à temps, « Montrez-nous votre ce qu'il ne faut pas faire à cet égard », explique l'un de ces responsables, qui a fait plusieurs séjours dans la grande cité québécoise. Sans doute les autorités soviétiques sont-elles à l'abri des grèves qui, parmi d'autres causes, avaient notablement retardé la construction de la cité olympique canadienne. Tout est mis en œuvre pour que les installations grandioses dont l'U.R.S.S. a jusqu'à présent se doter pour 1980 soient achevées en temps voulu, jusque dans leurs moindres détails : on devine, au Kremlin, les commandements martinaqués qui, en Occident, saigneraient tous retard.

De fait, lors de la dernière réunion du Comité olympique international, à Athènes, le dossier présenté par les Soviétiques sur l'état d'avancement des travaux semble avoir donné toute satisfaction.

« Le détail pacifique des Jeux olympiques », assure avec superbe M. Vladimir Pronyslov, maire de Moscou. Le terme n'est pas exagéré : la préparation de cette manifestation, dans toute l'Union soviétique, à une véritable mobilisation populaire. Le symbole des Jeux olympiques, dont le graphisme combine les couleurs nationales soviétiques, la silhouette d'un gratte-ciel de l'ère stalinienne et l'inévitable étoile rouge, orne des millions de badges, d'affiches, de brochures, de porte-cartes, et jusqu'aux portes des autobus de la capitale soviétique. L'ourson débarras des Jeux, « Michka », est fabriqué par millions d'exemplaires, en bois en plastique, en métal, et son sourire alterne sur les placards officiels avec les mines — plus sévères — de Marx, de Lénine ou de M. Brejnev. Des appels à l'entraide et au bonnet d'oreilles et déjà, en anglais, l'inscription : « Transporteur officiel des Jeux olympiques ». De nombreux discours, des articles des journaux, des émissions de radio, des conférences diverses, font référence à la grande rencontre de 1980. Des expositions sur la préparation des Jeux sont organisées en ville et à l'étranger. Bref, plus d'un an et demi avant l'échéance de juillet-août 1980, l'U.R.S.S. donne l'impression de vivre déjà à l'heure des Jeux.

En tout cas, la capitale soviétique et ses environs immédiats se sont peuplés d'immenses chantiers. L'aéroport international de Chermakovo est en train de se doter, avec le concours d'une firme de la République fédérale d'Allemagne, de nouvelles installations, plus modernes et mieux adaptées à l'afflux de visiteurs étrangers par les Jeux : on attend cent mille étrangers et autant de spectateurs, athlètes, journalistes et accompagnateurs venus de l'intérieur de l'Union soviétique.

### Une véritable ville nouvelle

Le chantier, ou plutôt le groupe de chantiers, le plus spectaculaire est bien entendu celui de la cité olympique elle-même, où l'agglomération des bâtiments où seront logés les athlètes et leurs accompagnateurs ou des installations sportives proprement dites. Le « village olympique » n'a d'autre de village que le nom : il s'organise autour d'un ensemble de dix-huit grands immeubles, dont certains comportent onze étages, qui consistent en réalité une véritable ville nouvelle. Et pour cause ! Les bâtiments ainsi construits, qui comportent essentiellement des appartements de 6 à 8 et 10 pièces, seront, après le départ de leurs bien provisoires locataires, utilisés comme logements permanents pour la population. Ils ont été conçus dans cette perspective, et les autorités ne manquent jamais une occasion de souligner que leur destination finale doit rendre plus légers sans cesse de la population. L'importance des sacrifices financiers qu'impose leur construction. « Quand nous avons annoncé que les Jeux olympiques avaient pour lieu à Moscou », ajoute le maire de la capitale soviétique, de nombreux responsables de la construction ont eu peur que celle-ci n'enregistre un sérieux coup d'arrêt. J'espère qu'ils sont aujourd'hui rassurés. » La crise du logement, en effet, est

loin d'avoir été totalement résolue.

De même pour les installations sportives. Parmi celles-ci : plusieurs piscines, un plan d'eau géant qui servira aux régates, un court des sports de glace de 40 000 places (qui pourrait être divisé après les Jeux en deux bâtiments de 20 000 places « seulement »), ainsi qu'une très grande salle pour le basket, le volley et le hand-ball, que son architecture spectaculaire fait déjà surnommer « le crabe » par ceux qui travaillent sur le chantier, et un stade de 110 000 places, où auront lieu les cérémonies d'inauguration et de clôture, ainsi que les matches de football après les éliminatoires de Leningrad, Kiev et Minsk. Chaque unité aura sa propre salle de presse. De plus, un grand bâtiment central sera réservé aux journalistes. Aux fins de retransmission par les canaux normaux et par satellite, une tour émettrice de télévision a été édifiée, à l'échelle du gigantisme général, puisqu'elle culmine à 533 mètres. Il est vrai que la monovision assurera aux Jeux de Moscou un public potentiel de deux milliards et demi de téléspectateurs.

Des salles de spectacles, de concert, sont également édifiées pour permettre aux troupes et aux orchestres soviétiques d'assurer la « partie culturelle » du programme des Jeux. Quant à la capacité hôtelière de Moscou et de ses environs immédiats, elle doit être accrue de quelque 27 000 lits d'ici à 1980. Un ensemble de cinq bâtiments de dix étages, édifiés au cœur d'un parc de 200 hectares, constituera le plus grand complexe hôtelier du monde (10 000 lits).

Les dépenses liées à l'hôtellerie représenteront, si les estimations soviétiques actuelles se vérifient, environ 60 % du total, dont le

chiffre est pour l'instant de l'ordre du milliard de roubles (1). Le centre administratif des Jeux et la salle des ordinateurs, où seront notamment centralisés et contrôlés tous les chronométrages, devraient coûter à eux seuls environ 120 millions de roubles. Malgré cet immense effort financier, dont la vente des différents droits et de quelques six millions de billets d'entrée aux spectateurs des différentes épreuves sportives ne couvriront qu'une partie, un certain nombre de visiteurs devront être logés dans l'immense cité universitaire de Moscou, qui, en juillet, sera vide. De vastes terrains de camping sont également en cours d'aménagement.

L'afflux considérable de ces visiteurs de toutes nations donnera-t-il lieu à un renforcement du dispositif policier de la capitale, qui n'est pas réputé pour sa légèreté ? M. Pronyslov prend son air le plus déboussaillé pour expliquer : « Chez nous, il n'y a pas de problème de délinquance ou d'insécurité dans les rues. Bien que Moscou soit une très grande ville, il n'y a pas de raison pour que cela change. »

Mais les événements de Munich, en 1972, ne relèvent tout de même pas de la criminalité ordinaire ? « Nous veillerons à ce que la violence ne soit pas importée chez nous à l'occasion des Jeux olympiques », répond le maire de Moscou avec un sourire.

Reste à savoir comment la pléiade U.R.S.S. et sa bureaucratie pour le moins latitante — absorbera le choc de ces deux cent mille « Martiens » dont elle s'apprête à accueillir, à agrémenter et à canaliser la pacifique et provisoire invasion.

BERNARD BRIGOULEIX.

(1) Le cours officiel du rouble est actuellement fixé à 6,70 F environ.

## Les prisons de Lake-Placid

Lake-Placid (A.P.). — Les athlètes des Jeux olympiques d'hiver qui se dérouleront à Lake-Placid en février 1980 vont avoir — involontairement — un aperçu de la vie dans les prisons américaines : Le village olympique, qui doit les accueillir pendant toute la durée des Jeux, a été prévu pour servir ensuite de prison fédérale. Et dans un certain sens, les sportifs seront même moins bien traités que les futurs « résidents », puisqu'ils seront mille huit cents à y habiter, tandis que le nombre de prisonniers ne devrait pas dépasser cinq cents.

Cette prison, dont la construction est au point de s'achever, a d'ailleurs un aspect très particulier, rassemblant moins à une centrale qu'à une école moderne, constituée de petits immeubles très joliment décorés. Toutefois, elle a obtenu une controverse aux États-Unis. Un groupe d'opposants au système carcéral, qui voit dans les Jeux olympiques un excellent moyen d'exposer ses thèses, s'efforce d'empêcher cette reconversion.

Comment l'administration Carter, demande M. Brian Wilson, le chef de file de ce mouvement, elle qui fait campagne pour les droits de l'homme, peut-elle accepter de transformer ce symbole d'harmonie universelle en prison pour les Noirs et les Portoricains ? Ces opposants estiment que la construction de cette « prison olympique » est en contradiction avec la loi fédérale qui stipule que les prisons doivent être construites aussi près que possible du lieu d'origine des prisonniers.

Les organisateurs ne sont évidemment pas de cet avis. Ils mettent en avant les avantages de leur projet : la « main-d'œuvre » apportée après les Jeux le prison constitueront un bienfait pour une économie locale en pleine dépression ; en outre les athlètes jouiront d'une sécurité exceptionnelle, le C.I.O. (Comité international olympique) voulant prévenir un éventuel désastre tel que celui qui a ensanguiné, en 1972, les Jeux de Munich, où douze membres de la délégation israélienne avaient été tués par les terroristes. Reste que la décision de construire une telle prison olympique vient de la convergence des besoins des organisateurs des Jeux et du bureau fédéral des prisons.

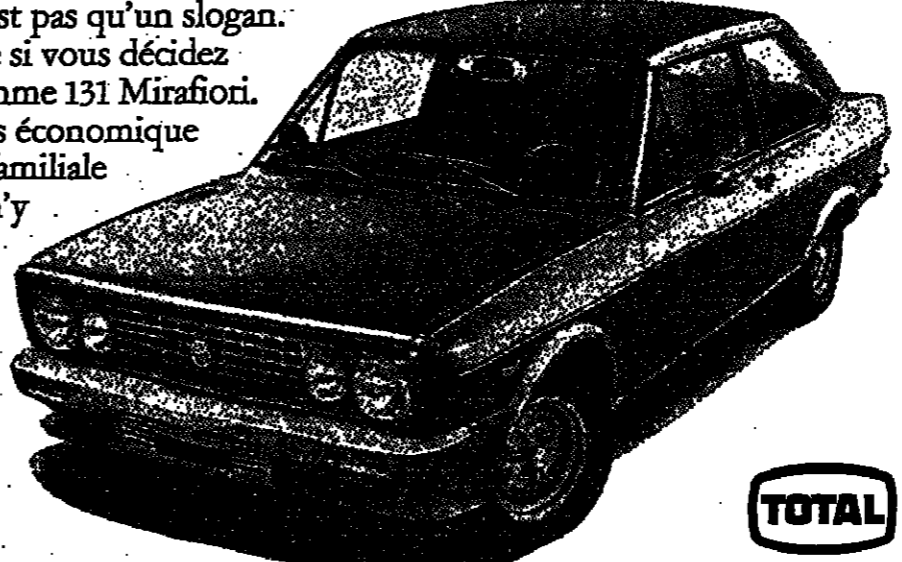
Le petit village de Lake-Placid, choisi en 1974, ne voyait pas très bien comment rentabiliser après les Jeux le village qui, naturellement, est reconverti en appartements. Ces logements n'auraient pas trouvé suffisamment d'utilisateurs dans une région très faiblement peuplée. Un membre du Congrès, M. Robert McEwen, du parti républicain, s'en est rendu compte, et a alors cherché un site pour une prison destinée aux jeunes criminels, et suggéra aussitôt de profiter de l'occasion. Si certains habitants sont hostiles au projet, la majorité ne fait pas objection. Quel qu'il en soit on voit mal le bureau fédéral des prisons, qui a d'ores et déjà investi 22 millions de dollars (94 millions de F.) dans l'opération, revenir aujourd'hui sur sa décision.

CHAUVE



# Nouvelle victoire de Fiat au Tour de Corse.

Pour Fiat les années se suivent et se ressemblent. Déjà vainqueur en 77, Fiat réédite son exploit en 78. La solidité pour gagner, ce n'est pas qu'un slogan. Vous vous en rendez compte si vous décidez de conduire une Fiat de la gamme 131 Mirafiori. Vous avez le choix — de la plus économique à la plus luxueuse, de la plus familiale à la plus sportive. En tout, il n'y a pas moins de 10 modèles à partir de 26 250 F, clés en main. Nouveauté 79, la 131 Racing: moteur 2 litres, 2 A.C.T., 5 vitesses, 115 ch (DIN).



**FIAT** **TOTAL** **PIRELLI**

Fiat 131 Mirafiori : la solidité pour gagner.

Venez essayer le CAD

**TRECA**

CAD le sommier à mécanisme électrique ne demande aucun effort pour faire monter ou descendre les deux matelas de 16 ensemble, ou séparément.

EXPOSITION ET VENTE 32, AV. DE LA REPUBLIQUE - PARIS 13<sup>e</sup> - Métro Parmentier - Parking ouvert

**CAPELOU** DISTRIBUTEUR

TÉL. 357.46.35.

AGENCIEMENT

33 rue de la République

01 23 45 67 89

01 23 45 67 89

01 23 45 67 89



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	62,82	OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
IMMOBILIER	11,00	12,58	DEMANDES D'EMPLOIS	8,00	8,88
AUTOMOBILES	32,00	36,61	IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61	AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24	AGENDA	21,00	24,02

**ANNONCES CLASSEES**

REPRODUCTION INTERDITE

**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE  
DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS  
recherche des

**CHEFS DE PRODUITS**

pour transistors de puissance - M.O.S. - bipolaires, etc...

- Les candidats (tes) seront responsables de la stratégie produits :
- définition des nouveaux produits et de leurs marchés
- définition quantitative des objectifs
- définition des stratégies de prix en fonction des objectifs de pénétration
- mise en forme des arguments de vente pour permettre la promotion des produits
- prévision des rentrées de commandes et facturation
- négociations des spécifications avec les clients
- support technique sur ces produits.

Les candidats (tes) devront avoir un bon contact, un sens aigu de la communication et de la négociation pour les relations avec les différents services de la Société.

Une expérience d'ingénieur d'Etudes sur ces produits et de marketing d'au moins 5 ans est vivement souhaitée.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V., photo prêt, de salaire, date de disponibilité sous Référence SC/1178/867 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 Villeneuve-Loubet Tél : (93) 20.01.01.

**IMPORTANT CONSTRUCTEUR**  
recherche

**INGENIEUR D'ETUDES DE TURBO-MACHINES**

- Le candidat aura nécessairement la pratique des calculs de turbo-machines soit pour avoir pratiqué industriellement ceux-ci, soit pour avoir reçu une formation supérieure spécialisée.
- Intégré à un département responsable des conceptions, suivis, essais, prix de revient, il sera capable, en outre, d'appréhender ces concepts et d'orienter l'évolution de son produit.

Ecrire avec C.V. sous réf. 32109 S, à :

**BOSSARD SELECTION**  
«Centre Vaubans 201 rue Colbert 59800 LILLE

**groupe pierre fabre**  
2.000 personnes, dont 400 cadres, en France et dans ses 5 filiales étrangères, le groupe Pierre Fabre est l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques et cosmétologiques français. Le responsable de notre division cosmétologie France cherche, pour CASTRES dans le Tarn, un

**Directeur de département**

C'est un homme qui maîtrise bien l'ensemble des techniques de commercialisation. C'est aussi un bon animateur et un gestionnaire. Il a 35 ans minimum et une solide formation de base. E.S.C. E.S.S.E.C Il a de préférence l'expérience de la commercialisation des produits cosmétologiques en pharmacie. Dynamique, créatif, il élabore sa politique commerciale, met en place les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs. Il gère son budget tout en contrôlant l'activité de ses collaborateurs. Ce poste offre des perspectives de carrière au sein de notre groupe en pleine expansion tant en France qu'à l'étranger. La rémunération annuelle est de haut niveau et directement liée aux résultats. Adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil Jacques TIXIER, à PARIS, sous la référence 103 LM

**jacques tixier s.a.**  
7 rue de logelbach 75017 paris  
24 rue de metz 31000 toulouse

**LA CAISSE REGIONALE CREDIT AGRICOLE MUTUELLE DE LA MOSELLE**  
recherche

pour son siège social et ses agences

**JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

désireux de faire carrière dans le domaine commercial.

Adresser offre manuscrite, curriculum vitae, photo au Service du Personnel, 66-68, av. André-Maireux, 57015 METZ CEDEX.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

**296-15-01**

Laboratoire Pharmaceutique en pleine expansion, appartenant à un Groupe multinational cherche pour son usine située dans le Val-de-Loire

**UN PHARMACIEN (Hme ou Fme)**

Chef de fabrication

Une expérience professionnelle minimum de 3 ans est nécessaire, ainsi que le sens de l'organisation et des contacts humains.

Anglais lu obligatoire. Poste à pourvoir rapidement. Env. C.V. dét. man., prêt. HAVAS BLOIS n° 711162.

**promotion immobilière**  
cadre haut niveau  
LILLE

Société de promotion immobilière d'importance nationale recherche pour son implantation de LILLE un cadre haut niveau, formation : X, Centrale ou diplôme d'études supérieures (HEC, Droit, Sciences Po.), accompagné d'une expérience professionnelle. Il sera l'adjoint du Directeur Régional et aura la responsabilité de la recherche d'opérations nouvelles et de leur montage jusqu'à la mise au point de l'esquisse. Une expérience de quelques années dans le domaine immobilier ainsi qu'une aptitude aux contacts et négociations à haut niveau s'avèrent indispensables.

Adresser C.V., photo et présentations sous référence 7958 à :

**Q7 organisation et publicité**  
25, rue de Valenciennes 59000 LILLE

**emplois internationaux**

**VOUS AVEZ :**

- un diplôme d'ingénieur (Centrale, A. et M.), complété par une formation en gestion ;
- une expérience déjà confirmée de la vie d'une entreprise industrielle,
- et vous souhaitez travailler dans une ambiance dynamique en étant responsable du résultat de votre travail.

**NOUS SOMMES UN**

**CABINET D'INGENIEURS CONSEILS**

français de réputation internationale spécialisé en matière d'études d'investissements. Nous vous proposons de vous intégrer à nos équipes pour réaliser dans un premier temps des missions de mise en place de systèmes de Gestion dans des unités industrielles récemment créées dans des pays en voie de développement. La croissance de nos activités vous assurera par la suite une évolution en FRANCE ou à l'étranger dans l'un des départements du Cabinet (plans d'investissements et de développement, études de diversification d'entreprise, système de Gestion, etc.).

Adresser C.V. et photo sous le numéro 1.198, à PUBLIVAL 70, rue du Point-du-Jour, 92100 BOULOGNE-SUR-SEINE.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoire hebdomadaire. Ec. Outre-mer Miro, 27, C. Richer - Paris (9<sup>e</sup>)

**POUR MISSION ETRANGER**

**COMPTABLE**  
ayant bonne connaissance des financements internationaux  
ANGLAIS COURANT  
Env. C.V. à A.T. 29, av. de Friedland PARIS (8<sup>e</sup>) - 25-24-79

Pr chantier MOYEN-ORIENT

**SOUS-INGENIEUR TECHNICIEN SUPERIEUR**  
Formation diplômée  
Homme de terrain - Expérience chantier industriel océan  
Anglais ou espagnol parlé  
Envoyer C.V. : SPAT 2, rue de Colonne-Ménil, Paris (17<sup>e</sup>), ou tél. or rendez-vous : 75-44-00.

**POUR MOYEN-ORIENT AGENTS TECHNIQUES EQUIPEMENT VIDEO**

**AGENTS TECHNIQUES ASSISTANTS**  
Pour mise en route, exploitation et maintenance  
ANGLAIS SOUS-HATTE  
Env. C.V. détaillé à : A.T. 29, av. de Friedland, Paris (8<sup>e</sup>).

**INGENIEURS TELECOMMUNICATION**  
Société américaine recherche pour son poste en Afrique du Nord  
**INGENIEURS QUALIFIES**  
ayant une expérience en télécommunication (min. 4 ans) ainsi qu'en data switching systems.  
Ad. C.V. av. contact téléphon. à Digital Resources Corp. 2411 Fountainview, Suite 170 Houston, Texas 77057.

**SOCIÉTÉ EN EXPANSION**  
recherche pour

**AFRIQUE NOIRE Francophone**

**CHEF D'AGENCE**

**EN INSTALLATIONS TÉLÉPHONIQUES**

Ayant :

- expérience confirmée dans ce poste ;
- particulières connaissances matérielles téléphoniques ;
- excellente pratique gestion commerciale et animation personnel.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 88.110.

**cabinet leconte** 4, rue Amiral Courbet 75 116 PARIS

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

*Rubrique des évidences parfois perdues de vue.*

*Chap. 10*

**Les offres d'emploi du Monde n'ont pas seulement des lecteurs français.**

Tout grand pays a un grand journal dont l'audience est internationale. Pour la France, c'est évidemment Le Monde.

La place qu'il consacre à la politique étrangère, la présence de correspondants particuliers (ou d'envoyés spéciaux) dans presque tous les pays, telles sont les raisons de cette position dominante.

Les lecteurs du Monde sont intéressés par les événements internationaux. Ils ont souvent une bonne connaissance des pays étrangers. Ce sont des "internationaux".

A un moment où la recherche de cadres qualifiés pour des fonctions internationales préoccupe les entreprises exportatrices ou désirant le devenir, les offres d'emploi de la rubrique "Emplois internationaux" du Monde s'imposent.

*(à suivre)*

**Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.**

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



### KONTRON S.A.

DIVISION ELECTRONIQUE MEDICALE  
Membre du Groupe ROCHE

Nous sommes spécialisés dans la distribution d'équipements d'électronique et d'informatique médicale destinés aux services hospitaliers.  
La croissance rapide de nos activités nous conduit à renforcer nos équipes «Produits», aussi recherchons nous plusieurs

#### CHEFS DE PRODUITS

Responsables pour les lignes dont ils auront la charge de définir en fonction des marchés et en liaison avec les centres d'études du Groupe l'adaptation des produits existants et les produits nouveaux, les introduire auprès des sociétés nationales, d'apporter pour leur commercialisation tout appui nécessaire à ces sociétés.

**POSTES «FRANCE»**  
définir les stratégies commerciales, organiser et mettre en œuvre les moyens de promotion, introduire les produits auprès du réseau et l'appuyer lors des négociations importantes.

Nous recherchons également pour une gamme de produits un **UN INGENIEUR COORDINATEUR TECHNIQUE**

chargé de normaliser au plan technique les politiques d'intervention des réseaux nationaux de SERVICE APRES VENTE, notamment pour la documentation et la formation.

Pour tous ces postes qui nécessitent des déplacements très fréquents en France ou à l'étranger, la pratique courante de l'anglais et une formation supérieure sont indispensables.

Nous recherchons surtout des Réalistes sachant définir et respecter un objectif. Nous les intéresseront à leurs résultats.

Si vous pensez correspondre à ce profil, nous pouvons vous assurer que la croissance de notre Groupe est à la mesure de vos ambitions.

Adresser C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée à Ph.BENOIT Direction du Personnel - KONTRON S.A. - 6, rue des Frères Caudron 78140 VILLIERS-VILLACOUBLAY, qui traitera toutes les candidatures avec la discrétion de rigueur.

ETABLISSEMENT DE CREDIT à long terme PARIS recherche pour une activité de Diagnostic technique et financier d'entreprises industrielles moyennes

#### UN INGENIEUR

Formation Grande Ecole, E.C.P., A.M., SUPRELEC, etc... ainsi qu'une solide formation financière.  
Le candidat aura :  
- acquis une très bonne expérience industrielle et possible au sein de P.M.E. complétée par une expérience de gestion financière ;  
- le goût, l'habitude des contacts à haut niveau et l'aptitude à la négociation.  
Rémunération en rapport avec l'expérience.  
Adr. C.V. dét. avec photo et présent. au réf. IO n° 8231. Contesse Publité, 30, avenue Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>. - Totale discrétion assurée.

#### LE LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

Bacheliers SUD-OUEST de PARIS, recherche

#### INGENIEURS-INFORMATIENS

Débutants ou 2 à 3 années d'expérience.

Pour les activités suivantes :  
- logiciel système, principalement compilateurs  
- logiciels d'application temps réel, en particulier téléphonique.  
- programmes de tests de calculateurs et périphériques.  
Bonne connaissance écrite et parlée de la langue anglaise.

Nationalité française exigée.

Adresser C.V. et présentations à L.C.T., 18, 20, rue Grande-Dame-Rose, 75 VILLIERS-VILLACOUBLAY.

### DIRECTEUR FINANCIER

F.180000

Une société française de service (F 200 millions de chiffre d'affaires) affiliée à un groupe américain et comptant parmi les premières de son marché, recherche un gestionnaire de haut niveau pour participer à son développement dans le cadre d'une structure financière de groupe. Basé à Paris et membre du Comité de Direction, ce cadre aura pour mission de préparer les opérations de la holding financière et d'animer et de développer tous les moyens de gestion du groupe. Il devra offrir la compétence de ses services (comptabilité, contrôle de gestion, informatique) à toutes les sociétés filiales. Il assistera les dirigeants de ces sociétés en leur assurant le support technique, en gérant directement leurs coûts et en leur fournissant toutes les informations de gestion nécessaires à la bonne marche de leur affaire.

Le poste convient à un homme de 35 ans environ, de formation supérieure, aimant travailler en équipe et ayant déjà fait la preuve de ses compétences dans un groupe bien structuré. Une expérience au sein d'une entreprise anglo-saxonne serait un atout supplémentaire. L'anglais parlé est indispensable. Veuillez adresser C.V. à Monsieur J.N. Créte sous référence 104, Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75015 Paris. Discrétion assurée.



ORGANISME ADMINISTRATIF PARIS recherche

#### UN CADRE

RESPONSABLE DU SERVICE SOCIAL

Homme, 35 ans minimum, dynamique, sans de l'autorité, expérience d'une activité dans un organisme à caractère social.

Env. C.V. et prêt. à n° 82196 CONTESSÉ PUB. 30, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche


#### CADRES CONFIRMÉS

DIPLOMÉS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

4 à 5 ANS D'EXPERIENCE

BANQUE, CREDIT, COMPTABILITE CLIENTS. Ser. avec C.V. + photo 4701. 2187 à INTER P.A., B.P. 508, 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



**la ruche méridionale**  
- a multiplié par 4 son C.A. en 6 ans - est décidée à faire mieux.  
Dans le cadre de son expansion recherche

**- RESPONSABLE GESTION ORGANISATION METHODES**  
au niveau de la structure Hypermarchés  
Ses objectifs :  
- optimiser la productivité du réseau,  
- améliorer les méthodes de travail visant à la réduction des frais généraux,  
- étudier et mettre en place les systèmes (circuits marchandises, gestion et contrôle de gestion).  
Ce poste fonctionnel dépend du Directeur de la Branche Hypermarchés.

**- DIRECTEURS HYPERMARCHES**  
- pouvant justifier d'une expérience en hypermarchés (adjoint direction ou chef de groupe),  
- capables de prendre en quelques mois la responsabilité d'un magasin,  
- grandes qualités humaines indispensables.

**- GESTIONNAIRES CHEF DE RAYON**  
(bazar - textile - alimentaire)  
Ces postes conviennent à des candidats possédant :  
- une bonne connaissance produits,  
- de sérieuses capacités de gestion,  
- des qualités de meneurs d'hommes.

Pour tous ces postes, la mobilité dans le secteur géographique du SUD-OUEST est indispensable.  
Adresser C.V., photo et présentations à la Direction des Relations Humaines LA RUCHE MERIDIONALE 2 rue Jean-Baptiste Péris 47001 AGEN.



**CATERPILLAR FRANCE S.A.**

**GRENOBLE**  
recherche pour son service

**AUDI INTERNE ANALYSTE**

- Formation supérieure : Grande Ecole avec option comptabilité et gestion.
- Pratique courante de l'anglais parlé et écrit.
- Dérogé des obligations militaires.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et présentations.  
Service du Personnel (Référence 01) B.P. 55 - Centre de Tri 38041 GRENOBLE CEDEX

**Henkel France**

cherche pour sa Division des Produits Organiques un

**INGENIEUR COMMERCIAL**

Il développe et gère la clientèle industrielle du Sud-Ouest de la France dans les branches des cosmétiques, de la pharmacie, des peintures, plastiques détergents.  
Agé de 28 ans minimum, il est Ingénieur Chimiste, de préférence, et il a deux à trois ans d'expérience de la vente acquis dans le domaine industriel et chimique en particulier.  
Il doit résider à Bordeaux ou dans sa région.  
Ecrivez sous référence M 4203 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**SIBERTI SELECTION** 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

**LEADER SUR LE MARCHÉ NATIONAL DE LA TELEPHONIE PRIVÉE**  
FILIALE  
D'UN DES PLUS PUISSANTS GROUPES FRANÇAIS

Nous construisons des matériels téléphoniques entièrement électroniques, pilotés par microprocesseurs, qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Souhaitant renforcer notre équipe technique, nous recherchons

**DEUX INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMÉS**  
Leur expérience professionnelle leur permettra de prendre en charge d'importants projets.

**TROIS INGENIEURS D'ETUDE LOGICIEL**  
Ils apporteront 2 à 3 ans d'exp. professionnelle.

**CINQ INGENIEURS DEBUTANTS**  
Les candidats auront une formation universitaire ou d'école d'ingénieur, spécialisée en systèmes informatiques.  
Les projets en cours de développement se rapportent à des systèmes électroniques de pointe, à base de microprocesseurs, nécessitent, de la part des candidats, une forte volonté de progression technique.  
Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG.  
Env. C.V. et prêt. s/n° 170 HAVAS STRASBOURG.

**DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE SES STRUCTURES COMMERCIALES UN IMPORTANT CONSTRUCTEUR PROPOSE UN POSTE DE :**

**VENTE**

**MATERIEL INDUSTRIEL, FRANCE ET EXPORT**

à un homme capable de :

- élaborer une politique commerciale produits,
- organiser une structure commerciale correspondante,
- vendre lui-même à une clientèle industrielle très diversifiée.

La poste sera confié à un candidat expérimenté dans une fonction similaire (par exemple : Chef de Vente), ayant prouvé sa capacité d'organisation et de développement dans le domaine de la vente de produits techniques.

Les informations complémentaires vous seront données confidentiellement après envoi d'un C.V. par G. STIKER, sous la Réf. 32109 R.

**BOSSARD SELECTION**  
c/ Centre Vaubans 201, rue Colbert 59800 LILLE

Nous sommes une importante société, membre d'un groupe international. Pour renforcer notre Service Informatique nous recherchons

**un analyste-programmeur**  
qui aura pour mission :  
- De participer à l'élaboration du cahier des charges fonctionnel ;  
- D'analyser et de programmer les applications informatiques ;  
- De tester les programmes qu'il aura élaborés ;  
- De participer à la formation des utilisateurs et au démarrage des applications.

Les candidats devront être jeunes, dynamiques, libérés des obligations militaires, avec une expérience d'au moins 6 ans en analyse-programmation sur matériel IBM 770 ou série 32, avoir des connaissances en langage COBOL, ASSEMBLEUR ou GAP 2.  
La pratique de l'anglais serait appréciée.  
Nous offrons d'excellentes conditions de travail dans un cadre délégué, une rémunération stimulante, la prise en charge des frais de déménagement.  
Envoyez votre lettre de candidature avec C.V. détaillé, photo et présentations à

**Mars**  
B.P. 36 - Service du Personnel 67001 HAGUENAU cedex.  
Réponse et discrétion assurées.

**THOMSON-CSF**  
recherche pour BREST

**SON RESPONSABLE ORDONNANCEMENT-FABRICATION**

Outre une solide formation de base corroborée par un diplôme d'ingénieur, les candidats devront posséder de bonnes références Techniques, Organisation et Commandement, acquises dans une industrie similaire.  
Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à : THOMSON CSF, Service du Personnel, route du Conquet - 29300 BREST.

**Chef d'Agence Etanchéité**

**SUR BETON, COUVERTURE, BAC ACIER BARDAGES à MULHOUSE (68)**

Une importante société de l'est, figurant parmi les leaders de la branche désire confier la Direction de cette agence, active, en bonne situation, bien cotée régionalement, à un ingénieur ou technicien du bâtiment, disposant de 5 à 10 ans d'expérience de la conduite et de la gestion de travaux, de la recherche et de la négociation d'affaires de l'installation d'un groupe de travail.

- Poste d'avenir stable,
- Rémunération élevée, conçue pour récompenser l'efficacité.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 823 à

**seletec** Conseil en Recrutement 67009 STRASBOURG

**SUMA**  
**la ruche méridionale**  
Dans le cadre de son expansion recherche

**un responsable gestion organisation méthodes**

au niveau de la structure supermarchés

Ses objectifs :  
- optimiser la productivité du réseau,  
- améliorer les méthodes de travail visant à la réduction des frais généraux,  
- étudier et mettre en place les systèmes (circuits marchandises, gestion et contrôle de gestion).  
Ce poste fonctionnel dépend du Directeur de la Branche Supermarchés.  
La mobilité dans le secteur géographique du SUD-OUEST est indispensable.  
Adresser C.V., photo et présentations à la Direction des Relations Humaines LA RUCHE MERIDIONALE 2, rue Jean-Baptiste Péris 47001 AGEN.

Importante Agence Immobilière

**NICE** recherche **COLLABORATEUR SERIEUX** nouvel ascendant Directeur. Doit impérativement posséder l'immobilier et être :  
Ecr. av. C.V. dét. 4701. 02, à Crestone Daubigne, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Important Promoteur, Toulouse, offre situation d'avenir à **VENDEUR SPECIALISTE NEUF** (30 ans minimum) Ecr. n° 8221, Le Monde, Pub. 2, r. des Halles, 75007 Paris.

**LABORATOIRE DE PHARMACOLOGIE**  
cherche **CHIMISTE POUR SYNTHÈSE ORGANIQUE**  
Niv. 3<sup>e</sup> cycle. Doré et contr. 2 ans. - S'adr. à G. LECLERC Faculté de Médecine 11, rue Humann, STRASBOURG Tél. : 33-05-91 (Poste 250)

50/100



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**HARRIS** COMMUNICATIONS AND INFORMATION HANDLING

Group américain avec un chiffre d'affaires de 1 milliard de \$ et 17.000 employés dans l'électronique et les arts graphiques. Filiale en France : MARINONI S.A., fabricant de rotatives offset destinées à l'imprimerie commerciale et aux journaux (C.A. 200 millions FF, dont 70% à l'exportation, effectif : 600 personnes) et HARRIS S.A., Société de revendeurs d'électronique. - Siège Social et Usine à Montataire, près de Chantilly, dans l'Oise, à 50 kms au Nord de Paris, recherche

**chef du service prix de revient et de contrôle d'inventaire**

Devra avoir une bonne compétence informatique (en matière de contrôle financier de gestion de production et de stocks, si possible) et une expérience des problèmes industriels.

Lieu de travail : MONTATAIRE (Oise).

**responsable budget**

Sera chargé du budget à 3 mois, des plans annuels et des plans à 5 ans.

Lieu de travail : MONTATAIRE (Oise).

Le titulaire actuel du poste va partir travailler dans une division américaine du groupe Harris.

**adjoint du chef du service crédit & financement**

Devra avoir une expérience crédit et financement dans une entreprise industrielle ou un organisme financier.

Participera à l'élaboration des financements clients et au recouvrement des créances.

Lieu de travail : MONTATAIRE (Oise).

Déplacements fréquents.

Il s'agit d'un nouveau poste à créer.

**responsable administratif & financier des activités de revende**

Devra être de formation comptable supérieure (niveau expertises comptable). Il sera responsable de la comptabilité et des taxes, du financement, de la consolidation de budgets des différents départements de revende, du crédit, des procédures et du contrôle interne.

Lieu de travail : LE CHESNAY - PARLY II avec déplacements très fréquents à MONTATAIRE.

Il s'agit d'un nouveau poste à créer.

Les candidats auront un diplôme d'une grande école commerciale, seront bilingues français-anglais et auront une expérience minimum de 3 à 5 ans dans un groupe international ou dans un cabinet d'audit. Ils devront faire preuve de qualités d'imagination, de jugement et de sens du travail en équipe. Des possibilités de promotion existent en France et dans les autres divisions du groupe. Les rémunérations seront fonction de l'expérience et du potentiel des candidats retenus. Les postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer curriculum vitae, lettres de candidature et photo à M. KUNZ, Directeur du Personnel, MARINONI S.A., B.P. No 22 - 60160 MONTATAIRE. Discretion assurée.

**SOCIETE D'INGENIERIE ET DE COMMERCIALISATION DE SYSTEMES INFORMATIQUES EN FORTE EXPANSION** recherche

Dans le cadre du développement de ses activités de vente de matériel DIGITAL EQUIPMENT, INTERDATA, C.I.J.-IB, etc., et d'assistance.

**INGENIEUR FORMATION LOGICIEL**

Responsable de cette activité au sein de la Société, les candidats devront justifier d'une expérience dans une fonction similaire.

Pour renforcer ses équipes de réalisation, d'intervention et d'études.

**INGENIEURS INFORMATIQUES expérimentés**

Formation supérieure (Grande Ecole, M.I.A.G.E. ou équivalent) ayant une solide expérience d'application de gestion sur mini-ordinateur (réalisation et études).

**JEUNES INFORMATIQUES**

(dégagés O.M.) Formation I.U.T., M.I.A.G.E. ou équivalent, ayant une solide formation de gestion et d'informatique. Les candidats seront intégrés dans un premier temps à nos équipes de réalisation de gestion. Selon leurs aptitudes, ils auront de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer CV détaillé, photo et présentations à : Direction du Personnel  
INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE (I.P.C.)  
113, Rue Armand Bréard 91400 ORSAV  
(M<sup>o</sup> R.E.R. Soaux - Station Louzée)

**LogAbax** PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION recherche son

**CHEF DE SERVICE METHODES MECANIKES ET ELECTRONIQUES** (Ingénieur position III)

Le poste conviendra à un ingénieur diplômé et confirmé :  
- ayant une expérience de plusieurs années dans le domaine de la rationalisation des coûts de production ;  
- capable d'analyser et de coordonner les réalisations de plusieurs équipes techniques.

Lieu de travail : ARCUEIL (94)

Adresser curriculum vitae et présentations à la Direction du Personnel, 7, avenue Armand-Bréard, 94110 ARCUEIL, sous référence 282.

**THOMSON-CSF**

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE recherche

- Ingénieur grande école CONFIRMÉ pour développement programme d'analyses de réseaux hyperfréquences.
- Ingénieur grande école CONFIRMÉ pour développement de logiciels de routage et d'implantation de circuits imprimés.
- Programmateurs scientifiques CONFIRMÉS pour développement de logiciels de routage et d'implantation de circuits imprimés.
- Ingénieur grande école CONFIRMÉ pour développement de programmes de simulation logique.

Adresser candidature sous réf. 694, à Créteil-Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui tr.

CENTRE DE DOCUMENTATION DE PARLEMENT, 20, bd Victor, 75996 PARIS-ARMÉES, rech. :

1) **INGENIEUR-ANALYSTE** (Ecole d'ingénieurs) pour effectuer l'analyse et à la mise en place d'application d'informatique documentaire. Travail en un gros ordinateur I.B.M. et un mini-ordinateur, avec aspect conversationnel et télétransmission. Poste pouvant évoluer vers ingénieur.

2) **PROGRAMMEUR** (Niveau I.U.T. Informatique) pour concevoir les programmes de gestion des sections documentaires. Poste pouvant évoluer vers ingénieur.

Adresser C.V. et présentations à l'adresse ci-dessus.

Bonnes références (N<sup>o</sup> 497) appréciées à l'emploi. Important recherche dans le cadre de son développement.

**ROMME JEUNE** et tel offre :  
- une très solide initiation à l'ensemble des techniques bancaires ;  
- la possibilité de s'orienter dans le cadre d'un stage aux structures très souples. Elle lui demande :  
- une formation sanctionnée par un diplôme d'études supérieures (DESS) ;  
- une très grande curiosité intellectuelle, susceptible d'approuver à des réalisations concrètes.

Ecrire à n<sup>o</sup> 5107, 8 bis, 17, rue Labat, (94) Vincennes, qui transmettra.

**GESTION 2000** pour développement étranger

**INGENIEUR** Expérience industrielle. Agrément officiel. Rémunération personnelle. Usine pétrochimie.

**AGENT DE METHODE** Electricité - Mécatronique. Connaissances en électronique. Anglais indispensable. 345-61.

Etablissement financier. Champs-Élysées rech. pour son service clientèle.

**UN AGENT DE PERMANENCE ENQUETEUR** Expérience domaine contentieux. 5 X 8 X 13 - Avantages sociaux. Rémunération attractive. Env. C.V. et lettre manuscrite à : Chef de Service, S.P. 720-08, 7361 Paris Cedex 08.

**ADJOINT A DIRECTION GENERALE** (contr. et analyse de la gestion, serv. syst., schém. techn., syst. inform.) formation générale sup. niv. DECS compt. 3 e. ou équivalent, en entreprise. C.V. détaillé + photo et présent. O.P.I.C. 108, bd Ménilmontant, 75017 PARIS.

**ATD-FINANCIERE** Secher travailler jusqu'à Balance générale, Sec. Sociale, T.V.A. pour Société en pleine expansion. Env. C.V. et prêt. à : HARLEQUIN, 80, av. Victor-Lucy, 92116 Paris. C.F.A. Chambre des Métiers de Paris, rech. pour BEAUVAIS et PROFESSEURS

**TECHNOLOGIE ET PRATIQUE** possédant le B.M. ou le B.P. en pâtisserie, boulangerie, charcuterie, boucherie, mécanique auto et entretien et APPRENTIS de 16 à 18 ans. Tél. : 445-08-45.

**INFORMATIS** S.E.C.I. EN PLEINE EXPANSION pour projets internationaux, système temps réel.

**INGENIEURS INFORMATIQUES** 5115 3, T. 200, MITRA 14725 Réelle possibilité de promotion pour élément de valeur. 26, r. Daubenton-9. - 337-99-72.

Importante Société BANLIEUE NORD de renommée internationale recherche pour mise en Service et Essais en France et à l'Étranger, de Groupes Turbines et Alternateur de grande puissance et de centrales complètes de production d'énergie électrique à combustibles Fossiles et Nucléaires.

**Jeunes INGÉNIEURS**

X. Centrale, Mines de Paris, ENSTA Arts et Métiers, Centrale Lyon, IDM Mines de Nancy, ENSEM Nancy, Poly Zurich

Formation complémentaire et mise au contact en usine et sur chantiers, avant prise de responsabilités de mise en Service.

Déplacements de longue durée avec famille en France et à l'Étranger.

Évolution de carrière assurée à l'intérieur de la société.

Adresser C.V. n<sup>o</sup> 84149, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**GRUPE PROMOTION IMMOBILIERE** recherche

**CADRE** pour son service financier

mission : gestion financière des opérations de construction, en liaison avec les autres services du groupe (commercial, technique, juridique, promotion)

Age souhaité : 30 ans environ.

Expérience souhaitée : 2 ans au moins dans l'immobilier et dans une fonction similaire.

Lieu de travail : NANTERRE.

Rémunération prévue est de 75.000F/an. Elle est susceptible d'évoluer en fonction du niveau de formation et de l'expérience du candidat.

Adresser C.V. à MANERA S.A., Direction du Personnel 96 Avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.

**IMPORTANTE INSTITUTION DE RETRAITE** recherche

**Chef de service comptable**

Ce poste implique :  
- l'aptitude à l'animation et la gestion d'un service de 60 personnes ;  
- la connaissance des traitements comptables sur ordinateur ;  
- un niveau de formation B.P. ou D.E.C.S. minimum.

Expérience souhaitée dans organismes administratifs ou sociaux.

Lieu de travail : Pont de Neuilly.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo s/rf. 1497 à AXIAL Pub., 81, bd St-Honoré, 75008 Paris, qui tr.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE** 2.300 personnes proche banlieue Nord-Ouest recherche

**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**

POSITION CADRE

25 ans minimum, titulaire permis de conduire.

- Une expérience de plusieurs années dans une entreprise importante est souhaitable.
- Bonne connaissance de la région parisienne appréciée.
- Solides références exigées.

Ecrire avec C.V. détaillé et prêt sous réf. 688 à : Créations Dauphine - 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

**FLAKT - VIM**

**TECHNICO-COMMERCIAL** recherche 30 ans. Visite prescripteurs pour promotion et vente d'installations dans le bâtiment (technique nouvelle).

Env. C.V. détaillé avec prêt. au Service du Personnel, 92212 SAINT-CLOUD

Organisme scientifique et technique réalisant des opérations en collaboration internationale recherche pour son

**SERVICE JURIDIQUE UN CADRE JURIDIQUE DE HAUT NIVEAU** (ayant à 7 ans d'expérience professionnelle).

Possédant une solide expérience dans les domaines suivants :  
- Fiscal et douanier (importations, exportations, fabrications coordonnées) ;  
- Affaires juridiques d'entreprise ;  
- Anglais soigné.

Lieu de travail : banlieue Sud. Adresser C.V. n<sup>o</sup> 84172 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

O.N.E.R.A. rech. pr son établissement de CHATELAIN-BRÉVILLY 92020 29, av. de la Division-Lacière

110.000 F +

A l'aise dans l'animation d'une équipe commerciale, vous appliquez à une responsabilité globale - de l'achat à la vente.

Le poste de

**CHEF DE VENTES** de son département matériel de jardinage (tondeuses, pulvérisateurs, motoculteurs, etc.) vous est offert dans une Société Française, d'excellente réputation.

La fonction inclut sélection du matériel et évaluation des marges

Base région parisienne. Voyages fréquents. Anglais indispensable.

Que vous soyez disponible ou en place, adressez lettre manusc. C.V. et photo s/rf. 1501, à AXIAL, 81, faub. Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>. - Discret, assuré.

**SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION** recherche

**INGENIEUR ELECTRONICIEN/INFORMATICIEN**

Grande Ecole ESB/ENSL pour animation service développement. Expérience confirmée dans utilisation microprocesseurs et application temps réel.

Ecrire Directeur ISA-BIOLOGIE 110, rue Benoît-Malon, 94110 ARCUEIL.

**BASIC** recrute d'URGENCE

**AT 2** ELECTROTECHNICIENS

**AT 3** BTS - DUT ANOLOGIQUE

**AT 3** ELECTRONICIENS DE LABORATOIRE

**ATP** BTS - DUT pour SERVICE INFONTECTIQUES

**PRÉPARATEUR II ou III FABRICATION ELECTRONIQUE.** Solides références exigées

**BASIC 4216**, rue M.-Angelo, 11<sup>e</sup> Métro Porte de Saint-Cloud Tél. 742-14-40

**IMPTE SOCIÉTÉ** recherche

**2 INSTRUCTEURS EN ELECTROMECHANIQUE** pour son site de formation à la maintenance de son matériel

Ecc. avec C.V., photo et prêt. à M. J. BORDAT - B.P. 011 7200 SAINT-DENIS CEDEX 01.

**ETABLISSEMENT PUBLIC DE RECHERCHE** proche banlieue Sud recrute pour travaux sur les transports urbains et régionaux

**secrétaires**

**M<sup>o</sup> SAINT-GEORGES** Société recherche

**SECRETARE COMMERC. BILINGUE ALLEMAND**

Poste comportant beaucoup d'initiatives et de l'autonomie. Adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. 284 à C.E.P.I.A.D. 2, rue Joseph Montparnasse - Boites 45 et 46 33, av. du Maine, 75013 PARIS Cedex 13.

Société Cinéma recherche

**SECRETARE** de DIRECTION parlant parfaitement anglais Tél. : 22-63-07

**SECRETARE** recherche

Les candidats devront avoir de très bonnes connaissances en matière de secrétariat et posséder le BTS options secrétariat.

Candidature avec copies des diplômes à M. le Directeur de PUCANES - Tour Maine-Montparnasse - Boites 45 et 46 33, av. du Maine, 75013 PARIS Cedex 13.

**UN ECONOMISTE** débutant ou courte expérience professionnelle. Diplôme 3<sup>e</sup> cycle. Formation complémentaire en sociologie appréciée.

Adr. C.V. détaillé, conditions à : I.R.T. M. AZEMA B.P. 28 94114 ARCUEIL cedex

Association pour la musique ch. SPECIALISTE

Tél. P. BELTRAMI - 873-27-41

**SOCIÉTÉ EXPORT PARIS-IF** recherche

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR - DE GESTION FEMME** 3 à 4 ans d'expérience min. pour développement sur mini temps réel.

Les candidatures doivent se présenter le vendredi 10 nov. et devront comporter un curriculum vitae

Société RHODAFIN, 45, rue de la Bienfaisance, 75008 PARIS. Tél. : 392-25-10.

Traduct. 40 heures semaine Anglais-Français courant. Ecrire CHEP, 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

**capitoux ou proposit. com.**

PME-PMI. Vous recherchez UN PARTENAIRE UNE ORGANISATION FINANCIERE LA MOBILISATION DE VOS FACTURES

**ENTEX - 724-17-32**

Couple commerçants disposant local (près Autor. Est Marseille) toulon, 14, rech. très activités complètes, dépôt, distribution, représentations, exécutives, etc. Ecr. n<sup>o</sup> 7 0400 à, Régie-France 65 bis, rue Reaumur, Paris-2<sup>e</sup>

**travaux à façon**

**PEINTRES** 10 ans d'exp. à votre service. Devis gratuit sous 48 heures. 844-55-48.

**E. A. S.** Electronique Aérospatiale recherche

**INGENIEURS Grandes Ecoles** A VOCATION ELECTRONIQUE

2 à 3 ans d'expérience: aéronautique souhaitée. ANGLAIS OBLIGATOIRE

Adresser C.V. et prêt. au Service du Personnel, B.P. 51 - 93350 LE BOUBOET PRINCIPAL.

**CITIBANK**

Filiale Française de CITIBANK U.S.A. propose au sein de son Département Leasing un poste de

**cadre d'exploitation** possédant bonnes aptitudes commerciales. Expérience (exploitation ou marketing) 2 à 3 années dans sociétés du type crédit-bail ou location. Très bonne maîtrise de l'anglais. Formation complète assurée. Adresser lettre manuscrite et C.V. à CITIBANK B.P. 738-08 75361 Paris Cedex 08.



# L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

## villas

Toulon-Beaune : Villa provençale, gd séjour, avec chaudière, cuisine équipée, 2 ch., 5 de b. terrass., cave, cell., chauffage central, 500 m<sup>2</sup>, lot n° 2, 200.000 F, Casablanca, 21, av. des Oliviers, 83100 Toulon.

JOINVILLE-LE-POIT : Superbe Villa 7 p., 200 m<sup>2</sup> dépend. Jard. paysagé 600 m<sup>2</sup> Port direct 2000 m<sup>2</sup>. 1.150.000 F. 22-61-53.

PONTENAY-SCHAUX - S/ : 800 m<sup>2</sup> de jda, villa 300 m<sup>2</sup> sur 2 étages, piscine, sol, salle de jeux, TERRASSE plain-pied, garage, STUDIO et, coin, 1.200 F. Mme ROLLAIN 57-75-85

URGENT - CAUSE DÉPART

## propriétés propriétés propriétés

**JE VENDS DIRECTEMENT**

**BELLE PROPRIÉTÉ**

**DANS PARC MAGNIFIQUE 1 ha 1/2**

à proximité de la FERTE-ALEAIS (91).

PIÈCE D'EAU - RIVIERE.

Tél. heures bureau, M. CERP, 788-51-08.

**VAR** Régions Larges EXCEPTIONNELLE

Domaine 11 ha, oliviers, vignes et chals. 1.000 m<sup>2</sup> habitables : vaste récept., 10 chbres, 7 bns, coin 100 m<sup>2</sup>, littoral battu sur piscine chauffée, maison gardien, etc.

Luxe et caractère.

Prix 1.800.000 F.

PROVENCE PROPRIÉTÉ : 3, boulevard Clemenceau, 83200 Draguignan, T. (94) 68-33-80

## 7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR

**SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR**

Venez, téléphonez ou écrivez

**CIMI TEL 227.43.58**

Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier

87 bis, rue des Vignerons, PARIS 13<sup>e</sup>

## maisons de campagne

45 km de CAHORS Pradel-Soteraac (Lot)

Maison restaurée avec piscine 230 m<sup>2</sup>, 4/2.000 m<sup>2</sup> de terrain, 4 chbres, 2 de bns, coin, bureau, garage, 22 m<sup>2</sup> de piscine, central, téléphone.

Prix : 350.000 F.

Mme LEINER Le Pradel Soteraac, 43100 Puy-Lavausse.

Sud Drôme, limite Puy-de-France, sur barrière, maison, piscine, belle bergerie en pierres apparentes, av. grande à aménager.

125.000 F. CARRY, 74, Jouis (91) 54-92-92. Jouis suivants (91) 65-15-87.

## Corps de ferme

80 km Paris, région Beauvais, av. cdt., 4 chbrs, 2 chambres, gd grenier aménagé, + grande + scurie à bois, sur 2 ha 30.

Prix 220.000 F.

Agence CROISSIER, 214, rue Amiens, BEAUVAIS, Tél. (4) 46-26-78

## viagers

**PTE ITALIE** Beau métro, 3 chbrs, 2 bns, 2 p., 25 m<sup>2</sup> de jda, 100.000 F. VOL 23-70.

**VINCENNES** - immeuble neuf, 4 chbrs, 2 bns, 2 p., 25 m<sup>2</sup> de jda, 100.000 F. VOL 23-70.

**VAUCRESON 4/5** Pcs grand étage, Terrasse sur, occupé 64 m<sup>2</sup>, 2 chbrs, 2 bns, 2 p., 1.500 F. CRUZ, 9, r. La Soie 75-11-01.

**MAINTÈRE** - 4. LIBRE 3 p., 2 chbrs, 2 bns, 2 p., 25 m<sup>2</sup> de jda, 100.000 F. Pottier, 24-64-73, 400-72-15.

## A vendre en TOURNAI

de part, à part petit château XIV<sup>e</sup>, 11 pièces dont 4 encastrées, restaurant, 11 cheminées XIV<sup>e</sup>, 3 de bns, w.c., dépendances aménagées, eau, électricité, à la fois, jda, verger. Px demandé 1.750.000 F.

Téléphone au 16 (47) 65-22-63 de 9 h à 12 h et de 14 à 18 h

## SAILLON

45 km de Paris, autoroute A 4 dans secteur résidents, près gare et commerces, belle demeure de caractère bénéficiant d'un parc magnifique de 2 hectares 300 aux essences rares et sculpturales, appartenance d'un terrain en part. État. Elle comprend sur cave voûte (haut. 3 m) 3 halls d'entrée, réception 60 m<sup>2</sup>, cuisine, office, 7 chbres, 3 s. de bns, etc. (travaux à prév. 60.000 F) maison de gard., écuries, fer, kiosque et garage. 200.000 F.

Ord. : 97-12-28

## hôtels-partic.

Saint-Malo Int. mar. HOTEL 16 et 18 s/mer, 2 piscines, 200 chbres, HOUARD, 81, 63 LAVAL, T. (43) 33-25-21.

## DEAUVILLE

10 minutes de la mer, belle propriété NORMANDE 64 m<sup>2</sup>, 3 chbrs, 2 bns, 2 p., 1.500 F. CRUZ, 9, r. La Soie 75-11-01.

## PROCHE SORTIE COUTENAY

**JOLIE FERME**

entrée, cuisine, grand séjour 40 m<sup>2</sup>, cheminée, poêle, etc.

3 chbres, 2 s. de bns, parfait état. 210.000 F. larges facilités.

**RICCO VILLENEUVE-SUR-YONNE** (16-86) 87-22-04

## immeubles

Part. vd imm. collectif agréé 40 parts, vd part de 20000 F indiv. La Scier à Crevin-Voland, station classée, 1200 m<sup>2</sup>, 4 km Aigupe T. (1679) 81-76-57.

## LA FERTE-SOUS-JOURE

25 km de Paris, autoroute A 4 dans secteur résidents, près gare et commerces, belle demeure de caractère bénéficiant d'un parc magnifique de 2 hectares 300 aux essences rares et sculpturales, appartenance d'un terrain en part. État. Elle comprend sur cave voûte (haut. 3 m) 3 halls d'entrée, réception 60 m<sup>2</sup>, cuisine, office, 7 chbres, 3 s. de bns, etc. (travaux à prév. 60.000 F) maison de gard., écuries, fer, kiosque et garage. 200.000 F.

Ord. : 97-12-28

## VAUCLUSE

Ferme en pierre de pays à 10 km de l'autoroute Paris-Marseille, dans petit hameau, soit à restaurer, soit en état d'habitation. Toutes surfaces à partir de 150.000 F. Crédit possible. Tél. le jeudi (91) 54-92-92, 13001 Marseille (91) 54-92-92, 45, cours d'Estienne-d'Orves 13001 MARSEILLE

# L'agenda du Monde

## Ameublement

**A SAISIR**

**SIÈGES - LITS DE STYLE**

DIRECTEM. AU PRIX FABRIQ.

REAL-SIEGES, 54 bis, rue de Vitry, 75002 Paris, 20-62-92.

## Bijoux

**BIJOUX ANCIENS**

**RAGUES ROMANTIQUES**

20 Châteauneuf chez GILLET, 19, r. d'Arcole, 4<sup>e</sup> T. 633-86-61.

## Equitation

A votre 800 selles de cheval, 300 F chacune, ou moins cher si vous venez chercher vous-même.

Nves, inutilisées mais légères, défectueuses. Pour usage général, dressage, etc. Avec étriers. Ecrire à : P. H. James (D.C.) Ltd Dnyvor Castle, Llandelli, Dyfed, Pays de Galles, G.-B.

## Philatélie

**ACHAT TIMBRES POSTE**

Collection. Ecr. PAGONINI, 25, Champs-Élysées, 159-74-98.

## Antiquités

**BROCANTEUR n° 11**

54, 76 Saint-Hippolyte, 75008 Paris. ACHATS ET VENTES

Tél. : 742-91-12 ou 420-25-92.

## Collection

Rech. collection complète du « Monde » de 1958 à 1962 inclusidem « année antérieure » 693-96-23

## Cours

**L'ESPAGNOL** en 10 semaines. LITTALEN en 10 semaines. STILLITRON, Tél. : 707-45-39.

## Fourrures

**FOURRURES OCCASION**

**DÉPOT - VENTE**

EXCLUSIV. DE FOURRURE

**GRAND CHOIX**

VETEMENTS, PARFAIT ETAT 71, rue du Théâtre, PARIS-13<sup>e</sup>.

Tél. : 575-10-77

## Argentier

Vds apr. hérit. 12 covr. (+ 12 covr.) tr. b. argent massif 400 g. classiques, 4.000 F.

375-53-66, 12 à 14 heures.

## Instruments

**de musique**

Urgent vend Sauter droit, modèle 112 R 3, état neuf (3 ans). Tél. : 669-28-65.

## Mode

**ÉCONOMISEZ 30 %**

Atelier fournissant haute couture masculine, vend directement costumes mesure et prêt-à-porter. BODINES, 10 bd Bonne-Nouvelle, 10<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> étage.

## Rencontres

**CLUB MONDIAL**

AMITIÉS, MARIAGES, SORTIES, Dîner DANSANT le 11. Réservez av. le 9. 878-74-28 12, r. la Victoire, 9<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Peletier.

## Artisans

Peintures, papiers peints, nouvelles, revêtement sols, rénovation toutes mousses, ponçage et vitrification, plomberie, électricité, chauffage, écoupage.

Travail soigné, 90-81-96.

## Libre Peintre

Appartements, caves d'atelier, remise importante

Paris et banlieue. 464-35-27.

## Moquette

**MOINS CHER**

30 à 60 %

sur 20.000 m<sup>2</sup> moquette, qualités variées laines et synthétique. 757-19-19.

## Tapis

**TAPIS D'ORIENT**

Faits main. Certificat. A partir 200 F. Galerie de Jade, 12 bis, av. Mac-Mahon-17<sup>e</sup>, Tél. : 754-96-63.

## Arts

Paul Klee square, 24 x 14 cm, 1928, « Coeur Rutilé » à votre propriété privée. DM 85.000. Edgar Desvignes, Steindr. 173 D-4150 Kriebitz Westdeutschland.

## Bateaux

A votre Regatta, excel. état, yacht Es Royer, Vieux port, 4210 Pornic, Tél. (43) 82-00-25 ou dor. n° 4.346 à la Mairie de Pornic, 3, r. de Hollande, 7527 Paris-13<sup>e</sup>.

## Vacances

**Tourisme**

**Loisirs**

Skis de fond, Haut-Jura Sud, centre sportif Montagnard, Membrières au départ piste (20 km) pro. sk. w.c. indiv., famille, groupes, ski de fond, randonnées, matériel, cours, Centre, 541, 6<sup>e</sup>, escaliers, rand. pédestre, moy. montagne. Ecrire C.S.M. Membrières, 01200 Bellignat/Vaisserin. Tél. : (14-50) 48-26-34.

## LE PUY-DE-DOME

Pouv. recevoir des familles, des retraités et des classes de séso, (possib. ski alpin et ski de fond).

De 6 au 31 janv. (28 places). Week-end 24 et 25 mars (48 pl.). Du 21 avril au 15 mai (28 pl.).

S'adr. au C.E. RENAULT-RUEIL, 72, r. des Bons-Retains, 92200 RUEIL-MALMAISON. Tél. : 749-24-68 - 749-61-07.



## Triomphe de la qualité.

### Les Mercedes cinq fois victorieuses au Tour d'Amérique du Sud 1978.

39 jours - du 17 août au 24 septembre - de parcours meurtriers à travers la jungle de l'Amazonie, en passant des cols andins de 5.000 mètres et enroulant dans les déserts

de sable du Sud de l'Argentine. La Vueta à la America del Sud - le Tour d'Amérique du Sud - un péripète de 29.116 km dont plus de 8.000 km d'épreuves spéciales avec des

voitures lancées à toute allure. Départ et arrivées: Buenos Aires. Quatre Mercedes-Benz 450 SLC et quatre 280 E sont engagées. Sur 80 voitures qui prennent le départ, seulement 23 figurent à l'arrivée.

Mercedes s'assure les places 1 à 5 ainsi que 9 et 10.

De Mercedes-Benz que ces cinq voitures en tête et la bonne place des deux autres. Qualité irréprochable comme celle que vous achetez avec chaque Mercedes. Elle est le fruit de l'équilibre harmonieux de l'ensemble de ses éléments, tel que le conçoit Mercedes et représente le summum de ce qui est atteint aujourd'hui dans le domaine de la construction automobile au niveau international. Ce rallye-marathon en Amérique du Sud n'en est pas la première preuve. Et il n'en sera pas non plus la dernière.

- Nous remercions tous les participants, vainqueurs et autres de leurs remarquables performances.
- 1<sup>ère</sup> place Cowan/Malkin, Grande-Bretagne, sur Mercedes-Benz 450 SLC
  - 2<sup>ème</sup> place Zasada/Zambonuzzi, Pologne, sur Mercedes-Benz 450 SLC
  - 3<sup>ème</sup> place Fowkes, Grande-Bretagne, Kates, République fédérale d'Allemagne, sur Mercedes-Benz 280 E

- 4<sup>ème</sup> place Makinen, Finlande, Todd, France, sur Mercedes-Benz 450 SLC
- 5<sup>ème</sup> place Klain/Klapproth, République fédérale d'Allemagne, sur Mercedes-Benz 280 E
- 9<sup>ème</sup> place Kling/Phuhl, République fédérale d'Allemagne, sur Mercedes-Benz 280 E
- 10<sup>ème</sup> place Caballero, Paraguay, Nathan, Argentine, sur Mercedes-Benz 280 E

Un vrai test d'endurance avec des voitures de série.

Le règlement exige des voitures de série, les seules parties pouvant être modifiées ou transformées le train de roulement et le plancher. Bref, un vrai test d'endurance qui éprouve impitoyablement les qualités des voitures de série. Les conditions climatiques ne font grâce de rien. Forêts vierges tropicales de l'Amazonie, cols andins recouverts de neige, déserts de sable dans le Sud du

continent. Des écarts de températures allant jusqu'à 40°C, l'air tantôt sec, tantôt d'une humidité très élevée, mettent pilotes et voitures à rude contribution.

La traversée du désert d'Atacama, une zone riche en minéral contenant du salpêtre, où les tempêtes sont fréquentes et l'eau rare, est la plus cruelle.

Une épreuve spéciale de 285 km sur des chemins empiétrés. Là, le confort Mercedes assurant une conduite détendue, aide les pilotes à mieux surmonter ces rudes tribulations.

La fiabilité dans des conditions extrêmes garantit une extrême fiabilité dans la circulation de tous les jours.

Il n'existe guère de preuves plus éclatantes de la fiabilité et de la qualité irréprochable



ENVIRONNEMENT

DÉBAT QUELLE INFORMATION SUR LE NUCLÉAIRE?

E. D. F. sur la défensive

Le parti socialiste estime qu'il faut consulter les citoyens avant la mise en chantier des équipements électro-nucléaires.

Dans un communiqué, Mme Christiane Mora, déléguée nationale du P.S. à l'énergie, affirme que « les résultats du référendum organisé en Autriche au sujet de la mise en route d'une centrale nucléaire doivent attirer l'attention de tous sur la nécessité de procéder à une telle consultation ».

Marseille. — « Pourquoi E.D.F. reste-t-elle dans une position uniquement défensive et justificative au lieu de chercher à participer au grand débat sur les problèmes de l'énergie et de l'aménagement du territoire qui intéressent l'avenir des Français ? » Cette question posée, par un géographe urbaniste, résume bien l'esprit de cette rencontre.

Les participants étaient au nombre de deux cents, en majorité des techniciens ou des responsables des divers services d'E.D.F. et du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), des fonctionnaires et quelques représentants d'associations de protection de l'environnement. De débat contradictoire, point ou guère. Mais un constant plaidoyer pro domo.

E.D.F. ne devrait pourtant pas craindre de s'expliquer franchement avec ceux qui contestent la mission dont cette société est chargée. Elle a accompli, en effet, d'importants progrès dans la connaissance des nuisances liées à la production de l'électricité nucléaire. Cette évaluation des risques entraînés par la poursuite du programme électro-nucléaire français ne peut d'ailleurs s'approfondir grâce à l'obligation nouvelle des « études d'impact ».

Les techniciens d'E.D.F. ou du C.E.A. ont pourtant loin d'avoir répondu à toutes les questions que soulèvent les écologistes. L'élimination des déchets radioactifs continue à faire peser sur l'humanité des dangers que l'on a seulement repoussé à plus tard. Ainsi les opérations d'immersion des déchets radioactifs ne sont plus considérées aujourd'hui comme satisfaisantes. Elles peuvent compromettre l'utilisation future des ressources du fond de mer. L'enfouissement à faible profondeur, dans des sites spécialisés tels celui de la Hague,

que le gouvernement français ne facilite pas l'accès à tous les dossiers concernant l'énergie nucléaire.

Cette question de l'information des citoyens à propos des problèmes du nucléaire était d'ailleurs l'objet d'un colloque organisé récemment par l'électricité de France à Cadarache et à Aix-en-Provence sur le thème « Energie électro-nucléaire et environnement ».

De notre correspondant régional

ne peut convenir qu'à des déchets de faible activité. Pour ceux de haute activité ou contenant des émetteurs de longue période, on estime actuellement que la seule solution serait le stockage dans des couches géologiques stables.

Le premier dépôt de ce type a été aménagé dans la mine d'Asse en République fédérale d'Allemagne, près de Hanovre. Mais ces « poubelles atomiques » souterraines ne sont fiables géologiquement que sur des périodes relativement courtes, de l'ordre de huit à neuf cents ans. Or certains déchets peuvent émettre des radiations mortelles pendant dix-sept millions d'années.

Le développement de l'énergie nucléaire va, en effet, nécessiter des volumes de stockage sans commune mesure avec ceux auxquels il a fallu faire face jusqu'ici. Depuis le commencement de l'exploitation du site de la Hague en 1969, environ 70 000 mètres cubes de déchets à faible activité provenant des centres du C.E.A., des usines d'E.D.F. et de tous les autres utilisateurs industriels ou scientifiques, ont été « emmagasinés ».

E.D.F. connaît aussi beaucoup mieux les effets des rejets de chaleur des centrales. Il est acquis désormais que l'on ne peut plus construire le long des rivières des

centrales puisant directement leur eau de refroidissement en amont en la rejetant en aval à 10 degrés de différence. Outre le recours aux refroidisseurs atmosphériques de grande taille, on songe à utiliser des eaux chaudes pour l'agriculture ou l'élevage de poissons.

Le C.E.A. a ainsi montré aux participants au colloque le résultat de cultures expérimentales faites à Cadarache : des aubergines de 1 kilogramme pièce et des pois rouges peuvent être produits grâce à la lixiviation des arrosages, avec des rendements de 100 tonnes à l'hectare. L'élevage d'anguilles dans les eaux de refroidissement des centrales paraît également pouvoir être envisagé avec succès. Pourtant l'euphorie n'est pas de mise en ce qui concerne l'impact des rejets d'eau chaude en mer dans un estuaire. Ne risquent-ils pas de contrarier la migration des poissons et d'influencer défavorablement leurs reproductions ? De l'avis même des gens d'E.D.F., les études réalisées incitent dans ce domaine à une grande prudence.

GUY PORTE.

Un parc régional dans la vallée de Chevreuse ? Le projet de création d'un parc naturel régional dans la vallée de Chevreuse, au sud-ouest de Paris, sera examiné par le conseil régional d'Ile-de-France lors de sa session de janvier ou février 1979. En donnant cette précision aux conseillers généraux du département, le préfet des Yvelines, M. Laurent Clément, a apporté une réponse au Comité de sauvegarde de la haute vallée de Chevreuse, qui souhaite la création rapide d'un parc afin de préserver l'un des derniers « poumons verts » autour de la capitale (Le Monde du 31 octobre).

TRANSPORTS

A Paris

UN AUTOBUS AU GAZ LIQUÉFIÉ

Le premier autobus de la R.A.T.P. fonctionnant au gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) sera mis en service, jeudi 9 novembre, sur la ligne 95 gare Montparnasse-ports de Montmartre.

Les avantages économiques de ce procédé sont, d'après la R.A.T.P., les suivants : réduction importante de la pollution, souplesse de fonctionnement, diminution des bruits et des vibrations par rapport au diesel, notamment au ralenti, amélioration de la longévité des organes moteurs.

A ces avantages, il faut ajouter l'intérêt que présente la diversification des sources d'énergie alors que la production de gaz butane est actuellement largement excédentaire par rapport aux besoins nationaux.

En contrepartie, ce procédé, déclare la R.A.T.P., conduit à une augmentation d'environ 10 % de la consommation d'énergie et implique des contraintes de sécurité spéciales.

La mise au point de ce véhicule a fait l'objet d'une convention passée en juillet 1977 entre la société Total-Gaz, Renault-Véhicules Industriels et la R.A.T.P. Le moteur a été adapté par l'institut néerlandais de recherches pour les véhicules routiers.

LA MISE EN SERVICE DU T.G.V. FERA PERDRE A AIR INTER LE QUART DE SON TRAFIC SUR PARIS-LYON

La mise en service du train à grande vitesse (T.G.V.) entre Paris et Lyon se traduira par une « perte » de passagers qui représentera pour Air Inter plus du quart de son trafic en 1984, selon les prévisions de la compagnie intérieure.

Ces estimations rejoignent celles que vient de publier l'Aéropost de Paris (Le Monde du 8 novembre). Les passagers qui seront gagnés par la mise en service du T.G.V., prévue en octobre 1983, ce sont 1,9 million de passages

Les cheminots critiquent les méfaits du libéralisme

Alors que M. Joël Le Theule, ministre des transports, s'apprête à défendre, le jeudi 9 novembre, devant l'Assemblée nationale, le budget de son ministère, des attaques convergentes contestent le bien-fondé des conclusions du rapport Guillaumat sur « l'avenir des transports terrestres », rapport qui semble orienter l'action gouvernementale placée sous le signe d'un plus grand libéralisme.

Même les transporteurs routiers qui n'ont de cesse de dénoncer une « réglementation tatouille ou restrictive », mesurent les dangers d'un trop grand laisser-faire et réclament un « encadrement du marché ». De leur côté, les dirigeants de la S.N.C.F. expriment leurs « réserves profondes » à l'égard du rapport Guillaumat qui présente, selon eux, une fausse alternative : « Economie de marché ou centralisation autoritaire ».

Dans une conférence qu'il a faite, le mercredi 8 novembre, à Paris, à l'occasion du centenaire de la Revue générale des chemins de fer, M. Alfred Sauvy, professeur honoraire au Collège de France, a parlé du rapport Guillaumat. Rédigé, selon lui, par « un pétrolier », il passe sous silence « les inconvénients du transport routier ».

A son avis, « la coordination des transports s'exerce au bénéfice de la route, l'information est uniformément en faveur de l'automobile ». M. Sauvy a ajouté : « La priorité aux transports publics n'est pas appliquée alors que les services en site humain, en espaces, en énergie et en devises sont passés sous silence ».

De leur côté, les syndicats de cheminots sont unanimes à condamner les orientations du rapport Guillaumat.

La C.F.P.T. critique la nouvelle philosophie en matière de transports terrestres qui repose « sur le refus de la planification et de la complémentarité des techniques, sur une justification de l'économie de marché, prenant un accroissement de la concurrence en otage, sur le désengagement financier de l'Etat, donc un abandon du service public, sur le développement du transport individualisé jugé inévitable ». F.O. dénonce le caractère superficiel de l'étude et les « graves dangers que ferait courir à la collectivité nationale la mise en œuvre de ce rapport ». A son avis, « le libéralisme conduit à des gaspillages dont le contribuable fait les frais ».

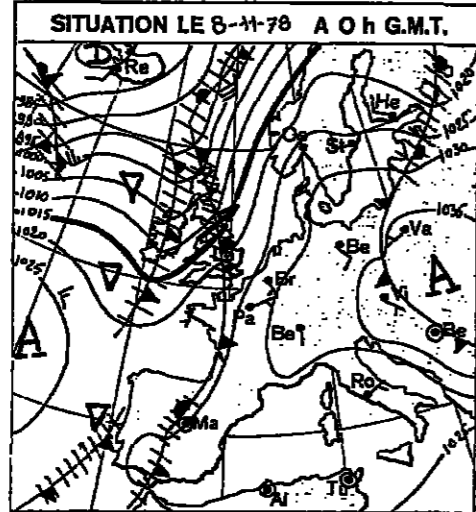
La C.G.C. doute de « la prospérité promise à la S.N.C.F. livrée, dans le champ clos du marché, aux transporteurs routiers, après suppression de toutes les barrières subsistant encore tant bien que mal ». A ses yeux, le rapport Guillaumat apporte « une description supplémentaire en confirmant la puissance du mythe de la route ».

Pour la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (F.N.A.U.T.), le rapport Guillaumat « ne le mythe de la suprématie automobile et sur le fétichisme de la concurrence, n'est rien de plus qu'un nouveau outil à détruire le service public de transport existant et à desservir les intérêts des usagers en leur niant le droit au transport ».

T.W.A. abandonne le transport de fret. La compagnie américaine T.W.A. vient d'annoncer qu'elle abandonnerait son activité « cargo » et ne transporterait plus de fret, qu'à bord de ses appareils de passagers. T.W.A. entend, en effet, rétablir sa situation financière en exploitant que les secteurs d'activité les plus rentables. Elle a déjà renoncé aux vols de fret « douze Boeing-707 cargo, qui lui ont occasionné des pertes de 9 millions de dollars en 1977. — (A.F.P.)

AUJOURD'HUI

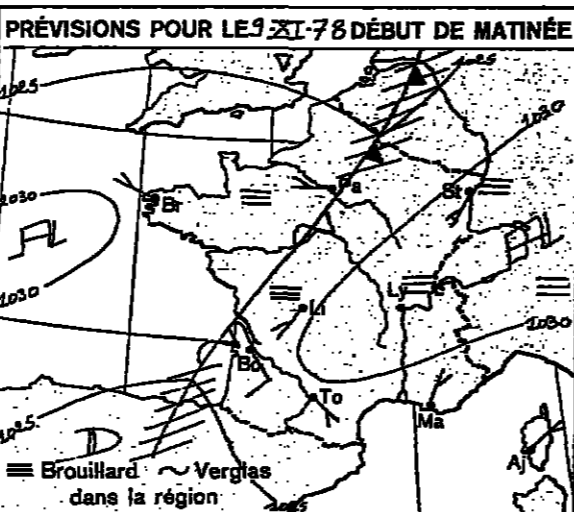
MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 8-11-78 A 0 h G.M.T. Evolution probable du temps en France entre le mercredi 8 novembre à 6 heures et le jeudi 9 novembre à 21 heures : La faible perturbation, qui donnait mercredi matin un temps très nuageux et quelques faibles pluies éparses sur nos régions occidentales, ne se déplacera que très lentement vers l'est. Elle sera peu à peu son caractère pluvieux dans un champ de pression qui restera élevé.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 8 novembre 1978 : UN DÉCRET ● Portant publication de : 1) l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la coopération dans le domaine des transports ; 2) l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la coopération dans le domaine de la chimie, signés à Rambouillet le 22 juin 1977.



PRÉVISIONS POUR LE 9-11-78 DÉBUT DE MATINÉE La pluie dans la partie septentrionale. A l'ouest de cette zone, on notera un temps nuageux et parfois très brumeux. A l'est de la zone, le temps sera frais le matin dans l'intérieur, très brumeux dans les vallées du Nord-Est et du Centre-Est, et ensoleillé avec quelques bruyolades ailleurs. Des nuages bas affecteront localement les côtes du golfe du Lion.

Les températures maximales seront assez élevées. Mercredi, 8 novembre, à 8 heures, la pression atmosphérique au niveau de la mer était à Paris, de 1 027,8 millibars, soit 770,3 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 novembre) : le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Alais, 18 et 5 degrés ; Biarritz, 20 et 17 ; Bordeaux, 19 et 13 ; Brest, 16 et 13 ; Caen, 16 et 11 ; Cherbourg, 16 et 10 ; Clermont-Ferrand, 19 et 0 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 12 et -2 ; Lille, 12 et 3 ; Lyon, 18 et 1 ; Marseille, 19 et 5 ; Nancy, 4 et 1 ; Nantes, 19 et 12 ; Nice, 17 et 8 ; Paris - Le Bourget, 15 et 2 ; Pau, 22 et 10 ; Perpignan, 19 et 8 ; Rennes, 18 et 13 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 18 et 10 ; Toulouse, 18 et 13 ; Fontainebleau, 15 et 25. Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 8 degrés ; Amsterdam, 10 et 7 ; Athènes, 16 et 12 ; Berlin, 12 et 2 ; Bonn, 7 et 1 ; Bruxelles, 13 et 3 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 12 et 7 ; Genève, 7 et -1 ;

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Problem No. 2225. Includes horizontal and vertical clues.

PROBLEME N° 2225 1 2 3 4 5 6 7 8 9 HORIZONTALEMENT I. Plus rapides et moins beaux quand ils sont de service. — II. Mettre de l'eau dans son vin. — III. Emprunté à Saint-Omer. — IV. Ne donne que de très vagues renseignements sur le sujet. Quand il est sûr, c'est une bonne retraite. — V. Un pied,

11 novembre Les services ouverts ou fermés ● PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le samedi 11 novembre. ● BANQUES. — Fermées le samedi 11 novembre. ● GRANDS MAGASINS. — Tous les grands magasins parisiens seront fermés le samedi 11 toute la journée. ● P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le samedi 11 et le courrier ne sera pas distribué. Toutefois resteront ouverts les bureaux qui le sont habituellement le dimanche. En outre, un bureau sera ouvert au chef-lieu de département, de 8 heures à 12 heures. Tous ces bureaux assureront les services téléphonique et télégraphique, la vente des timbres-poste au détail, ainsi qu'à partir de 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux adresses des boîtes postales. ● R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

par exemple : Pronom. — V. La décorer, c'est travailler pour la galerie. — VI. Fut le théâtre de nombreuses guerres : 9. Peut être très utile quand on se met à bâiller. — VII. Quand on le dit petit, c'est une façon de parler. — VIII. A donner pour être dans le ton ; Peut qualifier un mauvais coup. — IX. Morceau de savon ; Fait des poursuites. — X. Sorte de vol ; Qui peut ne couter qu'un ou plusieurs coups. — XI. Feras des relations. VERTICALEMENT 1. Apporte une aide appréciable à ceux qui ont charge d'âme. — 2. Ne supporte pas la lieance ; Jeune entité. — 3. Symbole ; Nom moderne d'un vieux royaume ; Ensemble de pulsions pour les psychanalystes. — 4. Qui ne peut donner que de vagues renseignements sur le sujet ; Qui risque d'arriver après la retraite. — 7. Se livrer à une opération qui exige

bon pied et bon œil. — 8. Qui peut donc passer pour un bachelier ; Se nourrit comme un petit mammifère. — 9. Peut se reconnaître à l'odeur ; Régies. Solution du problème n° 2224 Horizontalement I. Fourrière (cf. briquet). — II. Obscurs. — III. Ris ; Mites. — IV. Et ; Is ; II. — V. Tu ; Entée. — VI. Sa ; Barbes. — VII. Don ; Est. — VIII. Crochets. — IX. Aérés ; Et. — X. D8 ; Ou. — XI. Eburnéens. Verticalement I. Forêts ; Cafés. — 2. Obéissance. — 3. Ebour. — 4. Rains ; Irises ; Dé. — 5. Ruminants ; à. — 6. Et ; Es ; Ton. — 7. Été ; Ebène. — 8. Et ; Es ; Ton. — 9. Sieste ; Us. GUY BROUÏT.

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75487 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. Paris 4287-52 ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 128 F 228 F 243 F 459 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 228 F 435 F 642 F 850 F ÉTRANGER (par messagerie) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG 155 F 290 F 425 F 560 F II. — SUISSE-TURQUIE 243 F 385 F 568 F 730 F Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèques postaux (tels quels) ne doivent bien joindre ce chèque à leur demande. Changement d'adresse : donner l'ancien ou l'ancien et le nouveau (ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins un mois avant leur départ. Joindre à la dernière bande d'envoi à toute correspondance Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Controverses sur le dépôt des candidatures à la commission exécutive de la C.G.T.

Les informations que nous avons publiées (Le Monde des 27 septembre, 14 et 17 octobre 1978) sur les militants de la C.G.T. écartés de la liste des candidats à la commission exécutive que désignera le prochain congrès confédéral ont suscité les commentaires de plusieurs de nos lecteurs.

Des motifs politiques ?

A propos de la candidature de M. Norbert Thiel, le bureau du syndicat C.G.T. du centre R.D.F.-G.D.P. de Clermont-Ferrand écrit qu'il « a pris connaissance » le 6 septembre de la candidature de M. Thiel, dont il avait été informé la veille, alors que l'intéressé avait démissionné de tous ses mandats syndicaux le 17 mars 1978.

MILITANT DE LUTTE OUVRIÈRE

Un délégué C. G. T. de Saint-Nazaire est en conflit avec son syndicat

De notre correspondant

Saint-Nazaire. — M. Etienne Cherblanc, soudeur au département naval des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire (six mille trois cents personnes, groupe Alsthom-Atlantique) et délégué du personnel C.G.T. depuis trois ans (collège ouvrier) n'est pas proposé aux élections de délégué du 6 décembre dans la liste établie par le comité exécutif du syndicat C.G.T. de l'entreprise.

Comment en est-on arrivé là ? M. Pierre Billy, secrétaire du syndicat navalien, déclare : « Etienne Cherblanc a montré son profond désaccord sur toute l'action menée par la C.G.T. de la construction navale ». En fait, la C.G.T. reproche à M. Cherblanc, militant de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière, et candidat de ce parti aux élections législatives de mars dernier, d'être un « politicien » avant d'être un « syndicaliste » et d'utiliser l'organisation syndicale pour obtenir un mandat électif qui lui offre ensuite la possibilité d'agir en militant politique.

La C.G.T. : le 15 novembre sera une « journée-accusation » contre la politique gouvernementale

« Le 15 novembre sera une journée-bilan, une journée-accusation contre la politique du gouvernement et du patronat », a déclaré M. René Louret, secrétaire de la C.G.T., le 7 novembre, à l'issue de la réunion de la commission exécutive confédérale. Celle-ci a lancé un appel à l'action, qui, déclare la C.G.T., a fortement progressé en octobre. Selon elle, il y a eu des actions revendicatives dans cinq cent seize entreprises (regroupant deux cent mille travailleurs), dont cent quatre-vingt-dix pour les salaires et les autres pour l'emploi.

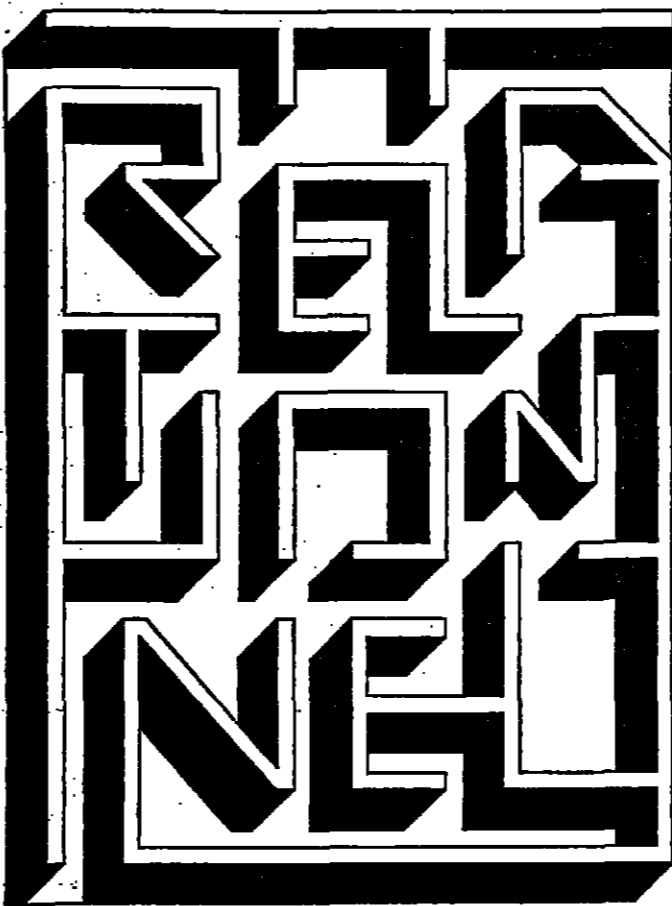
COUPURES DE COURANT INOPINÉES A PARIS

Le courant a été interrompu inopinément le 7 novembre, dans plusieurs quartiers de Paris, pendant environ une heure et demie dans la matinée et autant dans l'après-midi. Ces coupures ont été effectuées par les syndicats parisiens C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. des services de la distribution depuis plusieurs semaines. Ils réclament un reclassement salarial, le renforcement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

Les « routiers » manifestent jusqu'à la fin de la semaine

Les chauffeurs routiers C.G.T. et C.F.D.T. ont tenu mardi 6 octobre leur réunion de travail qui a permis de constater que les conditions de travail dans les entreprises de transport sont devenues de plus en plus difficiles. Ils ont décidé de manifester jusqu'à la fin de la semaine. D'après les statistiques du ministère des transports, citées par les routiers C.F.D.T., 201 chauffeurs et 1711 usagers sont morts sur les routes en 1976 dans des accidents à deux véhicules, dont un poids lourd. Le même année, 5744 personnes ont été gravement blessées sur l'ensemble du réseau français, les poids lourds étant impliqués dans 15 % des accidents mortels.

Un événement informatique



IBM 38 l'ordinateur relationnel.

La Division des Systèmes de Grande Diffusion l'a conçu pour servir de façon complète et personnalisée, chacun de ses utilisateurs, à tous les niveaux de l'entreprise. Découvrez-le. Informez-vous!



Compagnie IBM France Division des Systèmes de Grande Diffusion Tour Générale 5, Place de la Pyramide Quartier Vilon 92800 Puteaux Tél. (1) 776.41.32.

IBM 8-7810

# SOCIAL

## M. Robert Fabre propose quatre premières séries de mesures pour lutter contre le chômage

M. Robert Fabre, député de l'Aveyron, qui a accepté la mission proposée par le président de la République, d'étudier un plan de lutte contre le chômage, a décidé de publier ses premières propositions — dans un article qu'il a rédigé pour France-Soir — alors que l'ancien dirigeant des radicaux de gauche s'est donné un délai de six mois avant de faire connaître ses conclusions définitives. Tout en confirmant que son rapport sera remis au printemps prochain, après concertation avec les syndicats, M. Fabre estime nécessaire de « faire connaître » dès maintenant ses premières suggestions en raison « des problèmes d'actualité qui appellent une solution rapide ». Quatre séries de mesures sont avancées :

- Une réforme de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : « Il convient d'humaniser les agences, d'accroître (ses) moyens », de créer des centres régionaux de gestion et d'établir « au plan départemental, par/fois local, une concertation par constitution de comités informels regroupant employeurs, salariés, élus et pouvoirs publics ». En outre, les employeurs « devront respecter la législation et déclarer toutes leurs offres à l'ANPE ».
- Une modification du système d'information du chômage. M. Fabre estime que l'Etat doit « consentir un effort supplémentaire en augmentant de façon très sensible l'aide publique ». Il propose que l'allocation supplémentaire d'attente (ASA), égale à 90 % du salaire brut, devienne dégressive (90 %, 80 %, 70 % puis 60 %) et que ces taux soient cal-

culés sur un salaire plafond de 8 000 francs par mois au lieu de 16 000 francs actuellement. Ces modifications, indique M. Fabre, devraient permettre la fois de réduire les inégalités du système actuel et d'alléger les charges de l'UNEDIC, et, par voie de conséquence, celles des entreprises.

### Retraite au taux plein dès soixante ans

• Une diminution des charges sociales et fiscales des P.M.E. Tout en se prononçant pour une réforme à terme de l'aléité des cotisations, M. Fabre propose, dans un premier temps, des mesures en faveur des P.M.E. : élargissement du régime fiscal particulier bénéficiant aux artisans qui emploient peu de personnel ; réduction permanente des charges sociales pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans ; création d'une cotisation forfaitaire pour les quinze premiers salariés des entreprises artisanales et commerciales ; simplification des déclarations et démarches administratives.

• Une amélioration des pensions en facilitant la retraite à la carte, mais en portant le taux des pensions à soixante ans au niveau de celles prévues à soixante-cinq ans et en interdisant le cumul avec un salaire. Ces mesures, qui seraient « conjoncturelles », et devraient pouvoir être remises en cause dans le cadre d'une loi d'orientation, selon l'auteur, « un nombre d'emplois non négligeable, mais surtout elles viseraient à une moralisation par suppression d'abus criants ».

### EN BREF...

• Grève des dockers jeudi 9 novembre. Quatre jours seulement après la reprise du travail chez les marins, c'est la Fédération C.G.T. des ports et docks qui appelle les dockers de l'ensemble des ports à cesser le travail pour vingt-quatre heures, jeudi 9 novembre. Cet arrêt de travail a été décidé pour exiger l'application de l'accord national du 28 avril 1978 par les patrons de maintenance du port de Marseille. Cet accord porte sur une prime de départ en vacances, une indemnité de départ à la retraite (Monde du 28 octobre). Il y avait déjà eu une grève pour le même motif le 30 octobre.

• Grève reconduite à l'Aéroport de Paris. — Le personnel de l'Aéroport d'Orly, affilié aux syndicats C.G.T. et C.F.D.T., a décidé, mercredi matin 8 novembre, de reconduire pour vingt-quatre heures le mouvement de grève déclenché la veille. Ce mouvement qui n'aura pas d'incidence sur le trafic aérien, causera néanmoins quelque gêne aux passagers en raison de l'interruption possible du fonctionnement de certains escaliers, ascenseurs et tapis de livraison des bagages.

• Une opération « ville morte » dans le Gard a été organisée mardi soir 7 novembre à Beaucastre par les partis de gauche et les unions départementales C.G.T. et C.F.D.T. pour protester contre la dégradation de l'emploi dans cette région. Le département compte dix-huit mille chômeurs.

• Manifestation à Bordeaux après l'intervention des forces de police sur un chantier. — Six cents personnes environ ont manifesté, mardi soir 7 novembre, dans les rues de Bordeaux pour protester contre l'intervention des forces de l'ordre, lundi 6, l'aube, sur un chantier de centre commercial au nouveau quartier Méridaek.

• Pour protester contre le chômage. — Trois cents manifestants, accompagnés de leurs dirigeants syndicaux C.G.T. et C.F.D.T., ont fait irruption mardi 7 novembre dans la salle du conseil général de l'Aisne, à Laon, où l'on venait d'évoquer la situation de l'emploi dans ce département, l'un des plus touchés par la crise.

**cours audiovisuel Lafayette**

Cours privé de Promotion Sociale  
RECYCLAGE ET FORMATION

Langues vivantes  
Anglais, Allemand, Portugais, etc  
Français pour étrangers, Chambre de Commerce.

Secrétariat moderne  
Dactylographie et téléx, Sténo française, étrangère, Orthographe, Secrétariat.

Horaires à la carte  
Cours individuels ou collectifs.  
Renseignements et inscriptions  
36bis, Bd Haussmann 75009 Paris  
Tél: 770.99.50/51  
Métro: Chausée d'Antin  
R.E.R. Antin

# AFFAIRES

## Le Crédit agricole refuse la réforme proposée par M. Monory

Les responsables du Crédit agricole, fédération et caisse nationale, ont refusé de signer le protocole présenté mardi 7 novembre par M. Monory, ministre de l'économie, concernant la réforme de la banque verte.

Les banques privées s'étant plaintes des privilèges accordés au Crédit agricole, les pouvoirs publics ont décidé de soumettre à l'impôt les bénéfices de la seconde banque mondiale, qui en était jusqu'à présent exonérée. A son congrès de Tours, le 5 octobre dernier, la Fédération nationale du Crédit agricole avait demandé, en contrepartie, que son champ d'activité puisse s'étendre à l'impôt. Des négociations s'étaient engagées, qui semblaient donner satisfaction aux responsables de la banque verte. Or mardi matin, 7 novembre, les propositions contenues dans le protocole présenté par M. Monory étaient, affirment les dirigeants de la Fédération, toutes en retrait par rapport aux propositions précédentes, qu'il s'agisse du délai accordé pour l'assujettissement à l'impôt, de l'extension des possibilités d'intervention du Crédit agricole dans les villes, ou du financement des entreprises. En outre, toujours selon les dirigeants de la F.N.C.A., le protocole contenait des éléments nouveaux

inacceptables et qui n'avaient jamais été évoqués pendant les négociations. Ce document, qui n'est pas encore public, sera présenté aux présidents des caisses régionales, qui se réuniront jeudi à Paris et à la suite de quoi le Crédit agricole renverra la balle dans le camp du ministre de l'économie pour qu'il présente d'autres propositions... à moins que l'on ne décide d'en rester au statu quo.

Le système bancaire, qui avait violemment attaqué le Crédit agricole, s'est, en effet, aperçu que la réforme de la banque verte, loin d'entraver son développement, le favoriserait plutôt. Le statu quo aurait aussi le mérite de donner satisfaction au syndicat paysan qui s'inquiétait de voir les agriculteurs perdre avec l'élargissement du sociétariat, le contrôle de leur outil de financement privilégié.

## Le groupe américain Motorola signe avec Thomson et le C.E.A. un important accord de coopération

Le plan « composant » laborieux des pouvoirs publics afin de rattraper un retard considérable dans un domaine d'activité essentiel (les composants ou semi-conducteurs) ne cloit le dossier des composants à peu près le jour. En avril 1978, deux conventions concernant les circuits diodes « bipolaires » ont été signées par les pouvoirs publics avec Thomson et R.T.C. (filiale française de Philips). La signature d'importants accords de coopération entre le groupe américain Motorola d'une part, le groupe Thomson et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) d'autre part, intervenus le 7 novembre, est la seconde étape.

Le premier de ces accords concerne la division Sescosem du groupe Thomson. Cette division de la convention signée Sescosem aura accès à certains procédés technologiques de Motorola intéressant les circuits intégrés bipolaires et sur la création de secondes sources à réciprocité pour des produits de ce domaine. Ce qui signifie que des produits interchangeables seront fabriqués par les deux partenaires.

Le second accord, le plus significatif, porte sur la fabrication des circuits MOS (Métal Oxyde Semi-conducteurs), secteur essentiel, où le retard français est le plus important. Cet accord prévoit que Motorola transférera à la société Elicis, filiale à 50 % du groupe Thomson et du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), ses procédés de fabrication des circuits MOS et que seront là encore créées des secondes sources. Elicis installera une nouvelle unité de pro-

duction de ces circuits avec l'assistance technique de Motorola. L'Etat, de son côté, devra, aux termes d'une convention avec Elicis apporter 20 millions de francs en cinq ans.

La signature de ces accords ne cloit le dossier des composants à peu près le jour. En avril 1978, deux conventions concernant les circuits diodes « bipolaires » ont été signées par les pouvoirs publics avec Thomson et R.T.C. (filiale française de Philips). La signature d'importants accords de coopération entre le groupe américain Motorola d'une part, le groupe Thomson et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) d'autre part, intervenus le 7 novembre, est la seconde étape.

Le premier de ces accords concerne la division Sescosem du groupe Thomson. Cette division de la convention signée Sescosem aura accès à certains procédés technologiques de Motorola intéressant les circuits intégrés bipolaires et sur la création de secondes sources à réciprocité pour des produits de ce domaine. Ce qui signifie que des produits interchangeables seront fabriqués par les deux partenaires.

## Des vitrines pour la France

Imaginez-on un marchand de chaussures, dont la vitrine serait vide et les stocks inexistantes, qui tenterait de convaincre, grâce à un catalogue, le quidam égaré dans sa boutique, en lui demandant de patienter quelques semaines pour la livraison ? Telle est pourtant la stratégie commerciale à l'étranger de nombre d'entreprises françaises de biens d'équipement. Celles-ci n'ont que rarement les moyens de financer la constitution de stocks auprès des distributeurs étrangers. Ces derniers, sollicités par la concurrence, ne sont guère désireux de faire eux-mêmes de tels investissements. Or le client pressé par le besoin de telle machine-outil ou de tel matériel de travaux publics, achète ce qui est immédiatement disponible, le prix n'ayant qu'une importance relative. C'est ce qu'ont bien compris les entreprises allemandes qui ont su — et pu — être suffisamment présentes de par le monde pour compenser le handicap sur leurs prix des révaluations du deutchmark.

Atin d'éviter aux firmes françaises de continuer à se faire rater ainsi des commandes, la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, le Crédit lyonnais, la Banque nationale de Paris, la Société générale, la Banque française du commerce extérieur, le Crédit industriel et commercial, le Crédit commercial de France, l'Institut de développement industriel et la Caisse nationale des marchés de l'Etat viennent de créer la Compagnie pour le financement des stocks à l'étranger (COFISE), au capital de trois millions de francs, présidée par M. Yves Milloud. Désormais, un exportateur français de biens d'équipement pourra déposer chez un distributeur étranger un stock que la COFISE lui aura acheté, pour un montant de 90 % du prix de vente prévisionnel. L'exportateur rachètera à la COFISE son ma-

teriel, dès que son distributeur aura trouvé un client, ou à l'issue d'un délai de six mois renouvelable une ou éventuellement deux fois.

L'avantage d'une vitrine d'exposition quasi gratuite n'est pas le seul proposé par la COFISE. Le prix de rachat en francs français peut être indexé sur le cours de la devise prélevée par l'exportateur. La COFISE emprunte sur le marché international les devises nécessaires, puis les cède au comptant contre des francs avec lesquels elle paie l'exportateur. Lors du dénouement de l'opération, ce dernier rembourse en francs la COFISE, qui rembourse à son tour l'emprunt en devises qu'elle a contracté. En dehors d'une commission de l'ordre de 2 % à 4 % l'an, la COFISE ne facturera donc à l'exportateur que les intérêts de l'emprunt en devises, dont le taux est souvent bien plus attractif que celui pratiqué en France. Ainsi, un exportateur français de biens d'équipement qui souhaiterait vendre en Allemagne fédérale, pourra bénéficier de la fois de coûts salariaux plus faibles et du taux d'intérêts de deutchmark (3,5 %).

Cette initiative, qui a été saluée le 6 novembre par M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, arrive à point nommé pour favoriser les ventes vers les pays industrialisés de biens d'équipement à caractère répétil. Celles-ci doivent compenser le tassement des commandes de grands ensembles industriels par les pays en voie de développement. Reste à savoir si les industriels français concernés sauront tirer parti de l'opération, et, surtout, s'ils sauront prolonger l'effort, en améliorant leur autre point faible à l'exportation : le service après-vente. — M. S.

(1) COFISE, 11, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 622-38-00.

# CONJONCTURE

## « Faible croissance jusqu'à la fin de l'année » prévoit le G.N.P.F.

« L'évolution récente appelle un jugement nuancé, écrit le Conseil national du Commerce français dans sa dernière note de conjoncture. L'expansion que l'on connaît actuellement en France n'est pas à la mesure qu'a pu susciter la reprise de l'activité au printemps. Elle est essentiellement liée au développement des services et des commerces, tandis que la production industrielle continue de plafonner. On doit s'attendre d'ici à la fin de l'année à une faible croissance, essentiellement soutenue par la consommation ».

« Cette tendance de fond ne doit pas masquer les mouvements favorables enregistrés dans plusieurs domaines, poursuit le G.N.P.F. Avec l'étranger, la balance commerciale est légèrement excédentaire, et la bonne tenue du franc contribue à assurer son amélioration. Mais cet équilibre n'est que temporaire et doit être remis en question si l'écart ne se réduit pas entre le rythme de l'inflation en France et celui de nos principaux partenaires. Une hausse trop forte des coûts des produits français risquerait d'annuler les effets positifs des avantages de change et de compétitivité. Cela serait d'autant plus dommageable qu'à l'occasion de la reprise en Allemagne des perspectives plus favorables se dessinent pour nos échanges de biens d'équipement, dont l'excédent tend à se réduire depuis plusieurs mois ».

« Il faudra attendre encore plusieurs mois avant de connaître les conséquences réelles » de la libération des prix industriels, poursuit le G.N.P.F. « D'ores et déjà, il convient cependant de souligner la dédétourée répétitive de la hausse des prix des produits manufacturés privés pusa, calculés sur douze mois, leur progression est passée de 9,5 % à 8,9 % en septembre. Les ajustements saisonniers de prix opérés par quelques professions en cette période de l'année ne devraient pas remettre notablement en cause cette évolution : toute hausse excessive est rendue im-

possible par le poids de la concurrence, d'autant plus que la demande intérieure reste peu soutenue, tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger ».

Un point noir, les investissements qui stagnent : « Parmi les facteurs susceptibles d'expliquer cette stagnation, il convient de souligner la situation financière des entreprises. Si leurs résultats se sont un peu améliorés au cours des six premiers mois de l'année, grâce aux progrès de production rendus possibles par la reprise de la production, l'interruption de cette reprise ne permettra pas une évolution aussi favorable au second semestre. Et la libération des prix ne pourra pas devoir entraîner une amélioration générale des marges. Elle sera plutôt l'occasion d'une nouvelle répartition de celles-ci entre les différentes productions ».

**Vous devez prendre l'avion. S'il vous arrive un accident, êtes-vous assuré ?**



La Carte American Express vous offre une assurance accidents de voyage automatique pour tout billet d'avion payé avec elle. Sa garantie peut aller jusqu'à 200.000 F. Ne partez pas sans elle.

Pour la demander, tél. : 073.09.09 (24 h/24).

American Express Carte-France - 11, rue Scribe, 75009 Paris.

**en vente aujourd'hui dans votre kiosque**

4 F

**PROBLEMES ECONOMIQUES**

n° 1598

- questions monétaires et financières  
FMI, DTS, UCE, dollars

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

**LE DIAMANT**

PROPRIETAIRES

BIJOUX

PLACEMENT DIAMANT

سكز لمن الإصل

AFFAIRES

Les nouvelles directions vont être mises en place chez Usinor et Sacilor

Pour couper court à des rumeurs qui commencent à se répandre, et pour permettre de régler rapidement certains problèmes en suspens, comme le sort de l'acier de Neuves-Maisons...

En conséquence, le conseil d'administration d'Usinor se réunira jeudi 9 novembre 1978, à 15 heures, celui de Sacilor, Neuves-Maisons, le même jour, à 18 heures, et celui de Sacilor, vendredi 17 novembre, dans la matinée...

Accélérer les processus

De même, M. Jacques Mayoux, ancien directeur général du Crédit agricole, inspecteur général des finances en mission, succédera à M. Pierre Celler à la présidence du conseil d'administration de Sacilor...

ÉTRANGER

M. Deniau en Suède

Le ministre du commerce extérieur visite un marché réputé difficile

De notre correspondant

Stockholm. — M. Jean-Yves Deniau, ministre du commerce extérieur, devait arriver ce mercredi 8 novembre en fin d'après-midi à Stockholm pour une visite officielle de trois jours en Suède...

Les échanges commerciaux entre la Suède et la France sont favorables, traditionnellement se fait-on entendre de dire, aux Suédois. Les exportations suédoises vers la France se sont élevées, en 1977, à 4 milliards 300 millions de couronnes...

Le marché suédois est réputé difficile, mais, en même temps, on considère qu'il est un marché de référence. Cependant les Français continuent apparemment à peu s'y intéresser, certains disent à le négliger...

ALAIN DEBOYE.

AGRICULTURE

LES ÉLEVEURS DE L'OUEST MANIFESTENT A PONTIVY

A l'appel du Comité de Redon, constitués par les fédérations d'éleveurs agricoles du Morbihan, de la Loire-Atlantique, de la Mayenne et du Finistère, les éleveurs de l'Ouest manifestent ce mercredi 8 novembre à partir de 13 heures dans les rues de Pontivy...

La Chine va devenir un très gros importateur d'acier japonais

De notre correspondant

Tokyo. — La Chine pourrait devenir le plus gros client du Japon pour l'acier en 1979. C'est ce que prévoit un rapport d'un groupe japonais d'acier...

En 1978, la Chine a commandé 5,3 millions de tonnes d'acier au Japon, soit pratiquement le double de ce qu'elle avait acheté en 1976 (2,8 millions de tonnes). On laisse entendre dans les milieux sidérurgiques de Tokyo que l'année prochaine la Chine pourrait importer au total 9 millions de tonnes...

Il se pose cependant un problème entre Chinois et Japonais : la question du prix. L'acier japonais est vendu 20 % ou 30 % moins cher sur le marché chinois que celui importé des États-Unis ou d'Europe. Les Japonais sont d'accord pour accorder leurs livraisons, mais voudraient aussi relever leurs prix...

Nippon Steel, le premier sidérurgiste japonais d'Asie, a annoncé d'importantes mesures de rationalisation de sa production (celle-ci sera ramenée de 47 à 36 millions de tonnes en 1980) entraînant un ralentissement de l'activité de cinq haute fourneaux...

Aux États-Unis

LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES N'AUGMENTERAIENT QUE DE 1 A 2 % EN 1979

New York (A.F.P. Age/1). — Les entreprises américaines apparaissent très réservées dans leurs projets d'investissements. Elles ont l'intention de consacrer 174 milliards de dollars à l'acquisition de nouveaux équipements en 1979, soit, en valeur, 10 % de plus qu'en 1978...

Les sociétés interrogées s'attendent à un taux de croissance de 2,5 % seulement l'an prochain, le chiffre le plus bas depuis 1975. Au sujet de l'inflation, environ 40 % des chefs d'entreprise prévoient une intervention fédérale directe sur leur politique de prix d'ici à 1981...

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: CODES DU MARCHÉ, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., S. can., Yen (100), DM, F.R. (100), L. (1 000), \$ (1 000).

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: MONNAIE, TAUX. Rows include DM, S.E.-U., Franc, F.R. (100), L. (1 000), \$ (1 000), F. franc.

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TRACTION AVANT DU BOUT DES DOIGTS VOUS ESSAYEZ?

La Renault 20TS Allez chez votre concessionnaire ou téléphonez au 261.50.00

DANZAS transports présent dans 32 pays

UNE VOITURE OU L'ON RESPIRE VOUS ESSAYEZ?

La Renault 20TS Allez chez votre concessionnaire ou téléphonez au 261.50.00

Atelier de poterie « LE CRU ET LE CUIT »

English EN 10 SEMAINES 707.40.38

L'exposition britannique majeure de périphériques pour ordinateurs, systèmes et matériels informatiques, logiciel et micro et mini-ordinateurs COMPEC'78

Form for COMPEC'78 registration with fields for name, address, and contact information.

DEUX LITRES SOUS LE PIED VOUS ESSAYEZ?

La Renault 20TS Allez chez votre concessionnaire ou téléphonez au 261.50.00

INVESTISSEZ DANS LA PIERRE LA PLUS PRÉCIEUSE : LE DIAMANT. EURAMEX vous offre : CERTIFICAT d'authenticité, ANONYMAT total, PLUS VALUE importante...

pour la France, TURE, en vente aujourd'hui dans votre kiosque, PROBLEME...

**Pour vos cadeaux d'affaires**




**LANCEL**  
une griffe qui fera honneur à votre signature

Le nouveau catalogue Lancel 1978/79 est paru. Demandez-le à LANCEL Département Cadeaux d'affaires CD Tour Gallieni 2-36 av. Gallieni - 93170 Bagnolet - Tél. 36.04.95.00

Salles de présentation :  
magasin LANCEL / Place de l'Opéra et Gallieni 2 / Bagnolet

**Oui, on peut rentrer détendu d'un voyage d'affaires à Paris.**



**Hotel Club Méditerranée à Neuilly.**  
Le plus vert des 4 étoiles Parisiens.

58, bd Victor Hugo - 92200 Neuilly - Tél. 758.11.00 - Telex : Medihote - 61 09 71

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**

**BANQUE ROTHSCHILD COMPAGNIE DU NORD**

Conformément à ses nouveaux statuts adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 1978, la Banque Rothschild a été dotée d'un conseil de surveillance composé de MM. Michel de Boisjieu, Hubert Faure, James Goldsmith, Alain Edmond, Ella Eric, Evelyn et Guy de Rothschild, Bernard de Vitmanjane, ainsi que de Astra Life & Casualty Co et Internationale Holding Fiat.

Le même jour, le conseil de surveillance a élu M. Guy de Rothschild en qualité de président et M. Alain et Ella de Rothschild en qualité de vice-présidents. Puis il a procédé à la constitution d'un directeur de quatre membres, comprenant : M. David de Rothschild, président ; M. Jacques Getten, Jacques Oille et Nathaniel de Rothschild, membres.

Enfin, au cours de cette même séance, le conseil de surveillance a pris acte du traité de fusion de la Banque Rothschild et de la Compagnie du Nord et arrêté les termes des rapports et résolutions qui seront soumis à une nouvelle assemblée générale extraordinaire dont la date a été fixée au 19 décembre 1978.

De son côté, le conseil d'administration de la Compagnie du Nord, réuni également le 6 novembre 1978, a pris acte du traité de fusion et approuvé les projets de rapports et de résolutions s'y rapportant. Une assemblée générale, réservée aux titulaires d'actions particulièrement remboursées, se tiendra le 4 décembre 1978 ; l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'ensemble de l'opération se tiendra le 4 décembre sur première convocation, et le 19 décembre 1978 sur deuxième convocation.

On rappelle que les parties d'échange proposées sont de :  
- UNE action Banque Rothschild pour HUIT actions Compagnie du Nord remboursées de 18 F ;  
- UNE action Banque Rothschild pour SEPT actions Compagnie du Nord non remboursées.

**ISTH**  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
PRIVE DEPUIS 23 ANS

**ENASCPO**

Session Janvier à Juin  
- Conférences de méthodes par groupe de 15 étudiants  
- Encadrement strict  
- Pour SO PO enseignement par correspondance (province)

Renseignements et inscriptions ISTH  
11, rue de Valenciennes  
75015 PARIS  
5, avenue Léon-Bobroff, 75016 PARIS  
57-40-64 et 22-41-72

**DUMEZ**

Les travaux réalisés par le groupe au cours du troisième trimestre de 1978 se sont élevés à 615 millions de francs hors taxes. Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 1978 ressort ainsi à 2.484 millions de francs hors taxes contre 2.716 millions de francs pour la même période en 1977. Le carnet de commandes restant à exécuter représente plus de quinze mois d'activité.

Le bénéfice net consolidé du groupe Dumez est évalué pour le premier semestre 1978 à un montant légèrement supérieur à 100 millions de francs, soit à un niveau analogue aux résultats du premier semestre 1977. Le résultat net de la société Dumez seule ressort à 37,9 millions de francs contre 31,3 millions de francs à fin juin.

**LOCATEL**

Le conseil d'administration, réuni le 3 novembre, a pris connaissance des comptes de l'exercice 1977/1978 qui s'est clôturé le 31 août 1978. Durant cet exercice, le chiffre d'affaires hors taxes, à progressé de 18,51 %, le parc des téléviseurs contre 10,42 % et les ventes de 22,30 %. Le chiffre de la part net et bilan a régressé de 8 %.

Le bilan au 31 août 1978, établi après la période exceptionnelle d'activité de mai et juin, porte la marque des investissements supplémentaires qui ont dû être effectués à cette occasion, en grande partie anticipativement sur investissements prévus pour l'exercice 1978/1979. Le total du bilan s'élevait à 226 539 000 F (contre 201 796 000 F au 31 août 1977). A l'actif, les immobilisations nettes atteignent 200 640 000 F après 171 220 000 F d'amortissements. Les téléviseurs sont inclus dans ces montants pour une valeur nette de 158 290 000 F et après 161 720 000 F d'amortissements. Les investissements, pris dans leur ensemble, se sont élevés pour l'exercice 1977/1978 à 103 222 000 F hors T.V.A. (dont 101 838 000 F pour les téléviseurs). Les valeurs disponibles à court terme ou disponibles s'élevaient à 14 897 000 F, après 6 331 000 F de provisions. Dans cette rubrique, le compte clients figure pour 4 978 000 F.

Les réserves des capitaux propres et réserves atteignent 83 620 000 F (contre 83 047 000 F) à la suite de l'augmentation de capital intervenue au mois de mars 1978 et réservée à la société SOEPA, qui a eu pour effet de porter le capital social de 18 383 000 F et de charges s'élevait à 6 199 000 F, les dettes à long et moyen terme à 62 788 000 F et les dettes à court terme à 62 172 000 F.

Après affectation de 58 490 000 F aux amortissements des immobilisations et des frais d'émission, il reste à la provision pour impôts sur les sociétés au titre de l'exercice et divers compléments de provisions, le bénéfice net de l'exercice s'élevait à 11 383 000 F (contre 9 422 772 F pour l'exercice précédent), c'est-à-dire en augmentation de 22,82 %.

Au vu de ces résultats, le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera convoquée pour le 18 décembre 1978, d'attribuer aux actions non soussues de 5 078 000 F, qui s'élèvent à 6 978 000 F, il verserait ainsi à chacune des 428 600 actions de 50 F nominale un dividende global de 14,25 F, en sus d'un dividende de 9,50 F et le droit à la répartition de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 4,75 F.

Le conseil d'administration a d'autre part décidé d'user partiellement de l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mars 1978, pour procéder à une augmentation de capital de 5 332 500 F par émission de 106 650 actions nouvelles de 50 F nominale, à souscrire en espèces au prix de 100 F par action. Il est prévu que cette opération s'échelonnera vers le milieu du mois de décembre 1978.

**PIERREFFITE - AUBY**

Pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1978 de Pierrefitte-Auby, l'ensemble des produits financiers s'élevait à 22.834.000 francs contre 24.612.000 francs pour la période correspondante de l'exercice 1977.

Il est souligné que les revenus financiers globaux de l'exercice en cours seront du même ordre de grandeur que ceux de l'exercice 1977.

Il convient de préciser que, si les indices de la Bourse restent à leur niveau actuel jusqu'à la fin de l'année, la société enregistrerait certaines reprises de provisions qui se traduiraient par la constatation de plus-values à long terme. La situation provisoire au 30 juin 1978, publiée récemment, tenant compte de certaines de ces plus-values.

**SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORIE**

Assemblée générale ordinaire du 6 novembre 1978

L'assemblée générale de la Société des entreprises de travaux publics André Borie s'est tenue le 6 novembre 1978 pour remplacer les membres du conseil de surveillance démissionnaire, MM. André Decelle, Philippe Hamel, Paul Wando et Daniel-Charles Richon ont été nommés à l'unanimité membres du conseil de surveillance pour une période de six années. Le conseil de surveillance qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée générale a nommé président du conseil de surveillance M. André Decelle, directeur général honoraire d'É.D.F., ancien conseiller d'État, président d'honneur de l'Aéroport de Paris et M. Daniel-Charles Richon, vice-président.

En conséquence, M. André Decelle préside l'assemblée générale des actionnaires qui a été convoquée pour le 30 novembre 1978 afin de statuer sur les comptes de l'exercice 1977.

Actuellement je suis un complexe cinématographique de trois salles au HAVRE. J'ai une surface ou sol de 980 m2 pouvant s'étendre jusqu'à 2.500 m2.

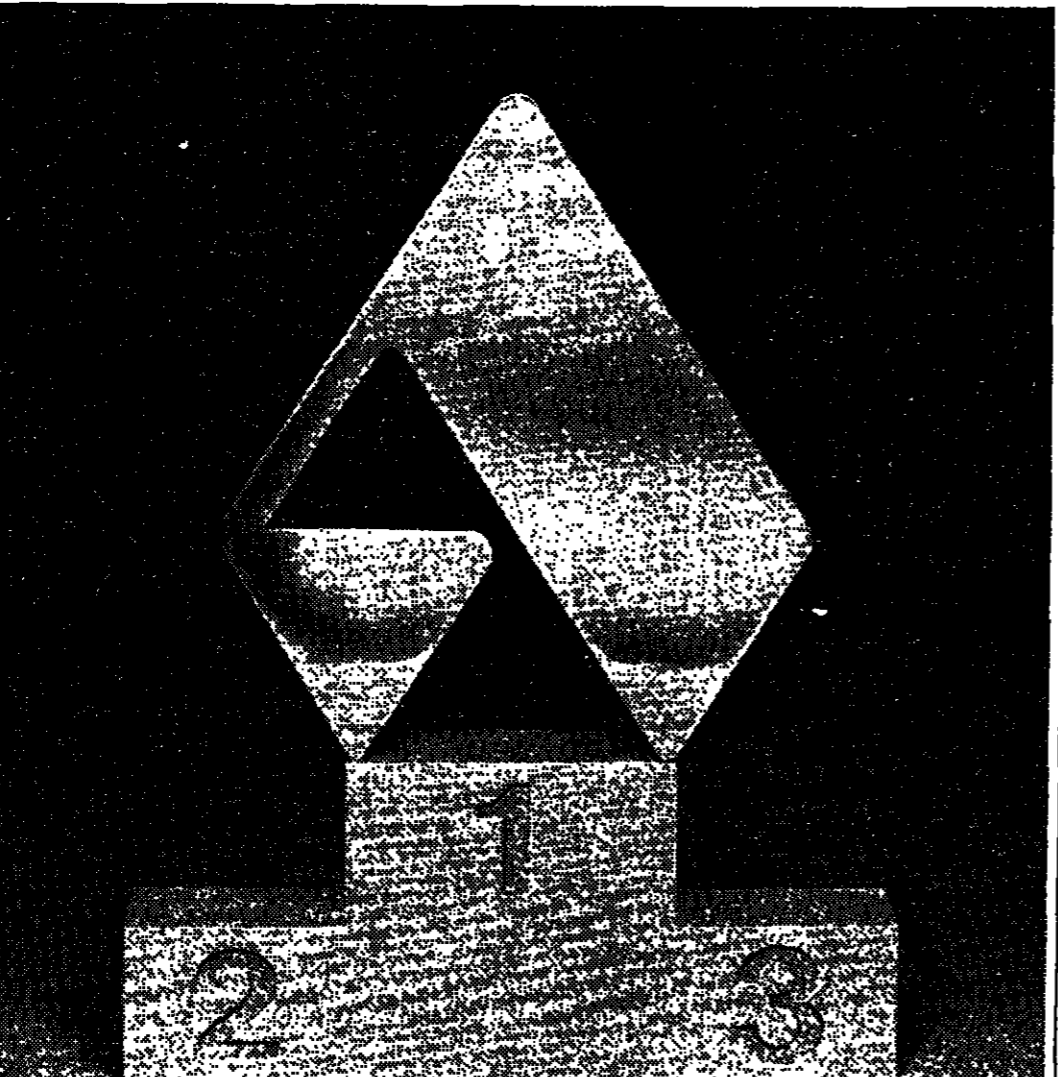
Une chaîne de grands magasins veut m'acheter, mais je ne veux me séparer de mon propriétaire que contre 4.500.000 F. Si je vous intéresse, téléphonez - moi ou (35) 42-31-79.

**CROUZET**  
COMMANDE DE MATÉRIEL DESTINÉ AU MÉTRO DE MEXICO

A la suite d'un appel d'offres international, « Crouzet » vient d'être retenu par l'administration du métro de Mexico, pour la fourniture d'appareils de contrôle de passages destinés à l'équipement de lignes nouvelles.

Cette importante commande, qui représente un montant global de l'ordre de 18,6 millions de francs, hors taxes, sera livrée en avril-mai 1980.

Ce nouveau succès, face à des sociétés étrangères spécialisées, montre la compétitivité de « Crouzet » dans le secteur des « transports ».



**Abecor: bien placé pour le crédit international dont vous avez besoin.**

Chacune des banques membres d'Abecor - la BANQUE NATIONALE DE PARIS en France - compte parmi les plus grandes de son pays. Mais, ce n'est pas seulement pour cette raison qu'Abecor est connu comme le plus important organe de coopération bancaire en Europe.

Par son efficacité  
A des actifs supérieurs à 250 milliards de dollars, Abecor ajoute en effet le savoir-faire et l'expérience de ses milliers de spécialistes bancaires.

Par sa rapidité  
En règle générale, un crédit sera très rapidement mis à votre disposition par n'importe quelle banque Abecor, comme il le serait par votre propre banque. Pour cette raison, Abecor est bien placé pour les financements internationaux.

Par sa simplicité  
Abecor, c'est la simplicité même. En France, il vous suffit de prendre contact avec l'agence de la Banque Nationale de Paris qui tient votre compte.

Dans les autres pays, adressez-vous à la Banque Abecor du pays.

Banques membres d'Abecor:  
Algemeine Bank Nederland  
Banca Nazionale del Lavoro  
Banque Bruxelles Lambert  
Banque Nationale de Paris  
Barclays Bank  
Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank (HYPO BANK)  
Dresdner Bank  
Österreichische Länderbank  
Membre associé :  
Banque internationale à Luxembourg  
Membre associé spécial :  
Banque de la Société Financière Européenne.

La BNP est la banque Abecor en France.



**EMPRUNT EDF**

novembre 1978 de 1500 millions de francs

Obligations de 2000 francs **10,20%**

Prix d'émission : le pair soit 2000 F par obligation.

Date de jouissance : 9 novembre 1978.

Intérêt par obligation :  
• 102 F payables le 9 mai 1979,  
• 204 F payables le 9 mai des années 1980 à 1995.

Amortissement :  
En 14 annuités constantes d'intérêt et d'amortissement :  
• soit par remboursement au pair le 9 mai de chacune des années 1982 à 1995 à la suite d'un tirage au sort, pour la moitié au moins des titres à amortir ;  
• soit par rachat en Bourse.

Taux de rendement actuariel brut : **10,21%**

Souscriptions :  
Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :  
• Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,  
• Caisses de Crédit Agricole Mutuel,  
• Caisses d'Épargne,  
• Caisse Nationale de l'Énergie,  
• Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation :  
Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

**LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION.**

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.

سكزا من الإيجل



55: من لامل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 7 NOVEMBRE

Toujours irrégulier Reprise de l'or

Les séances se sont déroulées et se déroulent à la Bourse de Paris... Les séances se sont déroulées et se déroulent à la Bourse de Paris...

LONDRES

Toujours très tendus en raison de la persistance des tensions sociales... Toujours très tendus en raison de la persistance des tensions sociales...

NEW-YORK

Nouvelle et profonde baisse... Nouvelle et profonde baisse... Le mouvement de baisse s'est accentué...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DES MACHINES BULL. - Le prochain dividende sera en progression sur un capital... COMPAGNIE DES MACHINES BULL. - Le prochain dividende sera en progression sur un capital...

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name, Value. Includes indices for Paris, London, and New York.

Table of stock prices for various companies, organized by market (Paris, London, New York) and listing company names, previous prices, and current prices.

HORS COTE

Table of stock prices for companies listed outside the main markets, including company names and prices.

BOURSE DE PARIS - 7 NOVEMBRE - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange on November 7, 1978, categorized by market sector (e.g., 3%, 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 35%, 40%, 45%, 50%, 55%, 60%, 65%, 70%, 75%, 80%, 85%, 90%, 95%, 100%).

MARCHÉ A TERME

Table of forward market prices for various commodities and currencies, including gold, silver, and various metals.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the US Dollar, British Pound, and others.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including prices for gold bars, coins, and other gold-related assets.

10.20%

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES
- IRAN
- 3. ÉTRANGER
- La crise iranienne.
- 4. AMÉRIQUES
- 5. PROCHE-ORIENT
- 6. AFRIQUE
- 7. ASIÉ
- 8. DIPLOMATIE
- 9. RELATIONS INTERNATIONALES
- Qui encadre qui ? (11), par André Fontaine.
- 10-11. EUROPE
- 10 à 15. POLITIQUE
- L'essen du budget de la défense à l'Assemblée nationale.
- L'anniversaire de la mort du général de Gaulle : « La célébration », par Philippe de Saint-Robert ; « Retour de l'immobilisme », par Pierre Lefranc.
- La « stop and go » du parti communiste », par Alain Dohme.
- 16. SOCIÉTÉ
- A Nice, l'inspiration de M. Franco pourrait aggraver les difficultés du casino Ruhl.
- 18. UNESCO
- 18. EDUCATION

**LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**  
PAGES 19 A 26

**ROCK** : Repères pour vingt-cinq années, par Claude Pionnier ; Autopsie d'« Eddy » Money en poche.

**ARCHEOLOGIE** : L'usage des médailles, par Jacques Michel.

**MUSIQUE** : Piero Cappuccini, bastion calme, par Olivier Merlin.

**28-29. SPORTS**

**30. ÉQUIPEMENT**  
— Le début à propos des centrales nucléaires.

**37 à 39. ÉCONOMIE**  
— SOCIAL, L.C.G.T. : « Le 15 novembre sera une journée-accusations » contre le politique gouvernemental ».

**LIRE ÉGAGEMENT**

**RADIO-TELEVISION (27)**  
Annonces classées (31 à 35) ; Aujourd'hui (36) ; Caran (38) ; Journal officiel (39) ; Météorologie (38) ; Mots croisés (38) ; Bourse (41).

**nouvelles frontières**

**Paris New York 1350F**

Départ Paris A-R

TUNIS	800 F
MARRAKECH	900 F
MONTREAL	1350 F
BANGKOK	2250 F
BOMBAY	2250 F

Départ Bâle A-R

MEXICO	2250 F
Départ Bruxelles A-R	
MONTEVIDEO	3550 F

A Vols V.A.R.A. VOLS A DATES FIXES

**MALI**

Découverte du Pays Poulh à dos de bœufs porteurs

**4300F**

Circuit 2 semaines du 24-12 au 06-01 du 04-02 au 17-02 du 18-02 au 03-03

**nouvelles frontières**

TOURNAVENTURE

66, boulevard Saint-Michel 75006 PARIS  
Tel. 329.12.14

31, allée de Tourny 33000 BORDEAUX  
Tel. 44.00.39

13, rue du Pré-Boite 35000 RENNES  
Tel. 79.61.13

A B C D E F G

## Dans un appel aux chefs des États signataires des accords d'Helsinki

### La Charte 77 dénonce les « persécutions croissantes »

Vienne. — Pour la première fois depuis sa création à Prague, le 7 a été lancé, le lundi 6 novembre, un appel sous forme d'une lettre ouverte à des personnalités étrangères. Le texte, signé par les deux porte-parole de la Charte, en liberté, Mme Kubisova et M. Hejzlik, ainsi que par la Commission pour la défense des personnes injustement persécutées, est adressé aux chefs des États signataires de l'Acte final et à M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies. Jusqu'à présent, les documents (au nombre de vingt et un), lettres et protestations, publiés par la Charte, avaient tous été destinés en premier lieu aux autorités tchécoslovaques.

De notre correspondant en Europe centrale

Hindes, la correspondance ne leur est pas distribuée. La lettre signale que la police est allée jusqu'à faire sauter pour un motif futile une maison dans laquelle auparavant des jeunes gens avaient l'habitude de se réunir pour jouer de la musique pop.

Les infractions à la législation du travail commises par les autorités sous la forme de perte ou d'interdiction d'emploi, de retrait, ne sont plus rares, affirmant les porte-parole de la Charte, qui signalent aussi des cas d'incarcération hospitalière ou psychiatrique. « Dans notre pays, écrit-il, règne une atmosphère de peur, les gens craignent de parler, ils ne peuvent pas exprimer leurs pensées, mais d'avoir des contacts avec ceux qui le font. L'année 1978 approche, et nous sommes malheureusement obligés de constater que la situation autour de nous n'est guère éclaircie de la moitié d'homme serait privé du droit à une vie libre et digne ».

## SELON DES RÉSULTATS PARTIELS

### Les travaillistes ont enregistré un progrès aux élections municipales israéliennes

Jérusalem. — Les élections municipales du 7 novembre en Israël ont été ignorées par un grand nombre de citoyens. Jamais le taux de participation n'avait été aussi bas, environ 40 %, ce pourcentage est encore plus bas dans les grandes villes. On a dû parfois se résoudre à rappeler les Israéliens à leur devoir par haut-parleur. Il est vrai que, pour la première fois, les élections municipales n'avaient pas lieu en même temps que les élections législatives. Il n'y a pas eu de campagne à la télévision, et peu de personnalités se sont présentées en dehors des listes sortantes.

De notre correspondant

Tout cela limite les indications politiques que l'on peut tirer de ce scrutin, qui devrait pourtant être un repère, un an et demi après l'avènement au pouvoir du Likoud et de M. Begin. D'autre part, les résultats connus ce mercredi en fin de matinée étaient encore partiels.

Les travaillistes-Mépan alors au pouvoir. Le Likoud devait gagner au moins une dizaine de mandats, mais n'enregistre pas une progression aussi nette que prévu par rapport au changement historique supervisé par les législatives de mai 1977.

**Violence physique**

Certains commandos de police n'ont pas hésité à utiliser dans certains cas la violence physique de type « terroriste » ou le chantage anonyme.

Près de Rome

**UN PROCUREUR GÉNÉRAL ET DEUX PERSONNES QUI L'ACCOMPAGNAIENT SONT ASSASSINÉS**

Washington (Aepf). — Les autorités américaines ont effectué auprès du Fonds monétaire international les deux tirages d'un montant global de 3 milliards de dollars prévus au programme de soutien du dollar, annoncé mercredi dernier. Le plus récent de ces opérations, qui portait sur 1 milliard de dollars, a justifié la mise en œuvre, par le Fonds monétaire international, des accords généraux d'emprunt.

Les auteurs de la lettre soulignent le caractère particulièrement systématique de la répression de toute manifestation intellectuelle non conforme. Les appartements ont été placés sous surveillance de plusieurs dizaines de signataires et coupés, leurs appartements ont été placés sous surveillance sous leurs lettres et gestes sont photographiés et

Rome (A.F.P., U.P.I.). — M. Fedele Calvese, procureur général de Frosinone, près de Rome, a été tué par des inconnus, qui ont ouvert le feu au pistolet-mitrailleur sur sa voiture, ce mercredi 8 novembre, à Patria, localité de la province du Latio, située à quelques 60 kilomètres de la capitale italienne. Un policier, qui conduisait la voiture du magistrat, M. Giuseppe Paglieri, ainsi qu'un employé du palais de justice, ont été mortellement atteints.

Le F.M.I. emprunte à la R.F.A. et au Japon pour financer le tirage américain

Washington (Aepf). — Les autorités américaines ont effectué auprès du Fonds monétaire international les deux tirages d'un montant global de 3 milliards de dollars prévus au programme de soutien du dollar, annoncé mercredi dernier. Le plus récent de ces opérations, qui portait sur 1 milliard de dollars, a justifié la mise en œuvre, par le Fonds monétaire international, des accords généraux d'emprunt.

**FABRICANT - VENTE DIRECTE**

**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**

Seconde 25 ans d'expérience

**FRANOR 70 R. AMELOT 75011 PARIS**

TÉL. 700.87.94 - Fermé le samedi

**VACHERON CONSTANTIN**

**JEAN TOUR** joaillier

12 avenue Victor-Hugo paris 16 étoile 500 86 71

**Prix Cinquantenaire**

COSTUME BEYLERIAN en super velours Imperméabilisé Cosserat **690F**

COSTUME BEYLERIAN en pure laine vierge Woolmark **690F**

COSTUME TED LAPIDUS **790F**

COSTUME en Dormeuil **890F**

**Beylerian** habille l'homme d'aujourd'hui

A Versailles, Parly 2, Vélizy 2, Roissy 2, Créteil "Soleil", Rouen-Barentin et Rouen-Saint-Sever.

Le numéro du « Monde » daté 8 novembre 1978 a été tiré à 564 859 exemplaires.

## La conjoncture et l'évolution des salaires évoquées au conseil des ministres

Le conseil des ministres de ce mercredi 8 novembre devait être surtout consacré à l'examen de la situation économique en France. Une communication devait être faite à ce sujet par M. René Manory, pour dresser un bilan de l'état de santé de l'économie française. Deux interventions étaient également prévues : celles de MM. André Girard, ministre de l'Industrie, et Michel d'Ornano, ministre de l'Équipement et du cadre de vie. Aucune mesure nouvelle n'était attendue.

Si la consommation des ménages et les exportations continuent de progresser à un rythme à peu près conforme aux prévisions officielles, il n'en va pas de même pour les investissements, comme le souligne la note de conjoncture du C.N.P.F. Autre point essentiel : l'évolution des coûts salariaux. Après la forte hausse du taux de salaire horaire ouvrier au deuxième trimestre (4,2 %), après + 2,2 % au premier trimestre, la déflation s'est produite au troisième trimestre, les premiers calculs du ministère du travail aboutissant à une hausse de 2,7 % (+ 3,1 % au trimestre correspondant de 1977).

Le taux des salaires horaires ouvrier aurait progressé nettement moins vite au troisième trimestre qu'au second : moins de 3 % contre + 4,2 %. Les premiers calculs du ministère du travail, qui prennent en compte 25 000 postes de postes d'entreprise sur un total de 80 000, aboutissent à une augmentation de 2,7 %. Ce chiffre peut être rectifié en hausse par la suite : il n'est en effet pas possible de savoir le nombre des réponses des grandes entreprises « traitées » dans les premiers calculs par rapport à celles de petites et moyennes entreprises. Or les grandes firmes sont probablement plus strictes en matière d'augmentation que les secondes. Ce qui est à peu près certain en revanche, c'est que le résultat définitif qui sera connu au début de décembre ne devrait guère dépasser 3 % de hausse.

Les 2,7 % (provisoire) du troisième trimestre sont à rapprocher des résultats précédents : en 1977, 4,2 % au deuxième trimestre et 2,2 % au premier trimestre de cette année ; en 1977, 2,9 % au quatrième trimestre, 3,1 % au troisième, 2,3 % au premier. Au cours des neuf premiers mois de 1978, le taux de salaire horaire ouvrier aura ainsi augmenté de 2,4 % contre 8,9 % à ce jour de la période correspondante de 1977.

Le F.M.I. emprunte à la R.F.A. et au Japon pour financer le tirage américain

Washington (Aepf). — Les autorités américaines ont effectué auprès du Fonds monétaire international les deux tirages d'un montant global de 3 milliards de dollars prévus au programme de soutien du dollar, annoncé mercredi dernier. Le plus récent de ces opérations, qui portait sur 1 milliard de dollars, a justifié la mise en œuvre, par le Fonds monétaire international, des accords généraux d'emprunt.

**Piano center**

vous offre la location-test Piano bail

EN CAS D'ACHAT récupération totale des versements (caution, transport, location)

PIANOS, ORGUES - Paris-Est 122-294, E de Paris 92000 MONTREUIL - Tél. 857.05.30

سكسكسكس